

Raison d'Etat en Argentine

Les quelque trois mille militaires ou agents de sécurité argentine soupçonnés par les organismes de défense des droits de l'homme d'avoir commis des exactions pendant la dictature militaire ne pourront plus être poursuivis par la justice. Le délai de deux mois, imparté par la loi dite de « point final », au-delà duquel toute poursuite n'est plus possible, est en effet arrivé à échéance le lundi 23 février. Sur des milliers de dénonciations, dont certaines ont été jugées suffisantes par la justice argentine, feront l'objet d'un procès.

Cet arrêt des poursuites, voulu par le président Raúl Alfonsín pour réconcilier l'armée et la société, mécontente pour l'instant beaucoup d'Argentins. Les associations de défense des droits de l'homme, bien sûr, qui parlent à ce sujet d'une « extraordinaire clémence », mais aussi les militaires qui jugent ces procès « injustes ». Les officiers sont en effet aux prises avec cette situation paradoxale : pour eux d'être jugés pour des faits qui sont la dictature leur ont valu promotions ou décorations, et ils se réjouissent aujourd'hui derrière le « devoir d'obéissance ».

Cependant, le gouvernement a mis en garde les militaires argentine en indiquant qu'il n'est pas sûr qu'ils soient tous réconciliés avec la société. Les associations de défense des droits de l'homme, bien sûr, qui parlent à ce sujet d'une « extraordinaire clémence », mais aussi les militaires qui jugent ces procès « injustes ». Les officiers sont en effet aux prises avec cette situation paradoxale : pour eux d'être jugés pour des faits qui sont la dictature leur ont valu promotions ou décorations, et ils se réjouissent aujourd'hui derrière le « devoir d'obéissance ».

Deux anciens présidents devront répondre de la manière dont ils ont dirigé la répression : le général Leopoldo Galtieri (1982) et le général Roberto Bordaberry (1982) et le général Raul Alfonsín, qui a assuré la transition entre le départ des militaires et l'élection présidentielle de 1983, vont être jugés.

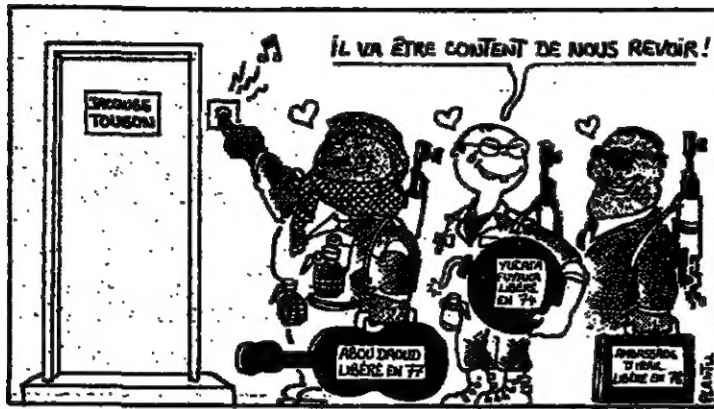
Si les deux anciens chefs de l'Etat sont condamnés, les quatre présidents qui se sont succédé à la tête du pays pendant les huit années de la dictature se trouveraient derrière les barreaux, les généraux Jorge Videla (1976-1982) et Roberto Viola (1982) ayant été déjà condamnés lors du « procès du siècle » à la réclamation à perpétuité pour le premier, et à dix-sept ans pour le second.

En dépit des protestations, le président argentin pourra donc se féliciter d'avoir respecté son engagement, pris pendant la campagne électorale, de juger les principaux responsables de la répression. M. Raúl Alfonsín aura aussi, malgré l'impossible oubli des victimes, réussi à faire son plein. Le chef de l'Etat soulèverait enfin les forces armées en ramenant les états-majors - il a aussi réduit leur budget - mais il n'a pas démantelé une force dans laquelle il ne voit pas comment gouverner. Ce point final est aussi un tribut à la raison d'Etat.

La lutte antiterroriste et l'amnistie de 1981

Une vive polémique se poursuit entre la majorité et M. Mitterrand

Une vive polémique se poursuit entre la majorité et le président de la République à propos de l'arrestation de quatre membres d'Action directe et de l'amnistie de 1981. M. Mitterrand a accusé d'« extrême légèreté ou d'extrême indifférence », le lundi 23 février, ceux qui ont déclenché une campagne contre lui et les socialistes. En privé, il affirme que ces méthodes procèdent d'une « mentalité fascisante ». Bien que M. Chirac se soit gardé d'intervenir, ce débat jette une ombre sur la cohabitation.



Lire page 6 les articles de JEAN-YVES L'HOMEAU et EDWY PLENEL.

Réunion du gouvernement sur la conjoncture

L'activité économique en France subit un fort ralentissement

L'activité économique a fortement faibli en France au cours des derniers mois et ne devrait pas se redresser avant le second semestre. Le CNPF, qui confirme ce sombre pronostic, estime que la production intérieure brute ne devrait croître que de 2 % en 1987, contre 2,5 % selon les dernières prévisions gouvernementales.

Cette conjoncture sera examinée mercredi à l'hôtel Matignon, où M. Chirac réunira son gouvernement après le conseil des ministres.

L'année 1986 s'est plutôt mal terminée. L'année 1987 ne commence pas sous les meilleurs auspices. Partout - sauf dans quelques secteurs comme l'automobile, le pétrole, l'industrie pharmaceutique - l'activité économique stagne, parfois même régresse.

Ce marasme des affaires est sensible à tous les niveaux : industrie, commerce de gros, commerce de détail. Il fait naître un pessimisme d'autant plus aigu que la phase difficile que traverse actuellement l'économie française succède à une année 1986 qui fut bonne jusqu'en octobre, et même

excellente pendant toute sa première partie.

On a employé le mot de « flambée » pour traduire la vague d'achats qui s'était produite à partir de la fin de 1985 et jusqu'à l'été 1986. Maintenant que les chiffres sont connus, l'expression n'apparaît pas trop forte.

La consommation des ménages a progressé à un rythme annuel de 4 % pendant le premier semestre 1986, ce qui ne s'était pas vu depuis très longtemps.

ALAIN VERNHOLLES.

(Lire la suite page 28.)

Images contrastées de l'arrière

Téhéran sur fond de guerre

Les forces de Téhéran ont annoncé lundi 23 février qu'elles avaient gagné du terrain sur le front sud - théâtre de l'opération Karbala-5 - non loin de Bassorah. Elles ont aussi attaqué deux villes du Kurdistan irakien, Rawanduz et Dyan. D'autre part, un raid aérien irakien, dimanche, sur la grande base de Téhéran, risque de relancer la « guerre des villes ».

TÉHÉRAN
de notre envoyé spécial

Impossible d'y échapper, même pour qui ignore le farsi : « djang » (la guerre) et « chahid » (martyr - tué sur le front) sont les deux mots clés de la radio et de la télévision irakiennes ; des mots martelés à longueur de bulletin, accompagnant, à l'écran, d'épouvantables images saisies sur le champ de bataille et diffusées plusieurs fois par jour avec une complaisance morbide. Mais ces appels répétés à la mobilisation et au soutien à l'effort de guerre sont un peu comme un fond sonore diffus, reflet d'une réalité lointaine : le front est à plusieurs centaines de kilomètres de Téhéran.

La capitale a appris à vivre au son de cette rhétorique guerrière, sans trop y prêter attention. La

guerre a déjà plus de six ans, la République islamique a célébré, ce mois de février, ses huit ans - « il a bien fallu s'accommoder », dit une Téhéranaise. On l'a fait à l'iranienne, c'est-à-dire avec une relative insouciance, du moins en apparence.

Insouciance dans cet élégant hôtel du nord de la capitale où l'on fête un mariage bourgeois en pleine alerte aérienne. Le cortège est arrivé tous phares allumés, les garçons mariés en tête, après avoir croisé des files de voitures redescendant sur la capitale : retours d'un week-end dans les stations de ski qui dominent la ville ou d'une promenade au bord de la Caspienne.

Images contrastées encore, cette fois un peu plus bas dans Téhéran et dans l'échelle sociale. Place Ferdowsi, en plein centre-ville, un mollah, turban blanc et manteau maron, s'époumone devant une mauvaise photo : Saddam Hussein, le président irakien, est une fois de plus « vilipendé et le « peuple » sommé de rejoindre le front en masse. Le « peuple » n'en a cure : industriels, pressés, traits tirés et fatigués tant la survie dans cette mégapole grise qu'est Téhéran est épuisante, les interpellés passent leur chemin.

Un peu plus loin, le long de l'avenue de la Révolution, qui traverse la

ville d'est en ouest, c'est à peine si l'on jette un coup d'œil attristé sur le cortège de trois ou quatre autobus, bondés de jeunes gens barbus, qui fraie difficilement sa route dans la cohue automobile ; des « volontaires » qui partent pour le front ou en reviennent.

Plus au sud commence le Bazar. Là encore, rien qui ressemble à une économie de guerre, avec des échoppes à moitié vides alignant quelques produits rationnés devant de longues files d'attente de consommateurs frustrés. Non, le Bazar se porte bien. Il rivalise avec les supermarchés coossus du nord de la ville : produits de luxe, montres de marque, bijoux, électroménagers, derniers miracles de miniaturisation de la hi-fi japonaise, etc.

Le Grand Satan américain, dont le régime a juré d'éradiquer tous les symboles, à la peau dure ; au rayon des vidéo-cassettes, ce sont toujours les « space-invaders » et autres « Superman » qui tiennent la vedette - pour ne pas parler du Mac Donald's bordant la place Azadi, rendez-vous obligé de toutes les manifestations « révolutionnaires » de l'Iran post-impérial.

Ici, on vit sur le mode schizophrénique. Il y a le permanent matriquage des médias, qui véhiculent l'image d'un peuple en guerre,

uni derrière ses ayatollahs pour faire rendre gorge au régime laïc et socialisant de Bagdad ; et puis il y a une capitale qui, en huit ans de « révolution » et six ans de guerre n'a pas tellement changé. La topographie sociale a survécu au changement de régime.

Le nord est resté riche, relativement - avec villas somptueuses, voitures de luxe et soirées mondaines. Le sud est demeuré ce qu'il était, alignement sans fin de pauvres maisonnettes, véritable circonscription du régime : ici, les femmes portent le strict tchador noir et les hommes - ambiance guerrière oblige - arborent pour la plupart une veste militaire, même s'ils n'ont rien de militairement se rendre au front. Le nord, lui, s'est « accommodé » : on croise dans le parc Mellat, haut lieu des promenades sentimentales téhéranaises, des filles au foulard bariolé et aux jeans dépassant sous la blouse islamique. Pourtant, la guerre est là, tangible, même loin du front. Un mois après l'offensive Karbala-5, lancée à la mi-janvier, les journaux alignent toujours des colonnes d'avis de décès et les fleuristes des étalages de couronnes mortuaires.

ALAIN FRACHON.

(Lire la suite page 5.)

TF 1 convoitée par Hachette et par Bouygues

Le groupe Pluricommunication - dont fait partie « le Monde » - a passé un accord de principe avec Hachette.

PAGE 11

Les négociations sur l'Afghanistan

Le Pakistan, cible principale de l'offensive diplomatique de Moscou.

PAGE 3

Le procès de Demanjuk

« C'est bien lui, Ivan de Treblinka. »

PAGE 5

Pollution du Rhin

Sandoz paiera 8 millions de francs.

PAGE 9

M. Friedmann PDG d'Air France

Un proche de M. Jacques Chirac succède à M. Marc ceau Long.

PAGE 26

Cory Aquino : premier anniversaire

La réforme agraire est devenue une priorité.

PAGE 3

Reprise de « l'Opinion publique »

Chaplin loin du mélodrame.

PAGE 12

Le chantier naval de La Rochelle

Leur avenir dépend d'une subvention du gouvernement.

Page 27

Le sommaire complet se trouve page 30

Une nouvelle thérapeutique expérimentée à Paris

L'infarctus pris de vitesse

Chaque année, en France, l'infarctus du myocarde est à l'origine de soixante-dix mille hospitalisations et de cinquante et un mille décès. Une équipe de médecins-réanimateurs parisiens, appartenant au service de santé de la brigade des sapeurs-pompiers et au service de réanimation de l'hôpital Cochin, vient de réaliser une expérience unique au monde. Si cette méthode se généralisait, elle pourrait améliorer sensiblement le traitement de cette affection, qui demeure aujourd'hui la première cause de mortalité. On s'est aperçu, en effet, que si l'on injectait un produit thrombolitique, capable de dissoudre les caillots, dans l'heure qui suit l'apparition de la douleur révélatrice de l'infarctus, la mortalité hospitalière serait réduite de moitié.

Mais comment intervenir au plus vite auprès du patient ? Jusqu'à présent, la règle était de mettre en route ce traitement une fois le malade transféré à l'hôpital. Le pari - risqué, mais réussi - des réanimateurs parisiens a consisté à injecter le produit thrombolitique au domicile du patient. Et de gagner ainsi plus d'une heure.

Cette nouvelle thérapeutique de l'infarctus dépend cependant de la coopération et de la célérité des patients. Il ne sert à rien, lorsqu'une douleur « infarctique » typique dure plus d'un quart d'heure, d'attendre « en espérant que ça passera ». Il faut, au contraire, faire appel immédiatement aux services médicaux d'urgence. Mais cela suppose que le grand public sache reconnaître ce type de douleur. « Une respon-

sabilité d'information incombe tant aux pouvoirs publics qu'aux médias », estiment les réanimateurs parisiens.

(Lire page 17 l'article de FRANCK NOUCHI.)

Lire également dans

Le Monde

SCIENCES ET MÉDECINE

■ Les fourmis du laser Phébus. ■ Une étude sur la corrélation entre le cycle menstruel et les tentatives de suicide. ■ Secteurs de pointe : les robots agricoles.

Pages 17 à 19

صكزا من الالجل

Débats

MANDAT PRÉSIDENTIEL

Sept ans, cinq ans ? Les discussions sur la durée du mandat présidentiel sont de celles dont la classe politique est friande, comme on le voit aujourd'hui.

Jacques Robert explique ici pourquoi les

arguments des adversaires du quinquennat ne peuvent être retenus. Raphaël Hadas-Lebel s'interroge sur l'opportunité d'ouvrir la boîte de Pandore et se prononce pour un septennat non renouvelable.

Eloge du quinquennat

La proposition parlementaire de révision de la Constitution envisagée par M. Giscard d'Estaing aurait de nombreux avantages pour le chef de l'Etat.

TROIS arguments sont couramment avancés par les adversaires du quinquennat. Aucun ne peut être sérieusement retenu.

Le quinquennat, pour ses détracteurs, ne permettrait pas à un président élu pour une même durée que les députés de jouer le rôle d'arbitre que lui confie la Constitution. A qui fera-t-on croire qu'en le dotant, dès le départ, de pouvoirs exorbitants puis en le faisant, par la suite, désigner par l'ensemble du peuple la V^e République ait entendu simplement cantonner le chef de l'Etat dans un seul rôle d'arbitre ? Les gaullistes ont-ils déjà oublié que c'est le général de Gaulle lui-même qui proclamait hautement qu'aucune autorité publique dans l'Etat, qu'elle fût législative, exécutive ou judiciaire, ne saurait émaner et dépendre d'un autre que le président de la République, clé de voûte instituée du régime ?

La réduction du mandat présidentiel à cinq ans, entend-on dire en second lieu, n'aurait point nécessairement pour conséquence d'entraîner avec certitude la coïncidence des deux majorités (présidentielle et parlementaire), car l'électorat pourrait fort bien voter pour un président de gauche et une Assemblée de droite ou inversement. Le risque serait en tout cas moins grand qu'aujourd'hui... Certes, quelques Français tenteront de limiter par une Assemblée moins facile un président qui pourrait être élu plus facilement, mais ils seront peu nombreux. Le bon sens dont ils ne sont point dépourvus pousse à la cohérence de leurs votes. Leur profond légalisme aussi.

Reste le troisième argument des adversaires du quinquennat : il entraînerait la désuétude du droit de dissolution et nous pousserait inéluctablement vers le régime présidentiel. Un tel argument ne semble guère recevable. Il n'est pas question de supprimer le droit de dissolution. Bien mieux, celui-ci devrait demeurer la suprême arme pour résoudre d'éventuels conflits.

Ces conflits, à l'évidence, deviendraient moins nombreux dans l'hypothèse d'une conver-

gence politique entre un président et une Assemblée élue en même temps pour une même durée. S'il venait à se produire, c'est-à-dire si le contrat conclu au début des cinq années communes était rompu, le président ferait, par une dissolution, le peuple juge du différend. Il est évident alors, que, si l'électorat désavouait le président, celui-ci en tirerait les conséquences. Une nouvelle élection présidentielle ayant lieu, la coïncidence des majorités se rétablirait d'elle-même aussitôt.

Des problèmes plus délicats

La procédure constitutionnelle à utiliser pour parvenir à l'instauration d'un tel quinquennat en France pose des problèmes plus délicats.

1) La question du quinquennat relevant indiscutablement de « l'organisation des pouvoirs publics », l'article 11 pourrait parfaitement être directement utilisé par le président de la République. Mais il lui faudrait alors une « proposition » du premier ministre... Or on voit difficilement, si l'idée était perçue avec faveur par l'opinion, le premier ministre faire, en période de cohabitation, le magnifique cadeau d'une opération-prébiscite à un président qui, quelques mois plus tard, pourrait être son concurrent...

2) Quant à l'article 89, qui concerne plus spécifiquement la procédure de révision constitutionnelle, il peut être utilisé de plusieurs manières. Mais aucune n'est innocente.

On peut, par exemple, penser à reprendre la procédure mise en mouvement à son époque par Georges Pompidou, et abandonnée en cours de route faute de la certitude de pouvoir obtenir au Congrès la majorité des trois cinquièmes de ses membres. Chacune des deux Chambres ayant déjà adopté la majorité un texte instituant le quinquennat, il suffi-

(*) Professeur de droit public à l'université Paris-II.

rait aujourd'hui d'aller au bout de la procédure en reprenant le même texte pour le faire adopter soit au Congrès, soit par référendum. Le libre choix de l'option est laissé au président de la République. Mais entre-temps que l'on pousse, quatorze ans plus tard, compléter une procédure simple-ment entamée ? Certes, le chef de l'Etat n'est pas tenu par des délais pour organiser un référendum ou convoquer le Congrès, puisque la Constitution n'en fixe aucun, mais la limite à lui fixée n'est-elle point celle de son mandat ? Un nouveau Congrès peut-il demander à un nouveau Congrès de parfaire une procédure déclenchée par un ancien président et entamée par d'anciennes Chambres ?

Sans doute serait-il plus conforme, non seulement aux textes mais à l'esprit de la Constitution que, le cas échéant, le président de la République reprenne, s'il renonce à l'utilisation directe de l'article 11, l'ensemble de la procédure de l'article 89.

Mais il est une troisième solution, beaucoup plus habile : celle de laisser M. Valéry Giscard d'Estaing, qui a su opportunément relancer la question, prendre, en tant que parlementaire, l'initiative d'une proposition de révision parfaitement prévue et réglementée par le même article 89. Celle-ci devrait être votée par les deux Assemblées puis soumise ensuite au référendum.

Une telle procédure aurait, pour le chef de l'Etat, un triple avantage : celui, d'abord, de ne point prendre lui-même l'initiative d'une mesure qui pourrait toujours être suspectée d'avoir été lancée pour faciliter en 1988 sa propre réélection ; celui, ensuite, de voir comment les députés et les sénateurs réagissent à un tel projet de l'ancien président de la République ; celui, enfin, si l'opinion publique était favorable, de déclencher le référendum prévu par l'article 89 et de profiter à la fois d'un succès national et d'une mesure politique qui, tous deux, faciliteraient singulièrement son éventuelle réélection, sans qu'il lui soit reproché d'en avoir pris lui-même l'initiative...

ETRANGE institution que le septennat ! A l'origine, une simple mesure de circonstance. Lorsqu'on en discute, en 1873, il s'agit, pour la majorité royaliste de la Chambre des députés, d'attendre que le trop intrusif et archaïque comte de Chambord disparaisse sans enfants, pour laisser la place à un candidat plus présentable, le comte de Paris. Ainsi qu'on le disait plaisamment à l'époque, il fallait se donner le temps nécessaire pour que « Dieu ouvre les yeux du prétendant au trône... ou daigne les lui fermer ». Le maréchal de Mac-Mahon, président de cette République transitoire, était déjà âgé. On avait songé pour lui à un mandat de dix ans, mais il préféra sept ans, durée qu'il estimait, disait-il, « plus en rapport avec les forces que je puis consacrer au pays ».

Institué par la loi du 20 novembre 1873, ce septennat provisoire s'est enraciné en une pratique plus que centenaire. Il n'y a rien là de surprenant. Pour un président de la République cantonné sous la troisième et quatrième République dans la fonction représentative, un mandat de sept ans ne paraissait pas excessif : pas plus en France qu'en Autriche ou en Italie. Avec l'avènement, en 1958, d'une Constitution qui confierait au président de la République des pouvoirs considérables — encore accrus par la pratique constitutionnelle — ceux d'un véritable chef de l'exécutif, il était normal que la question du mandat présidentiel fût à nouveau posée.

Pour le général de Gaulle, la réponse ne faisait pas de doute, et elle garde toujours son actualité. Un mandat de sept ans lui paraissait tout à fait en ligne avec la mission du chef de l'Etat, « clé de voûte » des institutions, garant de la continuité des pouvoirs publics et dont la mission doit s'inscrire dans la durée.

Le septennat : un centenaire qui se porte bien

En réduisant le mandat du chef de l'Etat, on influe sur la nature même de la fonction présidentielle et donc sur celle du premier ministre.

par RAPHAËL HADAS-LEBEL (*)

Pourquoi, dès lors, Georges Pompidou s'est-il étonné à rompre avec cette approche et à estimer que « la règle du septennat ne correspond plus au rôle que le président de la République joue dans la définition des orientations générales de la politique nationale » ? Est-ce la référence à la pratique des autres démocraties occidentales (Etats-Unis, RFA, Grande-Bretagne) ? Est-ce le reflux du référendum, qui ne permet plus au chef de l'Etat de se ressourcer, au milieu de son long mandat, dans le soutien populaire ? A moins qu'il n'ait été inspiré par des motivations plus personnelles, aussi « conjoncturelles » que celles qui avaient inspiré en 1873 l'instauration du septennat.

Souvent président varie...

En réalité, sur la durée du mandat présidentiel, souvent présidents varient. Valéry Giscard d'Estaing s'était déclaré, dès 1974, favorable à un raccourcissement du mandat présidentiel. Dans ses cent dix propositions, François Mitterrand s'était, lui aussi, prononcé pour une révision constitutionnelle sur ce point : mandat de cinq ans renouvelable une fois ou de sept ans non renouvelable. Mais, obliant ensuite leurs promesses de changement, nos présidents successifs s'accommodent, une fois élus, du statu quo. Ils n'évoquent plus l'idée d'une réduction du mandat... que pour leurs successeurs, ou pour

(*) Professeur à l'Institut d'études politiques de Paris.

leur second mandat : il ne leur a pas échappé, en effet, que par une étrange fatalité, aucun de leurs prédécesseurs, ni Grévy, ni Lebrun, ni de Gaulle, n'ont pu mener à son terme un second mandat.

Si, sur une réforme intellectuelle, le débat se poursuit, il y a toujours en l'air des intentions aux actes, ce n'est pas le fruit du hasard. Il y a certes la complexité des procédures de révision constitutionnelle, qui est clairement apparue en 1973. Il y a aussi les divergences de doctrine qui passent souvent à l'intérieur des formations politiques. Mais, au-delà, tous les acteurs potentiels — président de la République, premier ministre, parlementaires — ont senti plus ou moins confusément que passer du septennat au quinquennat, ce n'est pas seulement changer un chiffre à l'article 6 de la Constitution.

En réduisant à cinq ans le mandat du chef de l'Etat, on influe sur la nature même de la fonction présidentielle et, par voie de conséquence, sur celle du premier ministre. On soulève nécessairement le problème controversé du couplage — ou du découplage — de l'élection législative et de l'élection présidentielle. On modifie le rythme des consultations électorales. On évoque le sort du droit de dissolution, et donc les fondements mêmes de notre régime parlementaire.

Face à un débat aussi capital pour l'avenir de nos institutions, les initiatives éventuelles d'une révision constitutionnelle en viennent tout naturellement à s'interroger sur l'opportunité d'ouvrir la boîte de Pandore, alors que rien ne les y oblige et qu'il suffirait de s'en tenir au principe d'un septennat non renouvelable.

REVUE "CORPS ÉCRIT" N°20.

L'Opéra

D'Antoine Bourseiller à Pierre-Luigi Pizzi, les 25 textes rassemblés dans cet ouvrage interrogent cet art si fragile, cet équilibre mystérieux et magique : l'Opéra.

Revue "Corps écrit" dirigée par Béatrice Didier. 160 pages - 85 F.

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

« PARLEZ-VOUS BUSINESS ? » de Didier Pourquery

Soigner le mal par un peu de mal

CHACQUE profession, c'est bien connu, dispose d'un jargon. Et ceux du monde des affaires, le plus souvent d'origine anglo-saxonne, ouvrent la porte de nombreux métiers. Le manifeste d'Émile « Parlez-vous français ? », vingt-deux ans après sa publication, reste donc d'actualité tout comme le pénitencier annoncé : « Si nous n'y prenons pas garde, dans quarante ans le français aura cessé d'exister. Non seulement nous aurons des mots américains par milliers, qui passeront tout crus dans notre langue et Dieu sait à quelle incertitude de prononciation, d'orthographe, à quelle liberté grammaticale (dans l'accord des pluriels en particulier) ces mots nous accablent — mais nous fabriquerons de faux mots anglais, nous fuserons le sens des mots... Bref, nous ne parlerons plus le français, nous parlerons le sabir américain. »

A mi-chemin de la prophétie, Parlez-vous business ? de Didier Pourquery — l'analyse est évidente — montre que celle-ci est en bonne voie de se réaliser. Mais ce pamphlet du grammairien notre collaborateur préfère la dérision du journaliste.

De la « pub » à la finance, de la production à la vente, de l'administration à l'entreprise ou à la Bourse, chaque code est ainsi passé à la moulinette de l'ironie, le langage à la chef et traduction en langage courant offerte. Et c'est là le drame. Si l'on peut admettre que certaines soient tout aussi bien que brief ou briefing — mais brief a déjà fait son apparition au Petit Larousse — le langage passe plus mal et le planigramme pas du tout. Le ver est dans le fruit. La tête est depuis longtemps pleine du « sabir américain ».

Le remède proposé par Didier Pourquery est clair : « Soigner le mal par un peu de mal ; le bon usage du jargon, c'est l'usage homéopathe. Comme l'argot, les « business-lingues » sont hors de leur contexte péjoratif et ennuyeux. Parlez-vous business ? apparaît dès lors, avec son vocabulaire mais aussi ses exercices, comme un ouvrage indispensable pour démasquer les impostures et pour montrer des impostures. Et si vous parvenez sans rire à dire : « Pour vendre un tel me-tro, il faudrait au moins revampir votre packaging parce qu'avec un logo pareil je vous vois mal faire un pack-shot valable », vous avez gagné un dictionnaire.

BRUNO DETHOMAS.

« Parlez-vous business ? les 1200 mots pour tout comprendre dans l'entreprise », par Didier Pourquery, l'Édition-Hachette, J.-C. Lattès, 242 pages, 99 F.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75002 PARIS CEDEX 05
Tél. MONDIPAR 69572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81
Tél. : (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Robert Benoit-Méty (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans, à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Benoit-Méty, fondateur.

Administrateur : CTTSS Bernard Wouss.

Rédacteur en chef : Daniel Vernet.

Caricaturiste en chef : Claude Sala.

ABONNEMENTS BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 290 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 607 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) 1. - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS 399 F 763 F 1 089 F 1 390 F

2. - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changement d'adresse définitif ou provisoire : nos abonnés sont invités à fournir leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composé 36-15 - Tapez LEMONDE

Reproduction intégrale de tous articles sauf accord avec l'administration

Le Monde PUBLICITE

5, rue de Montesson, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-55-91-82 ou 45-55-91-71
Tél. MONDPUB 204 136 F

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2057

Le Monde USPS 705-010 is published daily, except Sundays for \$400 per year by Le Monde s/o Speedpost, 45-45 30th Street, L.C.I., N.Y. 11104. Second class postage paid at New York, N.Y. postmaster: send address changes to Le Monde c/o Speedpost U.S.A., P.O. Box 45-45 30th Street, L.C.I., N.Y. 11104.

Etranger

PHILIPPINES : le premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M^{me} Aquino

Atmosphère de liesse tempérée par la crainte de troubles

Les Philippines célèbrent, mercredi 25 février, le premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir de la présidente Cory Aquino, au terme de la « révolution de février », qui a renversé le régime de M. Ferdinand Marcos, contraignant ce dernier à s'exiler à Hawaï. L'atmosphère de liesse entretenue par les autorités depuis dimanche à l'aide de diverses cérémonies a été tempérée par la mise en état d'alerte maximum des forces armées de crainte

que des troubles ne viennent ternir les célébrations. La presse philippine a, ces derniers jours, signalé un regain d'agitation parmi les militaires d'extrême droite tandis que plusieurs journaux prévoient une recrudescence d'actions de la guérilla communiste.

Le gouvernement philippin a annoncé, lundi, qu'il avait chargé onze évêques catholiques de mener avec les maquisards communistes des

négociations au niveau local afin de renouer un dialogue suspendu depuis l'échec des pourparlers de paix et l'expiration, le 8 février, de la trêve de soixante jours intervenue à la fin de l'année dernière. Plus de cinquante personnes, dont au moins dix-sept civils, ont été tuées depuis la reprise des hostilités entre les insurgés et les forces gouvernementales. Les autorités ont, d'autre part, mis en route, la

sensée dernière, une première phase de la réforme agraire destinée à calmer le mécontentement populaire dans des régions affectées par la pauvreté et où s'est renforcée, ces dernières années, l'insurrection communiste. Le gouvernement a ainsi pris formellement possession d'une première tranche des avoirs fonciers du couple Marcos, confisqués il y a un an, afin de les redistribuer à des paysans pauvres.

Réforme agraire prioritaire face à l'insurrection communiste

MANILLE
de notre envoyé spécial

M^{me} Aquino s'est lancée dans une course contre la montre pour essayer de rattraper le temps perdu et s'attaquer, finalement, à un problème qui sera le test de sa volonté politique de changement comme de son autorité : la réforme agraire. M. Alvarez, ministre chargé de cette question, ne cache pas que celle-ci « a des implications politiques délicates ».

Le pouvoir de l'élite tient essentiellement à la propriété de la terre et au système de contrôle social semi-féodal qu'elle lui permet d'exercer sur la paysannerie (cette dernière représentant les deux tiers de la population). « Avant le référendum constitutionnel du 2 février, la présidente risquait de s'aliéner la force politique que représentent les grands propriétaires terriens si elle menaçait trop directement leurs intérêts. Aujourd'hui, nous sommes conscients que, si nous ne jetons pas les bases d'une réforme agraire avant l'expiration des mandats de Parlement (le 11 mai prochain), celle-ci est destinée à s'enliser dans le débat parlementaire », nous dit sans détour M. Alvarez.

La réforme agraire est effectivement un problème qui a été largement négligé par M^{me} Aquino, malgré les promesses faites avant son élection. C'est pourtant une priorité, dans un pays où 60 % des habitants vivent en dessous du seuil de pauvreté, où, sur dix millions de paysans, la moitié sont des ouvriers agricoles, deux millions des cultivateurs

à bail et seulement un million et demi des petits propriétaires, et où, au total, 10 % de la population — qui draine 40 % du revenu national — possède 90 % des terres arables.

Non seulement cette réforme est inscrite dans la nouvelle Constitution, mais le gouvernement Aquino en a fait la pierre angulaire de son programme de justice sociale. En janvier, d'ailleurs, le cardinal Sin affirmait dans une lettre pastorale au ton particulièrement ferme que la crédibilité du gouvernement Aquino dépendait de sa capacité à mettre en œuvre une réforme agraire.

Cette nécessité existe depuis la fin de la colonisation espagnole (1898). Dans les années 50, le président Maguayay réussit à venir à bout de la révolte des Hukos (mouvement paysan pro-communiste) en promettant une redistribution des terres, mais il mourut avant d'avoir pu tenir ses promesses. En octobre 1972, Marcos, qui venait de proclamer la loi martiale, lança lui aussi un programme de distribution des terres, qui, rapidement, échoua sur les résistances des propriétaires.

M^{me} Aquino a pu mesurer l'urgence du problème avec l'incident du pont Mendiola le 22 janvier dernier : seize des manifestants qui marchaient en direction du palais présidentiel furent tués par l'armée. Les dessous de l'affaire de Mendiola restent encore à élucider, mais le message n'en était pas moins clair : la réforme agraire est une demande impérative de la paysannerie dont tirent parti les insurgés communistes, qui sont pour une bonne part des paysans.



L'ECONOMIST février 1987.

Au cours de l'année écoulée, le gouvernement Aquino s'est contenté de poursuivre la mise en œuvre du mandat de M^{me} Aquino (1992). Ce programme prévoit aussi la mise en place de structures d'encadrement et de soutien aux paysans devenus propriétaires (système de crédit, de coopératives pour les engrais et la commercialisation des produits), dont dépend la réussite de la réforme.

trois prochaines années, et une deuxième tranche de près de 4 millions d'hectares avant l'expiration du mandat de M^{me} Aquino (1992). Ce programme prévoit aussi la mise en place de structures d'encadrement et de soutien aux paysans devenus propriétaires (système de crédit, de coopératives pour les engrais et la commercialisation des produits), dont dépend la réussite de la réforme.

Un programme en quatre phases

Le programme du gouvernement comporte quatre phases : achever la

La reprise des négociations de Genève sur l'Afghanistan

Le Pakistan est la cible principale de l'offensive diplomatique de Moscou

La huitième session des pourparlers « indirects » entre le Pakistan et l'Afghanistan, sous l'égide de l'ONU, s'ouvre, mercredi 25 février, à Genève. Elle a été précédée par une intense bataille diplomatique, et Kaboul a annoncé que sa délégation formerait des « propositions concrètes » pour mettre fin au conflit afghan. Avant de gagner Genève, M. Yakub Khan, ministre

pakistanaise des affaires étrangères, est retourné à Moscou, où il s'était déjà rendu début février. Cette visite dans la capitale soviétique a été précédée d'entretiens, à Islamabad, avec M. Laridjani, vice-ministre iranien des affaires étrangères, qui se rendait aussi, pour la deuxième fois en trois mois, dans la capitale pakistanaise. De son

côté, après des entretiens à Moscou et à New-Delhi, M. Velayati, ministre iranien des affaires étrangères, a proposé la tenue d'une conférence quadripartite (URSS, Iran, Pakistan et résistance afghane) pour résoudre le conflit, initiative accueillie favorablement par l'un des mouvements de résistance mais qui devrait être rejetée par Moscou.

Tout laisse à penser que les Soviétiques, pour tenter de résoudre le conflit afghan, orientent leurs efforts en direction de l'Iran et, surtout, du Pakistan, ce dernier pays étant jugé, à Moscou, comme le maillon faible du dispositif adverse.

C'est par le Pakistan que transite l'essentiel de l'aide aux principaux mouvements de résistance afghans. Mais, pour Islamabad, la présence de quelques trois millions de réfugiés est de plus en plus pesante. Les attentats — dont certains sont sans doute fomentés par des agents infiltrés de Kaboul — se multiplient dans les zones où sont concentrés les réfugiés, exacerbant les relations entre ces derniers et les populations locales. En outre, les incidents de frontières sont plus fréquents avec les forces soviéto-afghanes.

Le Pakistan n'a pas besoin de ce surcroît de difficultés. Il a déjà ses propres déchirements ethniques et ses troubles politiques. Sa croissance économique demeure relativement modeste. Depuis la levée de la loi martiale, il y a quatre mois, il n'a pas encore trouvé un équilibre politique satisfaisant. Enfin, sa préoccupation prioritaire, sur le plan régional, demeure la collaboration avec son puissant voisin indien, comme un regain de tension frontalière l'a montré en janvier.

Pour toutes ces raisons, Islamabad est particulièrement sensible à toute ouverture de Moscou à propos de l'Afghanistan, en dépit de l'aide considérable — militaire comme économique — fournie par les Etats-Unis, lesquels considèrent le Pakistan comme un partenaire indispensable dans une région où ils manquent de points d'appui. En janvier encore, le président Zia Ul Haq s'était félicité des « signaux positifs » émis par Moscou à propos d'un règlement du conflit.

C'est pourquoi les Soviétiques, notamment à l'occasion de la première visite à Moscou de M. Yakub Khan — auraient offert à Islamabad des garanties — concernant sa sécurité et une aide soviétique substantielle — en échange d'un assouplissement de sa position sur la question

afghane. La principale pierre d'achoppement — sur laquelle butent les pourparlers de Genève — concerne, en effet, le calendrier d'un éventuel retrait des troupes soviétiques qui se battent en Afghanistan. Le Pakistan exige que les retraits s'effectuent dans un délai de quatre à six mois, alors que Moscou ne s'est engagé jusqu'ici que sur une période de deux ans en cas de règlement.

Avec l'Iran — qui abrite un million de réfugiés afghans — les moyens de pression de Moscou sont plus limités. Tout rapprochement entre Moscou et Téhéran passe par une suspension, au moins partielle, des livraisons d'armes soviétiques à l'Irak, une initiative qui ramènerait en cause la politique pro-occidentale de Moscou, et qui paraît exclure dans un avenir immédiat.

Une « plate ouverte »

Beaucoup de choses se sont passées depuis la précédente session — début août 1986 — de ces pourparlers entre Kaboul et Islamabad, qui se déroulent par l'entremise de M. Cordovez, médiateur de l'ONU, parce que les Pakistanais refusent de reconnaître le régime communiste afghan.

Tout en essayant d'élargir l'assise de M. Najibullah, leur protégé, les Soviétiques ont reparté, fin octobre — à la veille de la rencontre Reagan-Gorbatchev à Reykjavik — six régiments. Fin novembre, le numéro soviétique a évoqué, avant de se rendre en visite officielle en Inde, la question d'un règlement politique en Afghanistan. Parallèlement, Kaboul lançait un programme de « réconciliation nationale » dont l'un des volets devait être, le 15 janvier dernier, l'intervention d'un cesse-le-feu unilatéral décrété par les communistes afghans.

Ces initiatives avaient — et ont toujours — pour objectif de renforcer suffisamment le régime de Kaboul en vue d'en faire un interlocuteur plus crédible et de permettre le début d'un désengagement mili-

taire effectif de Moscou. M. Gorbatchev n'a pas caché, en effet, qu'il s'accommodait mal de cette « plate ouverte » que constitue, à ses yeux, ce conflit dans lequel l'Union soviétique s'est engagée il y a plus de sept ans et qui a déjà coûté à l'armée rouge, plusieurs milliers de soldats.

A ce jour, cependant, ces « ouvertures » n'ont rien que des effets limités. Les mouvements de résistance ont rejeté la « réconciliation nationale » proposée par Kaboul. Ils y ont même répondu en exigeant un retrait militaire soviétique « total, inconditionnel et immédiat » et « le renversement des marionnettes » de Kaboul. La guerre s'est donc poursuivie avec, apparemment, la même intensité. Les forces soviéto-afghanes ont, même, très rapidement repris leurs opérations pour tenter de couper les voies de ravitaillement de la guérilla le long de la frontière pakistanaise.

Il est vrai que, coïncidant avec l'offensive diplomatique de M. Gorbatchev, un élément nouveau semble avoir relevé le moral des Moudjahidines. Depuis octobre, les missiles anti-aériens Stinger, livrés par Washington aux résistants, sont devenus opérationnels et font des dégâts considérables. Pendant deux ans, en 1985 et 1986, la résistance avait souffert face à de puissantes opérations coordonnées des Soviétiques et des troupes de Kaboul. L'efficacité de ces missiles anti-aériens permet aujourd'hui aux Afghans d'affirmer que « la résistance se renforce », ainsi que l'a déclaré, la semaine dernière, M. Michael Armacost, secrétaire d'Etat adjoint aux affaires politiques.

Apparemment, donc, les données du conflit n'ont pas changé. Les mouvements de résistance, qui font une « guerre sainte », ne considèrent toujours pas Kaboul comme un interlocuteur valable. Tout en reconnaissant que Moscou a procédé à des « changements intéressants dans la formulation » du conflit afghan, les Etats-Unis attendent de l'Union soviétique qu'elle s'engage à rapatrier « rapidement » son corps expé-

ditionnaire — une question « de mois et non d'années » — et mette en place « un processus de réconciliation nationale authentique ». Quant aux Soviétiques et à leurs protégés afghans, ils ont rappelé, le 18 février encore, qu'il n'existait « pas d'autre solution que la réconciliation nationale », ajoutant même que « des progrès » sur cette voie « contribueraient substantiellement à une solution, qui, elle-même, accélérerait le retrait des troupes soviétiques ». Autrement dit, règlement d'abord, retrait militaire ensuite.

Il n'y a donc guère de raisons objectives de s'attendre à une percée à l'occasion de cette nouvelle session de pourparlers à Genève, même si Moscou, par la voix de Kaboul, en profite pour se livrer à une nouvelle opération de relations publiques. Pour le moment, rien ne laisse pressentir que Moscou renonce à obtenir un compromis favorable à ses protégés de Kaboul. Et, jusqu'à preuve du contraire, la résistance n'est encore soumise à aucune pression de la part de ses partisans — pakistanaïes, américains ou même iraniens — pour envisager ce genre de schéma. En d'autres termes, le rétablissement d'un Afghanistan Etat-tampon n'est pas à l'ordre du jour. C'est pourquoi la négociation d'une « sortie honorable » pour les Soviétiques demeure prématurée.

JEAN-CLAUDE POMONTI

● PAKISTAN : accord de non-ingérence proposé à l'Inde. — Le président Zia Ul Haq a annoncé, lundi 23 février, à son retour à Islamabad après une visite de deux jours en Inde, qu'il avait proposé au premier ministre, M. Rajiv Gandhi, que les deux pays s'engagent mutuellement, par un accord, à ne pas s'immiscer dans leurs affaires intérieures, notamment l'agitation ethnique. Il a souligné que son pays était « hostile à toute ingérence » dans le problème sikh en Inde, et a offert la coopération du Pakistan à l'Inde dans la lutte contre le terrorisme, le trafic de drogue, et la contrebande (Le Monde du 24 février). — (AFP).

Amériques

ÉTATS-UNIS

La Cour suprême va statuer sur la constitutionnalité de l'application de la peine de mort à des mineurs

La Cour suprême des Etats-Unis a accepté, lundi 23 février, de statuer sur la constitutionnalité de la peine de mort pour des condamnés ayant commis leur crime avant l'âge de dix-huit ans. Cette décision va faire date : c'est la première fois que la plus haute instance judiciaire américaine se résout à étudier cette question depuis qu'elle a, en 1976, déclaré que la peine de mort n'était pas inconstitutionnelle.

Ainsi les protestations émises par les adversaires de la peine capitale aux Etats-Unis n'auront pas été vaines. L'application de cette peine à des prisonniers mineurs au moment du crime pour lequel elles ont été jugées est, il est vrai, au regard des droits de l'homme, une source de malaise outre-Atlantique, et elle provoque dans différents milieux une réprobation morale.

L'exécution de mineurs constitue, en effet, une violation de divers traités et pactes internationaux, dont certains ont été signés par les Etats-Unis, mais jamais ratifiés par le Congrès. Ainsi la Charte des droits de l'homme de l'Organisation des Etats américains, dont la juridiction est reconnue par les Etats-Unis, interdit la mise à mort légale de mineurs. Pourtant toutes les interventions, dans le passé, de responsables de l'OEI ou du secrétaire général des Nations unies auprès des autorités américaines leur demandant de surseoir à des exécutions se sont révélées infructueuses.

C'est le 11 septembre 1985 qu'ont repris aux Etats-Unis les exécutions de mineurs après une interruption d'une vingtaine d'années. Cela se passait au Texas, le condamné s'appelait Charles Rumbaugh, il avait dix-sept ans au moment du meurtre qu'il avait commis lors d'un vol. Depuis, deux autres mineurs ont passé sur la chaise électrique : James Terry Roach, en Caroline du Sud, le 10 janvier 1986, et Jay Pinkerton, encore au Texas, en mai de la même année.

Le Texas détiendrait d'ailleurs le triste record de compter dans ses prisons surchargées le plus grand nombre de condamnés mineurs au

moment de leur crime : six. En octobre dernier, selon Amnesty International, au moins trente-deux autres détenus qui n'avaient pas dix-huit ans au moment des faits étaient sous le coup d'une condamnation à mort dans seize des cinquante Etats américains.

Une telle situation place la démocratie américaine aux côtés de pays comme le Pakistan, le Bangladesh, la Barbade, le Rwanda et l'Iran.

M. L.

● Premier candidat démocrate dans la course à la présidence. — M. Richard Gephardt, représentant démocrate du Missouri, est devenu, lundi 23 février, le premier membre de son parti à se mettre sur la rangée pour l'élection présidentielle de 1988. M. Gephardt, qui est considéré comme un modéré, est un fervent partisan de lois protectionnistes. — (AFP).

● M. James Webb futur secrétaire à la Marine. — La Maison Blanche a annoncé, mercredi 18 février, que le président Reagan avait l'intention de proposer M. James Webb pour succéder à M. John Lehman, démissionnaire de son poste de secrétaire à la Marine. Diplômé de l'Académie navale et détenant de la guerre du Vietnam dans le corps des « marines », M. James Webb est actuellement secrétaire adjoint à la Défense, chargé des réserves. (Routier).

● ÉQUATEUR : conseil de guerre pour les auteurs de l'enlèvement du président. — Les sobates-dix-huit membres des commandos de l'armée de l'équatorienne qui ont participé à l'enlèvement du président Leon Febres Cordero, le 18 janvier dernier, seront traduits devant un conseil de guerre qui décidera des sanctions qui leur sont applicables. La peine maximale en Equateur est de seize années de prison. Le conseil de guerre, composé de cinq colonels, entendra à partir de la semaine prochaine chacun des militaires impliqués. — (AFP).

سكندرية

Europe

URSS : la libération d'un des plus célèbres refuzniks

Une foule d'amis a accueilli Iossif Begun à la gare de Moscou

MOSCOU
de notre correspondant

Beaucoup de voyageurs se sont demandés pourquoi tant de gens attendaient, lundi 23 février, avec des câbles et des téléphones, l'arrivée à Moscou d'Iossif Begun, l'un des prisonniers de la guerre civile russe, le plus célèbre d'URSS.

Le crime rasé, il portait encore l'uniforme bleu matelassé des camps. Son visage amaigri attestait des conditions de vie très dures du complexe pénitentiaire de Tchistopol, où il était incarcéré depuis 1983. Il a mené en outre, jusqu'à sa libération le vendredi 20 février, une ultime grève de la faim qui a duré quinze jours. Malgré les pressions, il n'a signé aucun recours en grâce qui aurait hypothéqué son avenir aussi bien comme enseignant « privé », c'est-à-dire illégal, que comme militant de l'émigration juive vers Israël. « Je n'ai pas demandé à être gracié, mais j'ai écrit que je n'avais commis aucun délit et que je n'étais coupable de rien », a-t-il expliqué.

Les policiers en civil du KGB, armés de petites caméras japonaises, filmaient le tout. Deux véhicules chasse-neige occupés par des agents de nettoyage de la gare ont été utilisés pour tenter de disperser l'attroupement. En vain. Ils étaient, il est vrai, nettement moins tenaces que ceux qui ont sévi dans la rue Arbat lors des manifestations

des 11, 12 et 13 février en faveur du prisonnier M. Begun est libre, mais il n'a toujours pas de visa pour Israël. Les violences policières de la rue Arbat, tout autant que le combat mené depuis des années par sa femme Inna et son fils Boris, ont fait de lui le refuznik le plus célèbre d'URSS.

« Liberté pour tous les prisonniers de la guerre civile », s'est exclamé M. Begun à sa descente du train. Un ami lui a aussitôt enlevé sa chapka et l'a remplacé par une calotte rituelle. Il était évident, à entendre les refuzniks présents, que l'identité juive et le droit d'émigrer en Israël ne sont pour M. Begun et ses amis qu'une seule et même chose.

L'essentiel est donc pour eux de pouvoir partir. Ils l'ont pourtant quelques réflexions modérément optimistes sur l'évolution actuelle de l'URSS. « J'espère que le processus de démocratisation en cours conduira à d'autres libérations et à la cessation de la répression contre les défenseurs des droits de l'homme. (...) Sans cela, cette démocratisation ne sera que pour la galerie », a déclaré M. Begun.

Il y avait dans le petit attroupement sur le quai de la gare de Kazan beaucoup de juifs moscovites entre la joie et les larmes. Nombreux étaient ceux, venus accueillir M. Begun, qui ont eux-mêmes des parents ou des amis encore incarcérés. C'est notamment le cas de M. Edelstein, dont le mari, Ioulia, un enseignant d'hébreu âgé de vingt-huit ans, arrêté en septembre 1984 après une provocation policière, est toujours dans un camp en Sibirie.

DOMINIQUE D'OMBRES.

La politique de M. Gorbatchev continue de susciter des réticences en RDA

Le correspondant de l'AFP à Berlin-Est a vainement tenté cette semaine de se procurer le discours « historique » de M. Gorbatchev devant le plénum du comité central du PC soviétique, le 28 janvier dernier. Le texte est absent du rayon des livres russes de la plus grande librairie de la capitale est-allemande. S'agissant d'un événement de position, on ne « caviarde » plus les propos de M. Gorbatchev, mais on explique aux membres du parti que les réformes en cours en URSS ne sont pas nécessaires en RDA. Autre signe : la publication, en bonne place, lundi 23 février dans *Neues Deutschland* d'un article de M. Vasil Bilak, le numéro deux tchécoslovaque, martelant en garde contre toute comparaison entre les réformes en cours en URSS et celles qui avaient été mises en œuvre au moment du « printemps de Prague » en 1968.

M. Bilak passe pour le principal porte-parole des « durs » du Parti communiste tchécoslovaque, opposé à toute évolution libérale du régime établi après l'intervention soviétique d'août 1968.

en URSS. Face aux remous provoqués dans ses rangs, la direction du SED (Parti communiste) reste sur la défensive et semble hésiter sur la stratégie à utiliser. Après avoir montré son désaccord avec M. Gorbatchev en censurant le discours du 28 janvier dans *Neues Deutschland*, organe central du parti, les dirigeants ont changé de tactique sinon de position : on ne « caviarde » plus les propos de M. Gorbatchev, mais on explique aux membres du parti que les réformes en cours en URSS ne sont pas nécessaires en RDA. Autre signe : la publication, en bonne place, lundi 23 février dans *Neues Deutschland* d'un article de M. Vasil Bilak, le numéro deux tchécoslovaque, martelant en garde contre toute comparaison entre les réformes en cours en URSS et celles qui avaient été mises en œuvre au moment du « printemps de Prague » en 1968.

M. Bilak passe pour le principal porte-parole des « durs » du Parti communiste tchécoslovaque, opposé à toute évolution libérale du régime établi après l'intervention soviétique d'août 1968.

Une lettre de l'ambassade à Paris

M. Michael Hertzfeldt, attaché de presse de l'ambassade de la République démocratique allemande, nous a fait parvenir une lettre à la suite du « bulletin de l'étranger » du 14 février.

L'éditorial dans *Le Monde* du 14 février 1987, sous le titre « La RDA et M. Gorbatchev », s'occupe des relations entre mon pays et l'Union soviétique d'une manière qui — et c'est le moins qu'on puisse dire — suscite l'étonnement du lecteur. Mais ce qui est encore plus étonnant, c'est qu'un quotidien, au fond sérieux, comme le vôtre, croit devoir se servir d'un autre organe de presse, en l'occurrence *Die Zeit*, de Hambourg, et pouvoir se cacher derrière le subjonctif en vue de reproduire d'une façon incorrecte le discours du chef de parti et d'Etat de la République démocratique allemande, M. Erich Honecker. (...) Je tiens à porter à votre connaissance la citation originale. Alors, M. Erich Honecker disait, le 6 février 1987, à Berlin :

« On peut dire ce que l'on veut de l'Union soviétique, de ses phases d'évolution, une chose est claire et restera claire : la victoire de l'Octobre rouge, l'ascension de l'Union

soviétique au rang de puissance mondiale de premier ordre est un événement d'une importance véritablement historique. Cela a donné de nouveaux espoirs à l'humanité... » Et M. Honecker a ajouté : « Solidement unis dans l'alliance fraternelle des pays socialistes, la communauté de combat indissoluble entre le Parti socialiste unifié d'Allemagne et le Parti communiste de l'Union soviétique, entre la République démocratique allemande et l'Union soviétique se renforce d'année en année. Nous réalisons en commun le programme à long terme de la coopération scientifique et technique entre nos deux pays jusqu'à l'an 2000. »

[La version autorisée du discours de M. Honecker, où se figure pas la phrase (cité par *Die Zeit* et reprise dans notre édition) : « M. Gorbatchev ne pourra rien [y] changer », s'inspire pas notre analyse des rapports entre la direction du parti est-allemand et M. Gorbatchev. Toute allusion au verbe couru dans la politique soviétique par le secrétaire général du PC est soigneusement gommée dans la presse officielle, y compris lorsque cette allusion est formulée à Berlin-Est par le dirigeant d'un parti frère...]

Le long combat de Chitcharanski

Le 11 février 1986, un petit homme mal accouturé passait le pont, sur la Havel, qui relie les deux Berlins. Bien qu'il vint du froid, ancien élève des Lumières, le pont en question sert aux trocs d'êtres humains entre l'Est et l'Ouest. L'homme, c'était Anatoli Chitcharanski, un juif soviétique emprisonné depuis neuf ans pour avoir trop activement milité en faveur de la libération des idées et des personnes, crime qui avait été juridiquement qualifié d'espionnage au profit des Etats-Unis.

Un aussi long voyage relate la destinée de ce garçon de trente-huit ans, ex-programmateur en informatique à l'Institut des recherches pétrolières de Moscou, et dont la libération avait été arrachée de haute lutte. Les sept journalistes de *Jerusalem Post*, qui se sont partagé la tâche, ont fait preuve d'une indéniable conscience professionnelle : ils laissent parler l'intéressé. La personnalité de Chitcharanski en est mieux éclairée que par un portrait littéraire. Son milieu revêt, le roman d'amour avec Avital, qui sous-tend et soutient son calvaire, loin de sombrer dans le sentimentalisme, fait ressortir la force d'une qui peut unir deux êtres. Les oubliés, ceux dont on ne parle jamais parce qu'ils n'ont pas attiré les projecteurs de l'actualité, mais aussi ceux dont on ne parle plus parce qu'on les tient pour inactuels, n'ont pas été passés sous silence : les pages consacrées à Syva Zaiman, une fille Nudel au professeur Lerner constituent des hommages émus. (...) Et les leçons qui se sont tirées, on était expédié au bagne sans s'être rendu coupable de rien. Les prisonniers politiques de nos jours ont ceci de commun qu'ils ont lutté pour quelque chose, seraient-ils libérés d'avoir des idées à soi. Ce ne sont plus seulement des victimes à plaindre, mais des combattants à respecter. Et si Chitcharanski a souffert plus durement qu'un autre, ce fut en tant que champion d'une cause jugée, par l'Etat totalitaire, plus dangereuse que les autres.

Son combat, en effet, il ne l'a pas rétréci au droit d'émigrer pour les juifs d'URSS. Tout en luttant pour « la sortie d'Egypte » de son peuple, il a défendu, aux côtés de Sakharov, les Tatars de Crimée toujours en exil, les dissidents politiques sans distinction de nationalité, les croyants — baptistes, adventistes, pentecôtistes — de religions qui lui étaient étrangères. (...) Chitcharanski a mis à nu les vraies racines de l'antijudaïsme en URSS. Car ce n'est pas une simple séquelle de la vieille Russie. L'antijudaïsme soviétique tient à la nature de l'Etat soviétique : un Etat qui n'a cessé de perfectionner les obstacles qu'il oppose à la sortie de ses citoyens hors de ses frontières, comme si, tout en se proclamant « l'Etat du peuple entier », il avait peur que ce peuple ne s'enfuit. De sorte que les juifs, constituant depuis la création de l'Etat d'Israël la minorité nationale qui revendique le plus énergiquement le droit de s'expatrier, c'est sur eux que retombent de préférence les rigueurs d'une législation indigne de notre siècle et, par surcroît, absurde. Car on en arrive à ce paradoxe que, si le nazisme avait persécuté les juifs pour les empêcher, l'URSS les persécutait afin de les garder.

Sakharov réhabilité, plus de cent prisonniers de conscience renvoyés à la vie normale, en finissant il déclarait que Chitcharanski a été l'honneur du message du printemps ? Annonce de haut lieu, la libération de Begun a un peu tardé à entrer dans les faits. La liste des refuzniks reste très longue. Certains, dont Lerner en attente depuis plus de quinze ans, viennent de se voir signifier qu'ils devaient à jamais renoncer à l'espérance. Trop de déçus déçoivent se sont succédés en URSS pour qu'on s'abandonne à un optimisme qui n'est pas encore de saison.

JEAN CATHALA.

« The Jerusalem Post : Un aussi long voyage. Anatoli et Avital Chitcharanski. Ed. Lieu commun. Traduction de Claire Tréan. Préface de Jacques Amalric. 252 pages, 95 F.

Après la conférence de Paris

M. Mitterrand se rendra mercredi en visite à Rome

Le président Mitterrand se rendra mercredi 25 février à Rome, où il s'entreverra avec le président de la République italienne, M. Francesco Cossiga, et avec le chef du gouvernement, M. Bettino Craxi. L'annonce de ce rapide voyage vient après les remous provoqués par le refus de l'Italie de participer à la réunion monétaire du groupe des Sept à Paris. « C'était décidé depuis quinze jours, mais cela tombe à pic », a déclaré lundi M. Mitterrand à propos de cette visite, tandis que, à Rome, la présidence du conseil estimait que cette rencontre avec le président français pourrait être la dernière étape de la « nécessaire clarification » exigée par l'Italie avant la tenue du sommet de Venise.

La présidence du conseil précise toutefois : « L'Italie, consciente de ses responsabilités, était prête à apporter son concours à la définition de propositions et demeure ouverte à des ententes de coopération, convaincue que seul un effort solidaire des plus grandes démocraties industrielles permettra de surmonter les risques qui empêchent aujourd'hui un processus stable de développement mondial (...). Le gouvernement reste ouvert à toute forme utile de collaboration, y compris au sein des organes multilatéraux compétents, conformément à son engagement de longue date en faveur d'une concertation toujours plus étroite et efficace entre les plus grandes démocraties industrielles. »

La France, souligne-t-on dans les milieux informés à Rome, avait soutenu l'Italie dans ses efforts pour être associée aux discussions monétaires des cinq pays les plus industrialisés. — (AFP).

● ITALIE : ouverture à Milan du procès de cent quinze mafiosi. — Le procès de membres du milieu mafioso s'est ouvert lundi 23 février, en l'absence de leur « parrain », Angelo Epaminonda. Celui-ci a, en effet, décidé de ne pas assister au procès et a annoncé son refus de continuer à coopérer avec les enquêteurs. Trois cent quatre-vingt-neuf ont été retenus pour ce procès. L'un d'eux, qui devait être un témoin, a été libéré pour des raisons de santé. La lutte pour le contrôle du trafic de la drogue et des contrats de travaux publics à Milan a causé la mort de quarante-quatre personnes de 1974 à 1984. — (Reuters.)

Diplomatie

Les travaux de la Commission des droits de l'homme de l'ONU

M. Malhuret dénonce l'indignation « sélective » en matière de libertés

GENÈVE
de notre correspondant

Les travaux de la Commission des droits de l'homme à l'ONU, réunie depuis le 2 février, à Genève, se sont poursuivis lundi 23 février avec l'intervention de M. Claude Malhuret, le secrétaire d'Etat français chargé des droits de l'homme et en la matière de tirer la session de sa routine habituelle, en osant dire que le roi était nu — en d'autres termes, que l'indignation « sélective », en matière de libertés était trop souvent sélective... M. Malhuret reconnaît, certes, que l'apartheid en Afrique du Sud est « un exemple de situation insupportable » que la question des droits de l'homme au Chili « reste préoccupante », de même que « le problème de certains territoires occupés ». Mais il se demande : pourquoi ces situations géographiques sont les seules à faire l'objet de points particuliers dans l'ordre du jour ? Il se pose également la question de savoir : pourquoi Israël et la Turquie sont-ils nommés dans les territoires occupés, alors que l'URSS et le Vietnam ne sont pas mentionnés lorsqu'on évoque la situation en Afghanistan et au Cambodge ?

Le secrétaire d'Etat est également demandé : pourquoi les Nations unies ont-elles, dans leurs résolutions, des violations des droits de l'homme au Guatemala, au Nicaragua, contre les Indiens Mayas, ou en Ouganda, il y a quelques années ? On peut en effet se demander pour quelle raison il y a ingérence dans les affaires intérieures des Etats dans certains cas, et non dans d'autres... Cela s'expliquerait, selon M. Malhuret, par « la différence de soutien politique que les uns et les autres reçoivent au sein des assemblées des Nations unies », alors que « la notion des droits de l'homme est universelle et ne saurait être occultée pour certains ».

Rappelant que les pactes des Nations unies distinguent, d'une part, les droits civils et politiques et, d'autre, les droits économiques et sociaux, M. Malhuret estime qu'il n'y a pas incompatibilité entre ces deux catégories de droits, mais « complémentarité à condition de les placer dans le bon ordre. La démocratie politique est une obligation primordiale. Ceux qui ont voulu

privileger les droits économiques et sociaux et qui leur ont subordonné les droits civils et politiques ont fait fausse route », a-t-il conclu sur ce point.

M. Yves Lauria, au nom de la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), a, pour sa part, évoqué devant la commission le « sort précaire » d'une communauté d'un million d'âmes, les Assyro-Chaldéens, dispersés dans cinq pays (700 000 personnes en Irak ; le reste en Iran, au Liban, en Syrie et en Turquie), dont le traité de Sèvres de 1920 devait, en principe, assurer la protection, mais qui font l'objet de graves persécutions en Irak : destruction d'églises et de monastères, menaces, arrestations, exils forcés, déportations, vers la frontière où sévit la guerre, exécutions sommaires. Un prêtre, Yonass Kema, arrêté en janvier 1985 pour avoir célébré l'office funèbre d'un soldat adepte de l'Eglise assyrienne, aurait été emprisonné dans un poste de police de Kirkouk. D'autre part, toujours selon la FIDH, et également en Irak, la population kurde d'obédience chiite serait aussi victime de persécutions systématiques.

La situation en Iran

Après avoir, la commission avait entendu un rapport sur la situation en Iran qui cite des violations nombreuses, graves et concordantes. Les principales victimes en sont les Moudjahidines du peuple et le parti Toudch (communiste), mais surtout les Bahais en leur qualité, si l'on ose dire, d'« infidèles non protégés ». Les persécutions comprennent notamment la profanation de leurs temples et cimetières, la confiscation de leurs biens, l'interdiction d'enseigner et d'occuper un emploi, l'emprisonnement arbitraire, les tortures et les exécutions sommaires (cent quatre-vingt-huit depuis 1978, dont sept pour les dix premiers mois de 1986). Plus récemment, la vague d'intolérance religieuse s'est étendue à la minorité juive du pays.

Deux membres du comité central du Toudch, emprisonnés sans jugement depuis 1983, Reza Chahrouki et Taghi Keymanesh, seraient morts sous la torture le 2 janvier 1986. Enfin, le rapport cite au moins quatre cas de lapidation de femmes, reconnus par les autorités.

ISABELLE VICHNIAC.

Les négociations sino-soviétiques

La Chine et l'URSS vont procéder à un examen du tracé de leur frontière commune

L'Union soviétique et la Chine sont tombées d'accord pour procéder à un examen du tracé de leur frontière commune, longue de 7 500 kilomètres, à l'issue d'une session de leurs négociations frontalières qui avaient repris le 9 février après plus de huit ans d'interruption (*Le Monde* daté 9-9 février) et qui s'est achevée lundi à Moscou, selon un bref communiqué de l'agence Tass. L'agence a précisé que l'étude du tracé de la frontière devrait commencer par sa portion orientale, c'est-à-dire dans le secteur où s'étaient produits, en 1969, de graves affrontements armés autour des îles des fleuves Amour et Oussouri. L'agence n'a pas fourni de précision sur la forme exacte que devrait prendre cet examen du tracé frontalier, mais a souligné que les deux pays étaient « satisfaits » de la reprise de ces négociations, tenues dans une atmosphère « de travail et de franchise ».

La Chine réclamait, en particulier, dans le contentieux territorial qui l'oppose à Moscou en plusieurs points de cette frontière, que l'Union soviétique accepte le principe d'une éventuelle révision de la démarcation établie sur la berge chinoise des fleuves frontaliers par les traités « inégaux » qu'elle avait dû conclure avec la Russie tsariste.

Recevant, lundi également, le négociateur chinois, M. Qian Qichen, vice-ministre des affaires étrangères, le chef de la diplomatie soviétique, M. Edouard Chevardnadze, a en, selon Tass, un mot aimable pour « les efforts du peuple chinois visant à mettre en œuvre le programme de modernisation » du pays et lui a souhaité « des succès en ce sens ». Une prochaine session de négociations frontalières doit se tenir dans la capitale chinoise, à une date non précisée.

Plusieurs ambassadeurs ont présenté leurs lettres de créance à l'Elysée

Plusieurs ambassadeurs étrangers ont récemment remis au président de la République leurs lettres de créance.

● SOUDAN : M. Awad El Karim Fadulalla.

M. Awad El Karim Fadulalla, né en 1938, licencié en lettres et diplômé de l'Institut international d'administration publique de Paris, a été représentant permanent auprès de l'ONU en 1973 et 1974, délégué du Soudan auprès de la Ligue arabe en 1975-1976, puis ambassadeur en Pakistan de 1976 à 1980. Nommé directeur du département du monde arabe au ministère des affaires étrangères, M. Awad El Karim Fadulalla a ensuite été ambassadeur en URSS de 1983 à 1986.

● YEMEN DU SUD : M. Ali Moutana Hassan.

M. Ali Moutana Hassan né en 1945, diplômé de l'Institut d'administration internationale, a été affecté à la présidence du conseil à Aden en 1975, puis chargé d'affaires du Yémen du Sud à Genève, de 1979 à 1982, année où il a été nommé directeur du ministère des affaires étrangères à Aden, fonction qu'il devait occuper jusqu'en 1986.

● TUNISIE : M. Mustapha Zannouh.

Né en 1928, docteur en sciences économiques, ancien auditeur à l'Ecole nationale d'administration, M. Zannouh a été nommé secrétaire d'Etat à l'Agriculture en 1966, puis secrétaire d'Etat au Plan et maintenant ministre de ce même département. Depuis 1976, haut fonctionnaire au sein de différentes organisations internationales, il a participé notamment au programme des Nations unies pour le développement (PNUD) en qualité d'administrateur adjoint. M. Zannouh a été membre du comité central du Parti socialiste destourien et député.

● BELGIQUE : M. Luc Smolderen.

Né en 1924, docteur en droit, licencié en philosophie et lettres, M. Smolderen a été membre de la délégation belge auprès des Nations unies à New-York de 1956 à 1959, puis auprès de l'OITAN, à Paris, jusqu'en 1964. Il a rejoint l'administration centrale en 1964 et a été, en 1972, nommé à Damas, puis à Vienne en 1976, représentant permanent auprès de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et des négociations MBFR. En 1981, M. Smolderen est devenu ambassadeur au Maroc, puis adjoint au secrétaire général du ministère des affaires étrangères.

Le Monde
sur minitel10 ABONNEMENTS GRATUITS
AU MONDE

Jouez avec Le Monde et gagnez votre abonnement.

3615 TAPPEZ LEMONDE

Proche-Orient

LIBAN : L'entrée en action de l'armée syrienne

Huit miliciens ont été tués à Beyrouth-Ouest par les troupes de Damas

BEYROUTH
de notre correspondant

Huit miliciens récalcitrants ont été tués par des troupes syriennes, lundi soir 23 février à Beyrouth-Ouest. Après s'être déployés lentement dimanche et lundi dans le secteur musulman de la capitale libanaise, l'armée syrienne est ainsi entrée en action, mettant à exécution les sommations du chef de ses services de renseignement au Liban, le général Ghazi Kassar, maître d'œuvre de ses troupes, bien avant l'arrivée de ses troupes, avait menacé les miliciens d'obtempérer pas à l'ordre de disparaître, d'être traités « en ennemis » par l'armée syrienne.

La main de fer. Ce n'est certes pas cette répression, même brutale, qui déplaça à une population traumatisée par la semaine démentielle qu'elle vient de vivre, dont elle n'avait pas connu d'équivalent en deux années de guerre.

En sortant enfin librement dans la rue, lundi, la population a pu constater à quel point la « guerre entre alliés » avait été en même temps une « guerre des pillards ». Aussi, peu rassurés par une normalisation encore balbutiante, les habitants de Beyrouth-Ouest, s'étaient empressés de regagner leurs domiciles dès qu'ils avaient réentendu parler d'enlèvements, en attendant que tout soit rentré dans l'ordre (syrien). Les événements de la soirée leur ont donné cette assurance. Aussi, mardi matin, les rues étaient-elles notablement plus animées et les gens plus rassurés.

Pénètrent à l'intérieur des quartiers, les troupes syriennes ont balayé toute résistance. C'est dans ce contexte que cinq miliciens ont été tués dans un accrochage avec des troupes à Raouche, derrière le front de mer, et deux autres à Hamra, rue Sadate, lorsqu'ils ont tenté de s'opposer à des perquisitions syriennes dans des permanences de leur parti. Selon les médias de Beyrouth-Ouest, le nombre des miliciens tués serait même de douze et non de huit. Quel qu'il en soit, les appartements de la coalition des progressistes PSP-PC. Un accrochage s'est produit au quartier d'Al-Mreiss, mettant aux prises des miliciens du PSP et une patrouille syrienne. L'énumération des lieux perquisitionnés confirme que les progressistes ont fait les frais. Une dizaine d'arrestations au moins ont été opérées.

Le plan de déploiement

La milice chiite Amal a — pour sa part, il est vrai, livré son bastion, la « Tour Murr » à l'armée syrienne, non sans en avoir retiré les premières qu'elle y détenait, à l'exception de la dernière fournie constituée de soixante-dix hommes qui a été remise à l'armée syrienne.

Le plan de déploiement syrien prévoit cinquante-quatre points fixes à Beyrouth-Ouest, tenus par l'armée et les gendarmes libanais, avec

l'armée syrienne omniprésente les soutenant à partir de concentrations localisées dans des bâtiments et autres lieux publics, dont le plus important est l'aéroport, à l'entrée sud de la ville et dont les Syriens ont fait leur base arrière.

Plus délicate encore s'annonce la récupération par l'armée syrienne des zones où domine le Hezbollah (pro-iranien) non seulement dans la banlieue sud chiite, mais aussi à Beyrouth-Ouest même où cette organisation possède une caserne-prison notoire, la caserne Pathallah, qu'il est aussi difficile pour les Syriens d'ignorer que de supprimer. C'est dans cette caserne qu'il y a deux semaines, quinze soldats syriens avaient été arrêtés par les miliciens de ce parti et humiliés au vu et au su de la population du quartier.

Le ministre iranien des affaires étrangères, M. Velayati, et celui directement concerné des gardiens de la révolution, M. Rafik Doust, sont arrivés à Damas, sans doute pour négocier cette épouvante affaire. Même s'ils acceptaient que leur protégé du Hezbollah cède face à la Syrie, ce qui n'est déjà pas sûr,

l'entrée des Syriens dans la banlieue sud risque d'être encore plus litigieuse. On constate d'ailleurs à ce sujet des prises de position confuses, sinon contradictoires, le premier ministre libanais, M. Karamé, et son ministre de l'Intérieur, M. Racy, assurant que cette entrée est prévue alors que le général syrien Ghazi Kassar se montre moins affirmatif. Il est cependant plus clair à propos de la ligne de démarcation entre les secteurs chrétien et musulman de Beyrouth, affirmant que les miliciens en seront retirés pour être remplacés par des soldats libanais. La fraction musulmane de l'armée, se retrouvera face à d'autres soldats libanais de la fraction chrétienne « ennemis, mais pas tellement ». Il est aussi catégorique en ce qui concerne le déploiement des troupes syriennes vers le sud, sujet sur lequel Israël est particulièrement sourcilieux : l'armée syrienne n'ira pas plus loin que Khalde (12 kilomètres au sud de Beyrouth) où elle se trouve déjà, et c'est l'armée libanaise, fraction musulmane bien entendue, qui remplacera les milices rivales Amal et le PSP sur la route côtière du sud jusqu'à Neve Awali.

LUCIEN GEORGE.

Les Douze se prononcent pour une « conférence internationale de paix »

Alors que les Douze de la CEE se sont prononcés pour une « conférence internationale de paix au Proche-Orient », le secrétaire d'Etat adjoint américain, M. Richard Murphy, a déclaré lundi 23 février, que l'URSS « jouait un rôle clé dans cette affaire » : si les Soviétiques renouent avec Israël et facilitent l'émigration de leur com-

munauté juive, a-t-il expliqué, « ils peuvent modifier totalement les données ».

BRUXELLES
de notre correspondant

« Les Douze se déclarent favorables à la tenue d'une conférence internationale de paix au Proche-Orient... » Tel est le point le plus marquant d'une déclaration adoptée lundi 23 février par les ministres des affaires étrangères, à l'issue d'une session de « coopération politique » consacrée pour l'essentiel au problème du Proche-Orient. Comme l'a souligné M. Jean-Bernard Raimond, c'est la première fois que les Douze apportent aussi de façon tout à fait nette leur appui à cette nouvelle tentative de relance d'une solution négociée, dont l'origine fut une proposition soviétique présentée en juillet 1986 à Moscou à l'occasion de la visite de M. François Mitterrand.

Cependant, l'élément le plus nouveau et le plus spectaculaire dans cette affaire tient sans doute à ce que cette prise de position positive des Douze fait suite à une lettre que M. Mikhail Gorbachev a récemment adressée à M. Leo Tindemans, le ministre belge des relations extérieures, qui assure depuis le 1^{er} janvier la présidence des travaux des Douze. Cette démarche du chef du PC d'Union soviétique — il soulignait l'importance qu'il attachait à ce que les Douze encouragent l'idée d'une conférence internationale — témoigne, sans surprise, du désir des

autorités de Moscou de lâcher la normalisation de leurs relations avec la Communauté. Celle-ci est en cours. L'idée est de réunir une conférence restreinte de négociation où seraient conviés les « parties intéressées », c'est-à-dire Israël, ses voisins arabes ainsi que l'OLP et, d'autre part, les cinq membres permanents du Conseil de sécurité. L'OLP n'est pas explicitement mentionnée dans le texte approuvé lundi, mais il y est fait référence à la déclaration adoptée en juin 1980 par le Conseil européen de Venise où les pays de la Communauté soulignaient le droit pour les Palestiniens d'être directement représentés y compris par l'OLP, dans les pourparlers de paix.

Comme l'a remarqué M. Raimond, cette déclaration des Douze va donner plus de poids à une initiative qui, aisée avoir donné l'impression d'être quelque peu oubliée à la fin de l'été, a repris de la vigueur après qu'elle ait reçu l'appui des pays arabes modérés, en particulier de l'Égypte, de la Jordanie ainsi que

celui de l'OLP. En Israël, les réactions ont été partagées puisque M. Shamir, le premier ministre, s'est nettement prononcé contre, alors que M. Pèrès, le ministre des affaires étrangères, s'est montré ouvert à l'idée d'un « forum international » qui pourrait rassembler à la conférence proposée par les Soviétiques — à laquelle la France, dès le début, apporté son appui.

Au cours de cette même réunion, les Douze ont procédé à un échange de vues sur l'évolution de la situation en URSS. Ils semblent d'accord pour féliciter la hausse de la « double vigilance » prononcée par le ministre français des affaires étrangères. Il s'agit d'être attentif et de réagir, lorsque nécessaire, à ce qu'il y a de nouveau en URSS, dans la mesure où l'on est convaincu que les gestes auxquels on assiste ne sont pas purement tactiques mais relèvent d'une réelle volonté de transformation. Mais aussi, en attendant d'y voir plus clair, de ne pas prendre de risques avec les intérêts de l'Europe.

PHILIPPE LEMAITRE.

Téhéran sur fond de guerre

(Suite de la première page.)

Si Téhéran a été jusqu'à présent à peu près épargné, les bombardements irakiens sur les autres grandes villes du pays ont fait des milliers de morts — au moins trois mille, selon le représentant iranien à l'ONU — et provoqué d'importants dégâts. Près de la route de Téhéran à Ahvaz, c'est longer des banlieues durement touchées par cette « guerre des villes » : installations industrielles détruites, réservoirs enfoués, misérables cohortes de réfugiés grelottant sous la tente, dans la boue et la neige, en rase campagne.

Depuis l'offensive Kermala-5, quelques trois cents raids irakiens ont été lancés, frappant une cinquantaine de villes : Isfahan a été atteint plus de trente fois, Qom, Tabriz et Dezful au moins à vingt reprises. Crainte de susciter des réactions de panique ou de voir révéler l'ampleur des dégâts ? Toujours est-il que les médias iraniens sont plutôt discrets sur ces bombardements.

Un sentiment de lassitude

Pour certains observateurs, ils n'entameront nullement le moral des Iraniens et renforceront plutôt leur ressentiment à l'égard de l'Irak. D'autres y

voient un danger pour le régime. Un de ses atouts a été, précisément, d'avoir pu, jusqu'ici, rendre le conflit relativement indolore aux grandes villes du pays. « La guerre est faite par les paysans », explique un diplomate occidental. Elle touche les Iraniens très sélectivement.

Ce sont les jeunes de la campagne (et ceux des quartiers pauvres des villes) qui fournissent les gros des vagues d'assauts chez les Gardiens de la révolution (avec 200 000 hommes, ils constituent une véritable seconde armée) et au sein des unités de « volontaires », les Bassidj. Sur la route qui mène de Téhéran au sud du pays, il n'y a pas un seul cimetière de village sans une ou plusieurs tombes surmontées d'un drapeau de la République islamique signalant la dépouille d'un « chahid ». Les bombardements des villes accroissent le champ des victimes de la guerre et, sans doute, cet immense sentiment de lassitude devant un conflit qui n'en finit pas.

Il est vrai que le régime peut aussi compter sur d'autres sentiments plus confus, pas toujours exprimés mais qui, d'une certaine manière, fondent sa « légitimité » à poursuivre la guerre : réflexe anti-arabe, fierté nationale, partagée dans toutes les classes sociales, devant les victoires remportées sur le front, rancœur tenace à l'égard du régime irakien pour les destructions systématiques auxquelles il s'est livré en Iran durant les deux premières années de la guerre.

En somme, le discours officiel qui veut que la guerre ne s'arrête qu'avec la chute du président Saddam Hussein ne tombe pas toujours à plat — même chez les Iraniens peu suspects de sympathie à l'égard du régime.

Une forme de conservatisme

Alors, la guerre peut durer encore. « Certes, elle bloque tout, relève un observateur ; mais, dans le même temps, elle évite au régime d'avoir à faire des choix qu'il détesterait profondément ses divers composés, et aussi elle lui évite d'avoir à affronter d'énormes problèmes intérieurs. » La guerre alibi, en somme, facteur d'une certaine unité nationale, ciment des multiples tendances qui composent le pouvoir et qui rejette dans le camp des « traîtres » (au pire) ou des mous (au mieux), ceux qui osent appeler à une solution négociée.

La mobilisation des volontaires réserve une partie du chômage (il

toucherait près de trente pour cent de la population active). Toute période « volontaire » sur le front est payée au double du salaire minimum. Un immense réseau d'assistance sociale a été mis sur pied pour venir en aide aux familles des victimes, par l'intermédiaire de la « Fondation des martyrs ». L'économie se résume au négoce : on vend du pétrole pour acheter des armes et des produits de consommation. Le seul domaine dans lequel le régime ait réalisé quelques réformes est celui de l'agriculture : hausse des prix des denrées alimentaires, aide à l'importation de matériel et d'engrais, etc.

Pour le reste, c'est apparemment l'immobilisme total : il n'y a aucun projet d'investissement susceptible de mobiliser l'énorme épargne iranienne (qui part à l'étranger), tous les grands programmes d'équipement industriel, on presque, sont arrêtés et l'inflation galope. En fait de révolution ou de modèle islamique, c'est plutôt une forme de conservatisme qui paraît s'installer.

Il y a un système de rationnement pour certains produits de première nécessité (essence, fuel domestique, huile, viande, lait, etc.). Les coupons sont distribués à la mosquée par des mollahs, en général confortablement installés, et qui, avec les comités, assurent ainsi leur contrôle sur la population. Mais parallèlement, quiconque en a les moyens peut se procurer, quatre à cinq fois plus cher, à peu près toutes ces denrées sur un marché noir qui n'a rien de clandestin. De façon générale, dans le domaine économique, l'option qui paraît devoir être retenue est celle du libéralisme. En dépit de redondantes proclamations « anti-impérialistes » et « révolutionnaires », la majorité du clergé n'est nullement portée à l'ascétisme et entend faire confiance au secteur privé.

Huit ans après la révolution, l'homme qui incarne le mieux ce mélange de conservatisme à l'intérieur et de volonté d'expansion à l'extérieur qu'est devenue la République islamique est le président du Parlement, l'hodjatolislam Hashemi Rafsanjani : militant de la première heure mais riche propriétaire foncier. Pour lui, comme pour les autres personnalités d'un régime apparemment bien installé au pouvoir, l'heure de vérité, ce ne sera sans doute pas la succession de l'imam Khomeyni, mais la paix.

ALAIN FRACHON.

ISRAËL : le procès de John Demanjuk

« C'est bien lui, Ivan de Treblinka »

JÉRUSALEM
de notre correspondant

« Oui, c'est lui. C'est bien lui, Ivan de Treblinka », disait-on dans les camps de concentration nazis avant la guerre. Son visage reste gravé à jamais dans ma mémoire. Il n'avait que vingt-deux ans mais il n'était pas tellement changé. Je l'ai côtoyé presque tous les jours pendant six mois. Et, depuis, je rêve de lui chaque nuit. Je le vois dans mes cauchemars. Je ne peux pas me libérer de cette vision. Avec ses larges épaules, son cou puissant, ses oreilles légèrement obliques. Je l'ai reconnu tout de suite, il y a un an, dès qu'il descendit de l'avion qui l'amenait en Israël. J'ai reconnu ses gestes, sa démarche. C'est bien Ivan de Treblinka. C'est lui, c'est lui. »

Lorsque Pinhas Epstein leva soudain son bras, l'index pointé vers l'homme qui, après quarante-cinq ans, lui faisait face, impavide et silencieux, dans le box des accusés, lorsqu'il martela ses certitudes en s'élevant un peu, les joues rouges de colère contenue, lorsqu'il rebrota un sanglot avant de demander au président du tribunal, le juge Dov Levin, d'excuser son emportement, un étrange frémissement parcourut la salle, et certains parmi le public ne purent s'empêcher de pleurer.

Comme si, en identifiant si nettement l'ancien tueur nazi, Pinhas Epstein, soixante-deux ans, témoin à charge et rafles survivant de Treblinka, avait provoqué dans l'auditoire un effet de catharsis, un soulagement collectif et spontané. Comme si chacun voulait se persuader que la mémoire d'un ancien esclave, retrouvant son ton ton-

naire, fût-ce si longtemps après, ne pouvait être qu'infatigable. Et pourtant, à cet instant crucial, John Demanjuk, conservant son calme olympien, n'esquissa pas le moindre geste, le plus impensable haussement de sourcil. Cet homme de soixante-cinq ans, charnu et corpulent, qui en une semaine n'ouvrit la bouche qu'une fois pour, effable, saluer le public, d'un sonore « Boker Tov » (Bonjour en hébreu), ne semblait prêt à la scène qu'un intérêt poli, celui d'un spectateur attentif mais dépassionné. Peut-être même si longtemps l'armistice avait effacé d'aplomb ? Afficher un tel détachement sans faiblir ?

« L'odeur de la mort »

L'accusé conserva-t-il ce masque placide pendant les longs mois que durera son procès ? S'effondrera-t-il un jour, rongé d'un improbable remords ou plus simplement trahi par une étourderie fatale ? Aussi longtemps que la seule vraie question de ce procès — « John Demanjuk est-il Ivan le Terrible ? » — restera sans réponse et que l'on ne pourra prêter avec certitude un seul et même visage au paisible mécanicien auto de Cleveland (Ohio) et au sinistre meurtrier de Treblinka qui mettrait à gaz, il régnera dans ce tribunal de Jérusalem l'irrépressible malaise qui naît du doute suprême.

Avec le témoignage de Pinhas Epstein, le lundi 23 février, le procès Demanjuk est entré dans sa deuxième semaine et, sans transition, dans le vif du drame. Pinhas fut détenu près de onze mois au camp de Treblinka, de septembre

1942 à août 1943. Onze mois passés à travailler sous la menace du fouet entre les chambres à gaz et les fosses communes. Onze mois entre ce jour maudit — c'était le jour du Kippour — où poussé d'un wagon plombé après avoir été séparé de ses parents et de ses frères (qui tous périrent à Treblinka), il respira pour la première fois « l'odeur de la mort » et ce jour béni, le 2 août 1943 — aussi qu'il accueillait comme « le jour du Jugement » — où, à la faveur de la révolte des détenus, il parvint à s'enfuir à travers bois et à quitter la Pologne après des semaines d'errance misérable. Sans ce soulèvement et sa poignée de fuyards, que saurait-on de l'usine de la mort qui ensevelit 850 000 juifs, en grande majorité polonais, et dont les nazis essayèrent ensuite d'effacer toute trace, allant jusqu'à labourer obstinément les sépultures ?

Pinhas Epstein tenta lundi de dire l'indicible, en confessant son impuissance à restituer la vérité de Treblinka avec le poids « langage des hommes ». Il raconte les détails de sa « tâche » dans cet effroyable endroit où devait s'accomplir la « solution finale ». Comment, lui, l'adolescent de dix-sept ans, tout juste enrôlé à son ghetto de Czestochowa, transporté chaque jour sur des brancards les monceaux de cadavres putréfiés ou carbonisés, comment il nettoyait minutieusement les chambres à gaz maculées de sang et d'excréments. Il raconte les cris d'effroi des nouilleuses jetés aux flammes, la mort de son jeune frère David, le crâne fracassé, l'exécution des vieillards dans le « lazaret » du camp où officiait un certain « Frankenstein ». Il raconte les au-

cides des désespérés, les cadavres mutilés aux yeux arrachés, les dents en or, extraites des mâchoires, qui brillaient dans le saeu d'eau des boursiers.

L'indifférence du monde...

S'agissant d'Ivan le Terrible, sadique imaginaire et insatiable, Pinhas Epstein évoque certains de ses crimes, dont il avait été témoin et dont le liste figure sur l'acte d'accusation. La voix étranglée, il révèle le souvenir de cette fillette qui appelait sa mère, après avoir échappé par miracle à l'asphyxie, et qu'un détenu viola sur l'ordre d'Ivan. L'homme et l'enfant furent ensuite fusillés.

Il remémore la malchance de ces trois évadés, traqués par leurs empreintes dans la neige, qu'Ivan fit pendre après les avoir longuement torturés. Il revivait les regards des détenus qu'Ivan battait à mort dans les barbelés. Ivan et son instrument de torture favori, un méchant tuyau de ferraille, Ivan coupait à la hache la tête ou les oreilles des prisonniers. Cette « marque » condamnait la victime à l'exécution le jour même.

Sa plus grande détresse, Pinhas dit l'avoir ressentie lorsque, après son évadement, il revint clandestinement dans la ville où il avait grandi et s'aperçut que « la vie continuait » en Pologne, comme s'il ne s'était rien passé dans les forêts voisines. Une nuit, se souvenant, dans le cimetière juif où se cachaient, son compagnon de cavale paria longtemps avec la tombe de ses ancêtres, pour les prendre à témoin de l'indifférence du monde...

JEAN-PIERRE LANGELE.

APPEL D'HOMMES POLITIQUES ET D'INTELLECTUELS SYRIENS

Nous, signataires de cet appel, condamnons les massacres barbares perpétrés contre les camps palestiniens au Liban par la milice d'Amal, avec le soutien du régime syrien et la complicité des autres régimes arabes.

Le peuple arabe syrien, victime lui-même de la politique répressive de son régime, est étranger à ces massacres.

Nous exprimons notre solidarité avec le peuple palestinien, qui, sous l'occupation israélienne et dans l'exil, subit atrocités et persécutions et apportons notre soutien à l'OLP, son seul représentant légitime.

Nous appelons les organisations internationales et humanitaires ainsi que les forces démocratiques et progressistes partout dans le monde à condamner ces massacres et à couvrir pour les arrêter immédiatement.

Les signataires :

Akram Al-Hourani (ex-vice-président de la République arabe unie, ex-président du Parlement syrien) ; Farouk Sebati El Lail (économiste) ; Mousleh Salem (écrivain) ; Habib Haded (ministre) ; Mounzer Isber (sociologue) ; Nasser Saba ; Bourhan Chelouh (écrivain) ; Zaki Al-Kaeid ; Ayman Arabi Katibi (juriste) ; Salah Elroufi (économiste) ; Salah Ayache (chimiste) ; Riad Mousse (journaliste) ; Hanna Ibrahim (journaliste) ; Hassan Chetia (chercheur) ; Farouk Mardam (journaliste) ; Fayez Malas (économiste) ; Zohier Kanbar ; Itab Yahya ; Khalid Noueini (médecin) ; Hachem Salah (journaliste) ; Salim Aouabideh ; Kamal Ajouri (juriste) ; Yossef Fares ; Ahmed Darzali ; Adib Hourani.

36, rue Abel-Hovelacque, 75013 PARIS

دكتور الامن الاصل

صكزا من الاصل

Politique

La lutte contre le terrorisme et la polémique entre le chef de l'Etat et la majorité

M. Mitterrand dénonce dans le Puy-de-Dôme les « polémiques basement politiciennes »

M. Mitterrand a répondu, le lundi 23 février, avec des mots et sur un ton très vif à certains des commentaires qui, à la suite de l'arrestation de quatre militants d'Action directe, ont mis en cause l'immunité de 1981 et la politique des socialistes face au terrorisme. « Extrême légèreté ou extrême indigence », a-t-il dit à plusieurs reprises. Le chef de l'Etat considère ces attaques comme de la « basse politique ».

CLERMONT-FERRAND
de notre envoyé spécial

Au terme d'un déjeuner avec les habitants de Valz-sous-Châteauneuf (Puy-de-Dôme), qu'il avait reçus à l'Elysée le 14 juillet dernier, M. Mitterrand s'est entretenu, le lundi 23 février, avec les journalistes. Son entourage, contrairement à l'habitude en pareilles circonstances, avait autorisé l'installation de micros et de caméras. Le chef de l'Etat n'a, en fait, répondu qu'à des questions portant sur le terrorisme.

Interrogé sur les commentaires formulés par plusieurs membres de la majorité sur les mesures d'amnistie de 1981 et le prétendu « laxisme » des socialistes dans la lutte antiterroriste, M. Mitterrand a déclaré : « Ceux qui ont parlé de cette façon ont fait preuve d'une extrême légèreté ou d'une extrême indigence. Des terroristes qui ont commis — on peut le penser — de nombreux crimes ont été arrêtés. A quel doit-on penser d'abord ? A se réjouir, à remercier les services de police qui ont accompli cette tâche si difficile après des années d'efforts. Et ensuite à unir les Français, car la lutte antiterroriste est loin d'être terminée. Il convient de rassembler toutes les forces du pays pour que nous soyons capables de faire face, de triompher, ce dont je ne doute pas. Songer tout aussitôt à lancer des polémiques basement politiciennes, c'est d'une extrême légèreté — dans la meilleure hypothèse — ou

de la « calomnie ». C'est sale », a-t-il dit.

Le président de la République a fait ces déclarations à Valz-sous-Châteauneuf, première étape d'une tournée dans le Puy-de-Dôme. M. Mitterrand avait invité les quarante-huit habitants de Valz à l'Elysée, le 14 juillet dernier. Ils lui ont rendu la pareille en le conviant à déjeuner. Le chef de l'Etat s'est également

d'une extrême indigence. Il suffit de se reporter aux faits, très simples, qui en 1981 et par la suite ont marqué la détermination des gouvernements précédents. »

Amnistie traditionnelle

A ce propos, le chef de l'Etat a remarqué que l'amnistie « est traditionnelle lorsqu'un nouveau président de la République vient d'être élu ». « C'est ce qu'on fait M. Pompidou et M. Giscard d'Estaing, a-t-il ajouté. Les amnisties en 1969, 1974, 1981 ont répondu au même critère. Les crimes ne peuvent pas être amnistiés (...). Si le président de la République propose, c'est le Parlement qui décide. C'est ensuite la justice qui, pour chaque cas particulier, décide d'appliquer, s'il y a lieu, l'amnistie. »

Le chef de l'Etat a ensuite souligné : « Lorsque j'ai décidé l'amnistie en 1981 — adoptée en août par le Parlement — cela représentait un peu plus de personnes qu'avec M. Giscard d'Estaing et un peu moins qu'avec M. Pompidou. Grosso modo, ce sont les mêmes dispositions à l'égard d'un peu près le même nombre de personnes. Rien de spécial à noter. J'entends incriminer les libérations de terroristes, au pluriel. Sur les quatre qui viennent d'être récemment arrêtés, l'un a été amnistié en 1981, les trois autres, non. »

M. Mitterrand a fait remarquer que Jean-Marie Rouillon, à l'époque de son amnistie, « n'était pas

condamné ». « Il était arrêté, inculpé, pour encourir une peine qui restait dans le cadre de la loi d'amnistie. Il n'avait pas commis de crime (...). Auparavant, avant 1981, il avait été interpellé à trois reprises et relâché trois fois. »

Quant à Nathalie Ménigon, M. Mitterrand a remarqué qu'elle n'a pas été amnistiée et qu'elle n'a pas fait non plus l'objet d'une grâce médicale : « Seul le président peut accorder une grâce. Je n'ai jamais gracié de terroriste. Contrairement à d'autres, je n'en ai jamais fait quitter le pays. Nathalie Ménigon a été libérée après expertise médicale par ordonnance d'un juge. Les deux autres n'ont pas fait l'objet d'amnistie. » Le président de la République a noté que Joëlle Aubron, condamnée en 1982 à deux ans de prison, a été libérée au terme de sa peine, ce que Georges Cipriani « n'a été ni arrêté ni condamné ». »

M. Mitterrand a ajouté qu'en 1984 vingt-trois membres d'Action directe ont été arrêtés, « dont quelques-uns des principaux dirigeants ». « Depuis le premier jour, a-t-il souligné, les services de police ont fait leur devoir. Des centaines de policiers ont été mobilisés. Avec une patience, une constance, une assiduité extrêmes, ils ont réuni les fils qui leur ont permis d'aboutir. Voilà la participation réelle. »

Le président de la République a répété une nouvelle fois que les attaques dirigées contre les socialistes et lui-même à ce propos « sont nuisibles à l'unité nationale, confrontées à

rendu dans la station de Super-Besse, où il a fait un petit tour de téléphérique, et à Murat-le-Masque. Il a été accueilli, chaque fois, dans une ambiance sympathique et a rencontré les élus de la majorité et de l'opposition, à l'exception de M. Valéry Giscard d'Estaing, en voyage à l'étranger. A chaque étape, M. Mitterrand a vanté les vertus de « l'effort » afin de construire « la France de demain ».

une grave difficulté, le terrorisme », et qu'elles sont « légères ou indigentes ». Il applique les mêmes qualifications aux accusations formulées par le secrétaire général du RPR, M. Jacques Toubon, selon lesquelles Georges Besse, le président de Renault assassiné, serait encore en vie si les socialistes avaient lutté efficacement contre le terrorisme. Il s'agit là, à son avis, d'une « remarque absurde, pour employer un terme aussi peu agressif que possible ». M. Mitterrand, avant d'aborder le cas de Georges Ibrahim Abdallah, a encore remarqué que « Jean-Marie Rouillon, s'il n'avait pas été amnistié, aurait été frappé d'une peine qui n'aurait pas dépassé quelques mois, puisqu'il n'était pas coupable de crime mais de délit. Il serait donc de toute façon libéré depuis 1981 ou début 1982. »

A propos du chef présumé des FARL, il a déclaré : « Si l'accusé est reconnu coupable — beaucoup d'indices semblent l'indiquer — alors, tout terroriste doit être puni. Il ne peut pas y avoir de compromis avec le terrorisme. » M. Mitterrand a affirmé qu'il lui a fallu « parfois refuser de gracier », malgré les demandes qui lui étaient faites. « Il faut se garder de préférer la passion politicienne. Il vaut mieux respecter la loi et l'ordre que l'on veut servir le pays. » En aparté, le chef de l'Etat a ensuite qualifié certaines des réactions de la majorité de « basse politique » et de « calomnie ». « C'est sale », a-t-il dit.

J.-Y. L.

Nathalie Ménigon et Joëlle Aubron seraient bien les auteurs de l'assassinat de Georges Besse

La garde à vue — deux fois quarante-huit heures depuis la nouvelle loi antiterroriste — de Jean-Marie Rouillon, Nathalie Ménigon, Georges Cipriani et Joëlle Aubron continue à Paris, jusqu'au mercredi 25 février dans la soirée, après avoir commencé à Versailles. Le parquet de Paris a chargé la direction centrale de la police judiciaire des investigations, qui ont été confiées à la brigade criminelle de Paris et au SRPJ de Versailles.

« C'est désormais en roulement compresseur de la PJ de travailler et nous leur faisons confiance », dit-on à la direction centrale des renseignements.

Hamster-holster

L'arrestation des principaux membres de la branche internationaliste d'Action directe ressemble déjà suffisamment à un scénario de film de série « B » pour qu'il ne soit pas nécessaire d'en rajouter. Le Monde, comme d'autres organes de presse, avait repris dans ses éditions du 24 février l'information d'agences de presse selon laquelle Nathalie Ménigon donnait les leçons de la servitude en chef de Georges Besse — le PDG de Renault assassiné, en novembre 1986 par Action directe — à ronger aux hamsters qu'elle affectionne tant. Information qui ajoutait au mythe sinistre, mais était, en fait, erronée.

Les confidences policières recueillies par nos confrères précisaient, en réalité, qu'elle avait fabriqué un holster — écus d'arme à poing — avec ladite serviette. Holster, hamster, le consonance des mots et le goût du sensationnel ont fait le reste.

J.-Y. L.

La cohabitation discréditée

« Extrême légèreté ou extrême indigence » : M. Mitterrand laisse le choix du jugement — négatif en tout cas — sur quelques-uns des commentaires qui, dans la majorité, ont suivi l'arrestation, samedi, de quatre militants d'Action directe. Mais il est clair qu'il penche pour l'indigence de ce qu'il considère comme de la « basse politique ». « Sale » et « calomnieuse ».

Au lendemain de l'arrestation, MM. Robert Galley (RPR, ancien ministre), Jacques Toubon (secrétaire général du RPR) et Gérard Longuet (ministre délégué aux PTT) avaient remarqué que Georges Besse, PDG de Renault, assassiné au mois de novembre dernier serait encore en vie... si les responsables de cet attentat n'avaient pas été en liberté au moment des faits. M. Galley attribuait même à M. Mitterrand la responsabilité indirecte de la mort de Georges Besse. Les mêmes, ainsi que M. Simone Veil et M. Alain Peyrefitte, reprochent à M. Mitterrand et aux socialistes l'amnistie de 1981. « Légèreté », « indigence » : Pierre Charpy, l'éditorialiste de la Lettre de la nation, bulletin quotidien du RPR, s'enrichit mardi. Ces « odieuses qualifications », écrit-il, méritent d'être attribuées à la politique conduite par M. Mitterrand face au terrorisme en 1981 et 1982.

« Légèreté », « indigence » : M. Mitterrand, en dépit des minces précisions de langage qu'il a prises en public, juge que le second terme s'applique mieux que le premier au comportement de quelques-uns des « seconds coudes » de la majorité. Devant ses proches, le chef de l'Etat a longuement évoqué cette polémique, dimanche soir et lundi matin, avant d'en parler publiquement lundi à la mi-journée, au cours de sa visite dans le Puy-de-Dôme, sur le ton d'une colère contenue. A ses proches, il a parlé de la « mentalité fascisante » de certains de ses adversaires, s'est déclaré « révolté » par des procédés qu'il juge « indignes ». M. Mitterrand reproche notamment à « la droite » la technique de l'« amalgame » qui lui est, selon lui, coutumière. « J'y suis habitué depuis longtemps, a-t-il remarqué. Mais chaque fois, ils m'étonnent un peu plus par leur bassesse. »

Le chef de l'Etat se sent directement visé dans cette polémique,

comme il l'a été au début de l'affaire du Carrefour du développement. Cette dernière n'ayant pas porté tous ses fruits, il confiait l'état des lieux : « Politiquement, ils n'ont pas de prise sur moi. Que leur reste-t-il ? L'argent et les mensures. Comme toujours. La droite, c'est la chasse à l'homme. L'argent et, je n'en ai pas. Je m'en suis toujours méfié. Quant à mes mensures, elles sont ordinaires. Ils cherchent autre chose. Il leur faut des diamants » (1).

Lundi, devant les caméras de télévision, M. Mitterrand a répondu point par point à ses accusateurs sur la loi d'amnistie, le droit de grâce, le prétendu laxisme des gouvernements

socialistes et les terroristes libérés — ou que l'on a laissé échapper — sous les précédents septennats, et pendant les gouvernements Chirac et Barre (qu'il n'a pas nommés). Bien qu'il y répugne d'ordinaire, le chef de l'Etat a donc été contraint de répondre à ce qu'il considère comme une polémique « politicienne ».

Peut-être demandera-t-il à M. Chirac, revenu mardi d'une visite au Maroc, de rappeler ses amis à l'ordre, bien qu'il ait noté le comportement parfait à son égard du ministre de l'Intérieur, M. Pasqua, et que le premier ministre, son entourage et le porte-parole du gouvernement, M. Juppé, se soient bien gardés de participer à cette polémiqu.

Un procès injuste

Le procès fait par la majorité à la gauche et au présent de la République est excessif et, partant, injuste. Excessif, à tout le moins, car amalgame de M. Alain Peyrefitte selon lequel, dans le dernier communiqué d'Action directe, « on retrouve exactement le même langage que dans le programme communiste de 1971 et le projet socialiste pour les années 1980 ». Excessif, sinon outrancier, d'ajouter que « Rouillon et Ménigon ont pris cette logomachie au sérieux ». Excessif ces propos de M. Toubon faisant indirectement porter la responsabilité de la mort de M. Georges Besse, PDG de Renault, assassiné en novembre 1986 par Action directe, aux gouvernements socialistes de 1981. Excessif quand l'on se rappelle juste du souhait du secrétaire général du RPR, dans un ouvrage paru en 1984, d'« instaurer en matière de sécurité une trêve de la politique, du combat et de la surenchère verbale ». Trêve qu'il appelait encore de ses vœux, en septembre dernier, quand, en pleine vague d'attentats parisiens, aucun succès policier tangible ne venait rassurer l'opinion.

Ce procès est aussi injuste si l'on reprend, cas par cas, les points en litige :

Action directe en 1981.

Des quatre membres de la branche internationaliste d'Action directe arrêtés le 21 février, un seul, Jean-Marie Rouillon, a bénéficié de l'amnistie traditionnelle après une décision présidentielle. Nathalie Ménigon n'a été ni graciée ni

amnistiée mais remise en liberté, après une grâce de la loi, sur décision indépendante d'un juge d'instruction parisien, sans toutefois que le parquet ne s'y oppose. Joëlle Aubron, arrêtée et condamnée en 1982, a effectué ses deux ans de prison jusqu'en 1984. Enfin, Georges Cipriani n'était alors pas détenu et ne fut donc, comme l'affirme M. Mitterrand, « ni condamné ni amnistié ».

Quant à Rouillon, si l'on peut évidemment discuter le fait qu'il ait bénéficié de la loi d'amnistie, encore faut-il rappeler qu'il n'avait alors commis que des délits, et aucun crime. S'il avait été jugé, il aurait encouru une courte peine qui ne l'aurait pas empêché de reprendre son activité terroriste avant l'attentat de 1986. De plus, pour être équitable, le reproche fait à la gauche sur son cas devrait autant atteindre le prédécesseur de M. Mitterrand, M. Valéry Giscard d'Estaing. Arrêté en effet le 9 décembre 1974 pour transport d'explosifs, attaques de banques, attentats à l'explosif ainsi que pour l'enlèvement d'un banquier espagnol, Rouillon fut remis en liberté en 1977 et ne fut jamais jugé.

Les libérations de terroristes.

« Je n'ai jamais gracié de terroriste, je n'en ai jamais fait quitter le pays », affirme M. Mitterrand. Il existe, en effet, quelques précédents. En 1973, un commando de cinq Palestiniens se barricada dans l'ambassade d'Arabie saoudite à

Paris. Bénéficiant d'un accord spécial avec le régime de la monarchie, ils furent accompagnés, avec leurs otages arabes, dans les rues de Paris, par les forces de police jusqu'à un avion sur l'aéroport du Bourget. En 1974, Yucata Fukaya, membre important de l'Armée rouge japonaise, arrêté à l'aéroport d'Orly, est libéré et expulsé au bout de trois jours. Le gouvernement cède devant une prise d'otages à l'ambassade de France à La Haye et une explosion au drugstore Saint-Germain (deux morts), toutes deux organisées par le terroriste international « Carlos ».

En 1977, Abou Daoud, organisateur de l'attentat des Jeux olympiques de Munich de 1972 où dix-sept athlètes israéliens sont tués, venu en France avec une fausse identité, est arrêté à la suite d'un mandat d'arrêt international émis par la RFA. Trois jours plus tard, il est libéré et expulsé. Le gouvernement de M. Raymond Barre s'abstient derrière la « décision judiciaire » prise par la Chambre d'accusation de Paris, fortement teintée d'opportunité politique selon les commentaires, à l'époque, du RPR.

En 1978, enfin, trois diplomates israéliens auteurs d'une fusillade ayant entraîné la mort d'un inspecteur de police, Jacques Capelle, lors d'une tentative de prise d'otages organisée à l'ambassade d'Irak à Paris par un membre de l'OLP, sont immédiatement expulsés. Le « terroriste » palestinien, qui s'était livré à la police et

voulait combattre le groupe extrémiste Abou Nidal, est instrument de l'Irak, sera, lui, condamné à huit ans de prison.

Des grâces de terroristes. M. Mitterrand ne saurait cependant taire ce qu'il a déjà reconnu : en janvier 1988, il était prêt à gracier « pour raisons médicales » Anis Naccache, condamné à la réclusion criminelle à perpétuité pour une tentative d'assassinat à Paris sur la personne de M. Chirac par la personne de M. Chirac pour Baklar, ancien premier ministre du chah d'Iran. Mais il y a renoncé car cette décision n'aurait pas été suivie de la monnaie d'échange qu'il exigeait : la libération, en bloc, des quatre otages français alors détenus au Liban. Depuis, il a laissé entendre que M. Jacques Chirac lui avait demandé à nouveau un tel geste.

La désorganisation de la police.

Ce dernier thème des accusations de la majorité se heurte à quelques données. Les services et les hommes qui ont réussi l'opération contre Action directe ont en effet été créés ou nommés avant le 16 mars 1986. C'est le cas de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste et du RAID, institués en 1984 et 1985 par M. Pierre Joxe. C'est le cas de M. Claude Bardot, sous-directeur des renseignements généraux, nommé dix jours avant les élections législatives, et de M. Ange Mancini, qui dirige le RAID depuis sa création.

EDWY PLENEL.

gements généraux, qui est à l'origine du succès obtenu par les policiers. Le travail sera long : expertises des documents, des machines à écrire, des armes, des sommes d'argent saisies, etc. Les enquêteurs laissent déjà entendre que les locataires de Vitry-aux-Loges auront du mal à combiner des faits matériels concordants sur leur participation aux assassinats de René Audran, ingénieur général de l'armement, en 1985, et de Georges Besse, PDG de Renault, en 1986.

Il semblerait, en effet, qu'un lien entre eux — machine à écrire, original du texte — et le communiqué de revendication de l'assassinat de René Audran puisse être établi. De plus, ce seraient bien les documents contenus dans la serviette portée par Georges Besse le jour de sa mort qui ont été retrouvés dans la ferme du Loiret. « Il faut que ça tienne devant un jury mais, pour tous ceux qui ont été libérés, il ne faut plus de doute que les deux femmes sont bien les auteurs de l'assassinat de Besse », confie un enquêteur, rappelant que Georges Besse a été tué par deux femmes, utilisant deux armes différentes. Reste donc à l'interroger, conviction policière, de se transformer, patiemment, en preuve judiciaire.

De plus, les policiers semblent convaincus que la « branche internationaliste » d'Action directe se limitait aux quatre personnes arrêtées. Ce qui n'exclut évidemment pas l'éventuelle mise en cause, dans le cours des investigations judiciaires, de personnes ayant pu être en contact avec elles. Enfin, il se confirme bien que c'est après un travail de plusieurs mois d'infiltration et de renseignement, impliquant le « retourneuse », l'indicateur, que la ferme du Loiret a pu être localisée. Les policiers présents sur les lieux précisent d'ailleurs qu'aucun d'entre eux n'aurait reconnu les quatre interpellés à partir des portraits diffusés par voie d'affiche.

Sur le plan judiciaire, la centralisation permise par la nouvelle loi antiterroriste a été mise en pratique. C'est la quatrième section du parquet de Paris, dite section antiterroriste (SAT), qui est actuellement juridiquement compétente aussi bien à Paris qu'à Orléans. Le juge d'instruction de Versailles, M. Guy Ripoll, chargé, jusqu'à présent, des affaires Audran et Besse (la tentative d'assassinat en 1986 du vice-président du CNPF, l'est depuis, lundi 23 février, au profit d'un juge d'instruction parisien, M. Jean-Claude Vuillemin, déjà chargé du dossier Besse. M. Vuillemin et son collègue Jean-Louis Bruguière devraient être chargés de l'instruction après la fin de la garde à vue.

E.P.

« M. Pierre Joxe : basses besognes. — M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé, le lundi 23 février, que M. Jacques Toubon est chargé, « au nom du RPR (...), des basses besognes de récupération politicienne qui documentent tous les fonctionnaires de police ». « Pour ma part, a ajouté l'ancien ministre de l'Intérieur, je me bornerai à féliciter MM. Le Moult et Franquet. » [Respectivement ancien et nouveau responsables de l'Unité de coordination de la lutte antiterroriste], « et, à travers eux, le travail opiniâtre qui (...) a associé des centaines de policiers, en particulier MM. Claude Bardot et Ange Mancini, qui n'ont pas déçu les espoirs placés en eux ».

« M. Jean-Marie Le Pen : ni d'un côté ni de l'autre. — M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et député de Paris, a renvoyé dos à dos, le lundi 23 février, sur France-inter, le gouvernement et l'opposition en affirmant qu'il ne se range « ni d'un côté ni de l'autre ». M. Le Pen a jugé que « la responsabilité de la situation criminelle en France » est « liée au laxisme de la classe dirigeante française, exprimée par sa classe politique, qu'elle soit de droite ou de gauche ». Le président du Front national a rappelé que, selon lui, « le terrorisme ne pourra être éradiqué » qu'avec la réhabilitation de la peine de mort.

Politique

Malgré de vives attaques

Le Parti libéral autrichien n'est pas exclu de l'Internationale libérale

Bien que vivement attaqué par plusieurs délégations au cours des travaux du comité exécutif de l'Internationale libérale, qui se sont déroulés ce week-end à Paris, le Parti libéral autrichien (FPOe) n'a finalement pas été exclu de cette organisation rassemblant les formations libérales et réformatrices d'une quarantaine de pays, parmi lesquelles, côté français, le Parti radical et le Parti républicain (Le Monde daté 22-23 février).

Principaux détracteurs de la formation autrichienne, les représentants du parti hollandais VVD ont renoncé à déposer la demande d'exclusion à l'encontre du FPOe; ils en avaient été pourtant chargés par les instances dirigeantes de leur parti. Mais, pour cela, il a fallu que les délégués du FPOe présentent à l'assemblée une déclaration désapprouvant des propos parus dans le journal officiel de leur parti.

Ces propos, extraits des *Karner Nachrichten* et cités dans un rapport d'une commission d'enquête de l'Internationale libérale auprès du FPOe, ont semé un vif émoi parmi l'assemblée. « L'affirmation, peut-on notamment lire, que six millions de juifs auraient été tués dans les camps de concentration apparaît de plus en plus comme un mensonge. » Ou encore: « En tant que fédérés durant la guerre, Hitler ainsi que Mussolini se comportèrent toujours en hommes d'honneur. »

Il est vrai, comme l'ont souligné les représentants du FPOe durant le débat, que ces citations remontent à 1980 et que la récente campagne électorale du nouveau chef du FPOe, M. Jörg Haider, ne peut être qualifiée, selon le rapport d'enquête de l'Internationale libérale, ni de fasciste ni de nazie. Mais de libérale non plus. La démarche de M. Haider, qui lui permit de doubler le score de son parti lors des élections législatives de novembre, pour atteindre presque 10 % des voix, est désignée dans le rapport comme « raciste et détestable ». Les enquêteurs envoyés sur place par l'Internationale libérale ont, d'autre part, été choqués par la surenchère nationaliste dirigée par M. Haider contre la minorité de langue slovène vivant en Carinthie, au sud de l'Autriche.

Cela dit, les observateurs libéraux ont également noté que le FPOe avait réussi sans trop de peine à entraîner les deux principaux partis autrichiens, les socialistes (SPOe) et les conservateurs (ÖVP) dans une démarche défavorable à la minorité slovène. Les représentants du FPOe à la réunion de Paris se sont abrités derrière cet unanimisme autrichien pour défendre la politique de M. Haider.

C'est M. Martin Bangemann, le président du FDP allemand, l'un des principaux membres de l'Internationale libérale, qui a pesé de tout son poids dans la discussion, en faveur du FPOe. Selon M. Bangemann, le rapport de la commission d'enquête ne contenait rien qui puisse justifier une exclusion du Parti libéral autrichien; tout au plus pouvait-il être question de « malentendu » entre l'Internationale et le FPOe.

« Plus proche de Le Pen que de Giscard »

Tout autre est l'opinion de M. Thomas Nordmann, vice-président du Parti radical, qui a pris la parole au nom de son parti et — en l'absence de M. Simone Veil — au nom des libéraux de l'Assemblée européenne. Selon M. Nordmann, la démarche de M. Haider, dont il a déploré l'absence, le rapprochait « davantage de Jean-Marie Le Pen que de Valéry Giscard d'Estaing ». A l'instar du président du Front national, M. Haider mériterait une politique « d'exclusion et d'exclusion ».

Après cinq heures de débat ininterrompu — et une certaine lassitude se faisant sentir sur les bancs de l'Assemblée —, le président italien de l'Internationale libérale, M. Giovanni Malagodi, finit par déclarer que la discussion sur le FPOe était close. Pour ceux qui avaient encore des questions à poser, M. Malagodi s'est proposé de les transmettre au FPOe. Une solution qui laisse sceptique M. Nordmann. « La question de l'appartenance du FPOe à la famille libérale va indubitablement se poser à nouveau », a-t-il déclaré. On a le sentiment que les déclarations faites ici par le FPOe sont uniquement destinées à l'opinion étrangère.

DANNY LEDER.

Les travaux des experts du PS

Pour une économie du partage

M. Claude Allègre, conseiller spécial auprès de M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, a présenté, le lundi 23 février, le colloque que réunira, le 8 mars, le groupe des experts qu'il anime, sur le thème « Société de demain : éclatement ou partage ». Ce colloque, le premier d'une série, constituera la première présentation publique des travaux de ce groupe, depuis que M. Allègre l'a relancé, au mois de juin dernier, à la demande de M. Jospin.

M. Allègre a réaffirmé son opposition à tout « projet fermé ». « On a déjà payé cela très cher », a-t-il ajouté, le directeur de l'Institut de physique du globe de Paris. Selon lui, le travail réalisé par le groupe des experts « contraste totalement avec tel ou tel projet qui sort de droite ou à gauche ». Le conseiller spécial de M. Jospin fait ainsi allusion, pour le passé, au « projet socialiste » adopté par le PS en 1980, que les socialistes se sont révélés incapables d'appliquer, et dans l'élaboration duquel M. Jean-Pierre Chevènement avait joué un rôle essentiel.

Pour le présent, il fait référence aux travaux du club *République moderne* de l'ancien ministre de l'éducation nationale. Ce club a rendu public au mois de janvier (Le Monde des 23 et 24 janvier) un projet dont M. Chevènement se félicite précisément, à l'inverse de M. Allègre, qu'il soit « clivé en main ». Lorsque l'Etat présentait son projet, le 25 janvier dernier, M. Chevènement avait indirectement critiqué les travaux des experts de M. Allègre, en lançant : « Il est capital (...) si l'on veut que le débat porte sur l'essentiel, qu'il ne soit pas circonscrit aux conceptions de spécialistes des partis politiques, surtout quand ceux-ci sont encore à la recherche d'eux-mêmes. »

M. Allègre et M. Chevènement ne sont pas plus d'accord sur l'Europe, puisque l'ancien ministre se prononce pour une Europe confédérale, et « une grande majorité » des experts de M. Jospin pour une Europe fédérale.

Le conseiller du premier secrétaire du PS a aussi critiqué la démarche économique de M. Michel Rocard, telle qu'elle apparaît dans le débat avec M. Raymond Barre publié par le magazine *L'Expansion* (le Monde du 21 février). Pour M. Allègre,

l'ancien premier ministre, comme le député des Yvelines témoignent d'une « croyance dans l'économie traditionnelle » et d'un « aveuglement sur ce qui se passe dans l'économie française » marquée par des changements drastiques — lorsqu'ils affirment qu'« il suffit de rétablir la compétitivité » des entreprises pour lutter contre le chômage.

Le conseiller de M. Jospin juge au contraire qu'il faut « rompre » avec « le discours tenu actuellement, la croyance dans l'automatisme de l'économie ». Le colloque du 8 mars doit donner une première esquisse d'une « philosophie du partage » qui suppose une « modification structurelle » de l'économie à l'intérieur du cadre imposé par les contraintes d'équilibre (balance des paiements, etc.).

M. François Hollande, membre du groupe des « transcurants » du PS et l'un des experts de M. Jospin, a précisé qu'il s'agit de choisir « entre la société éclairée, celle qu'on connaît aujourd'hui » et la « société de demain » basée sur le « partage ». Il s'agit notamment, pour M. Allègre, de « partager le pouvoir d'achat », et d'« utiliser toutes les réserves d'emploi », car « l'industrie n'est pas faite pour créer des emplois, mais pour créer des richesses ».

A propos des méthodes de travail du groupe des experts, M. Allègre a précisé qu'il ne s'agit pas de travailler « avec un échéancier prévu à l'avance ». Ainsi, certains sujets ne sont pas encore « débroussaillés ». C'est le cas du tiers-monde, pour lequel « nous n'arrivons pas, à l'heure actuelle, à avoir une proposition à la fois cohérente et efficace ».

J.L.A.

● Réunion à Paris d'une soixantaine de revues de la gauche européenne. — Une soixantaine de revues de gauche européennes, dont quatre revues communistes (deux italiennes, une espagnole, une belge), vont se réunir, le jeudi 26 et vendredi 27 février à Paris, afin, notamment, d'envisager la création d'un « pool » de revues. Cette rencontre fait suite à celle qui avait eu lieu à Saint-Fons (Rhône), les 6, 7 et 8 janvier dernier, afin de tenter de réunir l'« europe » (le Monde du 11 juin 1986). Cette réunion est organisée conjointement par la Fondation Saint-Fons (créée à la suite de la rencontre de juin) et la Fondation Friedrich Ebert, qui dépend du Parti social-démocrate de RFA.

Echange d'amabilités

entre M. Giscard d'Estaing et M. Le Pen

« L'équivoque est levée. » Sans annoncer formellement que le Front national s'engageait à voter en avril pour M. Valéry Giscard d'Estaing à la présidence de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, M. Jean-Marie Le Pen a déclaré, au cours de l'émission « Face au public » du lundi 23 février sur France-Inter, « qu'il est bien évident que le Front national préfère apporter ses voix à la majorité qu'à l'opposition de gauche... » et que par conséquent « il n'y a rien de dirimant entre le fait que nous apportions éventuellement nos voix à M. Giscard d'Estaing ».

Le président du Front national a rappelé que dès octobre dernier la candidature à cette présidence de l'ancien président de la République lui était apparue « comme quelque chose d'assez logique ». Une logique que M. Le Pen s'était cependant permis de réviser après le passage de M. Giscard d'Estaing à « l'heure de vérité » du 11 février dernier. Interrogé au cours de cette émission sur une éventuelle alliance de la majorité avec le Front national, l'ancien président avait déclaré : « Qu'en ce qui concerne l'extrême droite, il y a deux choses que nous devons rejeter catégoriquement : l'antisémitisme et le racisme ».

Fallait-il comprendre que le député du Puy-de-Dôme assimilait le Front national à l'extrême droite ? Au surcroît de cette émission, M. Le Pen écrivait au député du Puy-de-Dôme pour lui préciser qu'il serait « heureux » s'il pouvait confirmer « que telle n'a pas été [sa] pensée et [qu'il] considère que le mouvement [qu'il] préside est respectueux des règles démocratiques et des valeurs nationales ».

M. Giscard d'Estaing s'est empressé de le faire. Vendredi 20 février, l'ancien président a fait porter une lettre au domicile de M. Le Pen, lettre qui a été lu lundi soir par le président du Front national. « J'ai marqué, dans ma réponse, explique M. Giscard d'Estaing, la différence entre l'extrême droite traditionnelle et votre parti quand j'ai dit qu'il recueillait aujourd'hui des voix venant d'autres horizons politiques. Comme vous le savez, je cherche en ce qui me concerne à élargir le consensus entre les Français, c'est pourquoi je me félicite chaque fois qu'un des partis démocratiques représentés au Parlement, comme c'est le cas du votre, condamne le racisme et l'antisémitisme... Ces sujets peuvent être aussi bannis de notre débat politique... »

Coup de pouce

Un coup de main pour un coup de pouce. M. Le Pen peut soutenir M. Giscard d'Estaing, décemment peu avare de ses services, vient de donner au président du Front national un sérieux coup de main dans la grande campagne d'autopromotion et de banalisation qu'il a déclenchée depuis quelques mois. Alors que l'année dernière, à la même époque, l'ancien président dénonçait les accords que passaient ses propres amis avec le Front national dans certaines régions, il blâmait spectaculairement le Front national de tous soupçons racistes et antisémites. M. Le Pen n'en demandait certainement pas tant. Ni non plus M. Chirac, qui rejette toute alliance avec ces gens dont « la

philosophie est, quant au fond, raciste... » (1). M. Giscard d'Estaing peut donc être rassuré. Les voix du Front national pour sa présidence de la commission des affaires étrangères lui sont acquiescées. M. Stasi aurait dû s'en inspirer... Champion toutes catégories du consensus, M. Giscard d'Estaing sait toujours, quand il le faut, jeter la racine à la rivière. Même lorsque, dans le même sémestre, le journal du Front national, *National Hebdo*, relayait sa prestation à l'« heure de vérité », prie ses lecteurs de « faire attention, à ce créatin méchant... »

DANIEL CARTON.

(1) Discours du 28 janvier 1986 à Lille.

En Nouvelle-Calédonie

Le FLNKS accuse M. Pons de « soudoyer » certains chefs coutumiers

Dans une lettre adressée conjointement au président de la République et au premier ministre à propos de la situation en Nouvelle-Calédonie, le président de la région des îles Loyauté, M. Yvès Yéwé, numéro deux du FLNKS, a accusé, le lundi 23 février, le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, d'avoir entrepris, lors de son dernier voyage dans le territoire, de « soudoyer les autorités coutumières » de l'archipel.

Il précise que le 9 février, au terme d'un entretien du ministre avec certains chefs coutumiers, à la résidence du député du gouvernement à Nouméa, « les grands chefs présents ont reçu chacun des mains du directeur adjoint du cabinet du ministre, M. Max Aubert, une enveloppe contenant des sommes en espèces allant jusqu'à 200 000 CFP, soit 11 000 F ». Pour M. Yéwé, il s'agit là d'une « atteinte grave à la dignité des autorités coutumières car en aucun cas il ne peut s'agir d'un geste coutumier. La somme est beaucoup trop importante; de plus, la coutume est un échange de dons et ne peut se réduire à des enveloppes distribuées subrepticement. C'est la preuve, ajoute-t-il, du mépris colonial de la tradition et des valeurs ancestrales ».

Interrogé par l'AFP, le directeur adjoint du cabinet du ministre des DOM-TOM, M. Aubert, a indiqué que, lors des réunions avec les autorités coutumières, des « aides » avaient, en effet, été apportées aux chefs coutumiers, à la demande de ces derniers, afin de les aider « à

exercer leurs responsabilités à l'égard de leurs tribus et de leurs clans », mais qu'il s'agissait d'une « aide humanitaire parfaitement ouverte », les dons s'apparentant à des « gestes coutumiers ». Toutefois, selon M. Aubert, les chiffres avancés par le président de la région des îles Loyauté sont excessifs, les dons en question n'ayant « pas dépassé, affirme-t-il, 2 000 F ou 3 000 F en fonction des demandes formulées ».

● M. Poperan : danger. — Le numéro deux du Parti socialiste, M. Jean Poperan, a estimé, dimanche 22 février, au micro de la station de radio CYS, que le conflit entre le président de la République et le premier ministre sur l'avenir de la Nouvelle-Calédonie « pouvait être peut-être plus sérieux que d'autres ». Il a notamment souligné : « Si le président est intervenu, c'est qu'il est aussi insistant, aussi complet — car son intervention, contrairement aux précédentes, a été longue. — c'est qu'il a jugé qu'il y avait danger à ce qu'il se passe, que la situation approchait d'un point critique. S'il croit « casse-cou », c'est que le danger est grand et pressant. Ce qui compte, c'est que ce référendum puisse contribuer à une évolution dans le sens de l'apaisement (...). Si le président est intervenu, c'est qu'il redoute que, telles que les choses sont engagées, le référendum n'aboutisse au résultat contraire. C'est donc une mise en garde très sérieuse. »

La mort de Jean Stoetzel

L'« inventeur » français de l'opinion publique

« Le sondage politique en France aujourd'hui est plus qu'une institution, c'est une sorte de fait de nature ». Nul n'était mieux placé que Jean Stoetzel, mort le 21 février à Paris (le Monde du 24 février), pour formuler semblable appréciation — sujetée il est vrai à plus d'une réserve — et pour la commenter.

Car le créateur, en 1938, de l'Institut français d'opinion publique avait largement contribué à imposer les techniques de sondage et leurs multiples utilisations.

Grâce à cet universitaire, la France n'avait mis que peu d'années à s'inspirer d'un modèle et de pratiques venus d'outre-Atlantique, puisque la fondation par George Gallup de l'American Institute of Public Opinion, remontait à 1935.

L'IFOP, couplé depuis 1947 avec l'Institut pour l'étude des marchés en France et à l'étranger (ETMAR), a du reste été longtemps le représentant en France de la chaîne Gallup.

Longtemps inconnu du grand public, l'IFOP, comme les entreprises de même nature créées ultérieurement, devait accéder à la notoriété lorsque commencèrent à se répandre les opérations d'estimation des résultats d'élections organisées avant et pendant les scrutins. Dès les débuts de l'IFOP, une revue, *Sondages*, lancée par Jean Stoetzel en juin 1939, livrait à un public élargi les résultats d'enquêtes consacrées à la vie politique aussi bien qu'à la consommation de tabac.

Mais au moment où le « fait de nature » du sondage politique s'imposait, Jean Stoetzel divorçait d'avec sa création. En août 1979, il démissionnait du conseil d'administration de l'IFOP-ETMAR, désapprouvant une politique qui à ses

yeux mettait « en péril » l'IFOP et avait « entraîné, à l'extérieur, un discrédit moral et technique, à l'intérieur une démolition profonde du personnel ».

Depuis, ces controverses périodiques, et plus généralement la remise en cause régulière de la « sondomanie » ou de la notion commodément trop — et floue d'opinion publique, n'ont guère cessé. Sans empêcher l'installation dans la vie publique et le recours quasi permanent aux sondages d'opinion.

Créateur d'une pratique mais aussi sociologue, Jean Stoetzel en fut aussi le théoricien zélé depuis plus de quarante ans. *Théorie des opinions*, *l'Etude expérimentale des opinions* (1943), *les Sondages d'opinion publique* (1948, puis, en collaboration avec Alain Girard, 1973), furent les principaux jalons de cette œuvre théorique.

● RECTIFICATIF. — Une erreur s'est glissée dans l'article consacré aux rapports électoraux PC-PS publié dans le Monde daté 22-23 février. Les deux villes de plus de trente mille habitants refusées par un maire socialiste ayant refusé de s'associer avec des communistes, en mars 1983, sont Laval et Angers (et non Amiens, comme nous l'avions indiqué).

Fondateur de la *Revue française de sociologie*, Jean Stoetzel s'était, au fil d'une carrière universitaire orientée vers des centres d'intérêt variés, fait le promoteur d'une psychologie sociale qui tentait de marier les héritages d'Emile Durkheim et de Guillaume Tarde.

Jean Stoetzel avait été élu en 1977 à l'Académie des sciences morales et politiques, en remplacement de Martial Guéroult. An philosophe spécialiste de l'étude des systèmes philosophiques de Descartes et de Spinoza, succédait l'homme grâce auquel nous savons ou croyons savoir que 57 % des Français (contre 37 %) approuveraient les accords de Munich, beaucoup plus réservés en cela que leurs parlementaires, ou qu'un départ du général de Gaulle en 1946 une opinion lasée par tant de péripéties ne s'était guère émue...

MICHEL KAJMAN.

EN BREF

● Les Jeunes Communistes s'opposent aux propositions lancées contre une de leurs dirigeants. — Le Mouvement de la jeunesse communiste de France (MJCF) demande « l'arrêt et la levée de toute sanction » à l'encontre de M. Laurence Bernier, membre du secrétariat national de cette organisation, appelée à comparaître, mardi 24 février, devant le tribunal correctionnel de Nanterre. Directeur d'*Avant-Garde*, journal du MJCF, elle est poursuivie pour avoir publié en mai 1986 le visage de Nelson Mandela et des mots d'ordre pour le boycottage de l'apartheid devant le maire de Cligny (Hauts-de-Seine).

● PCF : manifeste des renouvelés « nul et non avéré ». — M. Paul Laurent, membre du bureau politique du PCF, a qualifié, samedi 21 février à Sallanches, près de Lens (Pas-de-Calais), de « nul et non avéré », le « manifeste » des renouvelés du parti (le Monde du 20 février).

COLLOQUE

RCH

socialistes communistes

LA NOUVELLE DONNE

J.-P. BACHY	G. FUCHS	P. MAUROY
R. BUIH	G. GAUMÉ	F. PLATONE
S. COURTOIS	C. GILLES	D. PESCHANSKY
M. DEBARGE	F. HINCKER	J. POPERAN
J. ELLENSTEIN	P. JOXE	J. RONY
L. FABIUS	E. KENIG	G. SARRE
H. FISZBIN	R. LAMBLIN	F. SUBILEAU

samedi 7 mars 1987 - grande salle Domus Medica
60, bd de la Tour-Maubourg 75007 Paris
Participation aux frais : 150 francs
Chèque à l'ordre de Anita Chicard - 19, rue Béranger, 75003 Paris

Le Monde

sur minitel

L'ACTUALITÉ EN DIRECT

La bataille des télévisions.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

مكتبة الأمل

صكرا من الامم

Société

Georges Ibrahim Abdallah refuse d'assister aux audiences

L'accusé absent

Après avoir lu la déclaration qu'il avait annoncée, Georges Ibrahim Abdallah a quitté la salle d'audience. Le procès continue : un après face à face entre M^e Vergès, avocat de l'accusé, et M^e Kiejman, partie civile pour les Etats-Unis

Chose promise, chose due. Georges Ibrahim Abdallah avait fait savoir qu'une fois livrée à ses juges la déclaration dont la primauté avait été donnée, dès vendredi, aux lecteurs du *Nouvel Observateur* (le Monde du 21 février), il quitterait la salle. Voilà qui est fait. Entré dans le box des accusés de la cour d'assises de Paris, lundi 23 février, à 13 h 15, il est reparti, deux heures plus tard, sur ce mot destiné aux Américains, partie civile : « Vous pouvez me garder dans une cage, mais vous ne pouvez pas m'obliger à rester en présence de ces criminels yankees, assassins de notre peuple et de nos frères. » Sans revirement de sa part, il sera donc jugé en son absence. Pour autant, son défenseur, M^e Jacques Vergès, ne restera pas muet à son banc.

En ces deux premières heures d'audience, où il fallait faire l'appel des témoins, dont bon nombre n'ont pas répondu aux convocations, et lire l'arrêt de renvoi qui expose les charges retenues contre le chef présumé des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), chacun a eu le temps d'observer ce grand gaillard au physique d'un Otello verdien, car, pour la voix, il ne saurait s'agir de celle d'un ténor.

Il a pris son mal en patience, assis à sa place, surveillé par quatre gardes, indifférent aux formalités procédurales. Lorsque le président, M. Maurice Colomb, lui a demandé d'abord son nom, il a répondu : « Je suis un combattant arabe. » Invité ensuite, successivement, à dire son prénom, son âge et son domicile, il a répondu chaque fois : « Je suis un combattant arabe. » Le ton était donné. Les échanges auxquels devenaient ensuite se livrer M^e Georges Kiejman, partie civile, et M^e Vergès, et auxquels se mêla aussi l'avocat général, M. Pierre Bacchi, à propos des témoignages, le laissent dans une parfaite impassibilité, en dépit du ravissement que pouvaient en éprouver les habitués du Palais. Ainsi lorsque fut constaté l'absence de M. Sydney Peyrolles, enlevé au Liban le 25 mars 1985 par les FARL, qui complétaient obtenir en échange sa libération celle de Georges Ibrahim Abdallah, M^e Kiejman insista :

« C'est un témoin capital. Il n'est pas possible qu'il ne soit pas présent. » A quoi M^e Vergès rétorqua : « La défense a bien d'accord, pour une fois, sur ce chapitre avec la partie civile. Mais elle comprend trop bien pourquoi M. Peyrolles ne veut pas venir. »

Sous-entendu : parce que si M. Peyrolles fut libéré le 2 avril 1985, Abdallah aurait dû l'être lui aussi en application d'une promesse qui ne fut pas tenue.

Un mauvais procès

C'est bien sûr que M^e Vergès avait fait citer MM. Laurent Fabius, Roland Dumas et Pierre Joxe, respectivement premier ministre, ministre des relations extérieures et ministre de l'Intérieur à l'époque. Or le premier n'a pas répondu et les deux autres ont adressé des lettres exposant qu'ils ne savaient rien des faits reprochés à Abdallah, qu'ils ne pensaient pas non plus être conviés à ce débat pour déposer sur sa moralité, ajoutant que, de toute façon, ils

ne seraient pas à Paris au moment du procès. Du coup, la défense entendait que l'on ait recours à la force publique pour les amener à la barre.

« On a bien envisagé cette solution pour un concierge d'immeuble, devait ironiser M^e Vergès. Pourquoi pas pour des ministres, qui ont une autre importance ? »

Saisie des conclusions sur ce chapitre, la cour devait y répondre, comme le lui proposait l'avocat général, par une décision de sursis à statuer. Autrement dit, elle apprécierait ultérieurement, au vu du déroulement des débats, si ces témoignages ministériels présentent ou non pour elle un intérêt. On relèvera toutefois que l'avocat général avait eu à ce sujet un propos remarqué : « Personnellement, je pense que ce procès ne doit pas être et ne sera pas celui de ceux qui sont ou ont été en charge du gouvernement de la République. Les Etats-Unis, ici par-

tie civile, n'ont pas encore trouvé le moyen de faire face à ce fléau lamentable et moderne qu'est le terrorisme. Alors, quelles que soient les opinions politiques, je pense qu'il n'y a pas à attaquer ceux qui ont cherché à ramener au bercail leurs enfants pris en otage. En voulant attirer ici des hommes qui se sont trouvés face à de telles difficultés, on leur ferait un mauvais procès, alors qu'ils ont agi en

conscience pour le bien commun et pour la paix publique. »

Cependant, d'autres témoins ont, eux aussi, fait défaut. C'est le directeur d'une banque de Genève, dans laquelle Abdallah et Jacqueline Esber ont ouvert un compte. C'est Caroline Esber El Bitar, qui devait dire aux enquêteurs qu'Abdallah lui était apparu prêt à commettre des actes de violence contre des Américains et des Israéliens. C'est encore

la propriétaire d'un des appartements loués par Abdallah. Effet de la peur ? La question a, bien évidemment, été posée sans qu'une réponse ait pu y être apportée.

Cet appel fait, Abdallah a donc en la parole. Durant un bon quart d'heure, il a dit un texte appris par cœur, d'une voix sourde forçant le ton à certains passages. On connaît le thème de son propos : qu'un combattant arabe soit jugé par une cour spéciale en Occident, rien de plus normal. Mais que « le criminel yankee, bourgeois des déshérences de la terre, soit en plus le représentant de prétendues victimes, il y a bien de quoi s'abstenir de tout commentaire sur la nature de cette cour. »

Les porteurs de l'étoile jaune

Sur quoi vient la référence à l'Occupation, aux jugements et condamnations infligés par la justice de l'époque aux résistants, à « la lâcheté de tous ceux qui se font les porteurs de l'étoile jaune ». Sur quoi s'enchaîne le raisonnement : « Avec quelle abnégation et quelle indépendance prétend-on juger des actes de guerre en les isolant du processus de l'agression du peuple arabe, ou bien il n'y aura la paix pour personne nulle part. »

Mais cette phrase se trouve, tout de même, précédée de cette autre, histoire de rappeler que Georges Ibrahim Abdallah poursuit ces mots : « Il me semble que vous commences à vous répéter. » Abdallah parut surpris. M. Colomb enchaîna : « Vous avez vu que vous pouvez vous exprimer ici librement. J'espère qu'il en est de même partout ailleurs. »

Invité à donner son sentiment sur cette déclaration, l'avocat général lui fit valoir que la République avait bien des mérites « en laissant se développer une dialectique qui consiste à déplacer le débat. Ce n'est pas le militant, que je respecterais, qui est ici poursuivi, mais un homme qui est venu sur le territoire français pour contribuer à l'œuvre des diplomates étrangers. »

C'est alors que Georges Ibrahim Abdallah voyant que la parole était donnée maintenant à M^e Kiejman annonça que c'était trop lui demandant de « déconter » la parole-parole des criminels yankees et annonça tranquillement qu'il s'en allait.

La souffrance des peuples libanais et palestiniens

M^e Kiejman parla donc en son absence : « Mis en cause à titre personnel comme représentant des bourgeois, dit-il, je répondrai qu'il suffit de lire ce que j'ai publié dans le Monde, après l'attentat de la rue des Rosiers, pour savoir que, si quelque un est soucieux du peuple libanais et de ses souffrances, c'est bien moi. »

Je relève seulement que, dans la déclaration que nous venons d'entendre, il n'y a rien sur l'enfer de Beyrouth, ce jour même, de trois mille soldats syriens appuyés par des chars ; qu'il n'y a pas un mot non plus pour ces femmes et ces enfants astigmés dans des camps par d'autres Arabes, d'autres milices dont celle de Georges Ibrahim

Abdallah. Cela fait tant d'incohérences que j'en ai été étonné car, sur les faits dont ce procès est l'objet, il faudrait bien voir la réalité. »

Cette réalité, il ne restait plus maintenant au président Colomb qu'à la présenter en livrant les éléments contenus dans l'énorme dossier qui raconte, pièce après pièce, l'histoire patiemment reconstituée, non seulement d'un homme mais de tout un réseau, lentement mis en place en Europe depuis 1981. Il en ressort une constatation déjà relevée : lorsque sont découverts les éléments qui vont conduire — à partir de l'arrestation à Trieste, le 6 août 1984, d'El Mansouri, porteur d'explosifs — jusqu'à Georges Ibrahim Abdallah, appréhendé, lui, à Lyon le 25 octobre suivant, la DST surveillait depuis plusieurs années le chef présumé des FARL et ceux et celles qui se trouvaient dans son sillage, mais elle ne tira ses informations que beaucoup plus tard. Pourquoi ? Le président Colomb a dit et répété que la question serait posée aux fonctionnaires du service français de contre-espionnage lorsqu'ils seront à la barre.

Car ces renseignements pèsent lourd aujourd'hui. Mais que valent-ils ? Pour M^e Vergès, il s'agit d'informations reçues du Mossad, le service secret israélien, et, du coup, sujettes à caution étant donné que les relations entre Abdallah et Israël ne sauraient être idéologiques.

La relation entre l'action directe et les FARL

Il reste pourtant des détails multiples et concrets : les locations d'appartements tant à Paris qu'à Lyon, les comptes ouverts en Suisse par le biais desquels on se acquittait les loyers pour un an d'avance, les découvertes d'armes et de documents multiples dans ces divers appartements, les identités sous lesquelles se présentaient Abdallah ou ceux de ses proches, les passeports algériens, maliens ou tunisiens, les voyages en Espagne, en Italie, en Suisse, à Chypre, en Algérie, les déclarations de certains qui font alors reconnaître et le décrivent bel et bien comme un chef prêt à l'action, son appartenance au Front populaire de libération de la Palestine de Georges Habbache, sa présence en France à l'époque où furent commis les attentats de Robert-Charles Ray et de Yacoub Barimantov, cette façon qu'il avait de porter sur son carnet d'adresses les numéros de téléphone comme s'il s'agissait d'additionner des chiffres.

On relève encore, en passant, que le pistolet-mitrailleur qui servit lors d'une attaque contre la Mission d'achat israélienne à Paris fut retrouvé dans un box du vingtième arrondissement de la capitale où Joffe Aubron et Mohand Hammami, deux membres d'Action directe, avaient leur entrée. Voilà, pour l'avocat général, le signe d'« une évidente relation entre l'action directe et les FARL. »

« Trop facile ! » s'est exclamé M^e Vergès. Le parage n'est rien fait, que je sache, pour établir une telle relation. »

Il y a, enfin, ce que disent de Georges Ibrahim Abdallah les services libanais et algériens. « Ey c'est là, s'écrie M^e Kiejman à l'adresse de M^e Vergès, vous ne pouvez pas charger de la même oppression que le Mossad ! »

Enfin, il fallait revenir sur l'enlèvement à Tripoli, le 23 mars 1985, de M. Sydney Peyrolles, diplomate, directeur de l'Institut culturel français dans cette ville. Car ceux qui s'emparaient de lui, deux frères de Georges Ibrahim Abdallah, Maurice et Joseph, ainsi que Jacqueline Esber, lui ont dit qu'il devait servir de caution, d'échange, avec leur chef arrêté à Lyon depuis le 25 octobre 1984.

Mais si M. Peyrolles fut libéré le 2 avril à 0 heure, Georges Ibrahim Abdallah demeure, lui, en prison. « Apparemment, a fait observer M. Colomb, des interventions ont eu lieu pour cette libération. Certains affirment même qu'elle devait aller de pair avec celle d'Abdallah, mais il est de fait que ce même 2 avril 1985 à 10 heures, la DST intervint dans l'appartement loué par Abdallah, 18, rue Lacroix, à Paris, et découvrit le pistolet qui avait servi à l'assassinat de Robert-Charles Ray et de Yacoub Barimantov, et ces découvertes furent rapidement rendues publiques. »

On en est là. Mais, décidément, un procès sans accusé, c'est une cloche sans battant.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE

Un entretien avec le chef de la branche pro-syrienne des Forces libanaises

« Je n'ai joué aucun rôle dans la suspension des violences antifrançaises attribuées aux FARL » nous déclare M. Elie Hobeika

M. Elie Hobeika, chef de la branche dissidente et pro-syrienne des Forces libanaises (milice chrétienne), qui vient de séjourner en France, a accepté de répondre à nos questions sur le rôle qu'on lui prête dans l'arrêt des attentats commis à Paris en septembre 1986 au nom des Fractions armées révolutionnaires libanaises. Cette rumeur avait notamment été alimentée par plusieurs voyages accomplis à Paris l'été passé par le responsable du mouvement du 9 mai (M. Hobeika fut élu le 9 mai 1985 président du comité exécutif des Forces libanaises, responsabilité qu'il exerça jusqu'au 15 janvier 1986).

Il rit, et sa réaction fusa : « Je n'ai joué aucun rôle dans la suspension des violences antifrançaises liées à la défection de Georges Ibrahim Abdallah. Simplement, comme tout chrétien d'Orient, comme tout Libanais digne de ce nom, j'ai approuvé chaleureusement cette trêve en souhaitant vivement qu'elle dure, car la France ne méritait pas de tels coups. »

N'avez-vous pas été tout de même partie au « contrat », en ce sens que vos hommes stationnés dans la plaine de la Bekaa auraient pu, dans la région de l'Akkar, proche de votre implantation, non seulement à neutraliser le clan Abdallah, mais aussi à le recruter ?

« Pas le moins du monde ! Je n'ai été chargé d'aucune mission de sécurité dans l'Akkar à propos du non des frères Abdallah ou des Fractions armées révolutionnaires. Cette tâche n'est pas la mienne ! J'ai assez à faire avec la protection des chrétiens de la Bekaa, menacés par l'intégrisme chiite. »

On peut donc supposer que la surveillance des Abdallah et consorts est assurée directement par votre allié syrien... C'est-à-dire même d'ailleurs que s'introduit dans la Bekaa en 1982 les inté-

gristes iraniens contre les disciples libanais desquels vous devez lutter aujourd'hui...

« Il y a de longs mois que n'arrivent plus de nouveaux iraniens dans la Bekaa et ceux qui y restent sont le plus en plus d'extrême droite. Libanais et Syriens ont pris conscience de leur intérêt commun à préserver le Proche-Orient et, au-delà, l'Europe, des excès de l'intégrisme. Quant aux Fractions armées révolutionnaires, elles ne sont qu'un petit groupe d'une cinquantaine de personnes au Liban nord, dont une dizaine de chrétiens, dont une dizaine de chrétiens libanais, qui n'est d'ailleurs pas le chef des FARL. »

A Damas, un seul patron

Le jeune dirigeant chrétien — il a trente ans — qui passe longtemps pour l'un des hommes les mieux renseignés du Proche-Orient, était-il à la tête du département de sécurité des Forces libanaises, paraît en savoir plus long, mais il refuse d'en dire davantage.

Alors, qui a facilité ou ordonné, à l'automne 1986, l'arrêt des attentats en France ? Un temps, certains cercles politiques français, proches notamment du ministre de l'Intérieur, laisseraient entendre que « plusieurs personnalités arabes » avaient contribué à l'établissement de la trêve. Par exemple, M. Rifkat El-Assad (1), vice-président de Syrie et frère du chef de l'Etat de ce pays, dont la résidence principale est à Paris depuis une vingtaine de mois. Ces mêmes milieux, ainsi que divers représentants en France de factions libanaises, ne désignent aujourd'hui, bien souvent, qu'un seul et unique « décideur » dans la suspension des violences du clan Abdallah : le président Hafez El-Assad, car, « à Damas, il n'y a qu'un seul patron. »

Les Forces libanaises : « pas d'amalgames ». — Dans un communiqué, le bureau à Paris des Forces libanaises (milice chrétienne) a regretté l'amalgame fait par certains (...) entre Abdallah et la colonie libanaise en France. Les Forces libanaises rappellent notamment les liens de Georges Ibrahim Abdallah avec la Syrie et ajoutent : « Il est recherché par la justice libanaise pour avoir placé plusieurs voitures piégées en zone chrétienne. Dans les actes qu'il a commis, il n'a pas hésité à tuer, à torturer, à enlever, à faire servir sa cause au Liban ni celle de sa communauté chrétienne. »

Le comité de soutien aux docteurs Archambeau et Diallo que préside le docteur Francis Dehies, continue pour sa part de réclamer la non-lien, sans pour autant apporter d'autres éléments d'information que ceux contenus dans le dossier d'instruction. « Tribunal correctionnel ou cour d'assises ? La n'est pas la question, comme on a voulu le laisser croire ces derniers mois », explique-t-on au comité de soutien. « Il n'y a donc le dossier aucun élément nouveau susceptible de modifier la profonde conviction que à toujours été la nôtre. Le non-lien est la seule issue acceptable pour des libanais et la seule issue honorable pour tous ceux qui ont contribué à déclencher cet invraisemblable procès. »

JEAN-YVES MAIL

Devant la chambre d'accusation de Poitiers L'épilogue de l'affaire Berneron

L'affaire de l'hôpital de Poitiers est entrée, le mardi 24 février, dans sa dernière phase avec l'audience de la chambre d'accusation de la cour d'appel de cette ville. Après la mort, survenue dans des circonstances inexpliquées, en octobre 1984, de Nicole Berneron, il y avait d'abord eu les incriminations d'assassinats des docteurs Bakari Diallo et Denis Archambeau, puis celle d'homicide involontaire du professeur Pierre Meriel, leur chef de service.

La longue instruction, conduite par M. Pierre Hovener, ne devait retenir, à partir des conclusions des enquêteurs policiers et des experts médicaux, qu'un seul scénario fondé sur la culpabilité du docteur Diallo et sur le complicité du docteur Archambeau. Le professeur Meriel continue, de son côté, à être poursuivi pour ne pas avoir, au terme de l'intervention chirurgicale subie par Nicole Berneron, effectué les gestes nécessaires qui auraient dû — en dépit de l'inversion des tuyaux d'arrivée des gaz de l'appareil d'anesthésio-réanimation — permettre de sauver la malade.

Le non-lien semblant ne plus pouvoir être prononcé à ce stade de la procédure, deux hypothèses sont retenues : le renvoi des inculpés devant le tribunal correctionnel, ou

le renvoi devant la cour d'assises. C'est ce dernier qui sera requis par M^e Gilbert, avocat de la partie civile, plaçant dans le sens de l'ordonnance du juge d'instruction. M^e Dany, avocat du docteur Archambeau, demandera le non-lien. On prête enfin au défenseur du docteur Diallo l'intention de soulever de nombreux points d'annulation pour vices de forme.

Le comité de soutien aux docteurs Archambeau et Diallo que préside le docteur Francis Dehies, continue pour sa part de réclamer la non-lien, sans pour autant apporter d'autres éléments d'information que ceux contenus dans le dossier d'instruction. « Tribunal correctionnel ou cour d'assises ? La n'est pas la question, comme on a voulu le laisser croire ces derniers mois », explique-t-on au comité de soutien. « Il n'y a donc le dossier aucun élément nouveau susceptible de modifier la profonde conviction que à toujours été la nôtre. Le non-lien est la seule issue acceptable pour des libanais et la seule issue honorable pour tous ceux qui ont contribué à déclencher cet invraisemblable procès. »

Le procès de la drogue à la Réunion Prison ferme pour les « parrains »

SAINT-DENIS-DE-LA-RÉUNION de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Saint-Denis a prononcé, lundi 23 février, des peines de prison ferme contre les principaux inculpés dans un trafic de drogue impliquant une soixantaine de personnes (le Monde du 19 février).

Considéré comme le parrain du réseau entre la Réunion et l'île Maurice, Sidick Omar Said, dit « le Tê », a été condamné à cinq ans de prison et à 100 000 F d'amende. Christian Bessière, qu'on dit lié à la Mafia sicilienne, a trois ans de prison et 200 000 F d'amende.

Le procureur de la République qui avait classé les soixante-trois personnes impliquées dans l'affaire, en simples magas, petits dealers, moyens grossistes et « parrains », réclamait sept ans de prison ferme contre Sidick Omar Said et Christian Bessière.

Dix autres inculpés ont été condamnés à la prison ferme, la plupart de simples usagers, ont bénéficié du sursis, dont l'ancien président local de l'Ordre des médecins.

A. D.

Dans la haute couture parisienne Coups de griffes

La couturière Jean Patou, dont le modèle vedette Christian Lacroix vient d'être engagé par le Groupe financier Agache pour créer une maison de haute couture à son nom, a porté cette affaire devant les tribunaux, tandis que la Financière Agache a décidé de porter plainte en diffamation contre la firme Patou et ses dirigeants.

Dans un communiqué, le groupe Jean Patou déclare qu'il « est décidé à faire respecter ses droits », devant « l'amplification » d'une campagne de presse et de relations publiques « dont le but est à l'évidence de s'approprier la fonds de commerce de sa maison de haute couture ». Cette campagne, ajoute Patou, est « organisée par M. Bernard Arnault, président-directeur général de Christian Dior et de la Financière Agache, avec la participation active de MM. Christian Lacroix et Jean-Jacques Picard ». (le Monde du 24 février).

« Refusant de suivre M. Bernard Arnault dans cette polémique, le groupe Jean Patou a porté cette affaire devant les tri-

bunaux » et a « saisi la justice de ce litige le mardi 17 février », précise le communiqué. Interrogée, la maison Jean Patou s'abstient de tout commentaire « pour ne pas alimenter une polémique indigne de la profession ». De son côté, la Financière Agache « constate que la société Patou a cru bon de donner dans la presse, à travers plusieurs communications, une large publicité à la création de la maison de couture Lacroix en s'en prétendant la victime ».

Le groupe de M. Arnault « dénonce la présentation des faits telle que le relate la société Patou, soit grossièrement déformée, et il s'en, en conséquence, décide de porter plainte en diffamation contre la société Patou et ses dirigeants ».

La 3 février, le PDG de la Financière Agache (holding chapeautant notamment Christian Dior et les tissus Bouteaux) avait annoncé à la presse la création d'une nouvelle maison de haute couture, portant la griffe de Christian Lacroix, dont la première collection doit être présentée au mois de juillet prochain.

Société

Les orientations du ministère de la recherche et de l'enseignement supérieur

L'extrême prudence de M. Valade

Ceux qui attendaient que le nouveau ministre de la recherche et de l'enseignement supérieur, M. Jacques Valade, se prononce sur les orientations de son ministère, ont été déçus. Le ministre a, en effet, tenu une conférence de presse qu'il a tenue jeudi 19 février, que la recherche scientifique serait l'une des priorités du budget de 1988 et qu'il s'efforcerait de « traduire dans les faits cette déclaration d'intention ». Mais, à l'exception de quelques phrases, M. Valade n'a rien dit de plus.

Le ministre doit régler quelques dossiers urgents en matière de recherche. En premier lieu, celui du Centre national de la recherche scientifique (CNRS), bloqué dans ses embauches de jeunes chercheurs à cause des décisions — récemment annulées par le Conseil d'Etat — de M. Alain Renard, le Valade veut « aller vite » et a « des intentions précises à ce sujet ». Mais « l'indépendance juridique est là », dit-il, qu'il préfère « avant toute déclaration » se faire assister de deux membres du Conseil d'Etat pour éviter « la contestation, d'où qu'elle vienne ».

Période expérimentale

Même prudence quant à l'avenir du Centre d'études des systèmes et des technologies (CESTA), dont l'ancien ministre de la recherche, Jean-Louis Ducloux, dit-on, la disparition, et à celui de l'Institut français pour le développement de

la recherche en coopération (ORSTOM), sans président ni directeur général depuis plusieurs mois. Quant aux grandes orientations du gouvernement en matière de recherche, il faudra attendre le thème d'un prochain conseil des ministres sur ce sujet.

Reste le dossier universitaire, sur lequel M. Valade entend à l'évidence éviter toute initiative susceptible de remettre le feu aux poudres dans les universités, à quelques mois des élections présidentielles. Ainsi, la situation statutaire complexe des universités ne sera pas tranchée avant 1988 : les établissements qui se sont conformés à la loi Savary de 1984 poursuivront la mise en place de ce processus, et ceux qui l'ont refusé pourront continuer à fonctionner sous le régime de la loi de 1968. Cette période « expérimentale » permettra, selon le ministre, d'« apprécier quel est le meilleur système » pour les universités ; elle lui fera surtout d'avoir à demander à des universitaires proches de l'actuelle majorité d'appliquer une loi contre laquelle ils ont bataillé depuis quatre ans, et que le gouvernement avait promis d'abroger.

Mais, s'il se garde du côté de ses amis politiques, M. Valade ménage les étudiants. S'il excite l'ouverture d'une quinzaine d'universités partielles, il admet que les capacités d'accueil sont insuffisantes en région parisienne et annonce la création de mille six cents places supplémentaires en premier cycle pour la rentrée 1987. D'autre part, il se déclare « personnellement défavorable à une augmentation des droits d'inscription » (450 francs cette année), tout en affirmant la possibilité, pour les universités, de percevoir des taxes supplémentaires « à condition qu'elles correspondent à un service réel ».

Dans un appel public

Onze associations nationales dénoncent l'exploitation commerciale de la retraite

Onze associations nationales, regroupant des millions de retraités, ont lancé un appel public pour dénoncer l'exploitation commerciale de la retraite.

« La notion de "retraite active" », affirment notamment les signataires, est trop souvent récupérée par ceux qui détiennent aujourd'hui les pouvoirs de l'économie, de la culture et de la consommation. Un nouvel aspect de « l'âge dévalorisé » tend à se développer. Une nouvelle bonne conscience est l'appareil de profits avides. Tourisme, salons et foras, presse et médias, assurances et banques, immobilier, institutions sociales, etc. sont leurs terrains de chasse privilégiés.

« Les associations nationales, démentiront, regroupent des millions de retraités et des personnes engagées dans la vie associative, entendons, d'une part, attirer l'attention des plus de cinquante ans pour qu'ils ne se laissent pas prendre en change par ces nouveaux prophètes du bonheur ; d'autre part, convaincre les professionnels d'arrêter de faire des profits à tout prix et de se consacrer à leur métier de retraiteux et de retraitées.

« Ces hommes et ces femmes, porteurs d'une histoire personnelle et collective, ont le droit de leur pays, sont des citoyens à part entière. Ils participent déjà à la vie

sociale, culturelle, politique et économique : certains comme responsables et administrateurs, tous comme usagers et consommateurs. Ils sont concernés comme tout le monde par les problèmes du temps présent et à venir (environnement, éducation, santé, organisation de la vie en société, etc.). Les gens solidaires et soucieux des efforts entrepris pour construire un monde plus acceptable — en particulier pour donner aux jeunes une chance de réussir dans leur vie. Déjà sont nombreux les retraités et préretraités qui se regroupent dans les associations de leur choix pour rendre plus efficace l'action à entreprendre et il est souhaitable qu'ils soient de plus en plus nombreux à agir ainsi.

« Conscients de leur rôle, ils ne revendiquent pour eux aucune compensation, mais condamnent ceux qui veulent les enfermer dans le ghetto de l'âge. Ainsi, en refusant d'être seulement des enjeux d'une société marchande qui découvre cette nouvelle race de consommateurs, refusent d'être les nouveaux assistés d'initiatives culturelles et sociales qui ne voient en eux que des « faire valoir » dociles, ils demandent que cesse à leur égard tout paternalisme même bien intentionné et que se développe un partenariat, dans les secteurs qui les concernent. Ils affirment qu'en tant qu'adultes et en développant leurs activités associatives, ils sont capables de prendre en main leur destin, de gérer leurs propres affaires et d'être activement présents partout où s'élabora la société d'aujourd'hui et de demain. (...)

PUBLICATION JUDICIAIRE

La 3^e chambre du tribunal de Paris a rendu le 21 novembre 1985 un jugement, devenu définitif, dans un litige opposant la société Time Incorporated, propriétaire de la marque LIVE d'après lequel la société Exprim, qui avait déposé comme marque pour les mêmes produits et utilisé comme titre d'une publication la dénomination LIVE, par cette décision, le tribunal a retenu :

— que la société Exprim, en déposant la dénomination LIVE comme marque et en utilisant comme titre de publication, a initié illicitement la marque LIVE et 1.087.434 dont est propriétaire la société Time Incorporated, sous astreinte de 500 F par infraction constatée ;

— ordonné la confiscation et la remise à la société Time Incorporated, en vue de leur destruction, de tous les exemplaires de la revue LIVE, propriété de la société Exprim, de tous imprimés portant la marque LIVE encore en possession de cette dernière.

(1) Comité Retraite et utilité sociale de la FONDA (Fondation pour la vie associative) ; Fédération nationale des associations de retraités (FNAR) ; Confédération nationale des retraités civils et militaires (CNRCM) ; Union nationale interdépartementale des œuvres privées sanitaires et sociales (UNIOSS) ; Union nationale des associations de retraités (CNFC) ; Association générale des intervenants retraités pour des actions bénévoles de coopération et de développement (AGIR) ; Fédération des associations de jeunes chefs de famille (FAYEC) ; Association des retraités des ventes et articles de guerre ; Centre national du volontariat (CNV) ; Union nationale des associations de préretraités (UNAPRA) ; Fédération interdépartementale de retraités des préretraités et retraités (FIDIPRA).

Représentants : Comité Retraite et utilité sociale, FONDA, 18, rue de Valenciennes, 75007 Paris. Tél. : (1) 45-46-06-38.

© Hôpital psychiatrique de Villejuif : la grève est suspendue. — Le grève du personnel du centre hospitalier spécialisé de Villejuif, commencé le 29 janvier, est « suspendue » depuis le lundi 23 février. L'hôpital admet à nouveau les patients, qui jusqu'à présent étaient dirigés vers d'autres centres. — (Corresp.)

Une journée nationale pour les grands accidentés

Le tour de France de M. Gillibert

Le Mouvement de défense des grands accidentés de la vie prépare pour le 4 avril prochain une journée nationale de solidarité à laquelle le président de la République et le maire de Paris assisteront. M. Michel Gillibert, président de ce mouvement dont le vice-président est M^{me} Jane Birkin, effectue actuellement un « tour de France » des hommes politiques. M. Gillibert veut faire comprendre aux politiques qu'ils ont à conduire, en ce domaine, une action de gestionnaires et non pas une œuvre de charité.

« Ce ne sont pas des bonnes causes qu'il nous faut. Ce sont des hommes politiques », déclare M. Gillibert, quarante-deux ans, ancien chef d'entreprise, vétéran de sept ans à son fauteuil de tétraplégie, hôte de l'Assemblée nationale, le Sénat et les partis. Il a rencontré M. François Mitterrand — souvent — M^{me} Jacques Chirac, Alain Poirer, Jacques Chaban-Delmas, Charles Hernu qui s'est pris d'amitié pour lui, Lionel Jospin, Jacques Toubon, François Léotard et tant d'autres. Il lui aime tous, pour peu qu'ils « découlent » en poussant son fauteuil à roulettes, le monde des grands accidentés, qui indiffère ou qui effraie

« comme lorsque l'on passe près d'une personne à terre sans la regarder ». Il suffit de rater une marche, de tomber en arrière en jouant au tennis ; il suffit de rien » pour se retrouver comme lui, après un accident d'hélicoptère en 1979, la moelle épinière en bouillie, jambes mortes, cassé. Mais habité — visage et sourire de séducteur — par la rage de convaincre qu'il faut écarter, sortir du « ghetto », arracher à la marginalité les cinq millions « d'accidentés de la vie », dont 55 %, souligne-t-il, ont moins de vingt-cinq ans. « Les accidentés ont changé d'âge ».

Michel Gillibert emmène. « Les centres de réadaptation, c'était parfois un scandale. On demandait au patient d'enfiler des perles pour traverser un nouveau monde. Et l'on considérait que la société avait fait son devoir. Quand les hommes politiques nous occupent, ils avaient l'impression de donner dix balles à la sortie de la messe. La charité, pas question ! ». Il enrage encore : « L'accident n'est pas un produit sensationnel. C'est une petite voiture qui roule sans bruit. Pour les hommes politiques, les handicapés, c'était une réaction par an et quel-ques légions d'hommes aux types pétés. Moyennant quoi ils avaient fait leur bonne action pour l'année. Quand ils me promettaient de « faire quelque chose », je leur répondais : « Vous n'avez rien compris, c'est votre boulot de gestionnaire qui est en cause ».

La charité des « gens debout »

Changement de vision, changement de stratégie. Michel Gillibert s'en est allé faire la tournée des « politiques » et leur a tenu à peu près ce langage : nous sommes cinq millions et nous votons ; nous ne votons plus être « prisonniers », dans notre tête, de la charité des « gens debout » ; on marginalise des jeunes, et la marginalisation, « ça coûte cher au pays ». Les allocations, les rentes, les aides sociales, les aides médicales, c'est « un gouffre financier » ; « le coup des trottoirs et des ascenseurs aménagés, c'est de la démolition, ça coûte très cher » ; nous avons besoin de justice sociale, d'emploi, de recherche ; et au bout du compte, vous ferez des économies.

L'argumentation politique, économique, sociale, c'est plus efficace et nous sommes plus satisfaits que les « dix balles à la sortie de la messe ». Michel Gillibert tourne actuellement un film avec Jacques Dailly et publie un livre intitulé « Les hommes, dit-il, neurent de la possession du pouvoir et du paradis, alors qu'ils croient en vivre. Moi, je ne regrette pas d'avoir été accidenté. Je suis moins con qu'avant ».

J.-Y. L.

VOILE : la Course autour du monde

Deux solitaires à Rio

Philippe Jeantot, Crédit agricole, a remporté, le lundi 23 février, à Rio-de-Janeiro, la troisième étape de la Course autour du monde en solitaire à la voile. Avec 36 jours, 16 heures, 46 minutes 53 secondes pour les 8 300 milles du parcours entre Sydney et le Brésil, il améliore de plus de 11 jours et 7 heures sa performance de 1982 dans cette même étape et conforte sa première place au classement général. Titouan Lamazon, Eclaireur d'Aquitaine, deuxième à Rio avec un retard de 3 heures 28 minutes 52 secondes, occupe toujours la deuxième place au classement général, à 3 jours, 9 heures 55 minutes de Philippe Jeantot avant la quatrième étape qui ramènera les solitaires à Newport.

RIO-DE-JANEIRO de notre envoyé spécial

Dans la météo tropicale, Rio s'apprête à célébrer son carnaval. La télévision retransmet les ultimes répétitions des écoles de samba. Devant les terrasses de café et les restaurants des plages de Copacabana et d'Ipanema, les orchestres de rue rythment déjà la vie nocturne des milliers de touristes. Un dépaysement garanti surtout après trente-six jours de solitude pour les premiers concernés de la course autour du monde à la voile.

Lundi, à la nuit tombée, Philippe Jeantot qui a jeté l'ancre le premier dans l'enceinte du très colonial Yacht Club de Rio, juste au pied du Pain de sucre, était invité trois heures et demie plus tard par Titouan Lamazon. A Sidney, c'est Lamazon qui avait précédé Jeantot d'un peu plus de cinq heures. Depuis deux étapes, soit plus de 15 000 milles (24 000 kilomètres), les deux hommes ne se sont pratiquement plus quittés, naviguant parfois à vue dans les 55° Rugissants du Pacifique sud.

Philippe Jeantot, trente-cinq ans, Breton né à Madagascar, masque blond et moustache, n'a pourtant que peu de points communs avec Titouan Lamazon, trente et un ans, Bascois né à Camblong, aux longues chevelures brunes. Avant d'être réunis dans cette deuxième course autour du monde en solitaire, ils ont vécu très différemment leur passion de la mer et de la compétition.

A dix-huit ans, en 1976, Titouan entreprit sa première traversée du monde à la voile, accompagné de son frère d'Eric Tabarly lors d'une mémorable Course autour du monde en équipage. Avant d'arrêter quatre ans pour se consacrer à ses autres passions, la peinture et l'écriture, notamment dans un village breton de l'Atlas marocain où il écrit son premier roman : *Le Trésor de l'Atlas*.

La vocation de Philippe Jeantot, l'aventure maritime lui est aussi venue très jeune à la lecture de *La Longue Route*, de Bernard Moithey, mais il a attendu d'avoir la trentaine pour participer à la première Course autour du monde en 1982, après quelques expériences de moniteur de voile et de plongeur à la COMEX.

A Rio, Philippe Jeantot, vainqueur de la première Course autour du monde en solitaire, a tenu à rendre hommage à son jeune rival. « Il fait une course superbe et me donne beaucoup de mal, dit-il. Il était en

tête depuis 6 000 milles, mais l'écart entre nous a toujours oscillé entre 30 milles et 120 milles. C'était très éprouvant, car nous devions toujours naviguer au maximum en manœuvrant beaucoup, sans compter d'ailleurs sous peine de le payer très cher ».

Les eaux calmes du cap Horn

C'est avant le Cap Horn dans le sud du Pacifique que Philippe Jeantot a peut-être gagné la plus longue et la plus belle étape de la course en prenant le risque de descendre jusqu'à 62° parallèle pour trouver un vent régulier de 25 nœuds à 30 nœuds. « Cette fois, le Pacifique a justifié son nom », expliquait-il. Alors qu'il y a quatre ans nous éprouvions chavirage sur chavirage, nous n'avons pas eu cette fois plus de 40 nœuds de vent. Mais ce n'est pas de gain de course que l'on sent sur le 62° parallèle sud avec le froid, le brouillard et les icebergs.

Alors que l'étape du Cap Horn est généralement à rude épreuve la résistance des bateaux, elle a mis cette fois en évidence les qualités des navigateurs. L'expérience de Philippe Jeantot dans cette course, sa résistance physique et ses facultés de récupération, ont permis par une grande hygiène de vie de bord, lui ont peut-être permis de prendre le dessus sur son rival, qui disposait d'un bateau en matériaux composites plus légers et mieux adaptés à ces conditions météorologiques exceptionnellement calmes.

« L'étape du Horn n'a pas fait oublier les autres », reconnaît le skipper de Crédit agricole. « J'ai seulement décliné un gémis de la deuxième jour après le départ de Sydney. Je pourrais presque repartir tout de suite après une rapide révision ».

GERARD ALBOUY.

● TENNIS : Henri Leconte absent des courts. — Victime d'une hernie discale, au niveau des quatrième et cinquième lombaires, Henri Leconte sera opéré dans quelques jours. C'est lors du tournoi d'Inde Wells (Etats-Unis) qu'il a ressenti un léger crampement en chutant sur le dos au cours d'un match contre Thierry Tulasne. A Leconte, qui n'avait pas pu jouer pendant quatre mois en 1986 en raison d'une hépatite virale, va abandonner la raquette pendant sept ou huit semaines. Il ne pourra donc pas participer à la Coupe Davis à la mi-mars, mais son objectif demeure Roland-Garros.

REPÈRES

Divorce
Deux inculpations pour l'« enlèvement » de Cécile
Trois semaines après l'inculpation du père de Cécile, M. Jack Laurent, pour enlèvement d'enfant sans fraude ni violence, l'un de ses amis, M. Paul Morelli, a été inculpé à son tour, le lundi 23 février, sous le même motif, par le juge Meslières de Tarbes (Hautes-Pyrénées). Ces inculpations font suite à une plainte de la mère de Cécile, M^{me} Monique Thibon. Celle-ci n'a jamais eu au début de son fils affirmant qu'il aurait quitté le domicile maternel d'Odos dans les Hautes-Pyrénées, le 31 octobre dernier, pour rejoindre en avion son père vivant à Fontvieille, dans les Bouches-du-Rhône, à 500 kilomètres de là.

Médecine
Le Dupéran « longue durée » est retiré du marché
La prescription d'un médicament antalgique, le Dupéran, sera désormais limitée à des traitements n'excédant pas dix jours et réservés aux douleurs aiguës et non plus chroniques, en raison de cas d'atteintes

du foie sévères après une utilisation prolongée, a indiqué, le lundi 23 février, le ministère de la santé. L'autorisation de mise sur le marché de la forme Dupéran « longue durée » est suspendue.

L'enquête de la commission nationale de pharmacovigilance a mis en évidence un risque d'atteintes hépatiques parfois sévères, exceptionnellement mortelles. « La cholestase apparition de ces troubles varie, selon les cas, de huit à vingt mois » et « la fréquence estimée de ces incidents est de l'ordre de un cas pour soixante-cinq mille de traitement », précise le ministère.

Nucléaire
Des élus italiens interpellés à Creys-Malville
Le drapeau italien flotte à nouveau sur la centrale nucléaire de Creys-Malville (Isère), après l'irruption, le lundi 23 février, d'un commando de six parlementaires italiens venus protester contre la participation de leur pays au fonctionnement du surpénétreur. Les membres du commando — quatre députés européens et deux élus régionaux appartenant aux formations d'extrême gauche Parti radical et Démocratie prolétarienne — ont pénétré dans l'enceinte de la centrale, armés des couleurs italiennes et détruit à l'extérieur les

panneaux de l'ENEL, la société nationale d'électricité italienne qui a financé 30 % du coût de Superphénix. Conduits à la gendarmerie de Morestel pour vérification d'identité, ils ont été relâchés aussitôt. Les parlementaires ont regagné l'Italie, où le référendum sur l'énergie nucléaire. — (Corresp. région.)

Pollution
Sandoz versera 8 millions de francs pour le Rhin
Le groupe chimique suisse Sandoz s'est engagé le 23 février à verser l'équivalent de 8 millions de francs français pour la restauration de l'écosystème du Rhin, détruit en aval de Bâle par l'incendie d'un entrepôt, le 1^{er} novembre dernier. Cette somme, qui servira, notamment, à réaménager le fleuve, permettra de financer des projets présentés par les associations de pêche des trois pays riverains (Suisse, France, RFA). Une commission d'experts des trois pays assurera la coordination des projets. Pour sa part, la France avait présenté une facture de 32 millions de francs correspondant aux dépenses engagées pour combattre la pollution, et évalué à 111 millions de francs le coût de la restauration de l'écosystème (le Monde du 13 février).

Les Danois protègent l'ozone
Alors que les députés de vingt-cinq pays sont réunis cette semaine à Vienne (Autriche), sous l'égide du programme des Nations unies pour l'environnement, pour élaborer un accord limitant l'emploi des chlorofluorocarbones, le Danemark est déjà parti en guerre contre ces produits. Ces gaz (dont la marque commerciale la plus connue est le Fréon), émis, ces dernières années, de plus en plus employés dans diverses industries et que les experts accusent aujourd'hui de menacer la couche d'ozone qui protège la terre contre les rayons ultra-violet.

Depuis le début de cette année, la vente des bombes et vaporisateurs à aérosols, qui utilisent les chlorofluorocarbones comme propulseurs, est totalement interdite au Danemark.

Les industries du Danemark utilisent chaque année environ 6 000 tonnes de chlorofluorocarbones employés pour la fabrication du matériel d'isolation et de protection des murs, des plastiques de toutes sortes et surtout des réfrigérateurs, congélateurs et chambres froides. Certains parlementaires estiment cependant que l'on n'est pas encore allé assez loin et envisagent en ce domaine et préparent de nouvelles mesures d'interdiction et de restriction. — (Corresp.)

حکومت الراج

Communication

L'attribution de la 5^e et de la 6^e chaîne

La Commission nationale de la communication et des libertés a désigné le 23 février les nouveaux propriétaires de la cinquième et de la sixième chaînes. La Cinq a été attribuée à la société formée par MM. Robert Hersant et Silvio Berlusconi. Elle devait garder son nom et, provisoirement, la plupart de ses programmes actuels en attendant une grille entièrement rénovée en septembre.

M. Hersant souhaite toutefois introduire rapidement des émissions d'informations : cinq journaux télévisés par jour et des flashs toutes les heures réalisés dans les locaux modernes de TVES par quatre-vingts journalistes dont l'embauche est imminente.

La CNCL a choisi de faire de la sixième chaîne une télévision généraliste plutôt que musicale. Elle a accordé l'autorisation

d'émettre à la société Métropole TV constituée par la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion et la Lyonnaise des eaux.

La chaîne, présidée par M. Jean Drucker, ancien PDG d'Antenne 2, devrait prendre la succession de TV 6 dès le 1^{er} mars à 11 h 15 et pourrait prendre le nom de RTL 6.

Les éléments d'un scénario-catastrophe

Sur le dossier périlleux des télévisions privées, la Commission nationale de la communication et des libertés vient de faire un choix d'une grande sagesse : celui du confort politique. Comment refuser la 5 à M. Robert Hersant, alors que le patron du Figaro dispose d'un instrument de pression propre à faire reculer n'importe quel gouvernement ? Comment négliger sa candidature, alors que même les anciens propriétaires de la chaîne — pourtant désignés par le pouvoir socialiste — la jugent à ce point incontournable qu'ils s'empressent de s'y rallier ? De même, pouvait-on sérieusement repousser Métropole TV quant on sait que le patron de la Lyonnaise des eaux, M. Jérôme Monod, est ancien secrétaire général du RPR et que la mise à l'écart d'une seconde fois de la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion risquerait de provoquer une crise diplomatique entre la France et le Luxembourg ?

Face à ces solides arguments, la cohérence du paysage audiovisuel français, les risques de concentration et autres « mieux-disant culturels » n'ont guère pesé. Les treize « sages », cependant, ont feint un moment d'oublier cette saine logique politique sous l'insistance répétée de groupes de pression. M. Hersant, en effet, jugeait qu'une chaîne généraliste sur la sixième chaîne lui faisait une trop grande concurrence. Pour des raisons fort différentes, artistes de variétés, musiciens classiques, jeunes téléspectateurs, préféraient eux aussi une chaîne musicale.

Il s'est trouvé, lundi matin, huit membres de la CNCL pour estimer que la télévision française avait besoin d'un canal musical. Ils furent une majorité à décider, quelques heures plus tard, le contraire. Un revirement spectaculaire que l'on attribue, selon son humeur, aux pressions de Matignon ou à la volonté de ne point faire la part trop belle à M. Hersant.

Mais pour préserver sa sérénité politique, la CNCL a hypothéqué l'avenir. Elle a réuni, en effet, tous les éléments d'un scénario catastrophe : cinq chaînes natio-

nales généralistes vont devoir vivre sur un marché publicitaire qui, au dire de tous les experts, ne peut en supporter que trois ou quatre. Dans la lutte implacable pour la survie qui se prépare, les trois télévisions privées ne manquent pas d'atouts. TF 1, vendue dans quelques semaines, occupe une position en pointe. M. Hersant, sur la 5, dispose d'un bon réseau et des séries américaines de son associé, M. Silvio Berlusconi. Métropole TV peut puiser dans le stock américain, tout aussi considérable, de la CLT et dans les réserves financières de la Lyonnaise des eaux.

Guerre économique

Ceux-là n'abandonneront pas la partie. La Une jouera de sa position dominante pour faire le plein d'annonces. M. Hersant usera de toutes les synergies publicitaires possibles entre sa télévision et son groupe de presse. Métropole TV fera de même avec la radio RTL et les réseaux câblés de la Lyonnaise des eaux.

Il faut chercher ailleurs les victimes probables de cette guerre économique. Les chaînes publiques d'abord, moins souples commercialement, et plus fragiles politiquement. La presse indépendante, ensuite, qui supportera difficilement l'offensive du groupe Hersant si elle ne réussit pas à s'allier avec le repreneur de TF 1. L'industrie française de programmes, enfin, qui ne gagnera rien à l'affrontement de cinq télévisions, à la limite de la survie, sur un marché trop étroit.

L'avènement des télévisions commerciales a été salué par la gauche en 1985, par la droite en 1986, comme le fin mot de la modernité, la chance historique de la télévision française. Le paysage, défini hier par la CNCL, ressemble plutôt à un champ de bataille. Reste à savoir si la télévision française, déjà affaiblie sur la scène internationale, en supportera longtemps le bruit et la fureur.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Ah ! la jolie transparence ! Et la belle commission ! Souriez pour la télé. Cliché-clac. Les journalistes se pressent et les caméras tournent. Le public verra, au journal de 20 heures, les candidats « plancher » devant les membres de l'instance érigée en haute cour. Le ton est très courtis — on s'émouvra — et les questions mûrissent. Rude épreuve, dites-vous ! Le public applaudit. La presse s'interroge mais s'avoue volontiers séduite. N'est-elle pas pour une fois aux premières loges de la comédie des médias ? Et la CNCL elle-même, ces derniers temps chagrine, vend des commentaires écrits sur son absence de la distribution de cette pièce de théâtre, se surpasse à retrouver de la foi, revigore jusqu'à dans ses branches résistances. Sur la touche, les treize membres ? Écartés du grand jeu par les plus grands acteurs de la scène politique ? Voyez-les donc alignés derrière la grande table et admirez la maîtrise avec laquelle leur président distribue la parole : M. X pour la technique ; M. Y pour la pluralité ; M. Z pour la pub. Et les candidats de se remettre à croire en la (quasi) égalité des chances entre repreneurs de bon aloi.

Mais vendredi est là et le week-end approche que certains, soudainement, se mettent à redouter. Qui sait ce qui peut arriver ? Tant de choses en suspens : les repreneurs anxieux, et leurs dossiers ouverts, la

La nouvelle « 5 »

PDG : M. Robert Hersant
Vice-PDG : M. Silvio Berlusconi
Directeur délégué : M. Philippe Remond
Capital de départ : 1 milliard de francs répartis entre :
TVES (Robert Hersant) : 25 % ;
Reteitalia (Silvio Berlusconi) : 25 % ;
Pargaco (Mutualité agricole) : 15 % ;
Chargours SA (Jérôme Seydoux) : 10 % ;
Société centrale d'investissement : 9 % ;
Les Échos : 5 % ;
La Cinq (Canaletto) : 3 % ;
Sofit (groupe UIC) : 2 % ;
Espar : 1 %.



presse sur le qui-vive, les juges en liberté, hors collectivité... et le pouvoir qui rôde. Dieu ! quelle invention, le téléphone ! Samedi, dimanche, le jour, la nuit, entre les repreneurs, leurs juges, Matignon et la rue de Valois, il sonne et il résonne : soufflant ici un avis ou un doute, là un conseil, là-même une « injonction », il sonne une rumeur. Il y a Matignon, par la voix de M. Denis Baudouin, qui rappelle l'importance du projet Métropole et

fait comprendre que la Lyonnaise des eaux, dirigée par l'ancien secrétaire général du RPR, M. Jacques Monod, doit être de la partie. Il y a M. Léotard, sacrément plus discret, qui, par l'intermédiaire de M. Patrick Borvo, son ex-directeur de cabinet, aujourd'hui patron de RMC, fait savoir qu'une alliance entre les deux projets musicaux renforcerait leur poids pour contrer la Lyonnaise. Car la bataille, on l'a comprise, concerne bien moins la 5 — le lobbying Hersant a porté ses fruits depuis belle lurette — que la 6. Les dernières discussions n'ont-elles pas révélé que le format musical avait la préférence — d'aucuns prévoient un partage des voix quatre par quatre — et que, de quelque façon qu'on prenne la question, une chaîne thématique, jeune, complémentaire, répondait point par point à deux soucis unanimement décriés : le risque d'adoption d'une sixième chaîne ambiguë et généraliste, d'une désattribution totale du marché publicitaire et du paysage des médias ; et la nécessité de satisfaire les artistes et la jeunesse par une chaîne essentiellement musicale. Voilà qui ne plaide pas pour Métropole TV.

Pourquoi diable n'a-t-elle pas en la sagesse de répondre parfaitement à l'appel d'offres ? Comment la faire entrer dans un costume étroit

d'une 6 qu'on veut moderne et qu'elle fera craquer ? Les candidats, dimanche, sont tous à leur bureau, tout près du téléphone, les « sages » sont presque tous chez eux et celui qui s'en absentait découvre treize appels enregistrés chez lui ! Car les manœuvres vont bon train. On suggère étonnamment un rapprochement entre Métropole et TV 6, qui aurait les vertus de la continuité, mais l'image désastreuse d'un repliement de dernière minute. Certains vont même jusqu'à imaginer que lundi, faute d'une majorité forte sur l'un des trois projets, la CNCL se trouve contrainte de déclarer son appel d'offres infructueux et, en attendant de prononcer un autre, accorde à TV6 une « autorisation provisoire ». Broutilles et déraison. Les esprits s'échauffent. Paris fait l'effet d'un énorme standard téléphonique dont les cent linéaires qui cliquent laissent augurer un lundi électrique.

Métropole, elle, travaille à rendre son projet — sur le conseil de membres « qualifiés » — un peu plus musical. Et Jean Drucker prend sa plume la plus belle pour notifier à la CNCL ses nouvelles perspectives. Optimistes jusqu'au bout, les autres prétendants sentent que le vent tourne et posent au loin leur barque.

Un geste qui vient à point

Lundi 9 heures. La journée sera longue. Pas de délai-boutoir, dit-on d'entrée de jeu. « On délibérera jusqu'au bout ». En souhaitant toutefois en finir assez tôt pour permettre aux recalés une conversation rapide et un ralliement de dernière heure aux repreneurs de la Une. « Deux problèmes pour la 5, se doivent aller vite, dit un membre. Le vendredi de la 6... La 5 en effet est bien vite expédiée. Une large majorité se dégage de l'arme, canotière, chapeau, certains par le verdict général tombé après l'audition publique des candidats. L'annonce du système — Le bûche à percé, surgit un « sage », et la presse a marché. Mais qui est allé jusqu'au bout et a pris soin de lire et comparer sérieusement les deux dossiers en compétition ? A midi, M. Hersant a donc gagné — personne n'en doutait — et le service public filme les premières images des studios luxueux du boulevard Périère qui explosent de joie et d'où partent bientôt les premières informations de la 5.

Continuant sur leur lancée, avant même le déjeuner, les treize abandonnent la 6. Musicale ? Généraliste ? Certains se disent « déchirés » par l'absence de choix, ce qui ne les empêche pas de voter pour Métropole TV. D'autres les observent, l'ironie dans les yeux, comme s'ils n'étaient pas dupes et plaident pour une cohérence entre la préférence manifeste pour le concept de télé musicale et le choix des projets qui l'inscrivent. D'autres, enfin, font remarquer que l'expérience est inconsciemment et les capacités de production « énormes ». Et puis, pour convaincre les hésitants, il y a la lettre de Jean Drucker et ses promesses réitérées d'introduire dans ses programmes plus de 30 % de part musicale. Le geste vient à point, mais qui n'est point appelé et vient même aux nouvelles, au fin de matinée, dans le hall de la CNCL.

16 heures. A quoi bon les auditions ? Le temps presse, les arguments pèsent, le président dirige son groupe avec droiture, le discours de certains semble de moins en moins voilé, quelques arguments professionnels ne camouflent plus les préoccupations politiques. Irrésistiblement, le vote s'achemine vers Métropole TV. C'était inéluctable. C'était arithmétique.

Reste à poigner l'habillage d'une telle décision. Comment expliquer en effet le choix du projet le plus éloigné de l'appel d'offres ? Les membres travaillent dur, avec l'aide de juristes, aux textes de motivation des décisions, intégrant les recommandations de la CNCL et reprenant point par point chacun des engagements pris par les repreneurs lors des diverses audiences. Quelques membres isolés ont dit, à l'unanimité, un peu morose. Certains regrettaient surtout la chaîne musicale, quelques autres craignent de voir leur décision contredire M. Hersant. Mais, après tout, la politique n'est-elle pas l'art d'arbitrer entre plusieurs amis ?

ANNICK COJEAN.

De l'art d'arbitrer entre plusieurs amis

Les réactions

Dans les milieux politiques

● M. Jack Lang : « En déposant, dès le 20 février, trois jours avant que la CNCL ne proclame son choix pour la reprise de la « 5 », entre les mains d'un huissier, M. François Samain, le nom de M. Hersant comme repreneur de la « 5 », je n'ai évidemment accompli nul exploit particulier. Des millions de Français lucides auraient pu à ma place accomplir cet acte en mettant ainsi en lumière la triste réalité de démocratie que la CNCL joue depuis quelques jours devant nos yeux », a déclaré l'ancien ministre socialiste de la culture. « Chacun sait, ajoute-t-il, que c'est M. Chirac lui-même qui a choisi M. Hersant comme repreneur de la « 5 » et que la CNCL fait office de chambre d'enregistrement des vœux du pouvoir. »

● M. Jean-Jack Queyranne (PS) : « La CNCL est « aux ordres de Matignon ». Le premier ministre, Jacques Chirac, ne peut rien refuser à M. Hersant. Il lui renvoie une nouvelle fois l'ascenseur. Jamais encore, un député n'a dirigé une chaîne dans un pays démocratique (...). Quant au pluralisme de la presse, il risque d'en prendre un sérieux coup. C'est le mieux-disant politique qui l'emporte avec clarté. »

● La CFDT : « Quel avenir pour les entreprises de presse écrite face à l'imperialisme Hersant avec ses vingt-cinq quotidiens, ses hebdomadaires, ses radios et sa télévision ? Quel marché publicitaire restera-t-il pour les entreprises de presse autres que celles du papivore ? Quelle liberté, quelle mission, quel rôle de journaliste, cheville ouvrière d'une publication, d'une émission d'information, aura-t-il chez Hersant ? Celui-ci s'engage-t-il à reconnaître l'autonomie rédactionnelle des journalistes ? »

● Les groupes communistes de l'Assemblée nationale et du Sénat : « Une fois encore, la loi du profit a pris le pas sur la liberté de création et le pluralisme. » Les parlementaires communistes considèrent comme un « symbole très cohérent » le choix de cette « alliance du plus grand patron de presse français, qui n'a pas hésité pendant des années à violer les règles juridiques applicables à la

presse, et de celui qui, avec ses chaînes de télévision privées, a porté un coup fatal au brillant cinéma italien. »

● M. Jean-Marie Le Pen (FN) : « Je trouve que c'est plus normal que ce soit un grand homme de presse plutôt qu'un grand homme d'affaires qui soit à la tête d'un groupe de télévision (...). Nous qui sommes souvent réduits à la portion congrue (...), dans les médias, nous espérons que la concurrence (...) va obliger les uns et les autres à tenir compte de l'opinion de leurs téléspectateurs qui sont aussi nos électeurs. »

Quelle surprise !

Réaction de M. Mitterrand, en voyage dans le Puy-de-Dôme, à l'annonce de l'attribution de la « 5 » à Robert Hersant : « Quelle surprise ! » Cela dit dans un éclat de rire.

● M. Philippe Vasseur (PR) : « L'audition publique des candidats, la sélection fondée sur des critères objectifs, l'opinion et les téléspectateurs pris à témoin et seuls juges, devaient rétrospectivement faire honte aux socialistes qui s'étaient réfugiés dans le secret et dans l'ombre pour mener à bien leurs tractations peu avouables. Aux socialistes qui ont pratiqué la chasse aux sorcières et ont éliminé des postes de responsabilité à TF 1 tous les journalistes qui avaient le malheur de ne pas penser comme eux, le Parti républicain dit : un peu de mémoire, messieurs les censeurs. »

● M. François d'Aubert (UDF) : « C'est une expérience génétique intéressante entre le pistonné de Mitterrand et l'ennemi numéro un du PS en matière de presse. La CNCL a privilégié des groupes ayant déjà une situation dominante en matière de presse, elle en prend les responsabilités pour les conséquences à venir. Le travail de la CNCL n'est pas fini, et elle devra faire en sorte que le pluralisme ne soit pas remis en cause. »

La « 5 »

● Robert Hersant (à la une du Figaro) : « Les choses de la vie... Je devais comparaître devant un jury populaire présidé par M. Roullan. Moins cinq. Je viens de comparaître devant un jury culturel présidé par M. de Broglie. Plus cinq. Ainsi va la vie. »

● M. Philippe Rameau (directeur de TVES) : « Nous allons commencer à travailler pour convaincre quarante millions de téléspectateurs. Notre objectif sera d'égaliser Antenne 2. Le démarrage de notre chaîne sera progressif et le vrai grand rendez-vous est fixé à partir de septembre. »

La « 6 »

● M. Gilbert Beaux (vice-président et directeur général d'Occidentale Médias, le groupe de M. Goldsmith) : « Nous avons été très heureux d'entrer en compétition pour la « 5 ». Nous ne sommes pas de mauvais perdants et nous ne déposerons aucun recours. La décision de la Commission ne diminue en rien notre intérêt pour la communication, et nous allons poursuivre dans cette voie, mais nous ne participerons à aucun tour de table pour la Une. C'est une décision prise depuis longtemps. »

La « 6 »

● M. Maurice Lévy (TV 6) : « C'est la première fois que l'on assiste à la mort d'une télévision, et mon premier sentiment est une profonde tristesse. Je pense d'abord au personnel qui a inventé cette télévision et aux téléspectateurs qui l'ont aimée. C'est moins mon propre échec que celui des jeunes face à des concepts usés. J'aurais cru comprendre que la majorité des membres de la CNCL penchait en faveur d'une chaîne musicale. J'espère simplement qu'ils se sentent en accord avec eux-mêmes. S'ils ont le

Les gagnants

La « 6 »

● La société Métropole TV souhaite « collaborer avec tous les groupes de communication et les professionnels de l'audiovisuel, y compris ceux qui ont concouru pour ce réseau, afin que la mise en œuvre de cette chaîne puisse bénéficier à l'ensemble des industries françaises de programmes ». La société offrira à ses téléspectateurs « un vrai chat supplémentaire, comme elle l'a été engagée auprès de la CNCL ». Métropole TV aura « une forte identité. Elle sera jeune, créative et proche du téléspectateur avec une part importante consacrée à la musique. »

● M. Jacques Sauter (président du gouvernement luxembourgeois) : « Le raccordement définitif avec la chaîne audiovisuelle française vient d'être réalisé après les débâcles de ces dernières années. Il permet à la CLT de regarder vers l'avenir et d'affirmer sa présence dans le monde des médias de la France, de la Belgique et de l'Allemagne fédérale. »

● M. Jacques Rigaud (PDG de RTL) : « C'est pour nous, CLT, la fin heureuse d'un long combat. Nous sommes conscients que la CNCL souhaite que nos programmes soient consacrés pour une large part à la musique, nous avons pris en ce sens un engagement qui n'était pas de pure forme et nous nous y tiendrons. »

● Jean-Paul Bauderoux (NRJ-TV 6) : « Les jeunes ont perdu. Ils avaient une chaîne pour eux, et maintenant cette chaîne va s'arrêter pour faire place à une télévision comme les autres. Je trouve cela regrettable et dangereux pour le marché publicitaire français. »

● M. Pely Guisnez (TFM) : « C'est très dommage, il n'y aura pas de complémentarité dans le paysage audiovisuel français (...). Je suis triste pour les artistes, pour les jeunes, pour l'avenir de ce paysage audiovisuel. M. Guisnez se réjouit, en revanche pour Super-

sentiment d'avoir œuvré pour le paysage audiovisuel de l'avenir, alors je n'ai aucun commentaire à faire. »

● La chaîne s'arrête, mais l'Etat conserve des devoirs. Le traité de concession lui fait obligation de se substituer au concessionnaire. Je me tiens à la disposition des autorités, pour transférer à l'Etat tous les contrats signés par TV 6. »

● Quant à un éventuel recours, il appartiendra au conseil d'administration qui se réunira la semaine prochaine, d'en décider. Mais il n'est pas de notre goût de mener des combats d'arrière-garde. »

● M. Alain Lévy (PDG de Polygram), projet TFM : « On s'est seulement occupé de la partie de la décision. C'est une tragédie pour le monde des artistes. C'est la culture française qu'on vient d'assassiner. La prise de position de M. Mitterrand, Goldman, Hallyday n'était pas que symbolique, l'enjeu était énorme, la responsabilité prise étonnante. J'ai signé des contrats avec de jeunes chanteurs qui rêvent de faire un clip. Mais comment aujourd'hui faire un clip ? Pourquoi investir 250 000 F ? Pour le passer où ? En bouche-trou sur la chaîne de RTL, la chaîne britannique par satellite qui fait une large place à la musique. »

● M. Jean-Paul Bauderoux (NRJ-TV 6) : « Les jeunes ont perdu. Ils avaient une chaîne pour eux, et maintenant cette chaîne va s'arrêter pour faire place à une télévision comme les autres. Je trouve cela regrettable et dangereux pour le marché publicitaire français. »

● M. Pely Guisnez (TFM) : « C'est très dommage, il n'y aura pas de complémentarité dans le paysage audiovisuel français (...). Je suis triste pour les artistes, pour les jeunes, pour l'avenir de ce paysage audiovisuel. M. Guisnez se réjouit, en revanche pour Super-

sentiment d'avoir œuvré pour le paysage audiovisuel de l'avenir, alors je n'ai aucun commentaire à faire. »

● La chaîne s'arrête, mais l'Etat conserve des devoirs. Le traité de concession lui fait obligation de se substituer au concessionnaire. Je me tiens à la disposition des autorités, pour transférer à l'Etat tous les contrats signés par TV 6. »

● Quant à un éventuel recours, il appartiendra au conseil d'administration qui se réunira la semaine prochaine, d'en décider. Mais il n'est pas de notre goût de mener des combats d'arrière-garde. »

● M. Alain Lévy (PDG de Polygram), projet TFM : « On s'est seulement occupé de la partie de la décision. C'est une tragédie pour le monde des artistes. C'est la culture française qu'on vient d'assassiner. La prise de position de M. Mitterrand, Goldman, Hallyday n'était pas que symbolique, l'enjeu était énorme, la responsabilité prise étonnante. J'ai signé des contrats avec de jeunes chanteurs qui rêvent de faire un clip. Mais comment aujourd'hui faire un clip ? Pourquoi investir 250 000 F ? Pour le passer où ? En bouche-trou sur la chaîne de RTL, la chaîne britannique par satellite qui fait une large place à la musique. »

● M. Jean-Paul Bauderoux (NRJ-TV 6) : « Les jeunes ont perdu. Ils avaient une chaîne pour eux, et maintenant cette chaîne va s'arrêter pour faire place à une télévision comme les autres. Je trouve cela regrettable et dangereux pour le marché publicitaire français. »

● M. Pely Guisnez (TFM) : « C'est très dommage, il n'y aura pas de complémentarité dans le paysage audiovisuel français (...). Je suis triste pour les artistes, pour les jeunes, pour l'avenir de ce paysage audiovisuel. M. Guisnez se réjouit, en revanche pour Super-

Communication

La clôture des candidatures pour le rachat de TF 1

Hachette contre Bouygues

C'est à minuit, le 23 février, que la CNCL a clos les candidatures pour le rachat de TF 1. Les groupes Hachette, Bouygues et un troisième candidat surprise, l'Agence de publicité Tête-à-tête, ont déposé leurs dossiers. Les treize « sages » se donnent quinze jours pour examiner la conformité de ces candidatures avec la loi et effectuer une première sélection. Les groupes retenus devront alors faire de nouvelles propositions sur leurs programmes au cours d'une deuxième dite « au mieux-disant culturel ». A l'issue de cette compétition qui ne dépassera pas quinze jours, la CNCL désignera, vers la fin mars, le nouveau propriétaire de TF 1, qui devra payer 3 milliards de francs pour s'assurer le contrôle majoritaire de la première chaîne. Le reste des actions sera vendu au personnel et au public à la fin du premier semestre ou au début du second.

Lundi 23 février, minuit moins vingt. Une camionnette traverse la Seine. Claude-Henri, on presque, elle emporte vers la CNCL les volumineux dossiers de candidature du groupe Hachette au rachat de TF 1. Le pouvoir peut être souligné : un deuxième soupirant s'est déclaré à quelques instants de la fermeture officielle des bords. « Lundi 23 février avant 24 heures ». Et puis un troisième — l'Agence Tête-à-tête, — représenté par deux plaisants en mal de publicité. Seul jusqu'alors, M. Francis Bouygues avait répondu à l'appel d'offres de la Commission nationale. Et encore ne l'avait-il fait que quatre petites heures auparavant. Un prix élevé, une autorisation à renouveler tous les dix ans, pas de garantie légale, autant de raisons d'être.

L'air avantageux, M. Bouygues s'est frotté devant les caméras de télévision de la diversité de ses dix-huit partenaires, apportant « phre-

la chaîne, mais aussi avant le décès accidentel de Michel Baroin. Pour M. Jean-Louis Périat, nouveau PDG du groupe, il n'était pas question d'abandonner un projet voulu par son prédécesseur, même si les perspectives aléatoires de rachat de TF 1 étaient en « plus de prudence ». Les liens étroits entretenus de longue date entre Michel Baroin et Robert Maxwell ont également pesé dans le rapprochement avec le groupe Bouygues. La cession culturelle de la FNAC aussi. Mais, avec 3 % du capital de TF 1, la GMF pourra-t-elle encore imprimer la « marque mutualiste et participative » qui avait fondé sa démarche ?

Enfin, l'entrepreneur Bouygues a su rallier deux patrons de sa trempe : M. Bernard Tapie, dont on avait presque oublié qu'il avait, lui aussi, montré de l'intérêt pour la reprise de la Une, et M. François Dalle, connu pour avoir initié l'Oréal aux premiers rangs de l'industrie cosmétique mondiale, et dont le soutien au projet est exprimé « à titre individuel ».

« Quand on combat, c'est pour réussir », a déclaré M. Bouygues en déposant à la CNCL son dossier de candidature en vingt exemplaires. Le roi du bâtiment a construit « en dur ». S'il y a eu des divergences dans son équipe, des négociations sans suite ou des hésitations que l'on s'est toujours efforcé de masquer — le soin porté à l'image de la société est l'un des premiers soucis du fondateur, — M. Bouygues se présente avec une image de battant et un tour de table complet.

Un retour « à l'extrême »

Le groupe Hachette peut-il en dire autant ? Son projet revient de loin, la défection récente — en raison du prix trop élevé de TF 1 — de son allié Havas lui ayant porté un rude coup. Dès lors, les dirigeants de la librairie ont habilement entretenu jusqu'à la dernière minute le doute sur leurs intentions. Assuré de l'appui de Matignon, et jouant de l'insécurité que représentait pour le pouvoir la perspective d'une candidature unique — quel discrédit, dans ce cas, pour la privatisation ! — Hachette s'est battu jusqu'au bout pour obtenir un « aménagement » des conditions de vente de la Une. Selon l'équipe dirigeante du groupe, les pouvoirs publics auraient accepté d'établir « une certaine présomption de renouvellement de l'autorisation du futur repreneur ». Voilà de quoi apaiser — du moins en théorie — les craintes des candidats sur une éventuelle interruption de leur exploitation.

Ces tergiversations et ces incertitudes, assorties d'un mutisme croissant, ont entamé, au temps, la crédibilité de Hachette... et retardé la formation de son tour de table. Malgré l'habileté du communiqué officiel annonçant le candidature du groupe de M. Jean-Luc Lagardère, celui-ci connaît encore un certain flou. Il a pourtant des atouts. Les accords conclus avec deux responsables de presse écrite, « effectif » avec SET-Presse (Bayard-Presse, VSD, la Voix du Nord, le Républicain lorrain, etc.), « de principe » avec Pluricom (le Monde, Ouest-France, la Nouvelle République, et Sud-Ouest), apportant à cette candidature l'appui d'une grande part des publications françaises n'appartenant pas au groupe Hachette. Qui pourrait contester le pluralisme d'une telle alliance ?

L'association avec le groupe britannique TV South, avec MCA-Universal aux États-Unis, TV Globo au Brésil et El País en Espagne, même si nombre d'accords ne sont pas encore conclus, traduit un souci d'ouverture sur l'étranger. Le ralliement de la société Granada étant le plus attendu. Pour Hachette, une expérience de trente ans et la qualité de leur programmation font des professionnels d'outre-Manche « des interlocuteurs très valables ».

D'ores et déjà, Hachette a remporté une grande partie de son handicap. Et plus encore, si l'on en croit certaines confidences émanant de la CNCL et faisant apparaître de ce groupe... le favori.

ANITA RIND
et PIERRE-ANGELO GAY.

Le choix de Pluricom

COMME on le sait, le Monde a créé, il y a un an, avec quatre grands quotidiens régionaux, Ouest-France, Sud-Ouest, la Nouvelle République et la Montagne, la société Pluricom, dans le but d'étudier la possibilité d'une action concertée notamment dans le domaine de la télévision. Cette étude vient d'aboutir à la conclusion d'un accord de principe pour la participation de cette société au tour de table constitué par Hachette pour la reprise de TF 1, la Montagne, qui demeure au sein de Pluricom, ayant préféré négocier directement son entrée dans le capital.

Nos lecteurs ont droit, à ce sujet, à quelques explications :

1) Disons tout d'abord que la nécessité de privatiser TF 1 ne nous a jamais paru évidente. Sous la vigoureuse impulsion d'Hervé Bougues, cette chaîne avait opéré un très beau redressement et pouvait se targuer d'un taux d'audience et d'un carnet de commandes publicitaires qui tout le monde pouvait lui envier.

2) Le succès même de TF 1 établissait nécessairement son prix de reprise à un niveau élevé, ce qui réduisait à première vue le poids d'un groupe comme Pluricom. L'ensemble de la chaîne, le Monde, pour ne citer que lui, s'est engagé, avec l'accord unanime de son personnel et de ses associés, dans un ambitieux programme de modernisation de son outil d'impression, qui limite d'autant ses capacités d'investissement.

3) Il nous a paru cependant qu'il serait dangereux de laisser des groupes contrôlant déjà de larges secteurs de la presse écrite

s'installer sur la télévision en position de quasi monopole, bénéficiant à fond des avantages que celui-ci procure en matière de promotion et de coupages publicitaires.

Après avoir exploré les diverses ouvertures qui nous étaient faites, nous avons jugé que la meilleure solution consistait à conclure en 1986 un accord de principe avec la CLT, alors candidate avec Havas et Paribas à la reprise de la Cinq. Le prix avancé — 700 millions de francs — pour le rachat de la concession, permettait d'envisager pour Pluricom une participation significative au capital et donc à la politique de la chaîne.

4) Le soudain retrait d'Havas de l'opération, qu'il est difficile d'expliquer autrement que par le désir de Robert Harsant de s'approprier la Cinq, a remis en cause, du jour au lendemain, ce projet.

5) Nous avons alors été amenés à examiner les propositions qui nous ont aussitôt été faites par les deux candidats à la reprise de TF 1 : le groupe Bouygues et Hachette. Le projet de « reprise d'entreprise par les salariés », soutenu par une partie du personnel de la chaîne avait paru un moment avoir le faveur de Francis Bouygues. Il y avait là une idée intéressante, encore que très difficile à mettre en œuvre. Toujours est-il qu'elle a avorté et que nous n'avons pas véritablement reçu de réponse du grand entrepreneur de travaux publics aux questions que nous lui avions soulevées sur les droits que nous envisageons une éventuelle participation. Nous avons senti, en revanche, du côté de Hachette, un vrai désir d'associer la presse écrite, et notamment le groupe que le Monde s'honore de présider, à la reprise de TF 1.

7) La prise de reprise, incontestablement élevée, fixée par la commission de privatisation, commandait un examen très circonstancié des modalités d'une éventuelle participation. La rentabilité financière de l'investissement, au moins dans les premières années, pose indiscutablement question. Mais cet élément ne peut être seul pris en compte : il faut mesurer aussi l'impact négatif qui résulterait pour la presse écrite de la promotion de la presse écrite qui n'appartient ni au groupe Hachette, ni au groupe Bouygues, de son absence sur les écrans.

8) C'est dans ces conditions que le membre de Pluricom qui a décidé de conclure avec Hachette l'accord annoncé plus haut, dont les divers aspects devront être précisés avec soin avant de lui donner un caractère définitif. Dès à présent, il est acquis que cet accord ne saurait en quoi que ce soit interférer, quels que soient les sujets abordés, avec la politique éditoriale et d'information de notre journal, une « clause de retrait » étant reconnue par ailleurs tant à Pluricom qu'à chacun des titres associés en cas de désaccord sérieux sur tel ou tel aspect de la politique de la chaîne.

Nous tiendrons naturellement nos lecteurs au courant de l'évolution des négociations qui vont être maintenant engagées avec Hachette. Qu'ils soient en tout cas assurés qu'elles seront menées de notre côté dans l'esprit d'indépendance qui n'a cessé d'animer le Monde, et sans lequel son actualisme ne saurait être défensable.

A.F.

Les deux tours de table

● Bouygues : 26 %

Pergamon Media Trust (Maxwell UK) : 10 % ; Groupe GMF-FNAC : 3 % ; Société générale : 2 % ; Editions mondiales : 2 % ; Maxwell Media (France) : 2 % ; Groupe Bernard Tapie : 1,66 % ; Financière Falgas (groupe Worms) : 1,5 % ; Banque Indosuez : 1,16 % ; Crédit lyonnais : 1,065 % ; Sociétés d'édition : 0,5 % (le Point, l'Expansion, groupe Marie Claire, le Quotidien du médecin, Gallimard, La Seuil et les Editions de France) ; A titre individuel, M. François Dalle.

● Hachette : 26 %

SET-Presse et Pluricom : 3 % ; Groupes de communication étrangers : 10 % (dont TV South (G-B), MCA (USA), El País (Espagne), Expresso (Portugal), TV Globo (Brésil)) ; Sociétés générales, Crédit lyonnais, BNP : 12 %.

Ilame » et « ouverture sur l'international ». Parmi eux, les Maxwell, Robert, le père, ancien député travailliste, le « capitaine Bob » de la presse britannique, et son fils, français, et fondateur il y a deux mois de Maxwell Media (France), un holding contrôlant l'Agence centrale de presse (ACP) et affichant des ambitions dans la télévision régionale. Une présence familiale qui enrichit le tour de table d'une touche de professionnalisme et qui ne dément pas d'ailleurs la classe politique de gauche.

Cela de droite n'est pas oublié pour autant. M. Bouygues, qui a décidé de la sens du dosage, s'est entouré de partenaires comme le Quotidien du médecin, le Point et les Editions mondiales, dirigées par le très « barriste » Antoine de Clermont-Tonnerre. Ce dernier avait un temps envisagé de jouer les opérateurs ; il précède aujourd'hui qu'il ne s'agit que d'une « participation financière et commerciale », sans responsabilité de gestion. Les Editions mondiales, contrôlées par le groupe Cora-Reillon de M. Philippe Bouriez, se sont élevées en 1986 au rang de premier producteur français de films et de fictions télévisées pour la jeunesse.

Un autre associé de M. Bouygues, le groupe GMF-FNAC (Garantie mutuelle des fonctionnaires), avait lui aussi projeté de se porter candidat chef de file à la reprise de TF 1. Avant que ne soit annoncé le prix de

● Nouveau rédacteur en chef à « la Marseillaise ». — Alain Fabre a été officiellement désigné, le vendredi 13 février, rédacteur en chef du quotidien communiste la Marseillaise en remplacement de Jean-Noël Tasse, démissionnaire (le Monde des 21 et 22 décembre). Entré à la Marseillaise à vingt et un ans, Alain Fabre a notamment occupé les fonctions de responsable de l'édition du dimanche, de secrétaire général de la rédaction, de chef de la locale de Marseille, de responsable des éditions régionales et rédacteur en chef adjoint. Il est âgé de quarante-quatre ans.



En deux volumes d'art Jean de Bonnot publie la "Guerre des Gaules" de Jules César

C'est le premier livre de l'histoire de notre Patrie.



César s'était juré en regardant combattre ses légionnaires : « Je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau ».

Soul Sylla, le tyran, ne s'y trompe pas et veut le faire mettre à mort. Il prophétise : « dans César, se cachent plusieurs Marius ». En effet, sous ses apparences mondaines et débouchées, il était habité par une ambition brillante et sans limites.

En Espagne, nous relate Suetone, on l'avait vu pleurer d'envie devant la statue d'Alexandre le Grand « car à son âge, celui-ci avait déjà conquis le monde ». Plus tard, il s'était juré : « Je chercherai ma chance jusqu'au fond de l'eau ».

Enfin la fortune frappe à la porte de César : le Sénat romain le charge du gouvernement des Gaules, plus pour l'éloigner de Rome que pour le récompenser.

Cette Gaule « héroïque et rebelle ».

En huit ans, César soumet 300 nations, prend d'assaut 800 villes. Un million de valeureux guerriers gaulois périront, autant que de Français à la guerre de 14-18 pour une population sept fois inférieure !

Avec une précision remarquable et un style de grand écrivain, César informe régulièrement le Sénat de ses mouvements et de ses victoires. Plus tard, il réunira ses rapports dans un seul ouvrage auquel il donnera le titre de « De Bello Gallico » : la Guerre des Gaules. Même Cléon, ennemi de César, reconnaît dans son livre Brutus que cette œuvre « est rédigée dans un style si parfait et naturel qu'il a entraîné aux historiens sensés l'idée d'écrire sur le même sujet ».

Avec Napoléon l'Histoire a aimé se répéter

Deux mille ans plus tard, environ, dans une petite ville de la Corse, naît un autre rejeton de famille noble déchue. Petit, frêle, d'une paleur mortelle, il sera un jour officier sans commandement et sans avenir jusqu'au moment où, pour l'éloigner de Paris, le Directoire lui donnera le commandement d'une armée affaiblie et en guérites, l'Armée d'Italie. Bonaparte en fera l'outil pour la conquête du pouvoir.

Combien de fois Napoléon a-t-il médité sur l'œuvre de César. Combien de nuits entières passées à étudier ses manœuvres d'attaque et de défense, ses actes politiques, ses ruses et ses projets ambitieux.

Quand Waterloo fut abattu les

siècles impériaux, le prisonnier de Sainte-Hélène dicta à son fidèle Marchand ses « Réflexions sur la Guerre des Gaules de César ». Parues en 1836, introuvables aujourd'hui, nous publions, réunies dans leur intégralité, les écrits de ces deux hommes si semblables dans leur destin de conquérants et de fondateurs d'empires.

Description de l'ouvrage
2 volumes in octavo (14 x 21 cm), 956 pages au total, 87 illustrations, 10 cartes géographiques. Deux autres documents y sont reproduits : la vie de César par Plutarque et un remarquable ouvrage d'identification des noms des villes et des sites gaulois.

Papier chiffon filigrané aux canons. Reliure pleine cuir noir astiné coupé d'une seule pièce. Motifs à froid et à l'or sur le dos et les plats. Tranches supérieures dorées aussi à l'or fin tiré 22 carats. Nos décors sont gravés à la main. 78 cm de hauteur d'or par ont été utilisés pour chaque volume.

Garantie à vie
Il vaut mieux avoir peu de livres mais les choisir avec goût. Les beaux livres donnent à l'amatour éclairé des satisfactions inépuisables. Je ne publie que des œuvres de qualité, soignées dans les plus petits détails qui prennent de la valeur chaque année car l'ouvrage et le cuir embellissent avec le temps. C'est pourquoi je m'engage à racheter mes ouvrages au souscripteur pour le même prix et à n'importe quel moment.

CADEAU
Les souscripteurs qui renverront leur bulletin dans la semaine, recevront une estampe originale. Cette gravure de 14 x 21 cm est numérotée et signée par l'artiste. Elle leur restera acquise quelle que soit leur décision.
Jean de Bonnot

Prêtez-moi ce livre S.V.P.

à envoyer à JEAN DE BONNOT

7, Fautoung Saint-Honoré - 75392 Paris Cedex 08

Où, envoyez-moi, pour un prêt gratuit de dix jours, le premier volume de « La Guerre des Gaules » de Jules César, auquel vous joindrez mon cadeau.

Si ce premier volume ne me convient pas, je vous le renverrai dans son emballage d'origine, dans les dix jours, sans rien vous devoir, mais je conserverai de toute façon la gravure que vous m'offrez.

Si je décide de le garder, je vous réglerai le montant de 156 F (+4,60 F de frais de port). Dans ce cas, vous m'envoyez la deuxième et dernier volume au même prix, le mois suivant.

Nom Prénom

Adresse complète

Code postal Ville

Signature 1

Je déclare sur l'honneur que tout mon envoi sera manuscrit et conforme.

صكنا من الأصل

هكذا من الامل

Culture

DANSE

Reprise de « Cendrillon »

Patrick Dupond, le prince distrait



Cendrillon, ballet à grand spectacle qui utilise au maximum le corps de ballet, offre des plaisirs variables selon les distributions.

Peut-on imaginer un film où plusieurs distributions seraient proposées, le couple Deneuve-Belmondo succédant à Adrien-Pardieu par exemple ? C'est ce qui se passe dans les ballets. A l'Opéra de Paris, le public peut s'offrir — chèrement — les joies du collectionneur. Dans *Cendrillon*, ouvrage à grand spectacle, quatre couples d'étoiles se partagent les rôles-titres. Sylvie Guillem, Charles Jude, talonné par Platel-Hilaire, Vulpian-Legris et

maintenant Guérin-Dupond. On pourrait encore imaginer d'autres combinaisons gagnantes. Le couple idéal dans l'esprit du spectateur étant sans doute Guillem-Dupond.

Patrick Dupond, samedi 21 février, était donc très attendu. Si son nouveau statut de « guest » lui permet de papillonner ailleurs au gré de sa riche nature, elle l'éloigne de plus en plus du palais Garnier, où il finit par ressembler au petit canard d'Andersen. Après un passage chez Roland Petit, où il fut costumé le pied dans le *Chat botté*, une rentrée au Ballet-Théâtre de Nancy, le voici revenu à la « maison » en prince charmant, aux côtés d'Isabelle Guérin. La salle est comble.

Au premier acte, l'action se joue sans lui entre Cendrillon, sa famille et la fée-productrice. On a le temps d'apprécier le charme pulpeux, la sensibilité à fleur de peau d'Isabelle Guérin, qui passe avec brio son examen (le solo de claquettes autour d'un porte-manteaux-ludion) et impose sa personnalité dans un rôle conçu pour Sylvie Guillem.

Sa rencontre avec le prince charmant, la découverte de l'amour fortement indiquée par la musique de Prokofiev occupent le second acte. Mais Patrick Dupond, manifestement ailleurs, danse du bout des chaussures et manque vraiment d'ardeur. En fait, sous des apparences modernes — un contexte hollywoodien, des références à la comé-

die musicale et aux années 30, — la version de Rudolf Nurev est très académique, très rigoureuse. Elle ne permet pas à Patrick d'extérioriser sa fougue et sa fantaisie. Ni de jouer les superstars. Il se rattrape au troisième acte (le galop autour du monde) dans une suite de grands parcours en diagonale, accumulation serrée de tours et de sauts où il se déplace en contrepoint de la masse des garçons. On retrouve là, le temps d'un éclair, Patrick au pied léger, le Puck espiègle, imprévisible, que John Neumeier a su si bien mettre en valeur dans *Swan Lake* ou *Le Songe d'une nuit d'été*.

Finalement, dans ce ballet, le prince joue un peu les utilités. Ce sont les seconds rôles qui donnent du sel au spectacle : les deux chipies de soups (Jurgen Lourdier et Guérin, lors de la création), la mère (Georges Piletta, boude oscillant dans un flot de remords gris), le professeur de danse (Franchetti, vif et surréaliste), le producteur et son assistant sans parler de l'indispensable fée-marraine aux allures de Groncho Marx, rôle joué en finasse par Michel Denard et repris par Nurev les 23 et 28 février.

MARCELLE MICHEL.
Palais Garnier jusqu'au 17 mars.
Dupond-Guérin : 26, 28 février (matinée), 15 mars ; Guérin-Jude, 25, 28 février ; Platel-Hilaire, 23 février, 4 mars ; Vulpian-Legris, 4, 14 mars, et pour finir au beau, le 17 mars Guillem-Legris.

MUSIQUE

L'Opéra vu de Bruxelles

Gérard Mortier pousse les feux

Gérard Mortier devait diriger, à Paris, le nouvel Opéra de la Bastille. La guerre de tranchée qui s'est développée autour du bâtiment de Carlos Ott l'en a finalement dissuadé. Dommage : il vient de présenter un impressionnant bilan de son action à Bruxelles et fourmille de projets.

Le Théâtre royal de la Monnaie de Bruxelles vient jouer au TNP/Châtelet, du 10 au 22 mars, sa superbe production de *Don Giovanni*, dirigée par Sylvain Cambreling, dans une mise en scène de Karl-Ernst Herrmann. A cette occasion, Gérard Mortier, directeur de ce beau théâtre, a exposé à la presse ses réflexions, après six ans d'activité, et ses perspectives.

Ce n'est pas sans mélancolie qu'on écoute ce directeur d'opéra à qui tout réussit, grâce à un travail acharné, une intelligence, une autorité, un goût exceptionnels (et le soutien sans faille des pouvoirs publics), en pensant qu'il avait accepté naguère la « direction du projet » de la Bastille, et que la guerre de tranchée politique l'en avait dissuadé, à jamais, semble-t-il.

On ne sait toujours rien de ce que sera le profil de la Bastille, et aucun responsable artistique n'est encore désigné pour ce théâtre qui doit ouvrir dans deux ans, alors que Gérard Mortier peut présenter une politique cohérente et une programmation sur six ans, après avoir mené

à bien la rénovation architecturale complète de son établissement ! Il ne se contente pas de dormir sur ses lauriers. Poursuivant une révolution dramaturgique, certes discutée, mais passionnante à suivre (on en a eu maints exemples à Paris avec *Wozzeck*, *Katja Kabanova*, *Lucio Silla*, *Conte d'un hôte*), il pousse les feux sur le plan musical pour achever de faire de son orchestre un des meilleurs d'Europe. Sylvain Cambreling, nommé directeur musical pour six ans, sera assisté par deux grands chefs, Hans Zender et Christoph von Dohnányi (qui prépare notamment un *Ring* pour 1990-1993), auxquels s'adjoindront d'autres invités de marque (John Pritchard, Marek Janowski, Günter Wand, Charles Dutoit, Michael Schoenwandt, etc.).

Le programme symphonique sera aussi nourri et structuré que les saisons d'opéras. Colles-ci, avec le cycle Mozart déjà très avancé, continueront les autres lignes directrices : Verdi, Janáček (*Jenufa* en 1987, *L'Affaire Makropoulos* en 1989, *De la maison des morts* en 1990), l'Ecole viennoise (*Lulu*, par Ruth Berghaus, *Wozzeck*, *Der arme Krieger*, de Schreker, *Motet et Aaron*, *Elektra*), sans oublier de grands piliers du répertoire tels que *Fidelio*, *Les Troyens*, *L'Opéra de Glinka*, ou *Anna Bolena* de Donizetti. Notons que la *Faust* mis en scène par Louis Pascal, qui achèvera la présente saison, sera l'un des spectacles du prochain Festival d'Alcega-Provence.

Mais surtout, Gérard Mortier s'avance obstinément dans la voie de la création contemporaine, seule capable, à son avis, d'assurer la vitalité de l'opéra à longue échéance. Après la *Passion de Gilles* et le *Château*, trois nouvelles œuvres ont été commandées à Peter Schat, Henryk Gorecki et Manfred Trojahn, cependant que la Monnaie

reprépare quelques-unes des pièces les plus fortes révélées ces dernières années : *Stephen climax* de Zander (à Francfort), *Le Joueur de flûte de Carib* (à Graz) et *Un re in ascito* de Berio (à Salzbourg). Parallèlement, un cycle Monteverdi sera confié à Philippe Boesmans.

Par ailleurs, tirant les conclusions du grand « colloque Bastille » de Nanterre l'an passé, le directeur de la Monnaie a créé à Bruxelles en janvier un Centre international du théâtre musical contemporain (1) qui mettra sur pied une vaste documentation informatique, intensifiera les échanges entre les opéras du monde, publiera des textes d'information et de réflexion, organisera des rencontres internationales.

Mais déjà le formidable labeur accompli depuis six ans a été engrangé dans un volume qui est une véritable somme, lucide, avec d'admirables photos de toutes les productions, des textes souvent fondamentaux sur la dramaturgie, les chanteurs, les conditions techniques d'un opéra moderne, la philosophie du théâtre de Mortier (2).

Mélancolie, avons-nous dit ? Nous avions rêvé que Paris soit le lieu de cet « opéra total ». A l'évidence, malgré les fastes de l'ère Lieberman et les réalisations de l'opéra nouveau à Lyon, les conditions sociologiques et politiques rendent ce rêve impossible. Réjouissons-nous que Bruxelles ait permis de lui donner une expression française, ou du moins francophone.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) ICCMT, 27, rue des Dominicains, Bruxelles. Tél. : 2/514-09-55.

(2) *Un théâtre d'opéra : l'équipe de Gérard Mortier à la Monnaie*, par Jean van Dam, Jean-Marie Fournier, Reider Pohl, Henri Ochs, Gérard Mortier et Benoît Weiss, avec 410 illustrations en noir et en couleur, Editions Ducloux, 246 p., 26 x 34.

La chronique de Bernard Frank

Notre collaborateur Bernard Frank devait reprendre sa chronique, aujourd'hui, après deux semaines de vacances. Etant souffrant, il sera de retour mardi prochain.

SALLE PLEYEL

VENREDI 17 AVRIL, 20 h 30
Pour célébrer le 30^e anniversaire de l'Institut de France

ORCHESTRE DES JEUNES DE LA COMMUNAUTE EUROPEENNE
Sous la direction de JAMES JUDD
VERDI - BEETHOVEN - STRAVINSKI
LOC. 48-63-88-73

UNE NOUVELLE REVUE

IN HARMONIE
N°1 Le temps des mutations
Pour mieux connaître la relation qu'entretient la musique avec son siècle.
EDITIONS IRCAM
CENTRE GEORGES POMPIDOU
CHRISTIAN BOUGOIS
240 pages - 100 F

ORCHESTRE DE PARIS

Directeur Daniel Barenboim
MUSIQUE SYMPHONIQUE
SALLE PLEYEL - 20H30
25, 26, 27 février
Daniel Barenboim, dir.
Isaac Stern, violon
DUTILLOUX : CONCERTO POUR VIOLON
SCHUBERT : SYMPHONIE N°9, « LA GRANDE »

4^e mars

Daniel Barenboim, piano
Isaac Stern, violon
Béatrice Schurer

4, 5, 6 mars

Daniel Barenboim, dir.
Leon Fleisher, piano
BRITTEN - BAYL - SCHUMANN
LOCATION : SALLE PLEYEL - 48.63.88.73

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES 20 heures Ballet Offert à l'Esprit Acte (p.a. Valenciennes)	LES MUSiciens ANOUEUX E.T.A. HOFFMANN Brahms CRAMOIX sop. JEAN MARTIN FABRICE PIERRE Harpes QUATUOR FLAMMER SCHUMANN, HOFFMANN OFFENBACH, MOZART
COMITE VILLA-LOBOS Salle UNESCO Mardi 9 mars 20 h 30 Loc. FNAC C'est le soir d'été le concert Piano 70 F. End. 30 F. (p.a. Valenciennes)	CENTENAIRE VILLA-LOBOS ORCHESTRE NATIONAL D'ILE DE FRANCE Dr. Jacques MERCIER NELSON FRIERE Piano VILLA-LOBOS, ROUSSEL J.-M. FOURNIER Prod. YOURI POCHTAR SCHUBERT, FRANCK SCHUMANN, SCHABANE
THEATRE NATIONAL DE L'OPERA Salle FAVART OPERA-COMIQUE Judi 5 mars à 20 heures (p.a. Valenciennes)	BEL CANTO POUR CORDES Dir. des Musiciens de l'Opéra BOTTESINI BELLINI BIZET/SARASATE PAGANINI
COMITE VILLA-LOBOS Salle UNESCO Mardi 9 mars 20 h 30 Loc. FNAC C'est le soir d'été le concert Piano 70 F. End. 30 F. (p.a. Valenciennes)	CENTENAIRE VILLA-LOBOS M. L. GODOY sop. FL. BELLON Flûte D. de WILLIENCOURT Violoncelle QUAT. BERNARD EHS. WOLONG. BRESLENS Ouvrages de VILLA-LOBOS J.-M. FOURNIER Prod. OCTUOR PHILHARMONIQUE DE BERLIN Solistes de l'Orchestre Philharmonique de Berlin MOZART, SCHUBERT
Salle GAVEAU Lundi 8 mars 20 h 30 (p.a. Valenciennes)	MARIONNETTES DE SALZBOURG LE RANELAGH 24 FÉV./29 MARS Les Contes d'Hoffmann Don Giovanni Le Flûte enchantée Casse-Meserte

Ensemble InterContemporain
Direction
LOTHAR ZAGROSEK
Lundi 9 mars - 20 h 30
Théâtre du Rond-Point
Location 42 56 08 80

KRENEK, KALITZKE
DURAND, WEBERN
MAHLER, SCHOENBERG

Concerts Radio France

VENREDI 27 FÉVRIER, 20 h 30.
ADEMMA / GRANDE HALLE - LA VILLETTE
ORCHESTRE NATIONAL DE FRANCE
DIR. LORIN MAZEL - RÉGIS PASQUIER, VIOLON
BERLIOZ - TCHAIKOVSKY - RAVEL

SAMEDI 28 FÉVRIER, 20 h 30. SALLE PLEYEL
PRESTIGE DE LA MUSIQUE
POULENC - HONEGGER - LE ROI DAVID
DIR. CHRISTIAN BADEA
JEAN-PAUL BROSSE, ORGUE - J. CHAMONIN - T. DRAN
J. MAYEUR - M. B. GIUDICELLI - SAMI FREY
CHOEUR DE RADIO FRANCE
NOUVEAU ORCHESTRE PHILHARMONIQUE

JEUDI 5 MARS, 20 h 30
ÉGLISE NOTRE-DAME DES VICTOIRES
CHRISTOPHE MANTOUX, ORGUE
SWEELINK - HANFF - BUXTEHUDE - BRUNNS - BACH

SAMEDI 7 MARS, 15 h. OPÉRA-COMIQUE
STEFAN LUTWIG, PIANO - QUATUOR LASALLE
BERG - WEBERN - BEETHOVEN - SCHOENBERG - SCHUBERT

SAMEDI 7 MARS, 19 h. GRAND AUDITORIUM. GRATUIT
"MUSIQUE AU PRÉSENT"
NOUVEAU ORCHESTRE PHILHARMONIQUE
DIR. FARHAD MECHKAT - PATRICE MESTRAL
A. MEUNIER - F. VAHLANCOURT - J. PRAT
TON THAT TIET - NIGG - MESTRAL - WOLFF

LA BROCHURE "LA MUSIQUE A RADIO FRANCE"
VOUS SERA ADRESSÉE GRATUITEMENT SUR DEMANDE AU 42.56.08.80

LOCATION 14 JOURS À L'AVANCE
RADIO FRANCE
Tél. 42 56 19 19
SALLE PLEYEL
Tél. 48 63 88 73

Radio France

LA MUSIQUE EST NOTRE ÉLÉMENT

CINÉMA

Reprise de « l'Opinion publique » de Chaplin

Loin du mélodrame

Un film peu connu de Charlie Chaplin — mais il a été diffusé deux fois au ciné-club de FR3 — est actuellement présenté dans une salle parisienne.

Une salle parisienne, l'Action Christine, propose ce film tourné par Charlie Chaplin en 1923 — entre le *Pélerin* et la *Rode vers l'est* — dans lequel on le voit juste passer en porteur de gare et qu'il avait toujours refusé de remettre en exploitation après son échec commercial. Quelques semaines avant sa mort, Chaplin le revendit enfin à un distributeur anglais, M. Rothman.

Cette reprise de *l'Opinion publique*, dont quelques articles critiques font grand cas, comme d'un étonnement rarissime, a, certes, son importance mais elle vient après deux diffusions au « Cinéma de minuit » de FR3, le 4 janvier 1981 et le 18 novembre 1983. Lors de la première, l'événement, alors véritable, avait été signalé un peu partout (*le Monde* du 28 décembre 1980, fit le point sur le film), et il est surprenant aujourd'hui de constater un manque d'information tel qu'il peut faire douter de la cinéphilie de ceux qui sont chargés de la répandre. D'autant qu'en deux soirées sur FR3 *l'Opinion publique* a rassemblé infiniment plus de spectateurs qu'il

n'en trouve jamais dans une salle spécialisée.

On peut, bien sûr — on doit — aller voir ou revoir le film à l'Action Christine ; mais on connaîtra de cause. Cette œuvre très étrange dans laquelle le public de l'époque, déconcerté par l'absence de Charlie, ne veut voir qu'un drame mondain sur le thème du « triangle » amoureux, est une étude de mœurs virent à la tragédie sociale. Marie Saint-Claire, jeune fille de la province française, séparée par un malentendu de l'homme qu'elle aime, prend, semé, le train pour Paris, où elle devient une femme à la mode entretenue par un dandy riche et cynique, Pierre Revel. Le premier amoureux repart. Il est pauvre, il est pauvre et sa mère se méfie de la femme « scandaleuse ».

Détails anecdotiques, indications visuelles (un langage cinématographique « presque » « moderne ») expriment l'ambiguïté et la complexité des rapports psychologiques et des différences sociales. Edna Purviance est une femme dominée et culpabilisée par le monde masculin — thème étonnant chez Chaplin. Adolphe Menjou apporte son élégance et sa morgue à un homme du monde bien éloigné du mélodrame charlinien ; ces surprises demeurent.

JACQUES SICLER.

● RECTIFICATIF. — Une erreur de transmission nous a conduit à d'imprévisibles versions des noms d'Hennrich et de Strindberg, dans l'article de Frédéric Edelmann sur l'exposition « Lumière du Nord » au Petit Palais (le Monde du 21 février). La même erreur a inversé le sens d'une phrase concernant la peinture norvégienne. Il fallait lire : « il faut la regarder comme une autre peinture, comme celle que produisent en France, soit les « petits maîtres », soit les « pompiers », soit les chefs

de file d'écoles un peu trop marquées par un style ou un dogme pour pouvoir atteindre le voisinage de l'absolu ».

C'est en revanche la distraction qui, dans l'article évoquant les polémiques de la tour Eiffel (le Monde daté 22-23 février), nous a fait attribuer à l'illustre perdant du concours (Brunelleschi), les portes du baptême de Florence, qui ont fait la célébrité de son concurrent Ghiberti.

DERNIERE 1^{er} MARS
CREATION EN FRANCE
PIECE INEDITE DE
VACLAV HAVEL
LA GRANDE ROUE
MISE EN SCENE
ALAIN TIMAR
THEATRE D'IVRY
14^e Palais d'Ivry
LOC. 46723743, 3 FNAC

DERNIERE SAMEDI 28
la Tempête
MARIO GONZALEZ
met en scene
STUART SEIDE
joue
LA DERNIERE BANDE
de
SAMUEL BECKETT
salle 2 21
Les portes seront fermées dès le début du spectacle

Culture

THÉÂTRE

Quand les acteurs interviennent dans les cafés de Paris

Les empoignades de l'expresso

Des « soirées » de théâtre dans les cafés. Une expérience décidée par Guy Rétoré en 1984 et renouvelée cette année dans le dix-huitième arrondissement par la troupe du Théâtre sur la place.

Un samedi soir, vers 21 heures, 65, rue Caulaincourt. Le café-tobac Le Disque bleu déborda de monde. Entre les chaises trop serrées, le garçon, qui tient son plateau très en l'air, a du mal à servir des espressos, petits blancs secs — ce garçon de café dont Jean-Paul Sartre dit, dans *L'Être et le Néant*, que souvent il « joue au garçon de café ».

Devant l'une des petites tables rondes, une jeune femme en manteau noir, seule, n'a rien commandé. Elle titube son foulard rouge. Ses yeux sont inquiets.

Entre un homme d'une trentaine d'années, qui s'assied devant elle, ils se parlent. Et soudain le voir de l'homme devient trop fort. Il crie presque.

La femme, visiblement étonnée, essaie quand même de le calmer, mais il crie encore plus fort, elle l'exaspère, elle n'est bonne à rien, il lève le bras, il va lui flanquer des coups, il se lève, court vers la porte du café. Elle le suit en l'appelant.

Silence complet dans le café. Mais, dans le silence, la petite voix trépidante d'un vieil homme se fait soudain : « Hier, au Café de la Place, à La Chapelle, il était plus méchant, il lui a fichu un coup ! »

C'est que ce vieil homme, un retraité des chemins de fer, spectateur enthousiaste, suit chaque soir, de café en café du dix-huitième arrondissement, les « représentations » du Théâtre sur la place. La jeune femme en noir et son compagnon étaient deux acteurs. Comme est acteur le candidat député qui, tout à l'heure, entrera dans le café pour tenir aux clients son quart d'heure de campagne électorale, et le militaire en permission qui semble ne pas reconnaître les lieux, et le jeune cadre dynamique, avare, qui, que sa femme ne peut pas blâmer, et le couple néo-punk de « branchés des Halles » qui tient à peine debout, que ce soit de fatigue ou de drogue, ainsi de suite, jusqu'à la fin du spectacle.

Les clients du café sont, eux, de vrais clients. Aucun d'eux ne s'est interposé lorsque l'homme, il y a un instant, a fait le geste de battre la femme, mais c'est que la scène est allée très vite. En revanche, lorsqu'une bombe va éclater et qu'un acteur jouant le patron du café va se mettre, parce que sa devanure a soi-disant volé en éclats, à insulter divers « étrangers », évidemment des terroristes, là des clients réagissent, prenant leur défense.

Or, chaque fois que le public de ce spectacle réagit comme ça, carrément, prenant la parole, ce n'est pas parce que soudain il est victime de l'illusion, oubliant les données de la fiction sous le coup de l'émotion, de l'indignation. C'est bien plutôt, comme s'il était dans le jeu, apportant son concours à la scène, concours d'autres personnages impliqués dans l'action par la disposition des lieux. Le public sait qu'il joue, mais ce qu'il joue, il le pense franchement, et, avec à-propos et sûreté, il improvise le dialogue qui, à ses yeux, s'impose.

Ces soirées de théâtre dans les cafés, qui sont un événement tout à fait extraordinaire en ce sens qu'elles font apparaître avec une acuité étrange les sensibilités de l'art du théâtre et de la conscience du public, ces soirées ont été décidées, la première fois, par Guy Rétoré en 1984. Celui-ci voulait étendre l'action du Théâtre de l'Est parisien dans le « non-public » du dix-neuvième arrondissement.

La troupe du Théâtre sur la Place renouvelle l'expérience dans le treizième arrondissement en 1986, dans les cafés de Tarbes, de Mâcon et même de la Réunion. La mairie a recommandé de subventionner ces spectacles dans le dix-huitième arrondissement, cet hiver (1).

Il faut dire que le spectacle est admirablement conçu, écrit, interprété par les quatre auteurs-comédiens de la troupe du Théâtre

sur la place, Gérard Bergeard, Dominique Fouchier (Dominique au féminin), Jean-Pierre Thiercelin, Michel Demiaut. Chaque saison le spectacle est entièrement nouveau, et chaque saison les parviennent à trouver l'équilibre juste, magique, entre la vérité quotidienne du café, de la vie actuelle, de la réalité des clients-spectateurs et de la fiction des scènes.

Et chaque soir, à une vitesse incroyable, ils changent de personnages et de costumes dans une minuscule camionnette blanche stationnée sur le trottoir, et s'adaptant sur-le-champ aux réactions des clients, imprévisibles, différentes, passionnées.

MICHEL COURNOT.

★ Prochaines soirées : mardi 24 février au Café de la Mairie, 70, rue du Mont-Cenis ; mercredi 25 au Sancerre, 35, rue des Abbesses ; jeudi 26 au Café du Commerce, 11, rue de l'Oliverie ; vendredi 27 au Boulevard, 17, rue de la Chapelle ; samedi 28 à la Chope du Château-Rouge, 40, rue de Clignancourt. Puis cinq autres soirées du 3 au 7 mars, dans d'autres cafés du dix-huitième. Renseignements au 42-77-19-00.

(1) Le spectacle est gratuit, les clients ne paient que leur consommation au prix habituel. La troupe reçoit une subvention du ministère (l'été 1986, elle a joué Molière dans les salles des arts asiatiques et méditerranéennes), mais ces soirées-théâtre dans les cafés sont payées par la mairie de Paris.

PHOTO

Une exposition à Toulouse

Le rêve des Somnambules

Une galerie toulousaine, les Somnambules, mène depuis deux ans une exposition militante en faveur de la photographie de création.

Dur combat. A l'ombre du Château d'eau qu'anime vaillamment depuis treize années Jean Dieuzaide, dans un local longiligne butant sur une ven-

Front dégainé, petites lunettes dorées, nœud papillon, sans être sûr de récolter un jour le fruit de ses folies, Joël Savary s'entête à révéler (et à tenter de vendre) en province ce qu'on croit obstinément réservé à Paris. Ses deux prochaines expositions seront consacrées à l'Autrichien Henry Lewis, fixé en France, représenté autrefois par la galerie Texbrunn où l'on avait pu apprécier, dans des tirages monumentaux, ses autoportraits masqués, d'une étonnante théâtralité, qu'exaltaient d'intrigants jeux avec des papiers



Photo d'Henry Lewis (1965)

rière et qui lui sert de galerie, Joël Savary, avec Les Somnambules, mène à Toulouse depuis deux ans une politique d'exposition militante en faveur de la photographie de création.

Sans tapage, sans moyens financiers mais sans découragement, il a présenté dans le Sud-Ouest un échantillon exemplaire d'une discipline qui s'est sensiblement donnée la liberté d'imaginer pour en jeu. Toni Catany, Manuel Escalosa, Rosella Bellucci, Tom Drahos, Maria Bonetti, Pierre Radisic, Christian Milovanoff, Holger Triltsch, Gudrun von Maltzan ont accroché leurs œuvres sur ses cimaises. Originales, signées et annotées chacune par un court texte, leurs épreuves ont insufflé en douceur au public toulousain le goût des images novatrices, subtiles et réfléchies, sans séduction factice, déployant une esthétique contraire au réalisme recolor des magazines.

Et ensuite Jean-Louis Garnell, Toulousain d'adoption, révélation de la mission photographique de la DATAR qui, en des tentatives assourdies, pose sur des paysages semi-industriels ou de banlieue un regard à la fois illusoire et car-

mant, d'une extrême acuité. Jouant le double rôle de découvreur et de relais, les galeries privées de province, aux noms évocateurs, sont aux mains d'intrepides et talentueux pionniers. Au même titre que Le Réverbère et Vrais Rêves à Lyon, Les Somnambules à Toulouse, tant pour l'aveil que par l'aptitude au rêve, méditeraient amplement, comme ils le font dans d'autres domaines, que l'Etat, la ville ou la région daignent leur prêter attention.

PATRICK ROEGERS.

★ Galerie Les Somnambules, 8, rue de l'Étoile, Toulouse, jusqu'au 28 mars. Henry Lewis ; Jean-Louis Garnell, du 31 mars au 9 mai.

Création de « Holiday » de Philip Barry à l'Old Vic

Le parfum capiteux du dollar

Un film de George Cukor, avec Katharine Hepburn et Cary Grant, avait rendu mondialement célèbre, en 1938, cette comédie de l'argent et des passions.

Lindsay Anderson, le réalisateur d'« If... », vient de la monter à Londres.

La comédie américaine des années 30 fut comme une parenthèse de bonheur et de création dans un Occident saisi par la crise.

Mais nous gardons un souvenir particulier de ce *Vacances* qui posait un peu plus loin la critique et l'émotion. Film favori de son réalisateur George Cukor, quinquennaire d'un certain art de la nuance, *Vacances* décrit la carrière d'un jeune cadre, frais émoulu de ses études de droit, qui a conquis sa position à la force du poignet, et s'prend, sans rien savoir de sa fortune, d'une riche héritière rencontrée aux sports d'hiver.

Philip Barry, ami de Scott Fitzgerald, connaissait de l'intérieur ce beau monde dont il avait fait le sujet de sa pièce, montée avec un immense succès à Broadway, en 1928, à la veille du krach de Wall Street.

Cary Grant forme, avec Katharine Hepburn, qui créait le rôle de sa carrière, une sorte de couple idéal. La partie en devenait un peu inégale, les autres acteurs, sauf Lew Ayres (le frère), donc les autres personnages, s'effaçaient au profit des deux vedettes dans la meilleure tradition hollywoodienne.

Lindsay Anderson, dans sa mise en scène à l'Old Vic, corrige ce déséquilibre, il rend notamment à la fiancée — cette jeune femme papil-

lon, asservie aux rites et aux exigences de sa tribu, une innocence mais aussi une vitalité qui n'existaient plus chez Cukor.

Philip Barry — dont Cherie Laughlin révèle avec finesse les frustrations — creuse les rapports Linda-Julia. Julia l'insouciance, avare, révoquée, en porte-à-faux avec son éducation.

Linda, c'est l'actrice américaine Mary Steenburgen (*Ragtime*), et le miracle dépasse tout ce qu'on pouvait espérer. Elle construit physiquement un être d'une richesse exceptionnelle, semble constamment tourner dans l'espace en quête d'une solution, à la poursuite de son bonheur. Jeu tout extérieur, là où Katharine Hepburn faisait, sur un ton extatique, un numéro qu'elle reprendrait souvent, quoique jamais avec tant de conviction.

Frank Grimes, acteur favori de Lindsay Anderson — qui l'a dirigé dans *Hamlet* et *La Caravane*, — est son égal dans le rôle du frère velléitaire, lucide, mais brisé par l'hypocrisie de la *high society*. Malcolm McDowell, Johnny (dans la vie, mari de Mary Steenburgen), surprend par un ton désinvolte, une douce inconscience qui le montre en fin de compte bien plus fragile que Linda.

Les Anglais votent donc pour la première fois cette pièce douce-amère sur le culte du veau d'or. Public qui sait rester discret puis exploser, le rideau tombé, très brèvement, mais très fort, parce qu'il a été touché. Linda, Julia, Johnny, Ned (le frère alcoolique), sont les cousins et les cousines de ces yuppies, de tous ces jeunes cadres pas seulement américains qui veulent l'argent et le plaisir que donne l'argent.

LOUIS MARCORELLES.

★ Old Vic. A 19 h 30. Matinées le mardi à 14 h 30 et le samedi à 16 heures. Tél. : 261.1821.

« Conférence au sommet », de Robert David Mac Donald

La doublure des dictateurs

Quand la maîtresse de Hitler rencontre celle de Mussolini, le monde peut trembler... Serge Moati met en scène deux tigreuses dangereuses : Geneviève Casile et Paule Noëlle.

Les dictateurs, c'est connu, n'aiment que les matrones ou les putains : sur ce point au moins, Eva Braun et Clara Petacci tombent d'accord. D'ailleurs, toutes deux appartenaient plutôt à la seconde catégorie, de luxe, bien sûr.

Un jour d'été 1941 à Berlin, alors que Hitler et Mussolini concoctent leurs mauvais coups, leurs maîtresses se rencontrent autour d'une tasse de thé. Eva la blonde platine, impeccable, dans une tenue de star rouge vermillon. Clara la brune, pétillante, le chignon feu follet, court vêtue d'une petite robe noire, évidemment. Et ces dames de parler chiffons, à leur manière : le brun, c'est triste dit Clara à Eva, alors que le noir sied à tout le monde. Mais ces cousines avec une orox gammée sont d'un chic, ma chère...

Remplacez la tasse de thé par une bouteille d'alcool, et la conversation mondaine vire au vinaigre. Clara et Eva, reléguées d'ordinaire dans l'ombre de leurs illustres amants, usent les premiers rôles, et rejoignent, par procuration, la « conférence au sommet » qui se déroule à deux pas. Eva récite *Mein Kampf* avec une foi à faire trembler l'ini-

dèle, Clara lance des vannes à propos du front russe, Eva lui réplique par une recette de « bon émincé » avec laquelle l'Italien ferait bien de varier ses menus. L'alcool, le pouvoir, leur montent à la tête, et ailleurs... Le jeune et joli SS (Erik Deshors) qui monte la garde en lors les frats.

« Conférence au sommet », de Robert David Mac Donald, un jeune auteur anglais, est une pièce construite avec brio, souvent caustique comme du bon boulevard, qui finirait toutefois très mal. Les réparties fusent, rapides et felleuses à souhait, puis la pièce s'embourbe un peu dans le cours d'histoire, et le pieux monologue final du jeune SS convaincu d'être juif semble venu d'une autre planète.

Geneviève Casile, la moue froide et désagréable, le talon aiguille sadique, affronte Paule Noëlle, émincé italienne au sang chaud et non moins retorse. Pour ces deux comédiennes, sociétaires de la Comédie-Française, deux rôles en or. Leur pagilat de tigreuses cyniques, de fan-tômes amoureux de Clark Gable mais aussi redoutables que Gorbels, est sans bavures. Serge Moati, fasciné, les regarde jouer : sa mise en scène — la première au théâtre — est pour le moins d'une extrême discrétion. Cette *Conférence au sommet* reste donc d'un chic de bon aloi.

ODILE GUROT.

★ Conférence au sommet, une coproduction Comédie-Française, Odeon, Petit Montparnasse, 31, rue de la Galté. Jusqu'en avril.

THEATRE 14 JEAN-MARIE SERREAU 45.45.49.77.

du 26 février au 29 mars

VERA BAXTER
MARGUERITE DURAS

mise en scène Jean-Claude AMYL décors costumes Nathalie HOLT

avec Martine PASCA Laurence ROY

Jean-Pierre JOKRIS Jean-Loup WOLFF Emmanuel UTWILLER

FNAC FORUM
ÉVÉNEMENT

Luciano PAVAROTTI dédicacera ses enregistrements
à la FNAC FORUM des Halles
ce mercredi 25 février à 16 h 30, rayon classique

fnac

DECCA

هكذا من الاجل

Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision, accompagnés d'articles de présentation, de jugements, d'illustrations et de la liste commentée de tous les films, sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi daté dimanche-lundi. Les émissions signalées ci-dessous par un triangle noir sont celles qui ont fait l'objet d'un article dans le dernier supplément. Les carrés placés après le titre des films expriment notre appréciation : □ A éviter ■ On peut voir ■■ Ne pas manquer ■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

Mardi 24 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF1

20.35 Feuilleton : *Dallas*.
21.25 Série : *Chapman melon et bottes de cuir*.
22.15 Documentaire : *Nouveaux mondes*.
Les Philippines : naissance d'une nation ?
2. Les volcans de Negros.
23.15 Sport : finale du Tournoi de football, à Beroy.
23.55 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20.35 *Mardi cinéma* : *Marche à l'ombre*. ■■ Film français de Michel Blanc (1994). Avec Gérard Lervin, Michel Blanc, Sophie Dorez, Béatrice Curnier.
Un guitariste muselé et son copain, petit, malgoué, anglois, vivent à Paris en marginaux et connaissent des aventures pittoresques. L'histoire d'une amitié qui compense un échec social, une comédie de caractères finement réalisée très bien interprétée. La révélation de Michel Blanc auteur-réalisateur.
22.00 *Les jeux de Mardi cinéma*.
23.25 Journal.
23.35 Football (Super-coupe des champions) : Steaua de Bucarest-Dynamo de Kiev.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20.35 *Cinéma* : *Le vent de la plaine*. ■■ Film américain de John Huston (1959). Avec Burt Lancaster, Audrey Hepburn.
Une jeune fille recueillie par une famille de fermiers décide de fuir avec son amoureux. Un western qui, à travers la vie quotidienne au Texas vers 1930, pose d'une façon très franche, le problème de l'indolence, du racisme et de tous les fantasmes. De grands acteurs, une atmosphère parfois fantasmagorique (*Elizabethtown*, devant le ranch, joue de Mozart sur un piano).
22.55 Journal.
22.55 Télévision régionale.

CANAL PLUS

20.35 *Cinéma* : *Blauer vom Himmel*. ■■ Film américain de Ted Kotcheff (1983). Avec Gene Hackman, Robert Stack.

Ered Ward, Red Brown, Randal «Tex» Cobb. 22.15 *Flash d'informations*. 22.25 *Cinéma* : *La palette du roi*. ■■ Film français de Jean-Michel Ribes (1985). Avec Jean Rochefort, Roger Hanin, Pauline Lafont, Jacques Villard, Eddy Mitchell, Christophe Bourseiller, Jean-Pierre Bacri. 23.50 *Cinéma* : *Il n'y a pas de femme sans feu*. ■■ Film français d'André Cayatte (1973). Avec Annie Girardot, Bernard Blier, Mireille Darc, André Falcon, Michel Bouquet, Mathieu Carrière. 1.50 Les superstars du catch.

LA « 5 »

20.30 *Téléfilm* : *Si c'était demain*. 23.20 Série : *Thriller* (Carnotage). 0.15 Série : *Supercopter*. 1.10 *Téléfilm* : *Si c'était demain*.

TV 6

20.30 *Cinéma* : *L'Étalon*. ■■ Film français de Jean-Pierre Mocky (1969). Avec Bourvil, Francis Blanche. *Un vétérinaire qui a perdu sa clientèle utilise un athlète pour procurer des satisfactions sexuelles aux femmes délaissées et vertueuses. Une comédie satirique et grivoise (Mocky oblige !). S'attaquant aux perturbations apportées dans les rapports humains par la consommation sexuelle et à la fin des années 60. 22.00 6 Toile.*

FRANCE-CULTURE

20.30 *Le journal de corps*. Taboo : la cure de l'un, la cure de l'autre ; Folies : urgences, un hôpital de ville, Aulnay ; L'homme, la mer et leur santé. 21.30 *Musique* : Les musées de la chanson. Un air pour le dire, avec Maxime Le Forestier. 22.30 *Noëls magiques*. La nuit et le moment ; Les nouvelles princesses. 0.10 *De jour au lendemain*.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert donné le 21 septembre 1986 à la radio de Berlin : Terzina, de Fortner ; Trois poèmes de Michel-Ange, de Reimann ; Songs and Proverbs, de Britten, par Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, et Arbert Reimann, piano. 22.30 Les séries de France-Musique. Cycle acoustique ; à 23.00, Jazz-Club, en direct du Magnetic Terrace.

Mercredi 25 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

13.50 Feuilleton : *Symphonie* (8^e épisode).
14.45 Feuilleton : *Isaura* (38^e épisode).
15.15 *Vitaminés*.
17.30 *Le vie des Botes*.
18.00 Feuilleton : *Mutt, ça suffit*.
18.25 Mini-journal, pour les jeunes.
18.45 *Jeu* : La roue de la fortune.
19.10 Feuilleton : *Santa-Barbara*.
19.40 *Cocoricooboy*.
19.55 *Tirage du TAO-TAO*.
20.00 Journal.
20.30 *Tirage du Loto*.
20.35 Série : *L'heure Simonon*.
Cœur d'artiste, scénariste de Jean-Charles Tacchella. Avec Xavier Deluc, Anneke Parjet, Catherine Fret, Alain Doudry, Lucien Barjon, Gustave Garcia. *Un petit meurtre en ménage pris dans pique. Un bon Tacchella*.
21.35 *Magazine* : *Points chauds*. L'Afrique du Sud.
22.35 *Musique* : Concert Mozart.
Concerto n° 25 en ut mineur pour piano et orchestre, par l'Orchestre de Paris, dir. D. Barenboim ; Symphonie n° 36 dite *Lux*, par le Nouvel Orchestre philharmonique de France, dir. L. Hager.
23.45 Journal.
0.05 *Magazine* : *Premier plan*.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

13.45 Feuilleton : *La riche et le pauvre*.
15.00 *Récré A 2*.
17.45 *Magazine* : *Membro satir*. De Billy Bourne.
18.05 Feuilleton : *Madame est servie*.
18.30 *Magazine* : *C'est la vie*.
18.50 *Jeu* : Des chiffres et des lettres.
19.10 *D'accord*, pas d'accord.
19.15 *Actualités régionales*.
19.40 *Le nouveau théâtre de Boulevard*.
20.00 Journal.
20.35 *L'heure de vérité*.
Invité : Georges Marchais. Le secrétaire général du Parti communiste répondra aux questions de François-Henri de Virieu, Alain Duhamel, Claude Sarrante, Albert Du Roy et Jean-Louis Lescote.
21.50 Documentaire : *La coupe vivante*.
Première émission d'une série de vingt-six : *L'admirable machine*.
22.20 *Magazine* : *Sexy folles*.
L'homme en voyage ; Les vingt ans de Dim ; Carré blanc ; Les mots pour les autres ; Les nans de Brenot ; Attention beauté ; Madame France ; Interview « hard » ; Julia Pictet ; Corps d'eau.
23.25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

15.00 *Série* : *Les associés contre le crime*.
L'affaire de la perle rose, d'après Agatha Christie.
Jazz off.
16.00 Documentaire :
Des chercheurs pour qui ?
Feuilleton : *Demain l'amour*.
17.30 *Ciné-hit*.
18.00 Feuilleton : *Edgar, détective cambrioleur*.
18.25 *La cuisine des Juniors*.
18.30 Feuilleton : *Flippier le esuphien*.
18.57 *Juste ciel* ! Petit horoscope.
Le 19-20 de l'information.
De 19.15 à 19.35, actualités régionales.

19.55 Dessin animé : *Ulysse 31*.
20.05 *Jeu* : *La chance*.
20.35 *Variétés* : *C'est aujourd'hui demain*.
Avec Jeanne Mas, le groupe Gold, Jane Birkin, Jean-Pierre Mader, Michel Fugère, Buzi.
21.50 *Magazine* : *Théâtre*.
L'infirmité de *Columbus*.
22.40 Journal.
23.10 *Magazine* : *Blau outre-mer*.

CANAL PLUS

14.20 *Cabot cadet*. 14.25 *Cinéma* : *Pavane intime*. ■■ Film québécois d'Yves Simonde (1986). Avec Marie Tifo, Pierre Carli, Jacques Godin, Robert Gravel, Jean-Louis Millette, Yvan Ponton. 15.35 *Téléfilm* : *Marriage interditt*.
17.30 Documentaire : *Les animaux du sud*. 18.00 *Flash d'informations*. 18.05 *Dessins animés*. 18.15 *Jeu* : *Les chiffres et des lettres*. 18.45 *Top 50*. 19.15 *Zénith*. 19.50 *Flash d'informations*. 19.55 Feuilleton : *Objectif nul*. 20.05 *Sourcil*. 21.00 *Cinéma* : *Nijinski*. ■■ Film américain de Herbert Ross (1980). Avec George de la Pava, Alan Bates, Leslie Brown, Alan Badel. *L'histoire artistique des Ballets russes à travers la passion amoureuse qui unit, puis perd, Serge Diaghilev et la fabuleuse danseuse Nijinski. Il y a des erreurs historiques, mais le charme rétro des décors et des costumes, la force de la légende agissent. 23.00 Flash d'informations*. 23.10 *Cinéma* : *Les temps modernes*. Cifilm franco-argentin de Gilles Béhat (1985). Avec Bernard Girardot, Claudia Ojeda, Robert Charlebois, Federico Luppi. 0.50 *Cinéma* : *Dragées au poivre*. ■■ Film français de Jacques Barlatier (1963). Avec Guy Bedos, Sophie Desmiers, Jean-Pierre Marielle, Francis Blanche, Alexandra Stewart, Jean-Paul Belmondo, Simon Signoret, Marina Vlady.

LA « 5 »

14.00 *Dessins animés* : *Les Schtroumpfs*. 15.05 *Chips*. 16.00 *Série* : *Supercopter*. 17.05 *Série* : *Si c'était demain*. 18.00 *Série* : *K 2000*. 19.00 *Série* : *Happy days*. 19.30 *Série* : *Star Trek*. 20.30 *Téléfilm* : *Si c'était demain* (2). 22.15 *Série* : *Thriller* (Double meurtre). 23.30 *Série* : *Supercopter*. 0.35 *Chips*. 1.35 *Si c'était demain*.

TV 6

14.00 *Tonic*. 17.00 *Système 6*. 19.00 *NRJ 6*. 19.30 *Série* : *Supercopter*. 20.10 *Feuilleton* : *Le temps des copules*. 20.30 *Séries* : *La grande vallée*. Les chevaliers du ciel ; Destination danger. 23.35 *Cinéma* : *One plus one*. ■■ Film anglais de Jean-Luc Godard (1968), avec les Rolling Stones (v.a.). *Les Rolling Stones s'expriment à travers le langage du film, le langage du son, le langage de l'image et du rythme, ple-mêle, tout ce qui, à l'époque, pouvait apporter un message « révolutionnaire ».* Résultats : violence, contre-culture, désordre volontaire des images cinématographiques. Il y a aussi le groupe au travail et sa musique.

FRANCE-CULTURE

20.30 *Pour s'en dire*. Invité : Roger Lewinter ; Portrait : Michel Fardoulis-Lagrangé ; Reportage Guine Dina. 21.30 *Musique*. Festival de musique nouvelle à Cergy-Pontoise ; Alexander Balanescu, violon. Phil Glass : Strung out, Eismann suite ; Steve Reich : Violin phase ; Michael Nyman : Zoo capricios ; Entréden avec Alexander Balanescu ; 22.30 *Noëls magiques*. La nuit et le moment ; Les nouvelles princesses. 0.10 *De jour au lendemain*.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 21 septembre 1986 à la radio de Berlin) : Terzina, de Fortner ; Trois poèmes de Michel-Ange, de Reimann ; Songs and Proverbs, de Britten, par Dietrich Fischer-Dieskau, baryton, et Arbert Reimann, piano. 22.00 Les séries de France-Musique. Cycle acoustique ; à 23.00, Jazz-Club, en direct du Magnetic Terrace.

Informations « services »

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le mardi 24 février à 0 heure et le mercredi 25 février à 24 heures.

La France sera sous l'influence jusqu'à la fin de la semaine d'un temps doux et perturbé qui élargira cependant l'extrême sud du pays à partir de vendredi.

Mardi : une perturbation concentrée essentiellement une moitié sud-ouest. En début de matinée, le ciel sera couvert avec de la pluie sur l'Aquitaine. Le la Bretagne et du Cotentin jusqu'au Languedoc-Roussillon, il sera déjà très nuageux mais avec encore quelques éclaircies. Ailleurs, le soleil sera au rendez-vous, sauf localement dans le nord-est où on observera quelques brouillards parfois givrants et sur les côtes de Provence où des nuages bas se formeront.

An cours de la journée, les nuages de la perturbation gagneront du terrain. Seules les régions s'étendant de la Picardie à l'Alsace conserveront un temps bien ensoleillé. De la Normandie au sud-ouest du Bassin parisien, Centre, Jura et Savoie, le ciel deviendra progressivement très nuageux. Sur les autres régions, il sera très nuageux à couvert avec des pluies. Celles-ci seront faibles à modérées, sauf sur le Languedoc-Roussillon où elles seront plus abondantes.

Les gelées s'accentueront dans le nord-est avec - 5 à - 8 °C, localement - 10 °C. Du Nord au Bassin parisien et à la Bourgogne elles atteindront - 3 à

- 5 °C. Sur les côtes atlantiques et méditerranéennes, et au sud de la Garonne, les minima seront positifs avec 3 à 7 °C. Ailleurs ils seront de 0 à - 4 °C.

Les maxima atteindront 9 à 12 °C sur les régions méditerranéennes et même 13 à 14 °C localement au pied des Pyrénées, 7 à 9 °C de la Bretagne au Centre, 3 à 5 °C dans le Nord-Est, 5 à 8 °C ailleurs.

Jeudi : le temps sera encore nuageux le matin mais des éclaircies se développeront dans la journée. Sur la Bretagne et près des côtes atlantiques, le ciel se couvrira et quelques pluies se produiront. Les températures seront stationnaires, sauf dans l'Ouest où les températures maximales seront en hausse.

Vendredi : Le temps couvert et pluvieux affectant le matin la moitié ouest de la France se décalera vers le l'est-sud-est dans la journée mais épargnera toutefois les régions du sud-est et de

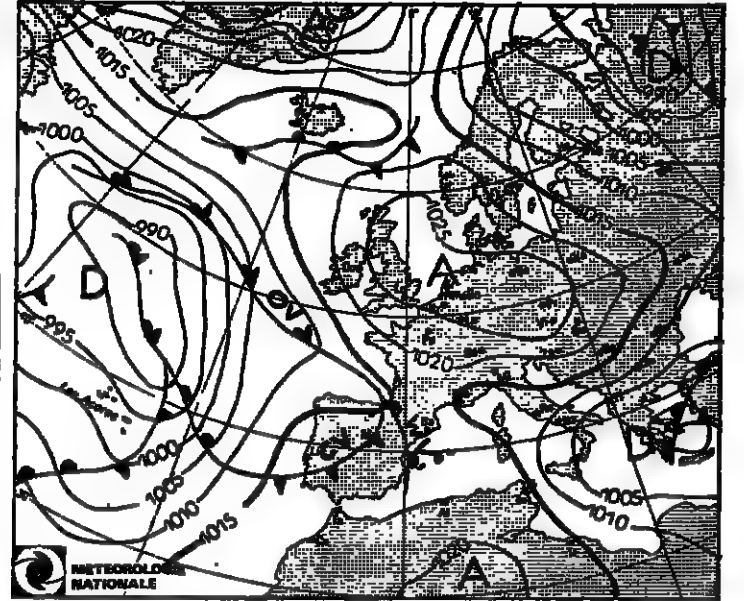
pourtour méditerranéen où le temps sera nuageux avec des éclaircies. A l'arrière, sur la Normandie, le Bassin parisien, le Nord et le Nord-Est, quelques éclaircies se développeront dans l'après-midi.

Les températures minimales varieront de 0 à 3 °C sur la moitié est et de 4 à 8 °C sur la moitié ouest. Les températures maximales varieront de 6 à 10 °C sur la moitié est sauf près de la Méditerranée où elles seront voisines de 15 °C et de 10 à 14 °C sur la moitié ouest.

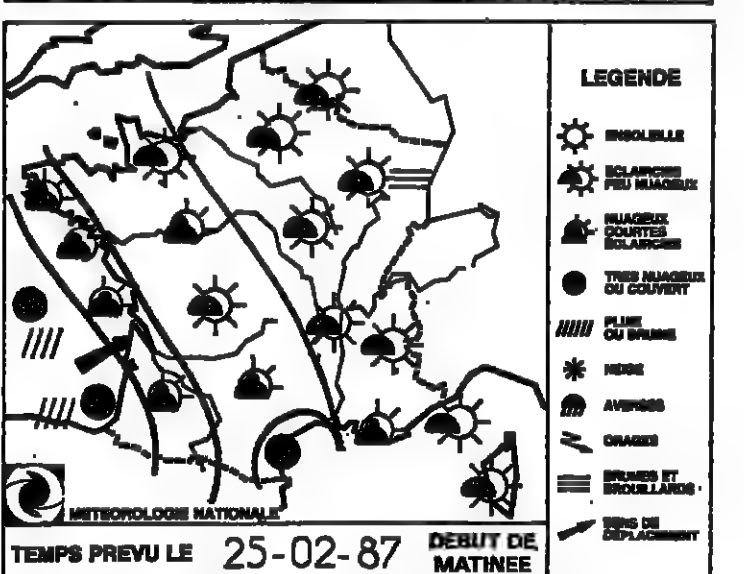
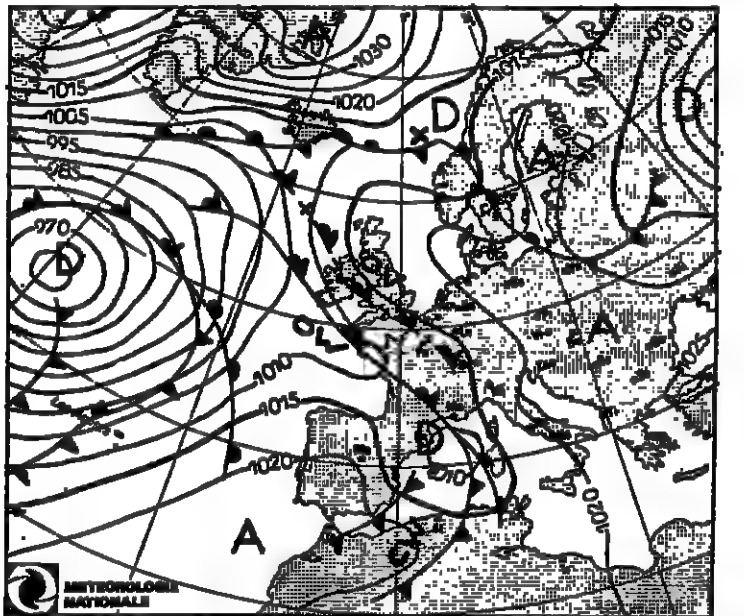
Samedi et dimanche : le ciel sera très nuageux à couvert avec quelques passages pluvieux principalement sur la moitié nord du pays. Sur le sud-ouest et le pourtour méditerranéen, les nuages alternent avec les éclaircies.

Les températures minimales et maximales seront en hausse de 2 °C environ samedi et stationnaires dimanche.

SITUATION LE 24 FÉVRIER 1987 A 0 HEURE TU



PRÉVISIONS POUR LE 25 FÉVRIER A 0 HEURE TU



TEMPÉRATURES maxima - minima et temps observé

Valeurs extrêmes relevées entre le 23-2 à 6 h TU et le 24-2-1987 à 6 h TU

FRANCE	TOURS	7 - 1	D	LOS ANGELES	16	6	N
ALGER	14	-1	D	TOULOUSE	1	-2	C
BARCELONE	6	4	P	PARIS	30	17	D
BORDAUX	7	0	C	STRASBOURG	10	4	B
BRESCIA	6	1	C	MADRID	20	10	D
CAEN	5	-1	C	MEXICO	25	11	B
CHERBOURG	5	0	D	ATLANTA	11	1	D
CLERMONT-FERRAND	2	-4	D	ALGER	14	3	N
DIJON	3	-3	D	AMSTERDAM	15	-4	N
GRANVILLE	7	-1	D	ATHENS	15	10	P
LILLE	5	-3	D	BANGKOK	35	24	N
LIMOGES	4	-2	D	BARCELONE	11	3	N
LYON	4	0	N	BEIRUT	6	-4	D
MARSEILLE	10	-2	D	BERLIN	1	-11	D
NANCY	3	-6	D	BRUXELLES	4	-3	D
NANTES	9	-1	D	CAIRO	29	20	D
NICE	13	5	D	COPENHAGUE	1	-5	C
PARIS	5	-1	D	DAKAR	34	17	C
PAU	8	1	C	DELHI	30	17	N
PERPIGNAN	17	2	C	DUBAI	15	10	D
RENNES	7	0	D	GENEVE	6	1	C
STRASBOURG	2	0	C	HONGKONG	20	19	C
				ISLANBUR	17	5	C
				JERUSALEM	21	10	D
				LE CAIRE	8	8	P
				LONDRES	6	0	P

★ TU = temps universel, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

12 "30 : "DIRECT" présenté par Ph. GILDAS
KEAN : LE RETOUR DE BELMONDO AU THÉÂTRE

Jean-Paul Belmondo et Robert Hossein sont les invités de Philippe Gildas.

CANAL+

LA TEE PAS COMME LES AUTRES

EN CLAIR

هكذا من الاجل

Le Monde

SCIENCES ET MEDECINE

L'infarctus pris de vitesse

Un traitement sophistiqué — la thrombolyse — pour sauver en urgence les victimes de l'infarctus.

«**T**OUT à coup, une douleur affrayante, en pleine poitrine. Comme si j'allais mourir dans les minutes qui suivent. J'avais également mal au bras gauche, à la mâchoire, au niveau du cou aussi. Et puis ça a duré. Un quart d'heure, une demi-heure. Je me disais que ça allait passer. Une heure, deux heures. Finalement j'ai appelé les pompiers. Un quart d'heure plus tard, ils étaient là. Ils m'ont immédiatement fait un électrocardiogramme. Verdict : infarctus du myocarde. » Transfert d'urgence à l'hôpital, mise en route du traitement, rien que de très banal. Chaque année, en France, soixante-dix mille patients sont hospitalisés après un infarctus du myocarde. Cette pathologie, qui demeure la première cause de mortalité et de morbidité, est responsable annuellement du décès de cinquante et un mille personnes.

Ces chiffres doivent être mis en parallèle avec d'autres statistiques : en France, le délai moyen séparant le début des symptômes d'infarctus — en clair, l'apparition de la douleur — de l'hospitalisation est de plus de dix heures. Dans la plupart des cas, le malade attend plus de cinq heures avant de faire appel à un médecin.

Aujourd'hui, grâce à l'apparition d'une nouvelle classe de médicaments, les thrombolytiques, et à condition que les gens qui ressentent une douleur « infarctique » n'attendent pas des heures pour composer le 18, le pronostic de l'infarctus du myocarde pourrait s'améliorer considérablement. En effet, diverses études ont montré qu'en administrant le traitement thrombolytique dans les trois heures qui suivent l'apparition de la douleur, on diminue la mortalité hospitalière de 23 %. Plus encore, si le thrombolytique est injecté au cours de la première heure, la mortalité s'en trouve diminuée de 47 %.

Dans 88 % des cas, l'infarctus du myocarde est dû à un thrombus — un caillot — qui obstrue une artère coronarienne. Il s'agit, s'il n'est pas lysé, d'une nécrose du tissu myocardique. Jusqu'à présent, le traitement classique de l'infarctus visait essentiellement à calmer la douleur, à détecter et traiter les complications (troubles du rythme, défaillance cardiaque), éviter l'extension de la nécrose et préve-

nir l'apparition d'une phlébite. L'arrivée des thrombolytiques a bouleversé les données du problème. A condition de les utiliser à un stade très précoce, on peut presque « enrayer » le développement de la nécrose myocardique. Là encore, les chiffres sont éloquentes : par rapport au traitement dit « classique », l'administration d'un thrombolytique dans l'heure qui suit l'apparition de la douleur réduit de 31 % la taille de la nécrose ; si le traitement est mis en route entre la première et la deuxième heure, le gain est encore de 31 % ; il n'est plus que de 13 % entre la deuxième et la quatrième heure.

Le traitement de l'infarctus du



myocarde est une course contre la montre. Une course qui se fait en tandem : le malade doit alerter le médecin le plus rapidement possible. Et le médecin doit traiter le malade au plus vite.

Des praticiens appartenant au service de santé de la brigade des sapeurs-pompiers de Paris (docteurs René Noto, Patrick Barriot et Patrice Bodenan) et au service de réanimation de l'hôpital Cochin (professeur Julien-François Monsallier, docteur Vil-

lemant) se sont efforcés de résoudre cette équation à deux inconnues. Et, visiblement, ils ont trouvé la parade. Du moins en ce qui les concerne. C'est ainsi qu'ils ont mené une expérience pilote sur cent quinze malades atteints d'infarctus qui les avaient alertés en composant le 18. Le pari était le suivant : au lieu de transférer le malade en urgence dans l'hôpital le plus proche prêt à l'accueillir, pourquoi ne pas commencer le traitement thrombolytique au domicile même du patient ? L'idée était pour le moins risquée, car récemment encore on ne savait pas bien utiliser ces médicaments ultra-puissants, que ce soit la streptokinase, l'urokinase ou même le « petit dernier », l'activateur tissulaire du plasminogène (tPA) (le Monde du 3 juillet 1985). Bien souvent, l'administration de ces médicaments avait entraîné dans le passé des complications

cile du patient. En général, le trajet ne nous prend pas plus d'un quart d'heure. Ensuite, vingt minutes nous sont nécessaires pour interroger le patient et son entourage (pour vérifier, en particulier, qu'il n'y a pas de contre-indication à une thrombolyse), pour faire un électrocardiogramme et poser deux perfusions. Une fois posé le diagnostic d'infarctus, nous mettons en route le traitement en injectant par voie intraveineuse de la streptokinase (ainsi que de la cortisone pour éviter tout risque allergique). L'effet est immédiat. L'état du patient s'améliore à vue d'œil. Il ne nous reste plus ensuite qu'à le conduire dans le service de réanimation de l'hôpital avec lequel nous collaborons. Là, une coronarographie lui sera faite dans les plus brefs délais (1). » En effet, explique le professeur Monsallier, il subsiste souvent une sténose rési-

de la sténose, maintenant, est de savoir si cette pratique unique au monde pourra être généralisée. Elle a été expérimentée par deux équipes ultra-performantes, très entraînées au maniement de thérapeutiques puissantes. La thrombolyse n'est pas un acte thérapeutique anodin : il nécessite la présence d'un médecin bien formé et expérimenté, ayant à sa disposition une infrastructure médicale relativement importante (matériel d'intubation, défibrillateur, etc.). En outre, une telle intervention pose inévitablement le problème de son coût (entre 5 000 F et 10 000 F selon le professeur Monsallier).

L'équipe parisiennne semble donc avoir trouvé la méthode la plus rapide qui soit. « En ce qui nous concerne, explique le docteur Bodenan, nous avons atteint le point limite ; on ne peut pas aller plus vite. »

En dépit de cela, la durée moyenne de prise en charge des cent quinze patients — c'est-à-dire la période de temps séparant l'apparition de la douleur de la mise en route du traitement — a été de 142 minutes. « C'est encore trop », affirme le professeur Monsallier. On doit pouvoir aller encore plus vite. Mais, là, tout dépend de l'attitude du public. Au fond, c'est très simple : une douleur thoracique gauche constrictive, en état, avec sensation de mort imminente qui dure plus d'un quart d'heure, n'est jamais anodine. Il ne sert à rien d'attendre davantage. Il faut tout de suite composer le 18. Les gens doivent apprendre à reconnaître cette douleur, à vaincre leur peur d'avoir un infarctus, et à alerter les unités médicales d'urgence. »

FRANCK NOUCHI.

(1) Les principaux résultats de cette expérience ont été publiés dans The Lancet (numéro du 24 janvier 1987).

TROIS BOCKS, ÇA VA !

Le gouvernement français pour-t-il jamais conclure une politique cohérente de lutte contre l'alcoolisme ? En démontrant avec éclat du Haut Comité d'étude et d'information sur l'alcoolisme, où il siège depuis neuf ans (le Monde du 21 février), le professeur Claude Got a voulu mettre en lumière un profond écart entre la doctrine et les actes politiques. Le hic n'est certes pas nouveau, mais le prodigieux développement et l'internationalisation des moyens de communication donnent à l'alcoolisme une dimension sans précédent.

Boissons conviviales, endophtiques efficaces et sans vrai danger lorsqu'elles sont consommées à faibles doses, inscrites dans la plupart des sociétés humaines et alimentant une activité économique considérable, vins ou bières ne sont sans doute pas seulement les « drogues légales » que l'on a voulu présenter. Pourtant, les conséquences de leur consommation excessive atteignent depuis longtemps déjà les dimensions d'un fléau tant dans les pays occidentaux que dans ceux du bloc soviétique ou du tiers monde.

Quelques minutes avant la démission du professeur Got, Mme Michèle Barzach, ministre déléguée chargée de la santé et de la famille, dressait une nouvelle fois, le bilan national de « ce vieux mal qui ronge notre société depuis fort longtemps » : près de 30 000 morts par an dont 5 000 sur la route à cause de l'ivresse des conducteurs ; un coût social « impossible à chiffrer » et, pour résumer, « une situation intolérable pour notre nation ».

Or la France s'apprête à tolérer, longtemps encore, l'intolérable. Alors que des signes encourageants commencent à être enregistrés çà et là (baisse de la quantité d'alcool par consommateur par habitant, diminution de la

consommation des vins de qualité inférieure), M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a décidé par décret (Journal officiel du 27 janvier) d'autoriser sur les chaînes télévisées privées les messages publicitaires en faveur des boissons alcoolisées de moins de 9°, c'est-à-dire les bières françaises et étrangères. C'est ce fort mauvais coup porté à la lutte contre l'alcoolisme que le professeur Got, ancien conseiller technique de Mme Simone Veil et de M. Jacques Barrot, a jugé inacceptable.

Sans évoquer ses conséquences internationales, cette décision aura pour effet immédiat d'inciter les jeunes à boire, ces mêmes jeunes dont Mme Barzach reconnaît qu'« ils boivent de plus en plus et de plus en plus tôt ». Mme Barzach a promis de tenter de faire revenir M. Léotard sur sa décision. Elle avait pourtant déjà été tenue informée de la situation, il y a plusieurs mois, par les responsables du Haut Comité.

La décision de M. Léotard ne manquera pas non plus d'être très mal perçue par les milieux viticoles français, qui trouveront, non sans raison, la mesure discriminatoire puisque rien, sauf le puissance des publicitaires et des industriels de la bière, ne justifie aux yeux des spécialistes de la lutte anti-alcoolique la barre des 9 degrés.

Incohérence toujours : après un comité interministériel consacré au problème prochain de la lutte contre l'alcoolisme, le Comité français d'éducation pour la santé lancera, à la demande de Mme Barzach, une nouvelle campagne d'information contre l'alcoolisme. On pourra ainsi revoir le célèbre message « un verre ça va, trois verres, toujours les dégâts... » entre deux autres toasts à la santé des « d'annis ». JEAN-YVES NAU.

(Publié)

ESSEC

ADMISSION SUR TITRE EN SECONDE ANNÉE

Aux étudiants titulaires d'un diplôme d'ingénieur, de médecin, de pharmacien, d'IEP, ou d'une maîtrise (sciences, lettres, droit), l'ESSEC propose une procédure d'admission qui, après les épreuves de sélection, leur permet d'être admis directement en seconde année.

L'objectif est de leur donner une formation à la gestion du plus haut niveau en dix-huit mois (rentrée fin août) ou deux ans. La pédagogie et l'enseignement dispensés à l'ESSEC par un corps professoral réputé ont fait de l'ESSEC un des tout premiers centres européens de gestion et de management.

- Prochaine session pour la rentrée 1987 : 9, 10, 11 septembre 1987.
- Date limite de dépôt des dossiers de candidature : 15 juin 1987.
- Documentation et dossier d'inscription : ESSEC-Admissions BP 105

95021 CERGY-PONTOISE Cedex — Tél. : (1) 30-38-38-00
ESSEC, établissement d'enseignement supérieur privé reconnu par l'Etat.

Les fournaies du laser Phébus

L'énergie de la lumière pour comprendre et améliorer les explosions thermonucléaires.

Il y avait là, presque invisible, comme flottant dans le vide, une minuscule bille de verre creuse pendue à un fil si fin qu'on ne le voyait pas. Soudain, un grand éclair de lumière verte et la coquille de verre s'est brisée. Sans bruit. Pendant un court instant, le gaz qu'elle contenait a été brusquement comprimé. La matière est alors devenue très dense tandis que la température atteignait plusieurs dizaines de millions de degrés et la pression le million d'atmosphères. C'était comme si l'on avait reproduit les conditions qui règnent au sein des étoiles ou lors de l'explosion d'une bombe H. (De ces expériences dépendent les progrès accomplis dans les armes nucléaires.) Puis, tandis que les ordinateurs commencent à dépeindre les résultats, le calme est revenu dans la grande sphère d'aluminium d'un peu plus de 2 mètres de diamètre et de 12 centimètres d'épaisseur.

Deux fois par jour, les équipes du Centre d'études de Limeil-Valenton (Val-de-Marne) dépendant de la direction des applications militaires du Commissariat

à l'énergie atomique (CEA) libèrent l'énergie d'un des plus puissants lasers du monde, Phébus, et la concentrent sur les quelques microgrammes de matière (1) que représentent la bille de verre et le gaz qu'elle contient. En moins d'un milliardième de seconde, cette énergie d'une dizaine de kilojoules délivrée par deux faisceaux lasers est absorbée par la matière. Le choc est terrible et, pour prendre une image, ses effets sont ceux que donnerait « la mise à feu de 20 kilos de TNT dans un volume de 1 centimètre cube ».

Changer de longueur d'onde

On imagine mal qu'il soit possible de simuler des phénomènes aussi violents, voire plus violents. Mais les chercheurs sont, pour des raisons techniques, encore loin de faire fonctionner leurs machines à pleine puissance. Pas plus au Centre de Limeil-Valenton qu'à Livermore (Californie), où les Américains utilisent un laser à dix

faisceaux (Nova) quatre à cinq fois plus puissant que Phébus. Ils craignent que les faisceaux lumineux produits par le laser ne fassent exploser les barreaux de verre « dopé » au néodyme.

Pourtant, l'énergie de départ délivrée par la machine est faible : de l'ordre de quelques millijoules concentrés dans un faisceau de lumière de quelques millimètres de diamètre dont la longueur d'onde (1,05 micron) correspond à une émission de lumière dans l'infrarouge.

Progressivement, ce faisceau, que l'on a découpé, « se gonfle d'énergie » lors de son passage dans des sortes de boîtes (amplificateurs) à l'intérieur desquelles crépitent des flashes au xénon. Résultats : à la manière d'un fleuve dont l'apport en eau des rivières fait grossir le courant, le faisceau augmente de taille, au point que, après avoir parcouru quelque 250 mètres, son diamètre est multiplié par quarante et son énergie par dix millions. On comprend donc mieux qu'existe une limite au-delà de laquelle l'énergie du laser est telle que les barreaux de verre traversés explosent (2). Cela s'est déjà produit sur Nova, ce qui a contraint les Américains, comme les Français, à travailler à la moitié de la puissance disponible.

Malgré cela, la lumière émise par le laser ne répond pas totalement aux besoins des chercheurs de Limeil et de Livermore. En fait sa longueur d'onde n'est pas assez faible, car, explique le directeur des applications militaires du CEA, M. Alain Vidéart, « plus elle est basse, mieux elle est absorbée par un milieu de très forte densité ». C'est pourquoi, avant de focaliser les deux faisceaux sur la cible, il faut changer la longueur d'onde de la lumière en la faisant passer dans une fenêtre transparente formée de monocristaux de phosphate de potassium, dont la croissance ne demande pas moins d'un an.

D'invisible qu'elle était parce qu'émise dans l'infrarouge, la lumière devient verte (0,53 micron) ou bleu-violet (0,35 micron). Certes, le rendement de la machine s'en ressent.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.
(Lire la suite page 18.)

(1) Milligrammes de gramme.
(2) Les verres utilisés sont coulés dans des réservoirs de platine. Or, lors de la fusion du verre, il peut arriver que de petites quantités de ce métal se mélangent au verre. Lorsque le laser frappe le barreau de verre, le platine inclus est alors violemment vaporisé, ce qui provoque des augmentations de pression considérables dans le verre, qui explosent aussitôt.

هكذا من الاجل

BROUILLARDS ACIDES

Si les pluies peuvent être acides, certains brouillards le sont plus encore. Dans les brumes qui masquent le ciel californien, des chercheurs viennent en effet de trouver des concentrations « anormales » de pesticides et de produits issus de leur décomposition. Comme le souligne un article paru dans le numéro du 13 février de la revue britannique *Nature*, l'analyse de ces brouillards et des transformations chimiques conduisant à leur formation devrait permettre de recueillir des informations intéressantes sur l'origine des pluies responsables du dépérissement des forêts et de la stérilisation des lacs.

On savait l'Europe du Nord et du centre, ainsi que l'est de la France, touchés par ces pollutions dont le principal responsable est l'oxyde d'azote. Mais sur le continent américain, la Canadienne et les Etats-Unis souffrent aussi de ce fléau. Au point qu'en 1984, le *Worldwatch Institute* de Washington a publié un rapport qui évaluait à environ 5 millions d'hectares (4 millions en Europe et 1 million aux Etats-Unis) le couvert forestier menacé de dépérissement par ces pluies polluantes (le Monde daté 24-25 février 1985).

On comprend donc l'intérêt que manifestent les chercheurs américains pour cette acidité qui affecte non seulement les pluies, mais aussi les brouillards. Trois d'entre eux (1) ont prélevé une série d'échantillons à Belvidere, une banlieue résidentielle située à une quinzaine de kilomètres de Washington, ainsi que sur plusieurs zones de cultures de la vallée californienne de San-Joaquin. Ils y ont décelé la présence de particules diverses appartenant à seize pesticides — surtout des substances organophosphorées et leurs analogues oxygénés — et à plusieurs herbicides, en quantités évidemment plus abondantes au-dessus des régions agricoles. Mais il y a plus : le teneur en insecticides organophosphorés mesurée dans ces brouillards est vingt à trente fois supérieure à celle généralement

détectée ailleurs, dans les pluies acides. Au point que les chercheurs n'hésitent pas à qualifier ces concentrations d'« anormales ».

Pourquoi les gouttelettes de brouillard se trouvent-elles ainsi « enrichies » en produits polluants ? Nul ne le sait, et l'on se contente d'observer que ce phénomène est plus prononcé lorsque les pesticides sont hydrophobes que lorsqu'ils sont hydrophiles. Cela n'empêche pas les chercheurs de proposer des hypothèses pour expliquer l'origine de cet « enrichissement ». L'écume qui surmonte les vagues des échantillons prélevés les amène à penser que les brouillards renferment, outre les pesticides, des composés organiques tensioactifs (analogues à ceux qui font mousser les savons). « Bien que nous n'ayons pas de preuves expérimentales », écrivent les auteurs de l'article, il paraît raisonnable de penser que ces produits tensioactifs sont présents en quantité suffisante pour former un film organique à la surface des gouttelettes. Ces films, placés à l'interface de l'air et de l'eau, pourraient avoir pour effet de concentrer les pesticides à l'intérieur des gouttes.

De tels brouillards — qui peuvent de surcroît disperser les pesticides assez loin des lieux où ils ont été répandus — ne sont pas sans danger pour la végétation. Car lorsque les brumes se dissipent et que l'humidité s'évapore, « les résidus organiques peuvent s'accumuler à la surface des plantes ». Compte tenu de leur influence sur l'environnement, ces brouillards, qui peuvent « concentrer, disséminer et déposer des polluants organiques atmosphériques », mériteraient qu'on leur accorde « une plus grande attention ».

E. G.

(1) D. Grosfeyt et L. Lijedahl, travaillant à l'Agricultural Environmental Quality Institute à Belvidere (Maryland), et J. Seiber, du Département of Environmental Toxicology de l'université de Californie.

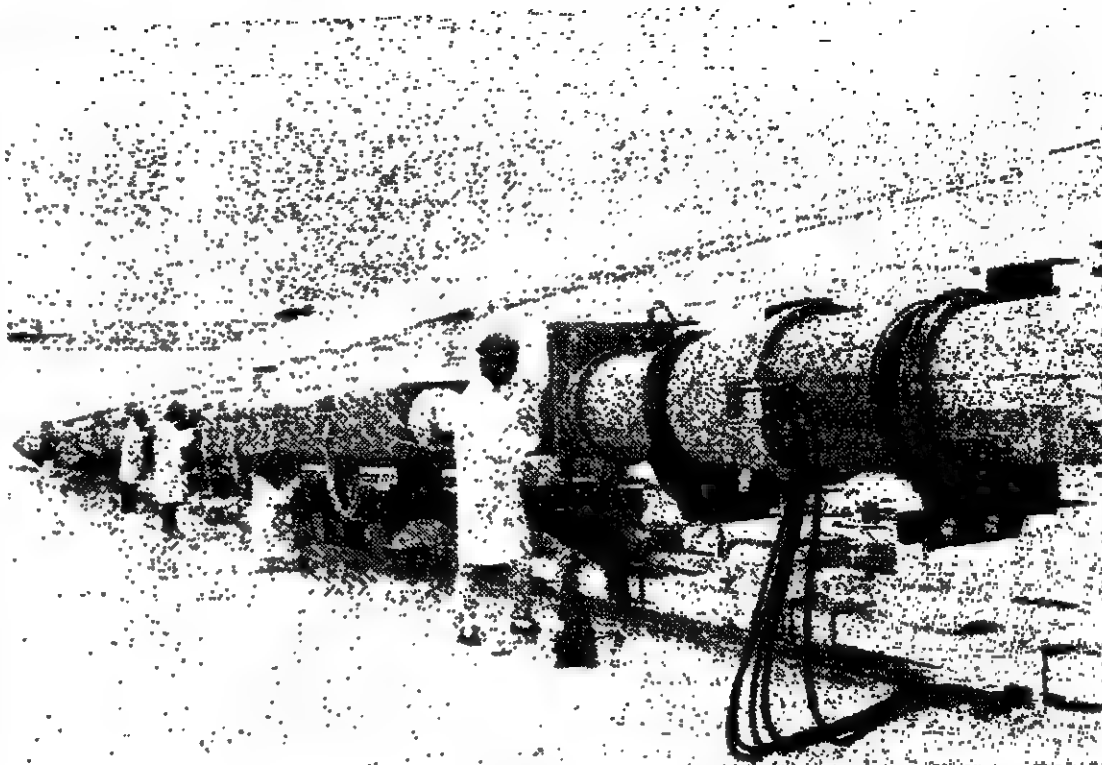
Les fournaises du laser Phébus

(Suite de la page 17.)

La puissance disponible, qui était de 20 000 milliards de watts (20 térawatts) dans l'infrarouge, passe respectivement à 13 et à 10 térawatts. Ainsi peut-on créer en laboratoire des soupes de matière, des « plasmas », faites d'atomes ionisés (3) et d'électrons ayant une densité et une température telles qu'il devient possible d'y étudier les réactions qui président à la fusion thermonucléaire. En cela Phébus, bien que moins puissant que le laser Gekko de 30 térawatts à douze faisceaux construit par les Japonais à Osaka, est plus performant dans la mesure où la machine japonaise ne travaille pas dans la longueur d'onde la plus petite.

Tout cela explique l'intérêt porté, dès 1962, par le Commissariat à l'énergie atomique et la direction des recherches et moyens d'essai dépendant du ministère de la défense à la mise au point d'une source de lumière exceptionnelle permettant, comme le précise M. Roger Baleyra, du CEA, de « mieux comprendre la physique des armes ». Bien sûr, il n'est pas question de reproduire en laboratoire l'explosion d'un engin, mais plutôt de « s'approcher, par des expériences, de la réalité de certains phénomènes élémentaires intervenant dans l'explosion d'une bombe H) pour confronter ensuite les enseignements recueillis avec les modèles développés par les physiciens qui travaillent sur les armes ».

C'est la raison pour laquelle les chercheurs de Limell ont très tôt disposé de sources laser très puissantes, allant même jusqu'à mettre en évidence les premiers, en 1969, la production de réactions de fusion thermonucléaire par interaction laser-matière. Depuis, il y a eu le laser F 102 de 100 joules à un laser Phébus, puis Octal (2 kilojoules) à huit faisceaux et, enfin, Phébus, dont le premier tir a eu lieu le 20 décembre 1985. Phébus, dont certains des équipements optiques sont identiques à ceux qu'on développe les Américains pour Nova. A cela, plusieurs



Une source à limell à Limell-Vallée.

raisons qui tiennent à la fois à la reconnaissance des compétences françaises par les chercheurs d'outre-Atlantique, mais aussi à la fourniture conjointe de matériels à des prix intéressants (4). Car un tel ensemble se paie cher, et même très cher.

Si la construction de Nova, inaugurée en avril 1985, a réclamé quelque 176 millions de dollars, celle de Phébus a coûté 542 millions de francs, auxquels il faut ajouter chaque année environ 100 millions de francs destinés au fonctionnement de l'appareil et à la préparation des expériences. Mais le progrès des armements nucléaires français est à ce prix. C'est pourquoi on pense déjà, dans tous les grands pays impliqués dans ce type de recherche, à la prochaine étape : celle des lasers à électrons libres.

En effet, explique Claude Patou, responsable du projet Phébus, « nous sommes aux limites de ce que l'on peut faire avec ce type de laser. On sait maintenant comment déposer une énergie de 100 kilojoules sur une cible microscopique, mais, pour des raisons de tenue thermique des matériaux, il sera difficile d'aller plus loin et d'obtenir les mégajoules (mille fois plus) dont on aura besoin dans l'avenir ».

En revanche, les lasers à électrons libres le permettront, avec d'autant plus de facilité qu'une même machine peut, contrairement à un laser traditionnel, offrir une large gamme de lumière utilisable. Autant qu'on cite ainsi bien l'intérêt des civils que celui des militaires.

A quand donc la première machine de ce type en France ? Nul ne le sait précisément. Mais

le CEA se penche activement sur le sujet, d'autant que les Américains, certains de pouvoir réaliser rapidement une machine performante avec les technologies existantes, paraissent vouloir avancer à grands pas. Mais, pour les très grandes puissances, ce sera bien sûr une tout autre affaire.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(3) Au-delà d'un certain niveau d'énergie, les atomes sont littéralement « épluchés » de leurs électrons. Ils deviennent alors des ions, qui, avec les électrons, forment un plasma. A Limell, le gaz contenu dans les sphères est le gaz souvent un mélange d'hydrogène (deutérium) et d'isotopes (tritium). La fusion de ces deux corps dégage une importante quantité d'énergie, d'où son intérêt pour la réalisation des bombes H.

(4) Une substance d'extrême pureté française est utilisée dans la construction de Phébus.

SECTEURS DE POINTE

Robots fermiers

Pour cueillir, traire et couper du bois...

MAGALI, prototype du premier robot cueilleur de fruits, a été présenté par le Centre national du machinisme agricole, du génie rural, des eaux et des forêts (CEMAGREF), fin 1986. Cette année, les ingénieurs et techniciens de cet établissement public vont expérimenter un robot traieur conçu pour supprimer l'esclavage que représente la traite — les vaches iront se faire traire à volonté — et continueront leurs travaux sur le bras robotisé d'éclaircir les forêts. « Dans trois à cinq ans, ces robots agricoles seront opérationnels, et nous estimons que, trois ans plus tard, ils seront au stade de la production en série », prévoit M. Jean Lucas, directeur du département « machinisme agricole ».

Le marché potentiel du robot agricole est évalué à 1 milliard de francs pour 1995. Il est à la portée de notre industrie, mais peu de

monde travaille, en France, sur ce secteur. Deux petits laboratoires à Bordeaux, à l'Ecole nationale supérieure d'électronique et d'électricité (ENSEE) — des ébauches de robots pour la récolte d'asperges et pour la taille de la vigne sont réalisées — et à l'Ecole nationale supérieure des arts et métiers (ENSAM). Ailleurs, une vingtaine d'ingénieurs et de techniciens, dont une moitié au CEMAGREF, et l'autre dans des instituts scientifiques (laboratoire d'automatisme et de micro-électronique de Montpellier, Institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille...) et chez des industriels (Pellenc et Motte, Luchaire...). « Il nous en faudrait le triple si nous ne voulions pas qu'Italiens, Israéliens, Américains et Allemands nous doublent. Enfin, une structure industrielle, allée à une société de haut niveau compétente en électronique et en électromécanique complexe associée avec Renault Agriculture, serait nécessaire », soutient M. Jean Lucas, qui ne cache pas son pessimisme.

Un matériel « zéro panne »

Au départ, un constat : le robot agricole n'est justifié ni par le danger, ni la différence des robots de l'industrie nucléaire ou d'exploitation sous-marine, ni par la nuisance, contrairement aux robots de peinture et d'assemblage. Il n'a pas besoin d'offrir une meilleure qualité de travail que ceux de soudage et d'assemblage. En outre, la sécurité de la production ne le justifie guère puisque l'agriculteur ne fait pas grève.

Ne bénéficiant d'aucun de ces « plus », le robot agricole a tout intérêt à être le moins cher possible (l'objectif étant de 300 000 F pour le robot traieur et de 500 000 F pour le cueilleur de fruits), tout en possédant une fiabilité maximale, car l'agriculteur ne pourra faire appel à l'aide des techniciens qualifiés comme dans une entreprise. Il doit donc disposer d'un matériel « zéro panne », qui n'a cependant pas besoin d'une précision au dixième de millimètre. Le CEMAGREF privilégie donc la conception de robots spécifiques. Cette spécificité passe par l'imagination de bras, de logiciels, de capteurs et d'une électronique propres à la robotique agricole. Un pari que ne font pas les Allemands et les Néerlandais, qui, pour un robot traieur, font appel à un constructeur de robotique traditionnelle.

Les concrétisations d'une telle démarche sont multiples. Ainsi, le capteur de détection des fruits dans l'arbre mis au point pour Magali est original, d'après ses créateurs, dans la mesure où il est le premier à reconnaître les fruits par leur signature spectrale. Il utilise trois caméras filtrées chacune sur une longueur d'onde bien déterminée et calcule en temps réel un polygone combinant la luminosité d'un même point selon les trois longueurs d'onde. Une technique qui ne permet cependant pas encore de déterminer quels sont les fruits les plus mûrs mais qui demande moins de puissance de calcul que des méthodes de reconnaissance plus traditionnelles.

Les bras du robot traieur sont sommaires par rapport à ceux que l'on trouve dans les entreprises. Mais le robot agricole a « l'avantage de pouvoir supporter le coup de pied d'une vache », remarque M. Jean-Bernard Montalescot, coordonnateur de ce programme. Sa structure fait appel à une mécanique traditionnelle.

son moteur électrique à courant continu revient à 300 francs pièce et « casse le prix » de la robotique. « Cette recherche d'un bon prix est la contrainte la plus difficile à tenir, insiste le responsable du département « machinisme agricole », d'autant plus que les contraintes de ce milieu sont énormes. Les robots doivent par exemple être lavés au jet d'eau chaude sous pression et avec des produits chimiques. Aciers inoxydables, joints résistants aux solvants, boîtiers étanches, compensateurs de pression, systèmes électroniques fonctionnant de -40 °C à +70 °C sont de rigueur.

Ces contraintes techniques et financières résolues, le robot agricole sera-t-il pour autant apte au travail à la ferme ? En dépit des assurances du CEMAGREF, l'avenir du robot semble passer non seulement par des technologies spécifiques mais aussi par une meilleure maîtrise du vivant. Pour la traite, une sélection génétique des mamelles afin d'éviter les erreurs de repérage des trayons et, pour la cueillette, l'étude des phénomènes de mûrissement semblent par exemple indispensables.

Il faudra aussi que le robot soit compris et donc accepté par les agriculteurs. « Si la robotique agricole est inéluctable, remarque M. Jean-Marc de Montis, secrétaire général adjoint du Syndicat général des constructeurs de tracteurs et de machines agricoles (SYGMA), la rapidité de sa diffusion va dépendre des agriculteurs ». Leur formation à ces nouvelles technologies, comme la mise en place de réseaux de distribution du machinisme agricole, est donc cruciale. On peut regretter que l'impact de ces technologies sur le milieu rural soit trop peu étudié.

DIDIER GOUT.

Demain

TRANSISTORS DE DIAMANT

Le diamant à l'état pur a de très grandes qualités : il est extrêmement dur, très bon conducteur thermique, résistant à la corrosion, d'une très grande transparence, et bon isolant électrique. Rien d'étonnant à ce qu'on ait tenté d'utiliser ces performances pour des besoins industriels. Les diamants naturels étant rares, on les a créés, dès 1955, les premiers diamants synthétiques, il y a une dizaine d'années, les Soviétiques ont exploré une autre voie en réalisant, à faible pression, les premiers films de diamant en couches minces de quelques microns. Les Japonais ont suivi quelques années après sans que cela fasse grand bruit.

Mais les Occidentaux, et notamment les Américains, viennent de réaliser que des diamants sous forme de films minces pourraient avoir de multiples applications civiles et militaires : revêtements abrasifs, outils de coupe, lunettes et lentilles. Les responsables de l'initiative de défense stratégique (IDS) ont lancé il y a peu un programme de recherche sur le diamant, le Diamond Technology Initiative, lui allouant une somme de départ de 2,7 millions de dollars. Le diamant possédant par ailleurs la même structure cristalline que le silicium, composant de base des circuits électroniques, une société japonaise, Sumitomo Electric, songe à réaliser des transistors de diamant qui seraient peu sensibles aux températures et aux rayonnements. Mais cela demandera encore plusieurs années d'efforts.

DES TRAINS « MAGNETIQUES »

Le train expérimental à suspension magnétique japonais MLU-001 a atteint, début février, la vitesse de 400 km/h pendant une heure, battant ainsi le record détenu par la RFA depuis décembre 1985 —

385 km/h — pour un train du même type. La performance japonaise a été obtenue en doublant la capacité électrique de la voie de 7 km, à Miyazaki (Kyushu), où sont effectués les essais. Les trains à suspension magnétique n'ont pas de roues, mais « flottent » au-dessus de la voie grâce à un « coussin » magnétique. Ce type de train, propulsé par moteur linéaire, est un axe de recherche pour les trains à grande vitesse autres que ceux sur roues. Mais le coût élevé de la voie reste un obstacle au développement de cette technique à des fins commerciales. Néanmoins, les premiers essais d'un prototype de train à suspension magnétique, MLU-001, transportant quarante-quatre personnes à la vitesse maximale de 420 km/h, devraient débuter en mars à Miyazaki.

QUASARS ROUGES

Des astronomes de l'Institut d'astronomie de Cambridge (Grande-Bretagne) pensent avoir détecté le premier quasar doté d'un redshift de 4,01 (1). Les redshifts, précédemment observés dépassaient rarement 3,5 et les plus importants à ce jour, 3,78 et 3,90 — ont été décelés en 1985 par des astronomes britanniques et américains. Le redshift (ou glissement vers le rouge) des quasars est dû au fait que la lumière qu'ils émettent est fortement décalée vers la partie rouge du spectre.

Ce décalage s'explique par leur très grande vitesse d'éloignement, proche de la vitesse de la lumière (300 000 km/s). Ce nouveau redshift de 4,01 apporte de l'eau au moulin des tenants de la théorie de l'univers en expansion, ou big-bang. Selon eux, l'univers s'est créé il y a vingt milliards d'années à la suite d'une explosion de matière originelle, et, depuis, les corps célestes comme les quasars et les galaxies s'éloignent les uns des autres à grande vitesse.

(1) *Nature*, 8 janvier 1987.

Édition du 8, 9 et 10 avril 1987
PARIS

PROLOG ET SES APPLICATIONS

- Concepts de base
- Structures complexes
- Applications à l'intelligence artificielle

Pour tous renseignements :
Nicole Poulain
PROLOG LA Luchaire
Case 919, 12280 Marville Cedex 9
Tél. 91.26.96.92

PROLOG

Femmes : les jours fragiles

Une étude française sur la corrélation entre le cycle menstruel et les tentatives de suicide

UNE étude médicale de l'hôpital Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne) apporte un éclairage nouveau sur l'aspect biologique des tentatives de suicide féminines (1). Ce travail original a été mené auprès de plus d'une centaine de jeunes femmes admises en urgence au centre hospitalier Henri-Mondor de Créteil (Val-de-Marne) après avoir tenté de mettre fin à leurs jours.

Les auteurs concluent à l'existence d'une corrélation entre la réalisation d'un tel geste et une situation hormonale particulière (une faible concentration en œstrogènes dans le sang) naturellement retrouvée à des moments particuliers du cycle menstruel. Outre qu'elle apporte de nouvelles données réduisant quelque peu la notion de libre arbitre en matière de suicide, la relation ainsi établie entre une situation hormonale ovarienne et les tentatives de suicide mériterait d'être approfondie et mieux prise en compte par le corps médical spécialisé.

Les liens entre des modifications du caractère ou du comportement

en fonction du cycle sont depuis longtemps suspectés. L'un des syndromes le plus connu est celui qualifié de « prémenstruel » et qui correspond à un ensemble de réactions survenant avec une plus ou moins grande fréquence et une plus ou moins grande intensité dans les jours qui précèdent les règles.

« Les syndromes prémenstruels existent, résume dans un remarquable ouvrage le docteur Bruno de Lignières. La très grande majorité des investigateurs, hommes ou femmes, gynécologues, endocrinologues ou psychiatres, est persuadée qu'un pourcentage important de la population féminine, approximativement 10 %, connaît des désagréments psychologiques et somatiques réellement pénibles dans les jours qui précèdent les règles (2). »

Circonstances atténuantes

Ces symptômes sont très nombreux et parfois difficiles à cerner avec précision. Plusieurs études ont par ailleurs souligné les conséquences socio-économiques d'un tel

syndrome. Ce dernier peut être chez certaines femmes responsable d'une baisse de la capacité d'attention, des performances intellectuelles, gestuelles ou musculaires. Ce même syndrome peut aussi être à l'origine d'un accroissement de la fréquence des accidents professionnels. Tout comme d'un fort taux d'absentéisme féminin. « Nul doute, estime le docteur Lignières, que la science médicale se devrait d'avoir une opinion précise sur une affection ayant de telles conséquences économiques. »

« D'autre part, ajoute-t-il, les variations prémenstruelles de l'humeur peuvent dégrader les relations sentimentales et familiales des sujets qui en sont atteints. Il est évident qu'en elle-même cette conséquence justifie la recherche d'une réponse thérapeutique. »

Les premières suggestions concernant une corrélation entre criminalité et cycle menstruel remontent à la fin du dix-neuvième siècle. « En 1884, Lombroso et Ferrero signalaient que sur quatre-vingt femmes arrêtées pour violence, soixante et onze étaient réglées. En 1890, l'card rapporte qu'à Paris, sur cinquante-six femmes arrêtées pour vol à l'étalage, trente-cinq étaient réglées, et en 1945 Cooke prétend que 84 % de la criminalité féminine avec violence est commise dans les jours qui précèdent les règles (3). » Ces quelques données, amplement confir-

mées par ailleurs, demeuraient alors — sauf à reprendre les interprétations analytiques de la menstruation — totalement inexplicables.

Mais le développement des recherches en hormonologie et les travaux du docteur Katharina Dalton ont eu pour conséquence de créer en 1980 et 1981 en Angleterre une situation sans précédent. Jugent deux affaires d'homicide, des tribunaux britanniques admettent alors que les pulsions violentes ressenties par les deux accusées, âgées de trente et trente-sept ans, pouvaient être retenues comme circonstances atténuantes (Le Monde du 17 février 1982).

C'est dans ce contexte que se situe la nouvelle question posée par les auteurs de la publication du *Lancet* : existe-t-il, comme cela semble admis pour les comportements violents et agressifs, des liens statistiques entre tentative de suicide et syndrome prémenstruel ? Si oui, comment expliquer, et pallier, un tel phénomène ? « L'existence même d'une relation temporelle entre le cycle génital et les troubles est controversée, explique le professeur Jean-Louis Lejonec (département des urgences, hôpital Henri-Mondor, Créteil). Et lorsqu'un tel lien est reconnu, la période du cycle incriminée est variable d'un auteur à l'autre. » De même, les explications

biologiques fournies sur ce sujet pouvaient être totalement opposées, certains reliant les troubles du caractère à un excès d'hormones œstrogènes dans le sang, les autres à un défaut de ces mêmes hormones.

Œstrogènes

et souffrance morale

Les auteurs de l'article de *Lancet* ont, pour la première fois, effectué des dosages hormonaux précis auprès de 108 jeunes femmes (d'un âge moyen de 26 ans et demi). Toutes avaient tenté de mettre fin à leurs jours en absorbant de fortes doses de médicaments psychotropes (benzodiazépines ou antidépresseurs) plus ou moins associés à de l'alcool. Ces femmes avaient ensuite été hospitalisées dans le département des urgences médicales de l'hôpital Henri-Mondor (Créteil). Chez les 73 femmes qui n'étaient pas sous contraception orale, la tentative de suicide apparaît, selon les auteurs, associée à de faibles taux plasmatiques d'œstrogènes (œstradiol). De plus, ces tentatives se produisent plutôt durant la première semaine du cycle menstruel ou dans les jours qui précèdent les règles, c'est-à-dire précisément à une période où la concentration en œstradiol chute de manière spontanée.

Les auteurs en concluent que ces tentatives de suicide ne surviennent pas tout à fait au hasard sous la seule pression des événements extérieurs. « La diminution du taux d'œstradiol juste avant ou pendant les règles influence la décision du geste autodestructeur de plus d'une

femme sur deux », explique le docteur Bruno de Lignières. « Le niveau œstrogénique le plus bas du cycle menstruel normal est bien capable d'infliger à une partie de la population féminine une souffrance morale supplémentaire suffisamment forte pour que l'envie de vivre s'amenuise dans des proportions dramatiques. »

Chez les 35 utilisatrices de pilules contraceptives, aucune corrélation équivalente n'a pu être établie. Sans doute parce que les effets œstrogéniques dus aux contraceptifs modifient les équilibres hormonaux. Une donnée qui, parce que les femmes sous pilules œstrogéniques n'ont pas de véritables règles, fait dire au docteur de Lignières qu'elle « réduit considérablement la responsabilité longtemps supposée du tabou des règles et du rôle psychologique du sang menstruel. »

J.-Y. N.

(1) « Suicide attempts in hypogonadotropic phases in the menstrual cycle », *The Lancet* daté du 13 décembre 1985. Cette publication est signée par huit auteurs du CHU Henri-Mondor (Créteil), du service d'endocrinologie de la reproduction (hôpital Necker, Paris), de l'hôpital Sainte-Anne (Paris) et de la Fondation de recherche en hormonologie (Paris et Fresnes).

(2) *Les Syndromes prémenstruels*, Bruno de Lignières, Flammarion (collection « Médecine-Sciences » 1986), 122 pages, 110 francs.

(3) *Anomalies du comportement féminin et cycle menstruel*, de A. Tamborini et M.-A. Linoass-Lamothe, communication faite aux Entretiens de Bichat (5 octobre 1985).

Les débuts d'années, c'est la période des grandes résolutions. Nous avons décidé de ne plus rien cacher. De mettre notre passé dans toutes les mains. C'est vrai que Zenith existe depuis 1918. C'est vrai que Zenith a inventé la radio électronique (en 1926, c'est loin), le téléviseur à télécommande (en 1956, déjà) et bien d'autres innovations dont la radio portable, le très célèbre Trans-Océanic, copié et recopié depuis.

D'un portable à l'autre, il n'y avait qu'un pas à franchir. Celui de la micro-informatique. Soit le leader dans tous les domaines

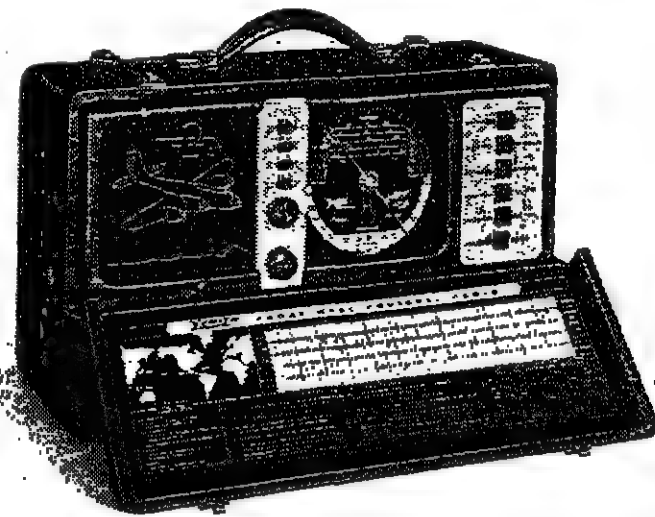
électroniques (un téléviseur sur 3 fabriqué aux USA est un Zenith et vous ne le savez pas), Zenith s'est installé très tôt sur le marché informatique. Et, très vite, nous avons pris la première position dans le domaine des terminaux, des moniteurs, des composants. Aujourd'hui, Zenith est l'un des premiers constructeurs de compatibles. Aujourd'hui Zenith c'est 30.000 collaborateurs, 65 pays et 2 milliards de Dollars.

Voilà. Les quelques lignes qui précèdent sont une large entorse à notre philosophie de discrétion. Penchons-nous plutôt

sur notre dernier-né, le Z-181. Toute la presse a crié au coup de génie. Nos revendeurs se l'arrachent. Nous n'en disons pas plus, 70 ans de modestie ne s'effacent pas d'un seul coup.

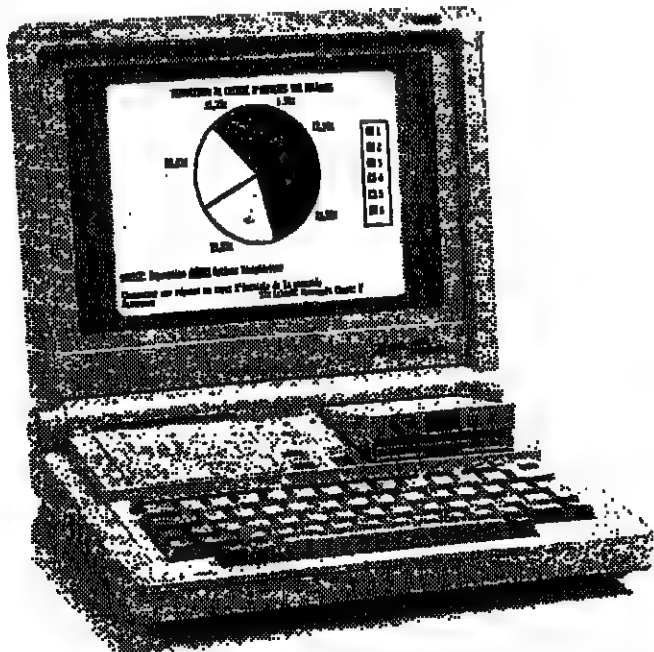
Zenith, 167-169, av. Pablo Picasso, 92000 Nanterre, tél. (1) 47.78.16.03.

ZENITH data systems
SINCE 1918 70 ANS D'AVANCE



1. La radio portable de Zenith le TRANS-OCEANIC (1940)

Quand on a créé la première radio portable, on avait une petite idée derrière la tête.



2. Le portable de Zenith le Z-181 (1987)

LE DÉSESPOIR SUR LE FIL

A bout du fil, la voix se brise en longs silences. Ce jeune de vingt-trois ans, venu de province, sans copain et sans travail, est en train de cracher. Il est seul, effondré, seul, avec ses boîtes de tranquillisants qui pourraient si bien le tranquilliser pour de bon. Il regrette d'avoir décroché le téléphone, pourtant il fallait parler, ici, à l'autre bout du fil, c'est SOS-Dépression.

Le psychiatre Alain Meunier, qui vient de créer ce standard, ne peut se contenter des 4 000 appels par an comparés aux 20 000 morts par suicide, lequel, rappelle-t-il, prend une ampleur « dramatique » en France : 10 000 en 1960, 15 000 en 1980, 20 000 l'an dernier. De plus en plus de jeunes se donnent la mort. Le suicide est devenu, chez eux, la deuxième cause de mortalité après les accidents de la route.

Sans acte médical

Alain est né, il y a trois ans, le service Urgences psychiatriques, sorte de SAMU pour les malades en crise. Un proche, parent ou ami, téléphone ; son interlocuteur se fait décrire l'état du malade et propose l'envoi immédiat d'un médecin psychiatre. Celui-ci, de garde chez lui, est appelé et se rend au chevet du patient, où il reste le temps nécessaire. Il écrit ensuite au médecin traitant.

SOS-Dépression s'adresse plutôt aux « accidentés de la vie », selon le mot d'Alain Meunier : adolescents en rupture d'affection, chômeurs entrés dans l'impasse, femmes qui se sentent glisser vers l'alcoolisme, PDG surmenés au bord de l'effondrement. L'intervention dans ce cas n'aboutira que rarement à un acte médical, sauf parfois à une psychothé-

rapie, mais le malade trouvera une écoute, celle d'un psychologue, qui saura l'apaiser et l'orienter.

Comme Urgences psychiatriques, SOS-Dépression voit le jour sans subventions officielles. « L'État, constate Alain Meunier, n'aime pas entendre parler de suicide. Les hommes politiques s'occupent des toxicomanes, car la toxicomanie, ça vient d'ailleurs. Tandis que, admette qui on se suicide beaucoup, ce serait reconnaître qu'ils n'ont pas su rendre la société accueillante. »

Alain Meunier avait déjà investi une centaine de milliers de francs pour Urgences psychiatriques. Dans quelques mois, ce sera une affaire rentable — qui ne sera jamais bénéficiaire étant donné qu'il s'agit d'une association 1901 — grâce à la rémunération des psychiatres intervenants. SOS-Dépression n'offre en revanche aucun espoir de ressources puisque sans perspective d'acte médical proprement dit. Un laboratoire pharmaceutique de Lyon a accepté de verser quelque 100 000 francs par an, en échange (peut-être, car rien n'est formalisé) de participation à des débats sous la bannière Duphar. Cette aide permet de couvrir les frais d'installation et d'abonnement des trois lignes téléphoniques et sera bien utile pour dédommager les dix psychiatres.

Si Alain Meunier a décodé de « renouveler l'aventure », c'est parce qu'elle lui permet, dit-il, d'écouter des malades qui ne viendraient peut-être jamais en consultation. « Ça m'évite de rester interné dans mon cabinet. »

CHARLES VIAL

* SOS-Dépression répond 24 heures sur 24 et 365 jours par an, au : 16 (1) 43-25-33-33.

droit public
concours
administratifs

Une année scolaire
aux U.S.A.
avec Eurolangues

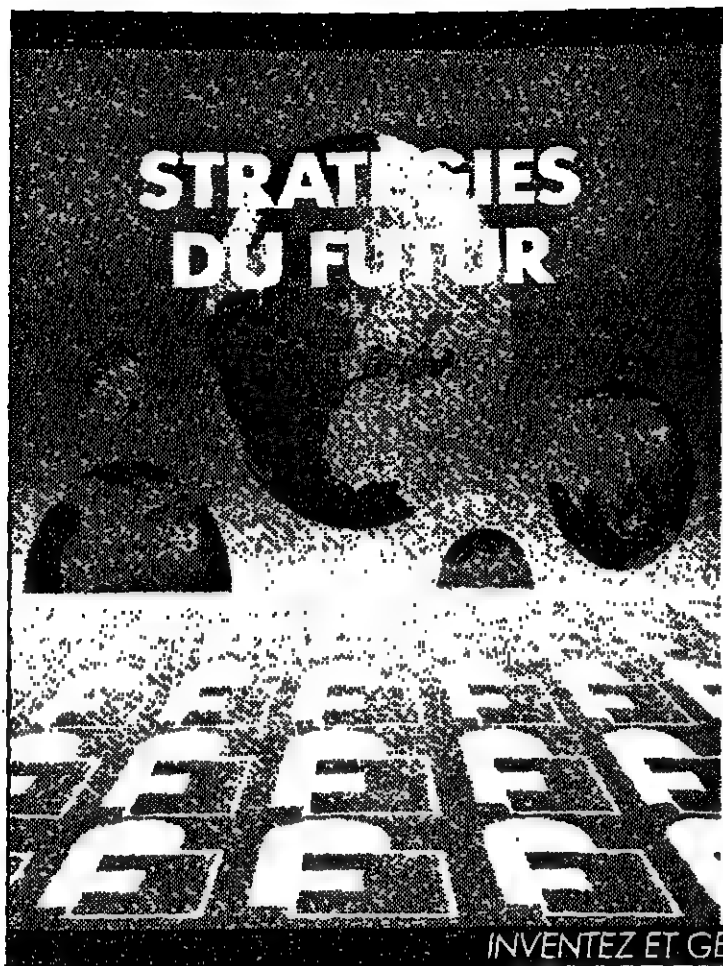
15 à 18 ans
Famille + High School
Plus de 18 ans
Collège

documentation sur demande
35, bd des Capucines 75002
Paris Téléphone (1) 42.61.53.35

هكذا من الاجل

صلى الله عليه وسلم

**SECTEURS
DE POINTE**



**INGENIEURS GRANDES ECOLES,
DEBUTEZ AVEC NOUS**

Notre groupe est l'un des leaders mondiaux en ingénierie d'installations nucléaires (7 500 personnes - 9,5 milliards de CA). Le savoir-faire acquis dans de nombreuses technologies de pointe, doublé d'un esprit constant d'innovation pour concevoir de nouveaux produits, sera un atout pour votre avenir. Nos divisions combustible et maintenance à l'exportation recherchent :

Ingénieurs génie atomique ou chimie nucléaire Réf. GA

Vous avez le goût des statistiques et de la micro-informatique. La pratique de l'anglais sera un atout vous permettant d'élargir vos responsabilités au niveau international.

Ingénieurs roboticiens Réf. IR

Vous développerez de nouveaux outillages et de nouveaux procédés.

Ingénieurs mécaniciens Réf. IM

Chargés d'industrialiser l'outillage spécialisé nécessaire à la réalisation des interventions en centrale. Pour cela, vous assurerez, par retour d'expérience, les améliorations nécessaires pour la mise à niveau de ces outillages.

Ingénieurs électriciens Réf. IE

Vous développerez des technologies nouvelles telles que microprocesseur et automate programmable.

Pour ces postes, nous souhaitons rencontrer des candidats capables de s'adapter à notre forte culture d'entreprise.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous référence choisie, à FRAMATOME LYON, Adresses Sociales-Emploi, 10 rue Juliette Récamier, 69008 Lyon.



INVENTEZ ET GEREZ POUR GAGNER.

**PEUGEOT
OUTILLAGE ELECTRIQUE**

300 MILLIONS F - 500 PERSONNES

CRÉE

dans son unité de production d'HERIMONCOURT près Montbéliard et Belfort le poste de :

Responsable Etudes INDUSTRIALISATION N.P. + transfert de technologie

Rattaché au Directeur Technique, en liaison étroite avec le Directeur Etudes (création), IL AURA LA DOUBLE MISSION DE : CONSTITUER UNE EQUIPE 115 techniciens et dessinateurs POUR L'INDUSTRIALISATION DES NOUVEAUX PRODUITS. • prendre en charge les problèmes de TRANSFERT DE TECHNOLOGIE (fabrication sous licence).

Poste voulu évolutif pour :

- Un INGENIEUR électromécanicien, d'environ 35 ans, diplômé ENSAM ou équivalent.
- ANGLAIS TRÈS FLUIDE (impératif)
- DOUBLE EXPERIENCE DE FABRICATION (2-3 ans en opérationnel) et surtout ETUDES - INDUSTRIALISATION (5 ans)

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé et rémunération) sous réf. 9893 à :

SC sélection conseil
98 BV DE VILLIERS 75017 PARIS

**Ariane, Airbus, TGV, Boeing,
s'offrent un grand nom de la Connectique : SOURIAU**

3500 personnes, 13 filiales, 8 usines : nous consacrons 8% de notre CA à la recherche et au développement. Notre Division Connecteurs Ronds et Rectangulaires - la plus importante - introduit la CAO et développe l'analyse de la valeur. Elle recrute pour sa Direction Technique :

Deux Ingénieurs Etudes et Développement

1^{er} poste :

Basé à Boulogne-Billancourt, vous serez responsable des études multi-produits, réaliserez les études fonctionnelles et consolideriez l'acquis technique pour l'ensemble de la division. L'animation d'une équipe de 4 techniciens et les contacts que vous entretenez avec les services techniques et fabrication ne seront pas le moindre de vos responsabilités. (Réf. JDB).

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, trois ans d'expérience en service études ou méthode, une bonne pratique de l'anglais... un profil idéal !

Adressez nous votre dossier de candidature avec votre rémunération actuelle à la Direction du Personnel, sous la référence choisie : 9 rue du Général Gallieni 92100 Boulogne pour la référence JDB, RN 23 - 72470 Champagné pour la référence JDTM.



PARTAGER LA PERFORMANCE

2^e poste :

Basé à Champagné/Le Mans, Responsable Produit, vous assurerez la définition, l'étude et le développement d'une gamme complète de produits de la division.

Vous serez la responsabilité des coûts et des investissements et animerez une équipe de plusieurs techniciens. (Réf. JDTM).

Telemecanique

les solutions de progrès

recherche pour sa
DIVISION (1700 personnes)
ACQUISITION DE DONNEES
DIALOGUE HOMME-MACHINE
située à ANGOULEME

**INGENIEURS
MECANICIENS**

Le poste :
Etudes de nouveaux produits électromécaniques pour constructeurs d'automatismes.

Formation :
Ingénieur Grandes Ecoles spécialisées en micromécanique

Expérience souhaitée :
3 à 5 ans.

Connaissances requises :
en électrotechnique et en électronique.

Adressez CV, photo et prétentions
TELEMECANIQUE Direction du Personnel
16340 ISLE D'ESPAGNAC T&L (45) 88.22.22.

**RESPONSABLE COORDINATION
DES SERVICES ACHATS**

MARCHES ELECTRONIQUES 300.000 +
20 km sud PARIS

Le Directeur des Achats d'un important constructeur français qui conçoit et réalise des systèmes de contrôle commande et des produits d'informatique professionnelle recherche son adjoint. La fonction comporte la coordination des services Achats des différents centres d'études et de production, la participation à l'analyse des produits stratégiques et la négociation de certains contrats. L'homme recherché est un grand professionnel des Achats dans le secteur Electronique. Doté d'une formation supérieure commerciale ou technique, il a la pratique des relations internationales, parle couramment l'anglais et a l'expérience de Chef de service Achats dans une Société d'Electronique.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV prétentions) à A&L Publicité, 3, rue de Liège 75009 Paris, sous réf. M2CA.

**DIRECTEUR D'USINE
MONTPELLIER**

Jeune entreprise internationale, spécialisée dans la haute technologie médicale, ABX confirme son expansion en France et à l'étranger.

Un exemple à valeur de symbole : la construction d'une nouvelle unité de production à MONTPELLIER. Sur une surface de 2 000 m², ce sont 1 000 à 1 500 machines qui pourront y être produites chaque année.

Note objectif : d'ici 1 an, doubler le CA et notre production d'automates d'analyse. Pour le futur DIRECTEUR de cette usine, il s'agit bien d'un challenge fantastique à la

dimension d'un engagement et d'un professionnalisme à toutes épreuves. Vous avez 35-40 ans environ, et déjà une expérience équilibrée à un haut niveau de management.

A vous de démontrer et de prendre en main l'organisation humaine et technique de l'usine et de prouver ainsi vos qualités d'homme de décision et de communication. Pour conduire votre carrière au sommet de la performance : un coup de fil vaut mieux qu'un long C.V. ! Contactez les collaborateurs d'ALLO-CARRIERES ou (1) 45.02.15.74.

Elles vous informèrent et vous conseilleront rapidement et en toute discrétion (du lundi au vendredi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 17 h - Précisez la réf. 504).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 504/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.

(1) 45.02.15.74

Nous sommes l'un des tout premiers Groupes Industriels Européens. Dans le cadre du développement de notre Direction des Etudes nous recrutons :

INGENIEUR INFORMATICIEN

débutant ou 1^{ère} expérience

Au sein du service d'analyse scientifique, vous serez intégré à une petite équipe "logicielle".

Vous aurez la responsabilité du développement et de la maintenance des procédures sur CRAY et IBM (VM/CMS). Vous serez chargé de l'étude de nouveaux langages graphiques et de leurs applications. Vous participerez au choix des matériels (terminaux et stations de travail) et assisterez par vos compétences informatiques les ingénieurs du service.

Diplômé de Grande Ecole (dominantes Mécanique et Informatique) vous avez acquis une bonne connaissance du Fortran. Vous êtes motivé par un poste ouvert, permettant d'allier les activités d'étude et le rôle de conseil. Réf. I/CA.

Ces deux postes exigent une bonne lecture de l'anglais.

L'importance du Groupe garantit un haut niveau d'évolution technologique. D'intéressantes perspectives de carrière vous seront offertes dans votre spécialité ou vers des responsabilités très diversifiées, techniques ou organisationnelles.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi, à notre Conseil : SOCIETE ANNE MILCENT - 5, rue de Turbigo, 75001 PARIS.

INGENIEUR SYSTEME

débutant ou 1^{ère} expérience

Intégré à une petite équipe chargée des traitements informatiques pour l'exploitation des essais sur systèmes TEMPS REEL (MASSCOMP/UNIX) vous serez le garant du système et de ses données.

Vous assurerez l'optimisation du fonctionnement des matériels et logiciels. Vous développerez ou ferez évoluer des logiciels "temps réel" permettant la saisie des mesures. Vous participerez au choix de tout nouvel investissement et exercerez un rôle de conseil pour les systèmes d'exploitation équipant d'autres sites d'essais.

Diplômé de Grande Ecole (dominantes Electronique et Informatique) vos connaissances en matière d'automatisme et de traitement du signal seront appréciées. Réf. IS/CA.

UN GRAND GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS

recherche

le futur responsable de ses études
fluides et électricité

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs (X, Centrale, Mines...) et ayant de fortes capacités techniques et de négociation, il participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique énergétique du Groupe.

Envoyer C.V. et photo à INTERMEDIA - Réf. 639
9 bis, rue Lable - 75017 PARIS, qui transmettra.

SECTEURS DE POINTE

Synthelabo

recherche pour son unité
de production chimique située
à Mers-les-Bains (Flandres Françaises)

UN TECHNICIEN DE LABORATOIRE

DUT Chimie Analytique

pour assurer la mise au point analytique et la
mise en œuvre des techniques d'instrumenta-
tion et de calibration.

De bonnes connaissances et/ou une expérience
d'environ trois ans dans un domaine identique
sont indispensables.

Adresser lettre manuscrite,
curriculum-vitae, photo et prétentions
sous la référence 898 à l'attention
de D. VOLTZ - SYNTHELABO
22, avenue Cahliée
92350 LE PLESSIS ROBINSON.

Jeune ingénieur électronicien

Nous sommes un groupe employant plus de 800 personnes, très spécialisé dans le développement de nouvelles technologies (déposés de céramiques minces, bombardement ionique...). Nous sommes devenus un des leaders mondiaux, avec des applications dans l'aérospatiale, le spatial, le nucléaire, l'automobile, etc. Pour renforcer notre centre de recherche, nous souhaitons recruter un jeune ingénieur débutant, ou quasi débutant, diplômé d'une grande école. Après une période de formation à nos technologies, il prendra en charge le développement de la fonction électronique (électronique de puissance, asservissement, régulation). Notre forte expansion tant en France qu'à l'étranger, permet d'offrir des opportunités de carrière intéressantes pour un candidat équilibré, curieux et ayant le goût d'entreprendre. Une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable. Le niveau de rémunération proposé est très motivant. Une voiture de service est fournie. Le poste est situé en grande banlieue nord. Ecrire en précisant la référence S/8158M. (PA Minus) 36.14 code PA.

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graines - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Ingénieur organisation et informatique



SINORG

La filiale d'un grand groupe du
secteur tertiaire recherche un
spécialiste de l'organisation

appliquée à l'informatique. Rattaché au directeur de la société, il sera chargé de l'analyse approfondie des procédures suivies dans les différents services et apportera les modifications permettant de simplifier l'exécution et le coût des tâches administratives. Il assurera ensuite la conception et supervisera la mise en œuvre de solutions informatiques adaptées à l'évolution de l'organisation. En permanence instruit de la modernisation des techniques de traitement de l'information, il optimisera la performance du matériel existant et pourra proposer l'acquisition de nouveaux systèmes. Le poste, basé à Paris, s'adresse à un candidat de formation ingénieur ou MAGE, possédant une expérience d'au moins deux ans en informatique et organisation. La connaissance de l'environnement IBM 36 est un atout.

Adresser les candidatures en précisant la référence B/5918M à:
Madame M.C. FRILLEY,
SINORG - Département Ressources Humaines
7, rue Royale - 75008 PARIS.

Ingénieur Physico-Chimiste des études aux applications

Un sens aigu des réalités concrètes, aptitudes spéciales à la communication et une ouverture à la pluridisciplinarité sont les premières qualités de votre personnalité. Votre formation de type ESPCI, EAHP ou équivalent et votre goût pour la chimie macromoléculaire vous permettront de rejoindre une de nos équipes de développement des verres optiques organiques.

Notre première place dans ce domaine, en particulier sur le marché américain, l'importance de notre groupe et notre volonté générale d'appliquer les valeurs individuelles seront autant de chances pour votre évolution.

Merci d'adresser votre CV manuscrit, lettre, photo et prétentions sous réf. 118 à:
ESSILOR INTERNATIONAL - Service Affiliations
57, avenue de Coté - 92085 SAINT-MAUR CEDEX



ESSILOR

UNE EXPERIENCE DE FORMATEUR A L'ETRANGER

INGENIEURS (Grandes écoles ou Universitaires) TECHNICIENS SUPERIEURS (BTS/DUT...)

Réf. 91525/LM

Réf. 91526/LM

Jeune diplômé ou professionnel confirmé en ELECTROMECANIQUE ET/OU ELECTRONIQUE, vous parlez couramment l'anglais. Outre de bonnes connaissances en matière de systèmes complexes, vous possédez une expérience probante de formateur.

Dans un premier temps, vous serez responsable de la préparation et de la rédaction des cours, au sein de notre établissement situé en proche banlieue ouest de Paris. Vous serez ensuite chargé de former sur site (Arabie Saoudite) les équipes techniques de nos clients, en particulier au niveau maintenance, mise en œuvre et exploitation de systèmes haute technologie.

Cette mission à double volet s'inscrit dans le cadre d'un contrat à durée déterminée de 2 à 4 ans. Rémunération motivante. Nombreux avantages.

Merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant la référence du poste choisi à Mr GUICHARD - THOMSON-CSF COOPERATION - 147, rue Yves Le Coz - 78000 VERSAILLES.

THOMSON-CSF



C.A. 150 millions de francs - 200 personnes dont 150 ingénieurs et techniciens. Implantée en France et aux USA. Nous sommes une société spécialisée dans la conception et la réalisation de systèmes d'automatismes dans différents domaines : pages, contrôle d'accès, gestion des temps - gestion technique centralisée. Nous recherchons pour renforcer nos équipes un

Chef de projet

Dans le cadre de la réalisation de systèmes informatiques, vous serez chargé de l'animation d'une équipe d'ingénieurs et de techniciens, depuis les spécifications des systèmes jusqu'à leur mise en service en France et à l'étranger. Ce poste qui nécessite de solides compétences en informatique temps réel (matériel Intel ou Dac) et en réseau, s'adresse à un ingénieur diplômé possédant une expérience minimum de 3 ans. Anglais courant - Poste basé à Paris.

Patrick LECLERC vous remercie de lui adresser votre dossier de candidature sous la référence MPL/SY/CP à

ORBIS

ORBIS CONSEIL EN RECRUTEMENT
10, rue Arber - 75009 PARIS

Animer et gérer la productivité

Situé en Normandie près de Dieppe, notre usine fait partie du groupe Legrand connu pour sa position de leader sur le marché de l'appareillage électrique d'installation.

Nous recherchons aujourd'hui pour appuyer notre groupe, un ingénieur Méthodes qui saura concevoir et coordonner une équipe de Techniciens Méthodes (11 personnes).

L'essentiel de votre mission sera d'améliorer la productivité, faire progresser les méthodes et les moyens de fabrication touchant à différentes technologies.

Nous comptons beaucoup sur votre goût des contacts, votre esprit d'analyse, de recherche et d'initiative, votre sens de la conviction pour suggérer et stimuler la mise en place de nouvelles procédures et méthodes pour notre usine.

De formation supérieure (Ingénieur, AM, INSA, ENSI, ENI), vous débutez ou possédez une première expérience en milieu industriel, vous avez en plus l'ambition d'évoluer au sein d'un grand groupe.

Merci d'envoyer votre dossier de candidature (lettre + CV + photo), à M. Alain DUVAL, Service du Personnel, Legrand Derl, Le Val Vernier, Brachy, 76730 Barcleville en Caux.

legrand

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIEUR
METHODES

INGENIE

هكذا من الامم

SECTEURS
DE POINTE

Equipementier automobile

Cette société (260 personnes - 200 millions de chiffre d'affaires), filiale d'un important groupe allemand, pour faire face à l'expansion rapide qu'elle connaît, deux postes d'ingénieurs.

Ingénieur d'application

Sous l'autorité du directeur marketing, il devra assurer la liaison permanente entre les bureaux d'études des constructeurs automobiles et les bureaux d'études de l'entreprise en France et en RFA. Responsable de la mise au point technique d'un produit en termes de délais et de coûts, il doit absolument connaître l'allemand. Ce poste ne peut convenir qu'à un ingénieur mécanicien ayant acquis une expérience dans le secteur automobile. Des compétences techniques sur les pièces de sécurité sont un atout. Une disponibilité pour voyager est nécessaire. Réf. A/D 2826M.

Jeune ingénieur mécanicien

Affecté à la direction de la qualité, il prendra plus particulièrement en charge, l'amélioration et le contrôle de la qualité des équipements de fabrication. Ingénieur mécanicien, il a de réelles compétences en automatisation, hydraulique et pneumatique. À moyen terme, son potentiel doit lui permettre d'évoluer vers d'autres fonctions, soit au niveau de la direction de la qualité, soit en production. Connaissance de la langue allemande souhaitable. Réf. A/D 2827M.

Les postes sont à pourvoir en grande banlieue est de Paris. Les rémunérations annuelles seront fonction des compétences des candidats. Pour ces deux postes, écrire à PH. LESAGE en précisant la référence choisie. (PA Minéral 36.14 code PA)

PA

PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE

3, rue des Graviers - 92531 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.04
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

PARIS

Consultant organisation et méthodes production informatique

AGERIS, groupe FTB, est spécialisée dans la sécurité informatique et apporte assistance complète aux grands centres informatiques dans des domaines tels que la reprise totale ou partielle de l'exploitation, la gestion d'exploitation, l'assistance système et les traitements à façon.

Consultant informaticien de haut niveau, vous avez exercé des responsabilités d'exploitation et vous avez abordé l'organisation et les méthodes de production informatique. Nous vous proposons de mettre vos compétences et votre expérience au service de nos clients dans des missions de conseil.

Vous analyserez et établirez des diagnostics d'organisation en intégrant tous les paramètres techniques, humains et sociaux. Vous êtes un homme de communication, à l'aise dans les contacts à très haut niveau, sachant être convaincant pour défendre votre stratégie. Bien sûr vous êtes également un bon manager.

Compte tenu des qualités exceptionnelles que nous attendons de vous, la rémunération qui vous sera offerte sera motivante.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, et prétentions), sous réf. 19.12 M, à notre Conseil

JPP

Jean-Pierre Pomet

91 rue du Faubourg St-Honoré, 75008 Paris.

PARIS

Consultant ingénieur système réseau sur gros sites IBM

AGERIS, groupe FTB, est spécialisée dans la sécurité informatique et apporte assistance complète aux grands centres informatiques dans des domaines tels que la reprise totale ou partielle de l'exploitation, gestion d'exploitation, assistance système et service bureau.

Ingénieur système très expérimenté, vous êtes prêt à conduire des missions d'audit et de conseil auprès de cette clientèle. Dans certains cas, vous

pourrez vous faire assister d'une équipe d'ingénieurs système et, dans tous les cas, vous mènerez vos missions en concertation avec une équipe d'ingénieurs commerciaux et de spécialistes de la sécurité.

La rémunération qui vous sera proposée sera à la hauteur de vos compétences et de votre exigence.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV et prétentions), sous réf. 19.13 M, à notre conseil

JPP

Jean-Pierre Pomet

91 rue du Faubourg St-Honoré 75008 Paris.

SNPE

recrute pour son
Centre de Recherche du BOUCHET

1 Ingénieur chimiste

DEA Chimie analytique souhaité. Il animerait un laboratoire d'analyses chimiques et électrochimiques (équipe de 7 personnes).

3 DUT ou BTS chimie

(éventuellement BAC F6 avec expérience)

POSTE 1 : Spécialiste HPLC pour le service analyses. Il sera responsable des analyses par chromatographie liquide. Une expérience significative est exigée.

POSTE 2 : Connaissance chimie organique électrochimie et notions de mécanique (contrat à durée déterminée 1 an).

POSTE 3 : 2 ans d'expérience en synthèse organique ou laboratoire d'analyse.

Ecrire avec CV, photo et prétentions en précisant la réf. du poste choisi à SNPE CRB - BP N° 2 - 91710 VERT LE PETIT.

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer lisiblement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

Bendix Electronics

OPPORTUNITÉS AU SEIN DU GROUPE D'ETUDES DE CIRCUITS INTEGRÉS A TOULOUSE.

Nous avons pour objectifs d'être leader sur le marché mondial des systèmes électroniques automobiles. Le groupe d'études circuits intégrés est un groupe de conception indépendant qui travaille en étroite collaboration avec la majorité des fabricants de semi-conducteurs. Il possède des moyens sophistiqués de CAO, pour assurer le développement de circuits intégrés « full custom » pour les systèmes électroniques automobiles produits dans l'ensemble du groupe :

- contrôle du groupe motopropulseur : allumage, injection, commande électronique de boîte de vitesse automatique,

- et du contrôle chassis : ABS (antiblocage), suspension et direction assistée.

Ingénieurs de conception circuit intégré

Pour renforcer ses équipes de conception, nous recherchons dans les domaines suivants :

- circuits intégrés de puissance adaptés aux commandes d'actuateurs développés dans le groupe Bendix (injecteurs électrovannes...).

Le candidat retenu aura 3 à 5 ans d'expérience minimum dans la conception de circuits de puissance adaptés au marché de volume : consumer, industriel ou automobile.

- circuits intégrés custom microcontrôleur et périphérique. 3 à 5 ans d'expérience dans la conception de circuits intégrés numériques, analogiques, destinés au marché de volume : Microcom, automobile. Expertise technologie CMOS souhaitée.

Pour ces postes l'anglais sera apprécié.

Adresser C.V. avec photo récente et prétentions à Bendix Electronics, Service 0411 - BP 1149 - 31086 Toulouse Cedex.

ALLIED Automotive

csee

La CSEE - Effectif 2500 personnes dont 500 cadres - étudie et réalise des systèmes de haute fiabilité et de haute sécurité et également des produits d'informatique spécialisée dans des secteurs techniques de pointe : DÉFENSE, TRANSPORT, TÉLÉCOMMUNICATIONS.

Dans le cadre de sa nouvelle stratégie de développement, la DIVISION COMMUNICATION et INFORMATIQUE renforce à PALAISEAU (91) ses équipes en ingénieurs Grande École, expérimentés.

4 INGÉNIEURS LOGICIEL TEMPS RÉEL SUR MINI INGÉNIEUR LOGICIEL RÉSEAU TÉLÉMATIQUE INGÉNIEUR T.C. APPELS D'OFFRES RÉSEAUX INGÉNIEUR D'AFFAIRES GRANDS COMPTES INGÉNIEUR LOGICIEL SUR MICROPROCESSEURS INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN ÉTUDE TERMINAUX

Les ingénieurs logiciels sur MINI développent le logiciel d'une application NOUVELLE de télécommunications d'envergure nationale répartie sur un nombre important de mini ordinateurs (MINI 6 ou DPS 6) communiquant via un réseau de transport informatique. Il sera possible d'intégrer à l'équipe un débutant ayant des connaissances en MINI et en langage C ou Pascal. Merci d'adresser sous réf. MZD01 votre candidature (CV et lettre, précisant entre autre la fonction postulée et le salaire actuel ou demandé) à : CSEE - Service Emploi et Développement des Cadres - 99, avenue Aristide Briand 92120 Montrouge.

Le Monde
CADRES

Affaires Financières Internationales Direction des Marchés

Importante banque française, nous attirons une grande importance à notre développement international.

Nous souhaitons renforcer notre Département International par le recrutement de cadres de haut niveau.

Ils seront chargés du développement des opérations syndiquées en France et Devises avec la grande clientèle publique ou privée et du suivi du portefeuille en Devises de la Banque.

De formation financière et commerciale, les candidats, âgés de 30 ans minimum, devront posséder une excellente maîtrise de l'anglais.

Leur expérience au contact des grands emprunteurs leur aura permis de se familiariser avec les problèmes financiers internationaux.

Notre volonté d'expansion et notre taille pourront leur permettre d'envisager à court terme d'intéressantes perspectives d'évolution vers d'autres services de la Banque.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo et prétentions) en précisant sur l'enveloppe la référence 3888 et le nom des banques avec lesquelles vous ne souhaitez pas entrer en contact à RSCG CARRIÈRES - 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS qui transmettra.

Françoise HECKER rejoint le Groupe ARCANES RESEARCH INTERNATIONAL, conseil consultant rattaché au bureau de Paris.

Le Groupe ARCANES RESEARCH INTERNATIONAL, spécialisé dans la recherche de dirigeants de conseil aux Entreprises et recrutements.

Françoise HECKER, 37 ans, de formation scientifique et juridique sera plus particulièrement en charge des aspects conseils. Son expérience, acquise en tant que Directeur du personnel chez B&L Moulinex, le Groupe Lyonnaise des Eaux (où il a été chargé de mission auprès de la Direction Générale) puis Directeur du Personnel de Dauphinot, lui permettra d'être rapidement opérationnel.

Le Groupe ARCANES RESEARCH INTERNATIONAL a, pour ailleurs, ouvert une autre filiale à Milan cette année.

Groupe ARCANES RESEARCH INTERNATIONAL, 80 rue de La Fayette 75008 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
DE DISTRIBUTION

recherche

AIDES-COMPTABLES

pour effectuer rapprochements bancaires service comptabilité, caisses, pour contrat de travail intérimaire 26 semaines garanties par an, principalement sur la période de Mai à Octobre.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous réf. 17128 M à BLEU Publicité - 17, rue Label - 94307 VINCENNES CEDEX - qui transmettra

SECTEURS DE POINTE

ELARGISSEZ VOTRE TERRAIN D'ACTION

RESPONSABLE QUALITE
Produits Radiologiques

Ingenieur Grande Ecole, de formation électronique ou électromécanique, vous avez acquis une bonne connaissance des produits alliant l'électronique et l'informatique, des méthodes d'assurance qualité et/ou des méthodes fabrication et vous possédez une expérience de production.

Votre mission consistera à établir et mettre en œuvre les procédures qualité en production et à contrôler les actions définies.

Basé en région parisienne, vous serez toutefois disponible pour des déplacements de courte durée dans nos filiales européennes (une bonne maîtrise de l'anglais est indispensable).

Ce poste offre ultérieurement de nombreuses possibilités d'évolution dans notre Groupe.

THOMSON-CGR

Merci de bien vouloir adresser votre candidature à Madame Dominique FILIATRE-SIMEON - THOMSON-CGR - 3, rue d'Amiens - 93240 STAINS. Tél. 447/0141.

Nous sommes l'un des leaders mondiaux de l'imagerie médicale. Nous concevons, réalisons et commercialisons des ensembles complexes mettant en œuvre une électronique sophistiquée. Notre maîtrise technologique repose sur la compétence confirmée de nos équipes. Pour conforter son développement notre Direction Industrielle recherche un :

T.I.T.N., Société d'Ingénierie Informatique,

plus de 20 ans d'expérience de réalisation de systèmes mini micro temps réel

recherche pour son

DEPARTEMENT RESEAUX ET COMMUNICATIONS
INGENIEURS LOGICIEL

diplômés d'une grande Ecole, solides connaissances télécom, possédant une première expérience acquise si possible dans le développement de produit ou au sein par les produits.

Au sein d'une équipe fortement motivée, capitalisant une large expérience en matière de réseaux, ils participeront au développement d'un produit portable de communication, à la crête de la technologie.

CHEF DE PROJET

confirmé ; il possède une double compétence : électronique (microprocesseurs) et logiciel (réseaux).

Il lui sera confié la gestion d'un projet concernant un produit hard-soft de fac-similé.

TITN

Merci d'adresser vos C.V. à
Ariane CHARTIER
TITN
1 à 5, rue Gustave Eiffel
91420 MORANGIS.

VENDRE de la CFAO

Le CFCAM est l'une des premières sociétés de services et d'ingénierie informatique - CA, 300 MF, effectif 300 personnes, entièrement implantée dans des secteurs de pointe.

Le CFCAM met en œuvre un important programme d'investissement dans des projets d'avant-garde et dans ce cadre recherche un

INGENIEUR A et M ou équivalent
de formation Mécatronique ayant acquis une première expérience dans la commercialisation de produits CFAO.

Intégré à une équipe motivée, il assurera la responsabilité de commercialiser l'ensemble des produits CFAO développés par le CFCAM.

Merci d'adresser votre candidature sous référence 308 à Madame Nicole ALIETI - CFCAM, 40 rue Pierre Montbrun, B.P. 08, 75755 Paris Cedex 15.

CFCAM
UN GRAND NOIR DE GRANDS PROJETS



INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE

Pour son Centre de recherche situé à RUEIL (92), L'INSTITUT FRANCAIS DU PETROLE recherche pour son Service MESURES ET AUTOMATISMES

INGENIEUR D'ETUDES
Formation Grande Ecole spécialisée
QUELQUES ANNEES D'EXPERIENCE

Le candidat aura une bonne connaissance de la MESURE, de l'ELECTRONIQUE INDUSTRIELLE, des AUTOMATES PROGRAMMABLES, de l'ANGLAIS TECHNIQUE.

Il assurera la responsabilité du service et aura pour tâche de développer des études d'appareillages prototypes, de suivre leur fabrication et d'assurer leur mise au point.

Adressez CV, photo et prétentions sous réf. 21552 à CONTESSA PUBLICITE 29, avenue de l'Opéra 75040 PARIS Cedex 01; qui transmettra.

DIRECTEUR INFORMATIQUE

Pour réussir dans cette fonction, il est nécessaire d'être bon gestionnaire, d'avoir le contact facile et le souci de la qualité. Une bonne connaissance des Antilles est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature, sous référence 715/M à M. CHABANNE, 87, avenue de Wagram 75017 Paris qui transmettra en toute confidentialité.

propositions commerciales

QUEL FABRICANT CHERCHE UN REPRESENTANT GENERAL POUR LA SUISSE ?

Société commerciale suisse, établie en Suisse depuis de longues années, possédant de vieille date une clientèle assurée, une équipe de service clientèle dynamique et disposant d'un réseau d'ingénierie électronique, recherche un nouveau représentant généraliste.

Nous pourrions fournir en complément les offres relatives aux appareils, outils et divers articles destinés aux entreprises de construction, aux électriciens-installateurs et aux plombiers, aux horlogers, aux entreprises d'exploitation communales et industrielles.

Prière d'env. les offres sous chiffré LM 231 à MEDIA-AGENCY Rue de la République 234, CE-6959 ZÜRICH.

SOCIÉTÉ D'INSTRUMENTATION
dans le cadre de sa forte expansion recherche un

ELECTRONIQUE
1 INGENIEUR D'ETUDE

pour développement cartes analogiques et digitales à microprocesseurs. Expérience souhaitée : 2 ans minimum.

SAHLEUT EST

Merci d'adresser CV, PHOTO et PRÉTENTIONS

à M. E. MULLER et C^o, 1, avenue de la Trinité, 92 22 75000 CHÉLLES.

Le Monde CADRES

QUAND VOUS PENSEZ EMPLOI PENSEZ

Pour les entreprises, pour les candidats à des postes de haut niveau, **Le Monde** est la référence emploi; vous êtes chaque année plus nombreux à le prouver. Voici pourquoi:

Le Monde est Le Monde. C'est-à-dire la référence des dirigeants d'entreprise, des décideurs, des responsables de recrutement — de ceux qui font l'emploi.

Vos annonces sont vues, parce que **Le Monde** compte 1,5 million de lecteurs fidèles; et vraiment consultées, parce que **Le Monde** est lu de façon approfondie, de préférence à tous les autres quotidiens.

Le Monde est très demandé. Le volume des annonces emploi y progresse deux fois plus vite que la moyenne nationale. Il y a beaucoup de chances pour que vos concurrents aient déjà joint la signature du **Monde** à la leur...

Le Monde est leader pour le recrutement des dirigeants et cadres en banque, gestion, finances, administration, des ingénieurs et des informaticiens de haut niveau. C'est rassurant.

Les propositions d'emploi du **Monde** suscitent des candidatures volontaires. Des candidats motivés qui savent ce qu'ils recherchent et qui savent ce que vous proposez. C'est clair.

Quand vous passez une annonce dans **Le Monde**, il y a beaucoup de chances pour que vos propres cadres, vos propres ingénieurs, la lisent aussi et se sentent concernés. Jouer la motivation interne, c'est efficace.

Une annonce parle d'un poste. Elle parle également de votre entreprise, de vos moyens, de vos objectifs. C'est institutionnel.

C'est vrai. **Le Monde** et ses lecteurs ont leur regard, à la fois lucide et exigeant. Une façon de prendre du recul et de se situer, comme l'entreprise, dans la durée. Une entreprise, un candidat qui se rencontrent dans cette page ont déjà **Le Monde** en commun. C'est beaucoup.

Cette page vous va bien. Vous vous y plaisez déjà!

Le Monde

Premier support d'offres d'emploi pour les cadres
Le Monde Publicité S.A. 5, rue de Montcaumon 75332 Paris Cedex 07 tél.: 45 55 91 82

مركزنا للأعمال

et la majeure

algues et Joëlle Andrieu
l'écrit les auteurs
ent de Georges Bon

La première partie de l'ouvrage est consacrée à la description de la situation de la mer Méditerranée. L'auteur y évoque les différents aspects de la pollution, les problèmes de pêche, les conséquences de l'urbanisation et du développement industriel. Il souligne également le rôle de la mer dans l'économie et la culture méditerranéennes.

La deuxième partie de l'ouvrage est consacrée à l'analyse des causes de la pollution de la mer Méditerranée. L'auteur y examine les différents secteurs d'activité qui contribuent à la dégradation de l'environnement marin, tels que l'agriculture, l'industrie, le tourisme et le transport maritime.

La troisième partie de l'ouvrage est consacrée à la présentation des mesures prises pour protéger la mer Méditerranée. L'auteur y décrit les différents instruments juridiques, les actions de coopération internationale et les initiatives locales mises en œuvre pour préserver l'équilibre de cet écosystème unique.

La quatrième partie de l'ouvrage est consacrée à la conclusion de l'auteur. Il résume les principaux enseignements de son étude et formule des recommandations pour l'avenir. Il insiste sur la nécessité d'une approche globale et coordonnée pour assurer la durabilité de la mer Méditerranée.

La cinquième partie de l'ouvrage est consacrée à la bibliographie. L'auteur y recense les ouvrages, articles et documents utilisés pour la rédaction de son livre. Cette section permet de consulter les sources de référence pour ceux qui souhaitent approfondir leur connaissance de la pollution de la mer Méditerranée.

La sixième partie de l'ouvrage est consacrée à l'index. L'auteur y répertorie les termes et concepts clés de l'ouvrage, facilitant ainsi la recherche d'informations spécifiques.



*"QUE LE BON
SOIT TOUJOURS
CAMARADE DU
BEAU."*

La Fontaine

*Equilibre harmonieux du fond et de la forme.
Constant défi. Quand les deux à la fois sont
portés au plus haut, on touche à la perfection.
C'est le but poursuivi par tous ceux qui créent et
souvent atteint par Mercedes-Benz.*

*Sans cesse, Mercedes-Benz donne naissance à
des concepts techniques nouveaux. Mais il lui faut
encore donner forme à ses innovations. D'année en
année, Mercedes-Benz babille sa technologie de
lignes parfois étonnantes mais toujours belles.*

*Plus étonnant encore, chaque évolution esthé-
tique ne démode jamais celle qui l'a précédée.*

*Depuis cent ans, l'histoire de l'automobile ne se
fait pas sans Mercedes-Benz. Ses contributions sont
toujours essentielles, ses découvertes toujours déter-*

*minantes. Avec l'absence de compromis et la géné-
rosité qui caractérisent les vrais chercheurs,
Mercedes-Benz œuvre surtout pour l'homme. Pré-
serve sa vie. Assure sa sécurité. Améliore son confort.*

*ABS, ASD, ASR, 4Matic: Mercedes-Benz invente
des réflexes qui vont plus vite que les réflexes
humains. Rétracteur de ceinture, air bag: Mercedes-
Benz optimise la sécurité par l'électronique.
Véhicules industriels: l'EPS, commande électro-
pneumatique de boîte, améliore confort et sécurité
des chauffeurs.*

*Aujourd'hui comme hier, Mercedes-Benz cons-
truit l'avenir automobile. Un avenir où conduire
comporte toujours moins de risques. Et toujours
plus de plaisirs.*



MERCEDES-BENZ

مركزنا من الاعمال

Economie

SOCIAL

M. Chirac reçoit les syndicats Une concertation qui se cherche

Onze mois après son retour à l'hôtel Matignon, M. Jacques Chirac a engagé, le mardi 24 février, sa première concertation officielle avec les organisations syndicales et patronales. Certes, le premier ministre a déjà rencontré, depuis le 16 mars, les dirigeants syndicaux de multiples fois, et, notamment, MM. André Bergeron et Edmond Maire, mais il s'est abstenu de tout entretien, même officieux, avec la CGT (1), sous prétexte que celle-ci ne l'avait pas sollicité. Cette fois, les syndicats vont avoir droit à cette « concertation de perron » en bonne et due forme.

Il aura donc fallu la longue grève de la SNCF, suivie de celle d'EGF, et la prise de conscience d'une dégradation réelle du climat social pour que M. Chirac renoue avec une pratique traditionnelle de tous ses prédécesseurs sous la V^e République. En l'annonçant, lors de sa conférence de presse du 29 janvier dernier, M. Chirac avait marqué sa volonté de rechercher un « nouveau souffle pour le dialogue social ».

Mais, en indiquant en même temps que plusieurs projets de loi sociaux seraient déposés au Parlement dès la session de printemps, le chef du gouvernement avait donné la fâcheuse impression de consulter les syndicats sur ce qu'il avait déjà décidé, d'écarter la relation contractuelle dans un corset législatif.

M. Maire lui en avait fait, très justement, le reproche. Mais, même à FO, on s'en était tenu. M. Claude Pison, secrétaire confédéral, estimait qu'« une telle boulimie n'était pas de la concertation, mais de la consultation », en craignant que « ceux qui sont au pouvoir ne soient enclins, par nécessité de temps, à griller les étapes, à bâcler la nécessaire concertation et, finalement, à fabriquer à la hussarde une amorce de modification sociale, témoignage

concret de leur volonté de changement de la société ». L'échec, le 2 février, des négociations salariales dans la fonction publique, perçu immédiatement par M. Marchelli comme un signe négatif, noircissait encore le tableau.

Pis, alors que M. Chirac doit recevoir les partenaires sociaux entourés de plusieurs de ses ministres (MM. Séguin et Zeller en permanence, mais aussi, pour certaines ententes, MM. Madelin, de Charette, Arthuis, et M^{me} Catala), le doute a gagné certains membres du gouvernement. Tel ministre ne cachait pas que cette concertation aurait dû avoir lieu dès l'arrivée de M. Chirac, il y a onze mois, et que, venant trop tard, elle ne donnerait « rien ». Tel autre s'interrogeait sur l'utilité de ces rencontres au sommet, jugeant plus fécondes les « avancées » sur le terrain concret de l'innovation sociale et l'investissement, et affirmant au passage « se faire complètement de la CGT ».

Mauvais lever de rideau.

Depuis quelques jours, cependant, en dépit d'une montée de la tension autour du plan Séguin sur la Sécurité sociale avec la controverse sur le remboursement des médicaments « de confort », les augures semblent un peu moins défavorables. Dans la fonction publique, M. de Charette a fait un geste de bonne volonté en s'engageant, malgré l'absence d'accord, à augmenter les fonctionnaires de 1,7 % en niveau en 1987. M. Séguin n'a pas exclu d'accepter des amendements à son texte si contestés sur l'aménagement du temps de travail après que celui-ci eut été déposé devant le Parlement. Enfin, l'hôtel Matignon a évité de fixer un ordre du jour strict à la concertation, même si celle-ci sera dominée par l'emploi et la Sécurité sociale.

Dans l'entourage de M. Chirac, on part du constat d'une « certaine dégradation de la politique contractuelle », en évoquant le manque de structures et de volonté de dialogue. Il s'agit pour M. Chirac de montrer l'importance qu'il attache à des syndicats « représentatifs et forts » et de « parvenir à nouer avec les uns et les autres mais aussi entre les uns et les autres le climat de confiance qui parfois nous fait défaut ». Le premier ministre discutera donc des thèmes que les syndicats — comme le patronat, qui « bouclera » cette concertation le 5 mars, — voudront aborder, avec l'objectif d'améliorer l'emploi et le climat social, et de discuter les terrains sur lesquels « il sera possible de régler les problèmes par voie d'accords ».

Un nouveau souffle ?

Soucieux de ménager FO comme interlocuteur syndical de premier rang, M. Chirac devait recevoir d'abord M. Bergeron le 24 février, avant M. Maire le 26 février. Le secrétaire général de FO aborde l'entretien avec dix-sept questions... qui vont du pouvoir d'achat à l'avenir du Plan, en passant par les congés des agents hospitaliers originaires d'outre-mer, le « SMIC-jeunes », l'apprentissage et l'audiovisuel, mais en laissant de côté... l'aménagement du temps de travail. M. Bergeron demandera d'autres consultations sur la Sécurité sociale, la mise en œuvre d'un système de réinsertion des chômeurs de longue durée et la création d'une « mission » sur l'adaptation des classifications professionnelles. Il souhaite aussi que les « foras disponibles » procurées à l'Etat par les déclarations nationales soient utilisées pour « la mise en œuvre de grands travaux ».

Si M. Chirac joue vraiment le jeu de cette « concertation de perron », il aura à cœur que chaque organisation — à l'exception sans doute de la CGT — puisse annoncer, ou confirmer, à l'issue de l'entretien une mesure ou une intention allant dans son sens. Mais il ne serait guère malaisé d'attendre des résultats spectaculaires d'une telle concertation, ou même d'espérer une détente magique et instantanée du climat social.

En revanche, elle peut favoriser une relance de la politique contractuelle dans les branches professionnelles, et même au niveau national interprofessionnel qui se prépare déjà en concertation entre le CNPF et certains syndicats. M. Pénigot ayant rencontré — officieusement — plusieurs dirigeants syndicaux, dont M. Maire.

Une des idées actuellement débattues consisterait à rechercher un accord national « de méthode » donnant une impulsion à des négociations dans les branches — avec prolongements dans les entreprises — sur des thèmes à définir. De là pourrait venir le « nouveau souffle pour le dialogue social » que se cherche encore.

MICHEL NOBLECOURT.

(1) M. Chirac avait échangé quelques mots de courtoisie avec M. Marchelli le 12 novembre 1986, alors que celui-ci participait à un dîner à Matignon en l'honneur des syndicats des pays de l'OCDE (le Monde du 14 novembre).

AFFAIRES

M. Jacques Friedmann devient PDG d'Air France L'ami constant et sage

Le Journal officiel du 24 février a publié la nomination comme membre du conseil d'administration d'Air France de M. Jacques Friedmann. Le conseil des ministres du mercredi 25 février doit nommer M. Jacques Friedmann à la présidence du conseil d'administration de la compagnie nationale Air France, en remplacement de M. Marceau Long, nommé vice-président du Conseil d'Etat, et qui sera officiellement installé dans ses nouvelles fonctions jeudi 26 février, au cours d'une réunion de l'Assemblée générale du Palais-Royal, présidée par M. Jacques Chirac.

Lorsque l'on demande à M. Jacques Chirac de parler de son « copain » Jacques Friedmann, trois qualificatifs viennent aussitôt à ses lèvres : « sagesse, solidité, fidélité ».

Car M. Friedmann figure parmi les amis les plus proches et les plus constants du premier ministre. Tous deux se lient à un mois d'été, en 1932 (le 15 octobre pour M. Friedmann, le 29 novembre pour M. Chirac), condisciples au lycée Carnot et à Scimmon-Po, les deux Jacques entrent en 1937 à l'Ecole nationale d'administration (promotion Vauhan) et en sortent dans la botte. M. Jacques Friedmann, un peu mieux placé, choisit l'inspection des finances, tandis que M. Jacques Chirac intègre la Cour des comptes.

C'est grâce à M. Jean-Pierre Fourcade, alors directeur adjoint du cabinet du ministre des finances, que M. Friedmann devient en 1964 chargé de mission au cabinet de M. Valéry Giscard d'Estaing, et, en 1967, chef du service du financement du commissariat général du Plan.

Mais lorsque son ami Chirac devient, en 1969, secrétaire d'Etat

au budget, il le rejoint pour diriger son cabinet et y demeure lorsque le député de la Corrèze est nommé ministre chargé des relations avec le Parlement. Après un passage à la tête du service central de l'inspection des finances, il est, en 1972, conseiller pour les affaires économiques et financières du premier ministre, M. Pierre Messmer, et il devient même son directeur de cabinet le 15 mars 1974. Le 2 avril, Georges Pompidou meurt. M. Friedmann demeure à l'hôtel Matignon lorsque M. Chirac devient chef du gouvernement en juin, et il prend le titre éminent de « chargé de mission auprès du premier ministre ».

Les liens entre les deux amis d'enfance trouvent la Pologne de se ressourcer. M. Friedmann devient l'animateur de l'hôtel Matignon, mais il est surtout le conseiller intime et politique du chef de gouvernement. M. Chirac, mais à l'occasion, détermine dans les choix économiques des premiers mois après le 16 mars, dans la mise en œuvre d'une « société de liberté », qu'il distingue d'un « libéralisme » et dans le lancement des premières privatisations.

M. Friedmann était, semble-t-il, destiné à prendre un jour la présidence d'Elisabeth de France. M. Chirac avait préféré garder auprès de lui son ancien directeur de cabinet, M. Maurice Ulrich, le porte-parole d'Air France, mais vacant par la nomination de M. Marceau Long à la vice-présidence du Conseil d'Etat, était allé à M. Friedmann. Ce dernier pourra désormais se consacrer à la présidence de la Compagnie générale maritime, si bien, il y a dix ans, « deux choses m'ont tenu : j'ai eu d'abord grande envie de prendre la responsabilité d'une entreprise. Le transport maritime est une activité économique qui m'a toujours intéressé ». Constant en préparation ?

ANDRÉ PASSEURON.

Paris après avoir accédé au grade d'inspecteur général des finances. Il participe alors de façon plus intense à l'action politique du président du RPR et s'oppose notamment au groupe d'experts RPR-UDF qui élabora la réforme décentralisée de la planification des deux formations de l'opposition d'extrême. On peut s'étonner que la victoire, une fois acquise, M. Chirac n'appelle pas auprès de lui ce conseiller si constant mais qui refuse l'éclatage trop violent des postes trop publics et qui régnait à l'ombre dans la politique militaire. Le premier ministre lui confie, en réalité, un poste éminent. Avec le titre de « chargé de mission auprès du ministre d'Etat, ministre de l'économie, des finances et de la privatisation », M. Friedmann assure non seulement une liaison étroite entre M. Balladur et M. Chirac, mais il jouera un rôle déterminant dans les choix économiques des premiers mois après le 16 mars, dans la mise en œuvre d'une « société de liberté », qu'il distingue d'un « libéralisme » et dans le lancement des premières privatisations.

Forte augmentation des dépenses de l'assurance-maladie en 1986

Les dépenses de l'assurance-maladie ont fortement augmenté en 1986, selon les statistiques publiées le 23 février par la Caisse nationale d'assurance-maladie des travailleurs salariés. Du 1^{er} janvier au 31 décembre 1986, le montant des dépenses de l'assurance-maladie s'est élevé à 257,06 milliards de francs, soit une progression, en taux de variation annuel, de 11 % par rapport à 1985 contre 5,5 % en 1985 par rapport à 1984.

Selon la Caisse nationale, cette progression importante est due à l'augmentation des versements aux établissements hospitaliers du secteur public (+13,9 % en 1986 contre -1,5 % en 1985). « L'explosion » des dépenses enregistrées (moins qu'en 1984 où elle avait été de 12,2 %) est également en partie « la conséquence de régularisations comptables et transferts liés à la gestion du budget global, qui se traduisent par une majoration des charges de l'exercice 1986 et une minoration de celles de l'exercice de 1985 ».

Après correction de l'incidence de ces transferts, la Caisse observe que la progression des dépenses d'hospitalisation publique est ramenée de +13,9 % à +7,8 %, celles de

l'assurance-maladie à +8,2 % (+5,5 % à prix constants), en tenant compte dans les deux cas du transfert des charges de la sectorisation psychiatrique du budget de l'Etat à celui de l'assurance-maladie.

La Caisse constate une évolution à prix constants « très sensible » des honoraires médicaux (+5,9 %), de la pharmacie (+7,5 %), des honoraires médicaux (+12,3 %) et des actes de biologie (+9,6 %), de tels niveaux résultant notamment d'une sévérité de grippe en 1986 — dont le coût est estimé à 550 millions de francs — et d'une forte augmentation du volume des actes cotés en K.

An total, sur douze mois, les soins de santé ont augmenté de 11,7 % en 1986, les honoraires privés de 8,4 % (contre 12,1 % en 1985), les versements aux établissements d'hospitalisation de 13 %. Le rythme de progression annuel des versements aux établissements publics a augmenté de 3,2 points, notamment en raison d'une sous-évaluation de la dotation globale de 1985 entre les différents régimes et d'un report sur janvier 1986 d'un versement de décembre 1985. L'élimination de ces effets ramènerait la hausse pour l'hospitalisation publique à 5,7 %.

Filiale d'Air France et d'Air Inter

La première compagnie française de charters n'est pas intéressée par des vols Paris-Nice ou Paris-Toulouse

Air Charter, la première compagnie française de charters avec 80 % du marché du vol à la demande, ne se lancera pas dans l'expérience décidée le 17 février par M. Jacques Douffaigne, ministre des transports, qui souhaite parvenir à créer, dès l'été prochain, des liaisons charters, mais régulières, sur le territoire français.

Interrogé à ce sujet à l'occasion de la présentation des résultats de l'année 1986, M. Jean-Denis Blanchet, président d'Air Charter, a déclaré, le 24 février : « Nous ignorons encore les règles du jeu de ce système que le Conseil supérieur de l'aviation marchande devrait arrêter le 2 avril prochain. Donc nous attendons. Il m'a semblé entendre que le président de l'Agence Nouvelles Frontières parlait d'un vol Paris-Nice aller et retour pour le prix de 690 francs. Le tarif le plus bas d'Air France est de 680 francs.

Sur les grandes liaisons radiales, les compagnies « désignées » Air Inter et Air France ont donc les moyens de se battre à armes égales avec les charters, grâce à leurs structures tarifaires. Il n'est pas nécessaire qu'Air Charter ait recours à cette expérience alors qu'elle organise déjà des vols à la demande en France pour le compte d'organismes de voyages ».

D'autant plus qu'Air Charter est une très astucieuse machine de guerre... pour Air France et Air Inter qui possèdent respectivement 80 % et 20 % du capital. La compagnie, qui n'a en propre que quatre Boeing-727 et un Boeing-737, peut mobiliser, grâce à des contrats d'affrètement, tous les types d'appareils d'Air France et d'Air Inter, cinq Caravelle d'Europe Airservice, des Fokker-28 de TAT et trois Boeing-737 d'Eurolat. Ces avions, qui le 2 mai prochain, Air Charter fera voler vingt-huit appareils différents allant du Fokker-28 (65 places) au Boeing-747 (479 places).

Cette entente s'est révélée efficace puisque seules les compagnies Minerve, Poin Air et Corsic Air s'en sont tenues à l'écart. Elle a eu aussi le mérite de faire passer de 37 % en 1982 à 50 % en 1985 la part du pavillon français sur le marché du charter international moyen courrier. Ce résultat a été atteint grâce aux années 1984 et 1985 qui ont vu Air Charter progresser de 110 %.

L'année 1986 marque-elle une rupture, une pause ou, comme l'a déclaré M. Blanchet, une « consolidation » dans la croissance de la compagnie ? Avec un recul de 8,3 % de son activité, la compagnie est loin de ses résultats antérieurs : 1,6 million de passagers contre 1,8 million en 1985 ; 1,2 milliard de francs de chiffre d'affaires contre 1,25 milliard l'année précédente. La peur du terrorisme d'origine méditerranéenne a desservi les destinations orientales comme la Grèce (-24 %) ou la Roumanie (-37 %), d'autant plus que la concurrence de la compagnie Minerve a aussi joué. « Les Français ont, en 1986, différé leurs déplacements touristiques », explique M. Blanchet, qui se réjouit d'avoir maintenant, pendant l'été, une chaîne charter vers l'Amérique du Nord car elle a connu un franc succès (+3,4 %) malgré la hausse du dollar et malgré les craintes des touristes américains après l'accident de Tchernobyl.

Tout n'est pas médiocre dans ce bilan car les résultats financiers de l'année 1986 se sont établis en nette hausse. La baisse du coût du carburant a permis à Air Charter de réaliser un bénéfice, après impôts, de

16 millions de francs contre 5,7 millions un an plus tôt.

L'année 1987 se présente sous de meilleurs auspices. Les touristes ont été plus d'échapper aux politiques. Le tourisme semble moins sévère. Il n'en faut pas plus pour que le mois de janvier ait en progression de 46 % par comparaison avec le mois correspondant de 1986. M. Blanchet prévoit, pour l'année 1987 tout entière, une croissance de 12 % de son trafic grâce à des créations de lignes vers Fais (Yongosavie), Lomé (Togo), et vers le Pakistan (Gribes) et vers le Canada.

M. Blanchet poursuivra, en 1987, la même formule d'association avec les compagnies « mères » ou partenaires, mais en essayant d'en garantir l'un des inconvénients : « Nous ne sommes pas très connus, car il n'existe pas de lien direct entre le passager et nous », déclare le président d'Air Charter. Le point d'acheminement à une agence de voyages pour acheter son billet, et, selon la position de la passerelle d'embarquement, il peut ignorer sur quelle compagnie il vole ».

Une campagne de publicité dans la presse magazine, menée en mars et en avril, s'efforcera, humour à l'appel, de rappeler qu'Air Charter jouit de la sécurité, de la régularité et de la ponctualité de ses compagnies mères. Autrement dit, « Air Charter, la compagnie qui prend les vacances, est sérieuse ». Coffrets, repas, sacs de voyage et revues de bord viendront marteler le logo de cette compagnie heureuse, mais un peu trop dans l'ombre de ses illustres parents.

ALAIN FAUJAS.

AMC sort du rouge au quatrième trimestre de 1986

American Motors, la filiale américaine à 46 % de Renault, est sortie du rouge au dernier trimestre de 1986, affichant un bénéfice de 20 millions de dollars qui réduit à 91,3 millions de dollars sa perte sur l'ensemble de l'année. Au cours de trois derniers mois de 1986, l'entreprise avait perdu 5,7 millions de dollars et, sur l'ensemble de l'exercice 1985, son déficit s'était élevé à 125,3 millions de dollars.

Le chiffre d'affaires d'AMC a baissé l'année dernière, s'établissant à 3,5 milliards de dollars, contre 4 milliards de dollars en 1985. Mais les responsabilités de la société tablent sur une progression des ventes en 1987 grâce aux Jeep, à la Medallion (R 21 américaine) et Premier (voir « le Monde des affaires » du 21 février 1987).

CEE

Les Douze accueillent avec circonspection les propositions de réforme du financement de la Communauté

Les ministres de l'Agriculture des Douze n'ont pas réussi, le mardi 24 février, à préciser les modalités de réduction de la production européenne de lait.

BRUXELLES
(Communautés européennes)
De notre correspondant

Convient-il d'engager maintenant sans précaution, dans un contexte économique international troublé et alors que la Communauté accouche dans la douleur d'une réforme de la politique agricole commune (PAC), une négociation complexe et longue visant à réviser en profondeur les mécanismes financiers de l'Europe ? Sans écarter pour autant un tel exercice, ne serait-il pas prudent, pour disposer d'une base budgétaire sûre, de prendre les décisions qui permettraient, alors que les ressources disponibles sont déjà insuffisantes pour faire face aux dépenses de 1987, d'assurer dans des conditions à peu près normales le financement de l'Europe en 1988 ?

Ainsi peut-on interpréter la réaction ambiguë donnée, le dimanche 22 février, par les ministres des affaires étrangères des Douze aux propositions budgétaires de M. Delors.

Les décisions à prendre pour parer au plus pressé consisteraient à s'entendre — ce qui déjà n'a pas de soi — sur les modalités d'une augmentation des ressources affectées à la Communauté selon le schéma prévu lors du conseil européen de Fontainebleau en juin 1984. Les « ressources propres » sont composées de droits de douane et des prélèvements agricoles perçus lors des importations en provenance des pays tiers, ainsi que d'une fraction plafonnée depuis le 1^{er} janvier 1986 à 1,4 % des recettes de la TVA. A Fontainebleau, il avait été dit que ce plafond pourrait être porté à 1,6 % à compter du 1^{er} janvier 1988, à condition qu'il y ait unanimité des Etats-membres.

La Commission, qui se place dans la perspective de la réalisation de l'Acte unique européen approuvé par les chefs d'Etat et de gouverne-

ment des Douze en décembre 1985, a proposé une réforme plus ambitieuse, puisqu'elle prévoit d'accroître très sensiblement les ressources mises à la disposition de la Communauté bien au-delà de ce qui avait été envisagé en 1984. Les propositions de la Commission ont-elles une chance d'être approuvées par les Douze, puis ratifiées par les Parlements nationaux avant la fin de l'année, ce qui serait nécessaire pour éviter l'insécurité budgétaire en 1988 ? A l'évidence, plusieurs pays membres, dont la France, sont convaincus du contraire.

Les ministres des affaires étrangères des Douze se saisissent du dossier et ils feront rapport au conseil européen des 29 et 30 juin. Celui-ci devrait alors aviser sur la marche à suivre.

La nécessité de procéder à une double démarche (prendre avant la fin de l'année des décisions permettant l'adoption du budget 1988, et parallèlement mettre en chantier la révision en profondeur du financement de la CEE) semble avoir d'autant plus de chances de l'emporter que le plan de la Commission a

provoqué toute une série de « oui mais » de la part de plusieurs Etats membres. L'accélération de la réforme de la PAC ne se passe pas de schéma. Le 2 avril prochain, donc nous attendons. Il m'a semblé entendre que le président de l'Agence Nouvelles Frontières parlait d'un vol Paris-Nice aller et retour pour le prix de 690 francs. Le tarif le plus bas d'Air France est de 680 francs.

provoqué toute une série de « oui mais » de la part de plusieurs Etats membres. L'accélération de la réforme de la PAC ne se passe pas de schéma. Le 2 avril prochain, donc nous attendons. Il m'a semblé entendre que le président de l'Agence Nouvelles Frontières parlait d'un vol Paris-Nice aller et retour pour le prix de 690 francs. Le tarif le plus bas d'Air France est de 680 francs.

Philippe Lemaître.

Economie

L'avenir du chantier naval de La Rochelle Même les paquebots à voile...

AFFAIRES

LA ROCHELLE
de notre envoyée spéciale

Les canards du vieux port de La Rochelle enfoncent le bec dans leurs plumes pour ne pas voir ce qui se prépare. Il faut un froid à ne pas mettre un manifestant dehors, fût-il cégétiste. Ils sont pourtant une centaine, ce vendredi 20 février, à bruler des pétards au bout du quai. Mais l'épaisse fumée noire n'empêche guère les Rochelais. Encore les ouvriers du chantier naval, sûrement à la veille, ils ont déjà bloqué tout le centre-ville, et Dieu sait ce qu'ils réserveront demain aux bâtiments du conseil général ou à la préfecture.

Ici va se dérouler l'un des drames quotidiens de la restructuration industrielle : les huit cent cinquante salariés des Ateliers de La Rochelle-Pallice sauront, vendredi 27 février, ce qu'il adviendra de leur emploi. Certes, de Dunkerque à La Ciotat, la construction navale a déjà vu pire. Mais la fermeture du chantier de La Rochelle viendrait aggraver une réalité sociale très préoccupante. Derrière la façade grand siècle de La Rochelle, derrière les innovations municipales, les vélos, « l'auto-plus » du maire M. Michel Crépeau, se cache l'un des taux de chômage les plus élevés de France : 16 % de la population active, soit environ 12 000 personnes. Le seul dépôt de bilan du chantier naval, avec les emplois induits, ferait augmenter ce taux de deux points.

Une fois n'est pas coutume : dans ce conflit, il n'y a pas, à première vue, de patron à boussifler, de pouvoirs publics vilipendés, d'édifices de ministres à brûler. Chacun y a même tellement mis du sien qu'aujourd'hui personne ne semble plus pouvoir être tenu pour responsable. Le gouvernement était prêt à subventionner, en prix d'une entorse au libéralisme, la construction d'un, voire deux, paquebots à voile par les Chantiers de La Rochelle-Pallice, ce qui aurait représenté deux années de travail pour les ouvriers. Et lesdits ouvriers, payés un peu plus que le SMIC, ne demandaient qu'à les réaliser. C'était sans compter avec M. Jean-Marc Poylo, l'homme qui « va bientôt être plus célèbre à La Rochelle que les tours du port », selon le mot d'un ouvrier, l'armateur qui dirige la société Services et Transports et qui avait fait miroiter la commande de ces navires.

Nouvelles exigences

Dans le local de la CGT, derrière l'énorme bunker qui servit de hangar aux sous-marins allemands pendant la guerre, les délégués syndicaux montrent avec émotion le portrait du *Samudra*, peint par un artiste soudeur. Ce navire de recherche géotechnique destiné à l'Inde est le dernier à être sorti du chantier, fin décembre. Depuis, plus la moindre commande : sept cents personnes au chômage technique, dont certaines depuis six mois. *Samudra* a peine baptisé, tous les espoirs s'étaient alors reportés sur M. Poylo (1).

L'idée de M. Jean-Marc Poylo était d'organiser des croisières pour Américains fortunés en départ des Antilles françaises. Il envisageait donc de commander deux bateaux aux chantiers que dirige, au Havre et à La Rochelle, M. Fournier. Des chantiers qui ont déjà en commande des navires similaires pour la société américaine Windstar. M. Poylo, avait demandé aux pouvoirs publics de bénéficier d'aides et de dégrèvements fiscaux, tout à fait légalement d'ailleurs. Ces demandes ont fait l'objet de laborieuses négociations entre les ministères concernés. Pendant que, cet automne, les ouvriers reprenaient leurs volets entre deux manifestations, les ministres Alain Juppé, Bernard Fons, Alain Madelin et Ambroise Guellec, se sont concertés et aussi divisés sur le dossier. Jusqu'à ce que M. Chirac, tiré par la manche par les élus locaux de

la majorité, n'arbitre, le 2 décembre, en faveur de l'emploi. En prenant en compte les déductions fiscales, les subventions et les modalités d'amortissement, l'Etat finissait en fait le projet de ces deux paquebots pour un montant équivalent à 80 % environ du prix. Mais qu'à cela ne tienne, puisqu'on s'était mis d'accord. Les ouvriers qui avaient organisé une Saint-Eloi « de lutte » dans les ateliers vides, remettaient cela le lendemain pour fêter la « victoire ».

La réaction est donc d'autant plus amère lorsque l'armateur vient, le 30 janvier, au conseil général de Charente-Maritime pour expliquer que plus rien ne va comme il veut. C'est qu'entre-temps le dollar a baissé, les rentrées s'annoncent donc moindres. Et, surtout, un concurrent français a en la cote d'occuper le créneau de la croisière paquebot. M. Poylo formule alors de nouvelles exigences qui reviendraient à une aide de l'Etat supérieure, à terme,

au prix du bateau. M. Madelin annonce, le jeudi 19 février, que l'Etat a accepté la nouvelle requête de l'armateur. Mais cela ne semble pas être du goût de M. Juppé. Son conseiller chargé du dossier, M^{me} Anne Duthilleul — ex-Aune Chopinet, la première femme major à Polytechnique — fait savoir à ses interlocuteurs locaux que le contribuable ne peut tout de même pas financer à 120 % des bateaux de croisière pour milliardaires américains. M. Poylo semble, en outre, n'être plus soutenu dans son projet par ses banquiers. Les investisseurs s'éloignent. Chacun a le sentiment de s'être « fait avoir ». Mais il est sans doute trop tard pour revenir à la case départ. Une décision devait être prise le 22 février en comité de groupe. Elle a été repoussée à vendredi. Mais le président-directeur général, M. Fournier, qui a affirmé ne plus pouvoir payer les salaires pourrait déposer le bilan dès mercredi, selon la CGT.

Le député et maire de La Rochelle, M. Crépeau, craint « de graves troubles à l'ordre public ». C'est que, ici, la construction navale est une tradition de père en fils. En outre, la fermeture de ce chantier de haute technicité s'inscrirait dans une liste déjà longue de difficultés. Trois cents salariés de Peugeot ont été licenciés fin 1985 et les emplois des neuf cent cinquante restants sont très menacés. L'usine du groupe Alsthom, pour sa part, compte une centaine de salariés au chômage partiel à tour de rôle. La COFAZ (engrais), désormais filiale d'une entreprise norvégienne, a annoncé cent quarante licenciements. Les emplois créés grâce aux aides du syndicat intercommunal du bassin de La Rochelle concernent des secteurs « pointus », comme la plaisance qui nécessite peu de personnel.

L'emploi est devenu un enjeu qui sera sans doute déterminant pour la

prochaine bataille des municipales de 1989. Après cinq ans passés au gouvernement, à l'environnement, puis au commerce et à l'artisanat et quelques bagarres radicales au sein du MRG, M. Crépeau, ancien candidat à la présidence de la République en 1981, est de retour dans sa ville, décidé à mener autant d'offensives que de batailles défensives pour les secteurs en difficulté. « Je ne suis pas un Gamelin. Je suis plutôt un partisan de la guerre de mouvement », dit-il.

Son grand projet : aménager un pôle technologique orienté vers la mer et vers l'est avec des structures de recherche — notamment sur l'utilisation des signaux — de formation et de tourisme. Des contacts sérieux pourraient aboutir cette année avec un groupe d'investisseurs privés du Danemark. Son challenger pour la mairie, M. Jean Harel, vice-président RPR du conseil général, très actif sur le dossier des chantiers navals, ne croit, lui, que modéré-

ment à ce projet. Il ne s'explique ce taux de chômage supérieur de 50 % à la moyenne nationale que par un « environnement psychologique néfaste ». Selon lui, les idées de M. Crépeau « font peur aux patrons ».

Chacun sait bien, de toute façon, que ce ne sont ni les algues ni les vélos qui rendront un emploi aux ouvriers de « la navale » et que la politique que La Rochelle risque de connaître une période charnière difficile. « Dire que j'ai passé la moitié de ma vie politique à dénoncer les excès de la société de consommation et l'autre partie, maintenant, à essayer de relancer la croissance pour que les gens puissent conserver leur emploi », soupire M. Michel Crépeau.

CORINE LESNES.

(1) Voir « Le Monde sans vis », du 14 février.

QUALITE DE PRODUIT DIX FOIS MEILLEURE TOUS LES CINQ ANS. EST-CE POSSIBLE?

C'est certainement possible. En fait, nous en avons fait un objectif constant et mondial pour notre compagnie.

Cette résolution est simplement un seul aspect d'un programme global à long terme qui nous permet de concurrencer avec succès les vendeurs d'électronique de par le monde.

Et les résultats ont été encourageants.

Un des plus grands hommages qu'un client puisse rendre à son fournisseur est "l'agrément" d'un produit. Quand un produit est agréé, on estime qu'il a un tel niveau de qualité que les livraisons n'ont pas à être inspectées à réception par le client.

Nos usines françaises sont agréées par des leaders européens dans la construction automobile, pour nos systèmes d'allumage et ponts redresseurs. Nous fabriquons des modules dans notre usine d'électronique automobile et industrielle d'Angers, et des composants sont produits dans notre usine de semi-conducteurs à Toulouse.

À Taunusstein, en Allemagne, où nous fabriquons des systèmes de recherche de personnes, des radiotéléphones et des stations fixe à fixe, les retours des cartes de suivi de qualité par nos clients montrent un taux de satisfaction de 99,74%.

Dans notre usine d'East Kilbride, en Ecosse, le niveau de qualité déjà élevé des produits Motorola a été amélioré d'un facteur dix pendant ces quatre dernières années! Et nous avons maintenant des clients qui enregistrent zéro défaut lors de l'inspection des livraisons.

Nous sommes fiers des progrès que nous avons réalisés en matière de programmes, équipement et méthodes, mais, après tout, ce sont les gens de Motorola qui les font marcher. Aucun programme de contrôle de qualité ne peut jamais avoir du succès sans une véritable appréciation, par les personnes qui fabriquent ce produit, de l'importance de la qualité de la marchandise sur le marché.

Mais peut-être, l'ultime réponse à la question posée au début est celle-ci:

Ce n'est pas seulement possible, mais avec le niveau de concurrence mondiale actuelle, c'est même impératif.

Motorola est une des sociétés internationales de l'électronique les plus grandes du monde. Nous sommes actifs sur les cinq continents.

Notre objectif commun: le service auprès de nos clients dans le domaine des radiocommunications (parole et données), des ordinateurs, des semi-conducteurs et dans les composants électroniques pour la défense, l'aérospatiale, l'automobile et le marché industriel.



MOTOROLA Un leader mondial dans l'électronique de pointe

هكذا من الامم

Marchés financiers

NEW-YORK, 23 février ↓

Repli limité

Repli émirite

Après une baisse initiale sensible, Wall Street s'est ressaisi le 23 février grâce à une demande collective. Tombé un moment sous le barre des 2200, l'indice Dow Jones est finalement remonté à 2216,54 à la clôture, cédant 18,69 points. Le volume des transactions a porté sur 170,4 millions de titres, contre 175,7 millions lors de la précédente séance. On notait 1151 hausses, 433 replis et 367 valeurs inchan-

Amour du Big Board, les opérateurs ont réagi à la suspension par le Brésil du paiement de ses intérêts sur les emprunts contractés auprès des banques commerciales internationales. La chute des cours des valeurs des banques a ainsi affaibli

l'ensemble de la cose. Les investisseurs ont, de surcroît, accueilli avec prudence l'annonce que les grands pays industrialisés étaient parvenus à un accord de stabilisation des parités. Parmi les valeurs les plus actives, on notait GTE Corp. (2,6 millions de titres échangés), IBM (2,6 millions) et American Telephone (2,3 millions).

[illegible]

INDICES BOURSIERS

PARIS

(INSEE, base 100 = 31 déc. 1984)

	26 fév.	27 fév.
Valeur française...	1918	—
Valeur étrangère...	1926	—
C ^o des agents de change		
(base 100 = 31 déc. 1981)		
Indice français...	419,7	411,1

NEW-YORK (Indices Dow Jones)		
	20 Dec.	23 Dec.
Industrielles	2.735,35	2.214,54
LONDRES (Indices - Financial Times*)		
	20 Dec.	23 Dec.
Industrielles	1.567	1.536,99
Mines d'or	384,99	313,76
Fonds d'Etat	87,22	87,60
TOKYO		
	23 Dec.	24 Dec.
Nikkei	19.940,50	20.087,35
Indice mondial	1.723,61	1.796,25

Echéances		
juin 87	Sept. 87	Déc. 87
105,35	105,35	105,30
105,45	105,55	105,45

A CORBEILLE

Cette diminution des réserves est due à la constitution de fortes provisions, destinées à couvrir les « mauvais risques » : ces les années précédentes, dans le secteur de la machine-outil en particulier. La hausse des taux sur le marché financier a ainsi mis à la banque, dont la trésorerie est largement excédentaire.

CAIRE DES DEVISES			
DEUX MOIS		SEX MOIS	
Rep. + ou dép.		Rep. + ou dép.	
+ 175	+ 200	+ 500	+ 600

09	+	48	+	78	+	122	+	208
	+	257	+	281	+	806	+	8
04	+	221	+	244	+	658	+	7
	+	131	+	147	+	418	+	4
05	+	38	+	187	+	261	+	9
	+	273	+	300	+	852	+	6
01	-	168	-	115	-	439	-	3
	-	406	-	337	-	871	-	6

MONNAIES			
1/16	63/8	6 1/2	6 5/16
1/16	4	4 1/8	4 1/16
1/16	5 3/8	5 1/2	5 5/16
1/16	7 3/4	8	7 11/16

10	5	1/3	4	313/16	315
10	10		10	1/2	10
10	10	3/4	10	7/8	10
10	8	7/16	8	5/8	8
10	8		8	9/16	8

encadre des devises nous sont indiqués.

10	5	1/3	4	313/16	315
10	10		10	1/2	10
10	10	3/4	10	7/8	10
10	8	7/16	8	5/8	8
10	8		8	9/16	8

encadre des devises nous sont indiqués.

هكذا من الأهل

صكنا من الامم

Le Monde

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	COMMUNICATION	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Le premier anniversaire de l'arrivée au pouvoir de M. Aquino. 4 La libération de l'ouest de la Birmanie. 5 Les Douze se prononcent pour une conférence internationale de paix au Proche-Orient.	6 La lutte contre le terrorisme et la politique de la majorité. DEBATS 2 Mandat présidentiel.	8 Georges Ibrahim Abdallah refuse d'assister aux audiences. - Un entretien avec le chef de la branche pro-syrienne des Forces libanaises. 9 Voile : la Course autour du monde en solitaire.	10-11 L'attribution de la 5 et de la 6, et le dépôt des candidatures pour TF 1. CULTURE 12 Reprise à Paris du ballet <i>Cendrillon</i> . 13 Des soirées de théâtre dans les cafés.	28 M. Chirac reçoit les syndicats. - M. Friedmann devient PDG d'Air France. 27 L'avenir du chantier naval de La Rochelle. 28-29 Marchés financiers.	Radio-télévision : 15 Annonces classées : 20 à 24 Carnet : 16 Météorologie : 15 Mots croisés : 16 Journal officiel : 16 Loto : 16 Spectacles : 14	• La fin des télévisions. • Terrorisme : la paléontologie. • Jeu : Le maître en 10 questions. • Jeu : Gagnez le Monde. Actualité, humour, météo, Bourse, Télévision, Loto, 36.15 Tapez LEMONDE

M. Gorbatchev mérite d'être «applaudi»

estime M. Shultz

Le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, a estimé, lundi 23 février, que certains aspects de la politique d'ouverture en URSS méritaient d'être «applaudis» et a qualifié le nouveau dirigeant soviétique, M. Gorbatchev, d'homme «extraordinairement capable, intelligent et actif».

M. Shultz, qui prenait la parole devant un groupe d'éducateurs, a cependant ajouté que, malgré la libération de prisonniers politiques, la situation du point de vue des droits de l'homme semblait avoir plutôt empiré en Union soviétique. Car, a-t-il dit, si une «grande publicité» a été donnée à la libération de certains dissidents connus, Washington a le sentiment que la «situation est devenue plutôt plus répressive» pour le citoyen soviétique moyen.

Pour M. Shultz, les «réactions négatives» de la bureaucratie soviétique aux réformes proposées par le dirigeant soviétique montrent que celles-ci constituent des «pas importants». Soulignant que la question se posait de savoir jusqu'où iront ces réformes, le secrétaire d'Etat a ajouté : «Il est néanmoins clair qu'il y a des changements importants. C'est une chose fascinante à observer et quelque chose qui mérite pour l'essentiel d'être applaudi». — (AFP.)

M. Kissinger : «Une ébullition»

Dans le dernier numéro de *Newsweek*, l'ancien secrétaire d'Etat, M. Henry Kissinger, qui revient d'une visite à Moscou, écrit pour sa part : «Il se produit à l'évidence une ébullition sous l'épaisse surface de l'hiver moscovite. La nouvelle direction est différente. Elle manifeste une vigueur, un dynamisme, une flexibilité inimaginables il y a dix ans». A propos du numéro soviétique, M. Kissinger ajoute : «Mikhaïl Gorbatchev et ses collègues ont beaucoup plus d'urbanité (que Brejnev). Lorsque Gorbatchev s'est adressé individuellement à des membres de notre délégation, il a à la fois montré de la causticité et eu recours à des plaisanteries, il s'est fait tout à la fois menaçant et conciliant et a manifesté une connaissance impressionnante de son sujet et une intuition subtile envers chaque interlocuteur».

BOURSE DE PARIS

Matinée du 24 février

Irrégulier : - 0,09 %

La Bourse de Paris a évolué le 24 février sur une note calme mais irrégulière, l'indice instantané cédant 0,09 %. En repli figuraient Schneider (- 3,3 %), Alsthom (- 3 %), Leroy-Somer (- 2 %), Eurocom (- 1,9 %) et Facom (- 1,7 %). En hausse, on notait Lyonnaise des eaux (+ 4 %), Casino (+ 2,4 %), Valéo (+ 2 %), Lacafrance (+ 1,7 %) et Ecco (+ 1,7 %).

Valeurs françaises			
	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	530	530	535
Agropar	2020	2020	2020
Air Liquide	702	702	707
Banque Paribas	1020	1020	1019
Bouygues	2480	2485	2485
Brexp	1224	1224	1224
B.S.M.	4638	4638	4700
Chemins de fer	3695	3672	3672
Chemin de fer	1065	1065	1065
Club Méditerranée	880	880	880
Compagnie Générale	1452	1452	1452
ELF-Aquitaine	337	337	338 80
Endesa	2400	2400	2400
Europ. Capitaux	1418	1408	1408
Industrie	2876	2840	2845
Mid (Ind)	1850	1850	1850
Mid-Hollande	2408	2410	2410
Navig. Méd.	1040	1042	1038
Oréal	3055	3068	3040
Paroisse	1025	1021	1020
Pelletier	1285	1285	1285
Soc. Gen.	808	808	807
Soc. Par.	748	751	748
Télécom	3200	3208	3210
Thomson	1468	1460	1462
Toutat	450	450	450
T.S.T.	2080	2080	2080
Vallo	487	487	487

A B C D E F G

La dégradation des prix du pétrole L'OPEP prise en ciseaux

Les prix du pétrole brut ont vivement chuté lundi 23 février. A New-York, les contrats ont frôlé la barre des 17 dollars, après une baisse de plus d'un demi-dollar en une séance, alors qu'ils avaient dépassé 19 dollars à la fin janvier. La glissade des cours des produits a été encore plus accentuée.

La dégradation du marché, amorcée depuis déjà deux semaines, devrait, selon la plupart des observateurs, se poursuivre à court terme, à moins que l'OPEP, confrontée à sa première crise sérieuse depuis la conférence de décembre dernier, ne se ressaisisse. Il est clair, en effet, que l'accord conclu en décembre par l'organisation afin de stabiliser les prix du pétrole à 18 dollars subit, un mois plus tôt que prévu, une mise à l'épreuve décisive.

Les prix officiels fixés par les treize pays producteurs sont désormais supérieurs de 1 à 2 dollars aux cours du marché, selon les qualités et les destinations, les plus pénalisées étant les bruts africains, en concurrence directe avec les pétroles américains et britanniques. Compte tenu des cours des produits et des marges de raffinage, l'écart réel entre les prix OPEP et les tarifs que les compagnies sont prêtes à payer atteint en fait 3 dollars par baril.

Il n'est donc par surprenant que les groupes pétroliers multiplient les pressions pour tenter d'arracher des rabais aux pays producteurs. Les compagnies japonaises, principaux clients des Etats du Golfe, ont fait savoir qu'ils souhaitaient réviser les prix en mars sous peine d'annuler leurs commandes. La plupart des autres compagnies, qui n'ont conclu des contrats à prix fixes que pour des volumes limités, représentant, selon un opérateur, de 10 à 15 % du total de leurs achats, retardent leurs enlèvements et s'approvisionnent largement sur le marché «spot» ou par leurs propres concessions.

Le problème de l'OPEP est aggravé par la baisse saisonnière de la demande, qui s'amorce alors que les stocks accumulés pendant l'automne et l'hiver n'ont pas encore été dégonflés. «L'OPEP risque d'être prise en ciseaux : elle va devoir gérer la chute saisonnière de la consommation alors qu'elle n'a pas encore épuisé tous les stocks excédentaires», assure le responsable des achats d'une grande compagnie européenne.

L'organisation n'a que deux solutions : soit convoquer le plus vite possible une nouvelle conférence afin de réduire massivement son rythme d'extraction. C'est ce qu'attendaient les opérateurs à la veille du week-end. Soit, et c'est

semble-t-il la voie choisie, tenter de tenir bon en maintenant ses prix officiels, quitte à perdre momentanément la plupart de ses clients. Cette résistance réduira assez rapidement de façon naturelle la production et donc rééquilibrera le marché.

Le hic est que cette mise à l'épreuve touche également les producteurs. Les plus petits, souvent dépourvus de réseaux de commercialisation propres, comme le Qatar, sont les plus démunis face aux compagnies, de même que les plus fragiles financièrement (Nigéria, Venezuela) ou ceux dont les prix officiels ont été fixés trop haut (Libye). D'où les décisions prises ce week-end à Doha de créer un mécanisme d'entraide mutuelle, dont on connaît encore mal la teneur.

Le ministre du Koweït a déclaré que les compagnies pétrolières feront l'objet de mesures collectives de la part des Etats du Golfe si elles exhortent des pays à faire des rabais. Mais, outre que la discipline n'a jamais été jusqu'ici le point fort de l'OPEP, on voit mal quelles mesures pourraient prendre les Etats producteurs contre les compagnies dès lors que la quasi-totalité d'entre elles refusent d'enlever le brut aux prix officiels.

VÉRONIQUE MAURUS.

Sur le vif Grosse tête

Ah ! les enfants ! Vous pouvez pas savoir ce qui m'arrive. Je vais me retrouver mercredi à l'heure de vérité, face à M. Chirac. Je suis mort de trouille, j'en dors plus la nuit. Forcément, quand je leur ai annoncé ça, toutes leurs, toutes frémissantes, mes copines se sont crispées à leurs machines à écrire pour pas tarder à le révéler. Mais ? M. Chirac ? Ben, il doit être content, ça donc ! Il va vous faire une de ces jappées à toi et à Vieux ? Ouais, voilà le respect qu'on a dans les médias pour le parti des travailleurs et pour son secrétaire général ! Qui c'est d'abord, cette dame ? Ouais, c'est elle qui vient faire dans une émission sérieuse, on peut savoir ? Ou c'est qu'on est là, aux «Grosses têtes» ?

En plus, parait que l'invité est toujours solidement encadré, entouré dans le carré de ses fidèles, de ses conseillers. C'est pas lui qui est sur le plateau, c'est le journaliste, minuscule, par les regards en ville d'un public hostile. Alors toi, ma pauvre chérie, avec tes questions à la con — Pourquoi vous voulez pas faire président, M. Chirac ? — tu vas te retrouver réduite en bouillie.

— Faut pas pousser, il va pas me manger !

— Et va se gêner ! Il va te débattre au tapis rigolo, façon Bélier. Ah, c'est vraiment intéressant cette question, M. Bélier. Ouais, ouais, pour occuper le terrain, au lieu de lire les Évangiles, il va te balancer trois pages du Capital.

— C'est pas ton genre. Lui, ça serait plutôt le joko-bou, l'appareil sur le bouton et l'as le déguise qui s'empare du Capital.

— Ah, ça, si tu repêches des choses de longue date sur la scène, tu vas rester là, habillée, la cervelle en compote ! Après ça, ça va en décalé, il te passe sur le corps un bouillottes, tu te fais à la connerie, tu te mets à chialer : C'est pas chic, ça, Bélier !

— Alors donc ! C'est pas un ogre, Bélier ! Ça dit dans *Paris Match*, il parle avec ses trébuchets, c'est un ténor, un écrivain. Même qu'on l'a vu plusieurs en public.

— Oh là là ! Alors, va-y mollo, ma fille ! Même s'il te fait les gros yeux, le méchant gars, frotte pas le griffon, toi ! Tu vois que tu rondes en termes et que tu écoutes en sanglots. Vire d'abord plus qu'à vous faire sauter sur ses genoux pour vous consoler.

CLAUDE SARRAUTE.

La polémique sur le satellite de télévision

Une étude du CCETT montre que seul TDF 1 peut assurer l'évolution vers la haute définition

C'est le 25 février qu'un comité interministériel devrait trancher la polémique entre partisans et adversaires du satellite de télévision directe. Le programme de satellite TDF 1-TDF 2 fait l'objet d'une vieille rivalité entre Télédiffusion de France et la Direction générale des télécommunications.

Mais cette querelle entre administrations se double aujourd'hui d'une offensive politique. Les ministères libéraux, notamment M. Gérard Longuet et M. François Léotard, veulent remettre en question l'héritage de M. Jacques Chirac, qui s'était prononcé en juillet dernier pour la poursuite du programme de satellite de télévision directe.

Si, négligeant cette offensive, le gouvernement décide mercredi de lancer TDF 1 et de mettre en œuvre TDF 2, il lui faudra résoudre le délicat problème de financement de l'ensemble. Le capital de 600 millions de francs, proposé par M. Claude Contin pour constituer la société d'exploitation, est loin d'avoir été entièrement souscrit.

Les candidats aux canaux de satellite trouvent l'initiative trop lourde et contestent les tarifs de location. Le gouvernement pourrait alors demander à TDF de combler le trou, rompant au principe défini en juillet dernier suivant lequel TDF 2 serait entièrement pris en charge par le privé. Il est vrai qu'entre-temps Télédiffusion de France sera transformée en société nationale avec une part de son capital privatisé.

Si, à l'inverse, le gouvernement estime mercredi que le programme TDF 2 ne peut pas être mené à bien faute d'un engagement suffisant des partenaires, il pourrait décider de ne lancer que TDF 1 avec un statut expérimental. Une décision qui, en condamnant implicitement le programme, serait lourde de conséquences. Elle remettrait d'abord en question la coopération industrielle franco-allemande sur ce secteur, les deux pays s'étant associés pour fabriquer TDF 1 et TDF 2. Elle risquerait aussi d'apporter sérieusement l'avenir de Télédiffusion de France investi depuis sept ans dans ce nouveau support de diffusion.

Protéger le marché européen

Mais les conséquences les plus graves d'un abandon concerneraient les industriels de la télévision. Ceux-ci militent avec acharnement en faveur du programme TDF 1. TDF 2 parce qu'il introduit le nouveau standard D2 MAC destiné à remplacer le PAL et le SECAM, et à protéger le marché européen des ambitions japonaises en matière de télévision à haute définition. Sans satellite, affirment les responsables

de Thomson et de Philips, l'existence d'une industrie européenne de télévision est gravement menacée.

L'argument est contesté aujourd'hui par les adversaires de TDF 1. Le D2 MAC, dit-on, est en substance, peut-être utilisé par d'autres sociétés que par Thomson et Philips, l'usage luxembourgeois Astra ou Telecom 1, le satellite de la DGT.

Faut-il réorienter les industriels qui viennent d'envoyer à tous les ministères concernés une note technique, élaborée à l'initiative de la CCETT (Comité communautaire d'études en télévision et télécommunication). Ils y établissent que les satellites de moyenne puissance (Astra, Eurostat 1 ou Telecom 1) ne peuvent transmettre dans de bonnes conditions un son numérique et une image à haute définition européenne ou japonaise. En abandonnant le satellite TDF 1 et sa forte puissance, la télévision française se priverait donc de l'instrument essentiel à l'industrialisation technologique de l'image et du son. Un instrument sur lequel misent les Japonais, les Allemands, les Britanniques comme les Américains.

Les adversaires de TDF 1 ne désarment pas pour autant. Au cabinet de M. Léotard, on envisage de demander à une chaîne publique de diffuser certaines émissions «attractives» en D2 MAC pour remplacer le satellite. Les téléspécialistes seraient ainsi invités à s'équiper avec le nouveau standard pour pouvoir regarder. Une solution qui risque d'aggraver l'indigence de la chaîne «généraliste» pour autant l'évolution technologique de la télévision française.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Le Monde sur minitel

VOTRE PORTEFEUILLE PERSONNEL

Bourse : suivez l'évolution de vos actions grâce à un code personnel et secret.

36.15 TAPÉZ LEMONDE

DE LA SIMPLE RETOUCHE AU PLUS BEAU VÊTEMENT
PRX EXCEPTIONNELS
avec la garantie d'un grand maître tailleur

PANTALONS
MESURE 700 F

A partir de
COSTUMES
MESURE 2150 F

NOUVELLE COLLECTION
3000 tissus
Luxeuses draperies anglaises

Fabrication traditionnelle
TAILLEURS, JUPES, MANTEAUX
PARDESSUS SUR MESURE
UNIFORMES ET VÊTEMENTS MILITAIRES

LEGRAND Tailleur
27, rue de la République, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-81.
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h.

LES AMATEURS D'APPLE PROFITENT DES PRIX ET DES SERVICES D'INTERNATIONAL COMPUTER

LES SONT TOUJOURS DANS LE SIROP.

Un Macintosh Plus et un disque dur 20 M.o.
SCSI compatible
26.900 F HT
31.900 F TTC



INTERNATIONAL COMPUTER
La micro sans frontières
26, rue du Renard Paris 4 • 47 72 26 26
61, av. du Prado Marseille 6 • 91 37 25 07